



Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvions, et notamment le vendredi 26 mai 2017



Staline et l'Afrique

Communisme et Panafricanisme



Guy De Boeck



C'est dans la nuit du 5 au 6 mars 1953 que la mort de Staline est annoncée sur Radio Moscou... depuis plusieurs heures, la musique classique avait remplacé les programmes... Quand enfin, à 2 heures du matin, la nouvelle tombe, l'info fait le tour du monde et suscite un torrent de lamentations. Staline, le petit père des peuples, Staline, le guide de tous les Soviétiques, Staline, le plus grand génie de tous les temps, comme le martèle la propagande orchestrée par Joseph Staline lui-même, ne sera plus.

Il faut absolument se replacer dans l'époque pour comprendre le désarroi non seulement de l'Union Soviétique mais aussi d'une grande partie du monde, devant la disparition de cette grande figure historique. Car il faudra attendre 1956, et le fameux rapport « attribué à » Krouchtchev pour que soient dénoncés à Moscou certains faits datant de la période du Stalinsisme, connus depuis lors comme « les crimes de Staline ».

Un « monstre » apprécié en Afrique ?

La disparition de Staline en 53 et le grand chambardement de 56 furent donc des événements mondiaux. Ce qui est mondial concerne tout le monde, et donc aussi les Africains. Parmi ceux-ci, le mouvement panafricain, où se retrouvaient les consciences politiques les plus aiguës du continent, ne pouvaient qu'y être particulièrement sensibles, même si la diversité du panafricanisme est grande, dès que l'on sort de sa thèse centrale : *il existe une "personnalité africaine" qui est commune à toutes les femmes, tous les hommes, de race noire: cette "personnalité" recèle des valeurs spécifiques de sagesse, d'intelligence, de sensibilité. Les peuples noirs sont les peuples les plus anciens de la terre. Ils sont voués à l'unité, et à un avenir commun de puissance et de gloire.*

Hors ce « credo » de base, point d'unanimité, même entre ceux que Jean Ziegler, évoquant Kwame N'Krumah, et le mouvement en Afrique anglophone appelle « *ses pères fondateurs*¹ » : WEB DuBois, Sylvester Williams, Alexander Walters, Nnamdi Azikiwe.

" *William E. Burgardt DuBois, auteur de "Black Princess", adhéra au Parti Communiste américain en plein MacCarthysme. Marcus Garvey, fervent défenseur de l'idée sioniste (qu'il tenta d'adapter à la diaspora noire), est un antimarxiste convaincu. Alexandre Walters est un évêque de l'African Methodist Episcopal Zion Church. Sylvester Williams, avocat, né aux Antilles britanniques, est un ardent défenseur de la démocratie bourgeoise. Quant à Nnamdi Azikiwe, premier gouverneur général de la Nigeria indépendante, nommé par la reine d'Angleterre, il ... refuse expressément toute idée de rupture avec le système capitaliste ... En d'autres termes: le mouvement panafricain procède d'une idéologie confuse, idéaliste....*

" *Mais aussi confuse que soit l'idéologie panafricaine, aussi compliquée et contradictoire qu'ait été l'évolution des organisations tentant de la diffuser, un fait est certain: le panafricanisme refuse toute idée d'assimilation, d'intégration à l'univers du dominateur.*²"

Le caractère très vaste du mouvement (on n'en voit guère d'autre qui aient pris d'emblée comme aire géographique pratiquement tout un continent plus ses diasporas) s'explique sans doute principalement par son origine : la déportation des esclaves. Une fois déporté dans les Antilles ou en Amérique, un Yoruba, un Akan ou un Kongo étaient ramenés à la plus simple expression de leur identité : Noirs. Esclaves, méprisés, exploités et opprimés comme noirs, il était fatal qu'ils réagissent en développant une culture de résistance elle aussi coextensive à la couleur de leur peau.

Mais cela veut dire aussi que l'Afrique des premiers panafricains, c'est-à-dire de ceux de la diaspora, était un rêve, un sentiment nostalgique, un mythe plus qu'un continent ! Et l'opposition forte qu'il y a entre « blanc » et « noir », arme conceptuelle inventée par le colonisateur pour opposer la « civilisation blanche » à la « sauvagerie noire » était une arme à double tranchant car la même idée que « le noir est nécessairement le contraire du blanc » pouvait induire tout aussi aisément l'idée qu'à une oppression blanche s'opposait une liberté noire, à l'injustice, à la brutalité coloniale, une Afrique par essence douce, juste, conviviale³... Il y a des rêves dont il est dommage de devoir se réveiller...

On remarquera aussi que le marxisme et le panafricanisme ont des points de rencontre, de convergence, mais qui sont aussi des points où ils pourraient se trouver en situation de concurrence : volonté de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, affirmation que l'histoire a un sens et que ce sens est libérateur, révolutionnaire. Il y a aussi concordance dans le temps entre une période de splendeur du Panafricanisme, qui s'étale de la fin de la Guerre de Sécession et les Indépendances africaines des années '60, et ce qui se passe dans l'Internationale Ouvrière, où le marxisme devient prépondérant après 1871 (les anarchistes ayant été liquidés dans la répression de la Commune de Paris), qui devient communiste après 1917 et restera sous le leadership de l'URSS jusqu'à la période de dégradation des relations, puis de fortes tensions entre l'Union soviétique et la République populaire de Chine de la fin des années 1950 aux années 1980, leur paroxysme étant marqué par les incidents frontaliers de 1969. La rupture eut pour conséquence une scission au sein du mouvement communiste international. Enfin, élément qui pèsera très lourd en pratique, les syndicats d'inspiration marxistes furent longtemps les seuls

¹ Je ne partage pas l'opinion de Ziegler en ce qui concerne le titre de « fondateurs » donné à ces grands figures, par ailleurs incontestables. A mon sens, le mouvement est plus ancien et remonte à la Traite des Esclaves. Etre traité comme une marchandise est de nature à donner un choc violent, qui suscite en retour une affirmation énergique de sa qualité d'homme. NdA.

² Ziegler : " *Main basse sur l'Afrique* "; Paris, Seuil, 1979, p. 77-78

³ Le retournement complet s'opère chez Aimé Césaire qui parle de « l'ensauvagement du colonisateur ».

à refuser de pratiquer la ségrégation raciale, même là où elle était imposée par la loi. Les Noirs ont tout simplement renvoyé poliment l'ascenseur.

Une autre lecture des faits historiques

Les Panafricains, disais-je, ont réagi à des événements mondiaux, qui ont fait réagir tout le monde. Quoi de plus normal ? Mais, chose inattendue du fait de leur grande diversité et de leur idéalisme, ils ont réagi d'une manière qui leur est propre. On ne l'a guère remarqué, soit par manque d'intérêt pour une opinion perçue comme « marginale », soit parce que, quand devant un événement de portée mondiale, tout le monde pousse des cris, un cri individuel ne s'entend guère !

Voici quelques exemples :

1917 ne fut pas seulement l'année des deux révolutions russes, mais aussi celle des mutineries de soldats épuisés, excédés de la guerre et poussés au désespoir de se voir toujours à nouveau sacrifiés comme « chair à canon » dans des « offensives à tout prix »... et toujours sans espoir ni résultat. Cela toucha toutes les armées, mais surtout l'Armée française qui, appliquant les idées de Mangin sur « la Force Noire », comprenait beaucoup de soldats venant des colonies et était commandée par le Gal Nivelles, l'un des plus enragés partisans de « l'offensives à tout prix ». Il en est resté le thème de « la dette de sang ». Car la France ne fit rien pour ses soldats africains, pas même leur accorder la peine et entière citoyenneté française.

Durant les années 30, les panafricains furent sensibles, comme tout le monde, à la faillite de la SDN et à la montée du fascisme, puis du nazisme, ce dernier pouvant difficilement les laisser indifférent, vu sa forte composante raciste.

Mais les menaces, à partir de **1930**, sur le Liberia⁴, puis l'agression mussolinienne contre l'Ethiopie en **1935** convainquent les Africains que, pour la SDN, au fond, *il n'est pas normal qu'il y ait des états africains indépendants : quand on est Nègre, on est fait pour être colonisé !*

Or, en **1936**, une nouvelle constitution est adoptée en URSS : tous les organes du parti sont désormais élus au suffrage universel direct masculin et féminin. L'extension du droit de vote concerne l'ensemble des citoyens de l'URSS qui n'adhéraient pas au parti communiste. Le but avoué était de lutter efficacement contre la tendance bureaucratique de certains cadres du parti en faisant participer activement les peuples de l'URSS à la vie politique, de les rendre maître de leur destin. Parmi ces peuples, il y avait les gens des nombreuses républiques peuples de nationalités non-russes, traités autrefois par les tsars en pays conquis, en colonies. Staline émancipait donc ses colonisés et leur donnait des droits égaux à ceux des autres citoyens, contrairement à ce qu'avait, notamment, la France, malgré l'existence de la « dette de sang ».

Enfin, en **1956**, se situe un épisode qui mérite qu'on s'y arrête un instant : la démission d'Aimé Césaire du PCF.

La Lettre à Maurice Thorez du 24 octobre 1956.

D'abord, plantons le décor. Entre la seconde guerre mondiale et la décolonisation, des parlementaires noirs ont siégé dans les assemblées françaises. Ils l'ont fait soit en étant membres de partis métropolitains, soit au moins en formant entre les groupes africains et des groupes politiques français des sortes d'associations, dites « apparentements ». Ces partis français

⁴ A l'époque, la survie du Liberia en tant qu'Etat indépendant était menacée. Un scandale mettant en cause de hauts fonctionnaires libériens dans la fourniture de main-d'œuvre pour le travail forcé à Fernando Po venait d'être porté à l'attention de la Société des Nations. Le rapport publié à la fin de l'année 1930 avait confirmé les accusations et, en outre, révélé la présence de situations d'esclavage domestique au Liberia même.

appartenait le plus souvent à la gauche ou à l'extrême gauche. Senghor siégea ainsi comme « apparenté communiste » et Césaire comme membre du PC.

Survint alors en 1956 le document pour lequel le PCF forgea l'appellation originale de « rapport attribué au camarade Krouchtchev », suivi d'un certain nombre d'événements internationaux, notamment la « mise au pas » (pacifique) de la Pologne, parfois aussi appelée « affaire Gomulka » et celle (violente) de la Hongrie, ainsi que l'intervention anglo-franco-israélienne en Egypte, dite aussi « affaire de Suez ». Nombre de Communistes de tous grades quittèrent alors le PCF, pour des raisons souvent opposées. Il y avait ceux qui ne supportaient pas le moindre mot contre Staline, même avec la précaution du « attribué à », et ceux qui, au contraire, auraient souhaité que la déstalinisation s'accompagnât de purges... staliniennes. Ce n'est là qu'un exemple : les raisons invoquées furent aussi multiples que les démissions. Césaire fut du nombre, et il s'agit donc ici d'une lettre de démission qu'Aimé Césaire, Député de la Martinique, adresse à Maurice Thorez, Secrétaire Général du Parti Communiste Français.

La lettre de Césaire est longue : elle s'étale sur 6 pages, et une partie ne présente qu'un intérêt anecdotique, car elle ne présente aucune originalité par rapport à ce que dirent des démissionnaires français de France. D'autres raisons, par contre, sont propres à Césaire et concernent l'attitude des PC envers les peuples noirs. Et ces raisons recourent, d'une certaine façon, les propos tenus, au même moment, par des panafricanistes anglophones, dont George Padmore. Notre sujet étant le panafricanisme et non le mouvement communiste international, nous nous arrêterons uniquement à ces raisons-là.

« Un fait à mes yeux capital est celui-ci : que nous, hommes de couleur, en ce moment précis de l'évolution historique, avons, dans notre conscience, pris possession de tout le champ de notre singularité et que nous sommes prêts à assumer sur tous les plans et dans tous les domaines les responsabilités qui découlent de cette prise de conscience.

Singularité de notre « situation dans le monde » qui ne se confond avec nulle autre.

Singularité de nos problèmes qui ne se ramènent à nul autre problème.

Singularité de notre histoire coupée de terribles avatars qui n'appartiennent qu'à elle.

Singularité de notre culture que nous voulons vivre de manière de plus en plus réelle.

Qu'en résulte-t-il, sinon que nos voies vers l'avenir, je dis toutes nos voies, la voie politique comme la voie culturelle, ne sont pas toutes faites ; qu'elles sont à découvrir, et que les soins de cette découverte ne regardent que nous ? C'est assez dire que nous sommes convaincus que nos questions, ou si l'on veut la question coloniale, ne peut pas être traitée comme une partie d'un ensemble plus important, une partie sur laquelle d'autres pourront transiger ou passer tel compromis qu'il leur semblera juste de passer eu égard à une situation générale qu'ils auront seuls à apprécier.

Ici il est clair que je fais allusion au vote du Parti Communiste Français sur l'Algérie, vote par lequel le parti accordait au gouvernement Guy Mollet Lacoste les pleins pouvoirs pour sa politique en Afrique du Nord – éventualité dont nous n'avons aucune garantie qu'elle ne puisse se renouveler. En tout cas, il est constant que notre lutte, la lutte des peuples coloniaux contre le colonialisme, la lutte des peuples de couleur contre le racisme est beaucoup plus complexe – que dis-je, d'une tout autre nature que la lutte de l'ouvrier français contre le capitalisme français et ne saurait en aucune manière, être considérée comme une partie, un fragment de cette lutte.

Je me suis souvent posé la question de savoir si dans des sociétés comme les nôtres, rurales comme elles sont, les sociétés de paysannerie, où la classe ouvrière est infime et où par contre, les classes moyennes ont une importance politique sans rapport avec leur importance numérique réelle, les conditions politiques et sociales permettaient dans le contexte actuel, une action efficace d'organisations communistes agissant isolément (à plus forte raison d'organisations communistes fédérées ou inféodées au parti communiste de la métropole) et si,

au lieu de rejeter à priori et au nom d'une idéologie exclusive, des hommes pourtant honnêtes et foncièrement anticolonialistes, il n'y avait pas plutôt lieu de rechercher une forme d'organisation aussi large et souple que possible, une forme d'organisation susceptible de donner élan au plus grand nombre, plutôt qu'à caporaliser un petit nombre. Une forme d'organisation où les marxistes seraient non pas noyés, mais où ils joueraient leur rôle de levain, d'inspirateur, d'orienteur et non celui qu'à présent ils jouent objectivement, de diviseurs des forces populaires.

L'impasse où nous sommes aujourd'hui aux Antilles, malgré nos succès électoraux, me paraît trancher la question : j'opte pour le plus large contre le plus étroit ; pour le mouvement qui nous met au coude à coude avec les autres et contre celui qui nous laisse entre nous ; pour celui qui rassemble les énergies contre celui qui les divise en chapelles, en sectes, en églises ; pour celui qui libère l'énergie créatrice des masses contre celui qui la canalise et finalement la stérilise.

En Europe, l'unité des forces de gauche est à l'ordre du jour ; les morceaux disjoints du mouvement progressiste tendent à se ressouder, et nul doute que ce mouvement d'unité deviendrait irrésistible si du côté des partis communistes staliniens, on se décidait à jeter par-dessus bord tout l'impedimenta des préjugés, des habitudes et des méthodes hérités de Staline.

Nul doute que dans ce cas, toute raison, mieux, tout prétexte de bouder l'unité serait enlevé à ceux qui dans les autres partis de gauche ne veulent pas de l'unité, et que de ce fait les adversaires de l'unité se trouveraient isolés et réduits à l'impuissance.

Et alors, comment dans notre pays, où le plus souvent, la division est artificielle, venue du dehors, branchée qu'elle est sur les divisions européennes abusivement transplantées dans nos politiques locales, comment ne serions-nous pas décidés à sacrifier tout, je dis tout le secondaire, pour retrouver l'essentiel ; cette unité avec des frères, avec des camarades qui est le rempart de notre force et le gage de notre confiance en l'avenir.

D'ailleurs, ici, c'est la vie elle-même qui tranche. Voyez donc le grand souffle d'unité qui passe sur tous les pays noirs ! Voyez comme, çà et là, se remaille le tissu rompu ! C'est que l'expérience, une expérience durement acquise, nous a enseigné qu'il n'y a à notre disposition qu'une arme, une seule efficace, une seule non ébréchée : l'arme de l'unité, l'arme du rassemblement anticolonialiste de toutes les volontés, et que le temps de notre dispersion au gré du clivage des partis métropolitains est aussi le temps de notre faiblesse et de nos défaites.

Pour ma part, je crois que les peuples noirs sont riches d'énergie, de passion qu'il ne leur manque ni vigueur, ni imagination mais que ces forces ne peuvent que s'étioler dans des organisations qui ne leur sont pas propres, faites pour eux, faites par eux et adaptées à des fins qu'eux seuls peuvent déterminer.

Ce n'est pas volonté de se battre seul et dédain de toute alliance. C'est volonté de ne pas confondre alliance et subordination. Solidarité et démission. Or c'est là très exactement de quoi nous menacent quelques-uns des défauts très apparents que nous constatons chez les membres du Parti Communiste Français : leur assimilationisme invétéré ; leur chauvinisme inconscient ; leur conviction passablement primaire – qu'ils partagent avec les bourgeois européens – de la supériorité omnilatérale de l'Occident ; leur croyance que l'évolution telle qu'elle s'est opérée en Europe est la seule possible ; la seule désirable ; qu'elle est celle par laquelle le monde entier devra passer ; pour tout dire, leur croyance rarement avouée, mais réelle, à la civilisation avec un grand C ; au progrès avec un grand P (témoin leur hostilité à ce qu'ils appellent avec dédain le « relativisme culturel », tous défauts qui bien entendu culminent dans la gent littéraire qui à propos de tout et de rien dogmatise au nom du parti).

Il faut dire en passant que les communistes français ont été à bonne école. Celle de Staline. Et Staline est bel et bien celui qui a ré introduit dans la pensée socialiste, la notion de peuples « avancés » et de peuples « attardés ». Et s'il parle du devoir du peuple avancé (en

l'espèce les Grands Russes) d'aider les peuples arriérés à rattraper leur retard, je ne sache pas que le paternalisme colonialiste proclame une autre prétention.

Dans le cas de Staline et de ses sectateurs, ce n'est peut-être pas de paternalisme qu'il s'agit. Mais c'est à coup sûr de quelque chose qui lui ressemble à s'y méprendre.

Inventons le mot : c'est du « fraternalisme ».

Car il s'agit bel et bien d'un frère, d'un grand frère qui, imbu de sa supériorité et sûr de son expérience, vous prend la main (d'une main hélas ! parfois rude) pour vous conduire sur la route où il sait se trouver la Raison et le Progrès.

Or c'est très exactement ce dont nous ne voulons pas. Ce dont nous ne voulons plus.

Nous voulons que nos sociétés s'élèvent à un degré supérieur de développement, mais d'elles-mêmes, par croissance interne, par nécessité intérieure, par progrès organique, sans que rien d'extérieur ne vienne gauchir cette croissance, ou l'altérer ou la compromettre.

Dans ces conditions on comprend que nous ne puissions donner à personne délégation pour penser pour nous ; délégation pour chercher pour nous ; que nous ne puissions désormais accepter que qui que ce soit, fût-ce le meilleur de nos amis, se porte fort pour nous. Si le but de toute politique progressiste est de rendre un jour leur liberté aux peuples colonisés, au moins faut-il que l'action quotidienne des partis progressistes n'entre pas en contradiction avec la fin recherchée et ne détruise pas tous les jours les bases mêmes, les bases organisationnelles comme les bases psychologiques de cette future liberté, lesquelles se ramènent à un seul postulat : le droit à l'initiative.

Je crois en avoir assez dit pour faire comprendre que ce n'est ni le marxisme ni le communisme que je renie, que c'est l'usage que certains ont fait du marxisme et du communisme que je réproouve. Que ce que je veux, c'est que marxisme et communisme soient mis au service des peuples noirs, et non les peuples noirs au service du marxisme et du communisme. Que la doctrine et le mouvement soient faits pour les hommes, non les hommes pour la doctrine ou pour le mouvement. Et bien entendu cela n'est pas valable pour les seuls communistes. Et si j'étais chrétien ou musulman, je dirais la même chose. Qu'aucune doctrine ne vaille que repensée par nous, que repensée pour nous, que convertie à nous. Cela a l'air d'aller de soi. Et pourtant dans les faits cela ne va pas de soi.

Et c'est ici une véritable révolution copernicienne qu'il faut imposer, tant est enracinée en Europe, et dans tous les partis, et dans tous les domaines, de l'extrême droite à l'extrême gauche, l'habitude de faire pour nous, l'habitude de disposer pour nous, l'habitude de penser pour nous, bref l'habitude de nous contester ce droit à l'initiative dont je parlais tout à l'heure et qui est, en définitive, le droit à la personnalité.

C'est sans doute là l'essentiel de l'affaire.

Il existe un communisme chinois. Sans très bien le connaître, j'ai à son égard un préjugé des plus favorables. Et j'attends de lui qu'il ne verse pas dans les monstrueuses erreurs qui ont défigurés le communisme européen. Mais il m'intéresserait aussi et plus encore, de voir éclore et s'épanouir la variété africaine du communisme. Il nous proposerait sans doute des variantes utiles, précieuses, originales et nos vieilles sagesse nuanceraient, j'en suis sûr, ou compléteraient bien des points de la doctrine.

Mais je dis qu'il n'y aura jamais de variante africaine, ou malgache, ou antillaise du communisme, parce que le communisme français trouve plus commode de nous imposer la sienne. Qu'il n'y aura jamais de communisme africain, malgache ou antillais, parce que le Parti Communiste Français pense ses devoirs envers les peuples coloniaux en termes de magistère à exercer, et que l'anticolonialisme même des communistes français porte encore les stigmates de ce colonialisme qu'il combat. Ou encore, ce qui revient au même, qu'il n'y aura pas de communisme propre à chacun des pays coloniaux qui dépendent de la France, tant que les bureaux de la rue Saint-Georges, les bureaux de la section coloniale du Parti Communiste Français, ce parfait pendant du Ministère de la rue Oudinot, persisteront à penser à nos pays

comme à terres de missions ou pays sous mandat. Pour revenir à notre propos, l'époque que nous vivons est sous le signe d'un double échec : l'un évident, depuis longtemps, celui du capitalisme. Mais aussi l'autre, celui, effroyable, de ce que pendant trop longtemps nous avons pris pour du socialisme ce qui n'était que du stalinisme. Le résultat est qu'à l'heure actuelle le monde est dans l'impasse.

Cela ne peut signifier qu'une chose : non pas qu'il n'y a pas de route pour en sortir, mais que l'heure est venue d'abandonner toutes les vieilles routes. Celles qui ont mené à l'imposture, à la tyrannie, au crime.

C'est assez dire que pour notre part, nous ne voulons plus nous contenter d'assister à la politique des autres. Au piétinement des autres. Aux combinaisons des autres. Aux rafistolages de consciences ou à la casuistique des autres.

L'heure de nous mêmes a sonné.

Et ce que je viens de dire des nègres n'est pas valable que pour les nègres. Oui tout peut encore être sauvé, tout, même le pseudo socialisme installé çà et là en Europe par Staline, à condition que l'initiative soit rendue aux peuples qui jusqu'ici n'ont fait que la subir ; à condition que le pouvoir descende et s'enracine dans le peuple, et je ne cache pas que la fermentation qui se produit à l'heure actuelle en Pologne, par exemple, me remplit de joie et d'espoir.

Ici que l'on me permette de penser plus particulièrement à mon malheureux pays : la Martinique.

J'y pense pour constater que le Parti Communiste Français est dans l'incapacité absolue de lui offrir une quelconque perspective qui soit autre chose qu'utopique ; que le Parti Communiste Français ne s'est jamais soucié de lui en offrir ; qu'il n'a jamais pensé à nous qu'en fonction d'une stratégie mondiale au demeurant déroutante.

J'y pense pour constater que le communisme a achevé de lui passer autour du cou le noeud coulant de l'assimilation ; que le communisme a achevé de l'isoler dans le bassin caraïbe ; qu'il a achevé de le plonger dans une manière de ghetto insulaire ; qu'il a achevé de le couper des autres pays antillais dont l'expérience pourrait lui être à la fois instructive et fructueuse (car ils ont les mêmes problèmes que nous et leur évolution démocratique est impétueuse) : que le communisme enfin, a achevé de nous couper de l'Afrique Noire dont l'évolution se dessine désormais à contre-sens de la nôtre. Et pourtant cette Afrique Noire, la mère de notre culture et de notre civilisation antillaise, c'est d'elle que j'attends la régénération des Antilles, pas de l'Europe qui ne peut que parfaire notre aliénation, mais de l'Afrique qui seule peut revitaliser, repersonnaliser les Antilles.

Je sais bien. On nous offre en échange la solidarité avec le peuple français ; avec le prolétariat français, et à travers le communisme, avec les prolétariats mondiaux. Je ne nie pas ces réalités. Mais je ne veux pas ériger ces solidarités en métaphysique. Il n'y a pas d'alliés de droit divin. Il y a des alliés que nous impose le lieu, le moment et la nature des choses. Et si l'alliance avec le prolétariat français est exclusive, si elle tend à nous faire oublier ou contrarier d'autres alliances nécessaires et naturelles, légitimes et fécondantes, si le communisme saccage nos amitiés les plus vivifiantes, celle qui nous unit à l'Afrique, alors je dis que le communisme nous a rendu un bien mauvais service en nous faisant troquer la Fraternité vivante contre ce qui risque d'apparaître comme la plus froide des abstractions. Je prévois une objection. Provincialisme ? Non pas. Je ne m'enterre pas dans un particularisme étroit. Mais je ne veux pas non plus me perdre dans un universalisme décharné.

Il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ou par dilution dans l'« universel ».

Ma conception de l'universel est celle d'un universel riche de tout le particulier, riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers. Alors ? Alors il nous faudra avoir la patience de reprendre l'ouvrage, la force de refaire ce qui a été défait ;

la force d'inventer au lieu de suivre ; la force « d'inventer » notre route et de la débarrasser des formes toutes faites, des formes pétrifiées qui l'obstruent. En bref, nous considérons désormais comme notre devoir de conjuguer nos efforts à ceux de tous les hommes épris de justice et de vérité pour bâtir des organisations susceptibles d'aider de manière probe et efficace les peuples noirs dans leur lutte pour aujourd'hui et pour demain : lutte pour la justice ; lutte pour la culture ; lutte pour la dignité et la liberté ; des organisations capables en un mot de les préparer dans tous les domaines à assumer de manière autonome les lourdes responsabilités que l'histoire en ce moment même fait peser si lourdement sur leurs épaules.

Dans ces conditions, je vous prie de recevoir ma démission de membre du Parti Communiste Français.

Aimé Césaire, Paris, le 24 octobre 1956

Au-delà du paradoxe

Certains m'attribuent un goût excessif pour le paradoxe. Je ne suis bien sûr pas de leur avis.

Le but de ces pages n'est pas de cultiver le paradoxe pour l'amour de l'art. Ce n'est pas non plus de révéler une vérité qui viendrait miraculeusement des Tropiques. Je ne fais rien d'autre que tenter d'exposer, à propos de Staline, de sa politique et de divers événements auxquels il participa, ce qu'en pensèrent ou en dirent les panafricains. Leur avis en vaut bien un autre, me semble-t-il ? Ou faudrait-il une fois de plus leur dire qu'ils doivent se taire parce qu'ils sont Noirs ?

Il y a d'ailleurs un abîme entre expliquer honnêtement de que quelqu'un a dit, et prétendre qu'il avait raison.

Bien entendu, parmi les vétérans africains de diverses guerres, il y en a sûrement qui font volontiers des récits du genre « *Comment j'ai gagné la guerre à moi tout seul* ». C'est souvent ce qui arrive aux anciens combattants – tous épidermes confondus – sous l'influence de l'âge et du gâtisme. Cela ne change rien à l'existence de la « dette de sang », même si l'on ne partage pas l'opinion de DuBois qui n'était pas loin d'attribuer aux combattants africains l'essentiel du mérite de la victoire de 1918.

Peut-on nier que l'opinion suivant laquelle « *les Africains sont incapables de se diriger seuls* » a été émise dans les années 30 ? Elle l'est bien encore aujourd'hui ! Et, parallèlement, la généralisation de la citoyenneté soviétique à tous les habitants de l'URSS apparaissait comme un geste d'une grande portée émancipatrice, même si elle n'était pas dépourvue d'arrière-pensées. Et l'on aurait tort de penser que celles-ci échappaient aux panafricains. Georges Padmore, qui la donnait en modèle de décolonisation, avait vécu plusieurs années en URSS. Et Aimé Césaire avait bien le droit de critiquer, non pas seulement le « culte de la personnalité » cher au « rapport attribué ... », mais aussi ce qui le choquait lui, Noir, Antillais et donc encore colonisé, dans l'attitude à son égard du PCF.

Puisque tout le monde reconnaît la stature mondiale de Staline, le débat à son sujet concerne tous les habitants de la Terre. Ceci n'est qu'une tentative pour faire savoir ce qu'en ont pensé des acteurs trop souvent passés sous silence.

Alerte à l'anticolonialisme !



Staline n'a presque jamais quitté le territoire soviétique, et à la date historique de l'Indépendance du Ghana et des « grand messes » panafricaines que furent les conférences d'Accra en avril et décembre 58, il était mort depuis cinq ans et sa statue avait été déboulonnée depuis deux ans par le « *rapport attribué à...* ».

Il était donc une référence littéraire, lointaine et posthume, au moment des Indépendances africaines. Notre propos est de savoir dans quelle mesure sa pensée y a contribué. Car c'est surtout par les idées qu'il y a été présent, ce qui nous change un peu par rapport à son image habituelle d'autorité musclée.

Dès les signes avant-coureurs de la décolonisation, s'est posée la question de savoir si les états issus des ex-colonies allaient rester alignées, comme leurs Métropoles, dans le bloc occidental pro-américain ou « basculer dans le bloc prosoviétique ». Moins aimablement, on se demandait, du côté occidental, si le panafricanisme n'était pas un masque de Carnaval dissimulant une sorte de Communisme « tropicalisé ».

Il nous faut donc évoquer brièvement le décor et les circonstances où tout cela se passait.

L'ONU

La fondation, par les Alliés et avant la fin de la seconde guerre mondiale, de l'Organisation des Nations Unies, ne fut pas simplement la résurrection ou la continuation de la défunte SDN. Certes, les deux organisations avaient beaucoup de choses en commun, mais il y avait aussi de considérables nouveautés. Nous ne prendrons bien sûr ici en compte que celles qui jouèrent un rôle dans les affaires africaines.

D'abord, l'ONU disposera de ce qui manquait à la SDN : la possibilité de recourir, non seulement à des sanctions économiques, mais à la force. Ensuite, son fonctionnement est plus réaliste, bien qu'on puisse aussi le trouver plus cynique. Prenant acte de ce qu'il y a dans le monde des puissances de premier rang, de qui pourraient venir des choses vraiment dangereuses, et des puissances de moindre importance, l'ONU reconnaît ce fait en donnant à cinq pays (USA, URSS, France, Grande-Bretagne et Chine) un siège permanent au Conseil de Sécurité et le droit de veto.

Sur un autre point, par contre, la situation se trouve inversée. La SDN acceptait purement et simplement une réalité : une bonne partie des pays d'Europe avaient des colonies. Non seulement le fait fut accepté, mais la SDN eut ses propres colonies, confisquées à

l'Allemagne et remises sous mandat aux vainqueurs de 1918. L'ONU par contre se prononce résolument pour la fin, à terme, du colonialisme.

Si on laisse en dehors du débat la Chine, dont le siège sera très longtemps occupé par la Chine de Formose et qui se fera remarquer surtout par la polémique sans cesse renaissante autour de l'admission de la Chine proprement dite (communiste), les quatre autres « Grands » se partagent entre deux pays ayant un considérable empire colonial et deux pays résolument anticolonialistes.

A posteriori, il nous est facile de constater que le statut de « superpuissance » de la France et de l'Angleterre était plutôt honorifique. C'étaient des « *has been* » de la Puissance, dont le rang s'expliquait moins par leurs Empires dont on pouvait déjà aisément prévoir la liquidation prochaine, que par un hommage rendu à leur grandeur passée, et surtout au désir des Américains de ne pas se retrouver trop fréquemment de manière abrupte en opposition frontale avec l'URSS. Qu'un veto soit anglais ou français évitait diplomatiquement la confrontation directe entre l'aigle américain et l'ours russe.

L'URSS était anticolonialiste comme le Vatican est catholique. Entendons par là que c'est un état bâti sur une idéologie, le marxisme, qui condamne formellement le principe même de la colonisation. S'il y a un reproche à faire à ce sujet à la défunte URSS, c'est de ne pas avoir été suffisamment conséquente avec ses principes et d'être fort peu intervenue pour soutenir les états fraîchement indépendants et les mouvements de libération.

Les Etats-Unis ne sont pas moins anticolonialistes que leur challenger. Et ceci aussi, au moins officiellement, par choix idéologique. Ils sont eux-mêmes une colonie qui s'est révoltée contre sa métropole et, à ce titre, désapprouvent toute forme de colonisation. Plus tard, ils mettront aussi en avant, à l'usage des Africains, le fait d'être un pays sans discrimination contre les Noirs... Il faudra cependant attendre pour cela que tous les problèmes de cet ordre aient effectivement disparu aux Etats-Unis. On mettra aussi en avant la guerre de Sécession, présentée comme une guerre pour la libération des esclaves. Argument à double tranchant : Léopold II, avec sa « croisade antiesclavagiste », pouvait en dire autant !

Le rapport des forces, sur ce terrain des colonies, ne restera pas constant à l'ONU. Le camp anticolonialiste ira sans cesse se renforçant, au fur et à mesure que de nouveaux états indépendants viendront grossir les rangs des ex-colonies qui, bien sûr, réclameront à grands cris l'indépendance de leurs frères et voisins. La position des métropoles coloniales sera donc de plus en plus difficile.

Certes, ces nouveaux membres vont, pour une partie d'entre eux, se proclamer « non alignés ». Il n'entre pas dans notre propos d'examiner ici la réalité de ce non-alignement, et la dose variable d'alignement qu'il peut y avoir eu dans le non-alignement de certains ! Fondamentalement, les nouveaux états étaient des colonies émancipées et souhaitaient l'émancipation de toutes les colonies. L'ONU comportera vite, en face des métropoles coloniales en nombre immuable, trois groupes différents de partisans de la décolonisation : l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est, les Etats-Unis et les « pays non-alignés ». Ce troisième groupe, lui, est en accroissement constant. La pression anticoloniale, à l'ONU, va donc aller croissant.

Grands vainqueurs économiques de la Seconde Guerre Mondiale, les Etats-Unis sont très résolument libre-échangistes. Ce qui les gêne, avant tout, dans la colonisation, c'est que les marchés coloniaux sont des marchés protégés, que les métropoles s'y assurent, d'une manière ou d'une autre, des « chasses gardées ». Bien entendu, les capitaux américains sont depuis longtemps présents en Afrique. Mais la politique suivie dans les colonies est toujours déterminée par leurs métropoles.

Or, le « *free trade* » a pour règle le profit maximum. Cela exige par exemple de payer les salaires les plus bas possible, de n'avoir à payer que des taxes minimales et de ne rien gaspiller dans des dépenses sociales. Inutile de décrire longuement le paysage : c'est celui que la Banque Mondiale et le FMI implantent partout où ils passent...

Il y avait certes, comme on l'a vu, un écart scandaleux et injustifiable, aux colonies, entre les rémunérations surévaluées des Blancs et les salaires sous-évalués des Noirs, et, surtout, la pauvreté des non-salariés, de la masse paysanne, était inacceptable. Mais, en même temps qu'il faut constater que l'ouvrier congolais gagnait peu sous la colonie belge, il faut bien admettre aussi, d'abord qu'il était réellement payé, et ensuite que ses rémunérations étaient comparables à celles de pays européens défavorisés, comme ceux de la Méditerranée. Les plus chanceux bénéficiaient, en plus, des avantages concédés par des patrons paternalistes, et tous profitaient des infrastructures de santé ou des écoles mises en place par la colonie.

Il y avait là, d'après les règles du « *free trade* », un gaspillage insensé si on le comparait à la situation « saine et normale » d'une république bananière sud-américaine : un état autoritaire réduit à quelques militaires tyranniques et un prolétariat illettré travaillant quasiment pour rien. Au fond, on en venait à regretter Léopold II ! Ce qui faisait obstacle à cela, c'était la présence de la Métropole.

Compte tenu des changements introduits par la guerre dans la politique intérieure européenne, changements qui consistaient avant tout dans le discrédit momentané de la Droite, il était désormais impossible de composer des coalitions gouvernementales n'incluant pas des éléments progressistes. A plus d'un endroit, les communistes y participèrent. Et, même lorsqu'on les en eut exclus, ils demeurèrent ce que l'on appelle en néerlandais un « *zweeppartij* ⁵ » représentant pour les sociaux-démocrates une menace électorale qui les poussait à gauche. De tels gouvernements étaient enclins – et contraints – à avoir une politique coloniale socialement favorable aux indigènes. Malheureusement, cela se limitait au social et demeurait paternaliste dans son essence. L'idée d'une émancipation politique en était absente. Il n'empêche que ces métropoles coloniales étaient bien gênantes.

Or, ces métropoles méritaient encore le nom de Puissances, même si la guerre les avait affaiblies et fragilisées. Les Etats-Unis sortiraient certainement vainqueurs d'une compétition effrénée avec l'Europe visant à mettre l'économie européenne à genoux, mais les Européens résisteraient longtemps et, bien sûr, pourraient bien basculer dans le camp du vainqueur militaire de la guerre : l'URSS. Cela n'est pas le résultat recherché !

Au contraire, si, les colonies devenant indépendantes, on aurait alors affaire à une économie faible et à des dirigeants désorientés ou arrivistes et corrompus, quels magnifiques perspectives de profit cela ouvrirait !

Les Etats-Unis étaient donc résolument anticolonialistes !

Si, dans l'après-guerre, et très vite puisque les événements qui marquent le grand changement ne prennent qu'une partie de l'année 1947, tout sera influencé par la Guerre Froide, les hésitations, réserves et réticences américaines sont plus anciennes et se manifestaient déjà du temps de la « Grande Alliance » et du Président Roosevelt, que son successeur Truman accusera plus tard d'avoir été « trop faible » face à Staline. Exprimées surtout envers Churchill et l'Empire britannique, elles reviennent à peu près textuellement à ceci « *OK, nous sommes alliés pour gagner la guerre, mais pas pour sauver votre Empire colonial* ».

En fait, on est amené à se demander pourquoi les Américains, étant incontestablement sincères (ce qui ne vaut pas dire « désintéressés » !) dans leur opposition aux empires coloniaux, et se trouvant dans l'immédiat après-guerre dans la situation dominante qui était la leur, n'ont pas exigé plus fermement que leurs alliés émancipent très rapidement leurs colonies. Leurs

⁵ Littéralement « parti-cravache ». Image suivant laquelle une présence conséquente de l'extrême-gauche au Parlement est utile pour éviter une dérive droitière des progressistes « modérés ».

alliés n'étaient pas en mesure de leur opposer un refus à cause de leurs économies ruinées par la guerre et de leur dépendance des « transfusions » du plan Marshall. S'ils l'avaient fait, ils ne se seraient heurtés à aucune opposition du seul interlocuteur susceptible de leur tenir tête, l'URSS étant elle aussi anticolonialiste, même si ses raisons étaient à l'opposé de celles des Etats-Unis !

Au lieu d'agir de la sorte, ils ont laissé les métropoles coloniales tergiverser pendant encore une quinzaine d'années !

La raison doit sans doute en être cherchée dans l'Afrique elle-même. Des pays africains accédant à l'indépendance en 1945 auraient sans doute été encore plus fortement marqués par la tradition africaine qu'ils ne l'ont été en 1960. Et les Américains n'ont pas tardé à s'apercevoir que, pour cette tradition, *la propriété privée des moyens de production* (c'est-à-dire, dans le contexte traditionnel, de la terre) *n'existe tout simplement pas*.

Autrement dit, ils s'apercevaient que la tendance spontanée des Africains, si on les livrait à eux-mêmes sans avoir veillé d'abord à ce qu'une bourgeoisie libérale se développe parmi eux, serait d'aller vers le communisme⁶. Inutile de dire que c'était là le comble de l'horreur pour l'Amérique de McCarthy !

Le répit laissé au colonisateur pour « *achever son œuvre de civilisation et d'éducation* » devait servir à permettre l'émergence d'une bourgeoisie libérale africaine. Elle se montrera nationaliste, au sens « particulariste » du mot.

N'Krumah aurait-il eu raison quand il déclarait au sommet d'Addis-Abeba en 1963 : « *Le retard à la réalisation véritable de l'unité africaine approfondit nos différences et nous jette dans le filet des néocolonialismes. Et il nous fera perdre à jamais la course solennelle vers la rédemption totale de l'Afrique* » ?

Accra

Les deux Conférences d'Accra, en 1958, ont été au panafricanisme ce qu'est le grand bouquet d'un feu d'artifice : à la fois le meilleur moment mais aussi une finale en beauté, de sorte qu'il est d'usage de les évoquer avec une touche de mélancolie, en hommage à l'unité perdue et à la pureté écornée...

Mais ne devrait-on pas, parfois, se poser la question dans l'autre sens ? Le panafricanisme est un mouvement presque mondial. Des cinq continents, seules l'Asie et l'Océanie lui échappent plus ou moins. Il concerne, de plus, des gens qui, dans l'ensemble, font partie des populations les plus démunies. Comme on peut le voir en parcourant les biographies de quelques grands panafricains, les histoires de longs voyages à pied, de passagers clandestins, sont courantes. A chaque Congrès, on est à la recherche de trois sous pour faire un franc. Les publications imprimées avec des têtes de clous sur du papier à chandelles sont légion. Comment un mouvement aussi vaste dans l'espace et aussi démuné quant à ses moyens a-t-il pu garder même simplement un semblant de cohésion pendant plus d'un siècle ? N'est-il pas étrange qu'avec une telle solidité dans des conditions difficiles il ait été, apparemment, abimé par le succès presque jusqu'à en périr, puisqu'on a plus d'une fois annoncé « la mort du panafricanisme » ?

On pourrait être tenté de voir dans un certain vacillement du panafricanisme au lendemain de ses plus beaux succès une édition de plus de deux phénomènes bien connus. D'abord, précisément parce que le panafricanisme a été longtemps un mouvement pauvre

⁶ Il faut entendre ici « libéral » et « communiste » dans un sens très général, c'est-à-dire l'acceptation, ou le refus, d'une économie « privée ».

vivant de bouts de ficelles, on est tenté de se dire qu'il a mal supporté sa richesse soudaine, un peu comme ces affamés qui se jettent sur la nourriture et meurent d'indigestion. Ensuite, il y a la difficulté, lorsqu'un objectif est atteint, d'en trouver un second qui puisse être poursuivi avec autant d'unité et de cohérence. C'est souvent d'autant plus vrai que le mouvement a été « contre » quelque chose (en l'occurrence : le colonialisme). Quand l'ennemi abhorré disparaît ou simplement recule, l'unité se défait⁷.

Mais il faut aller plus loin que cette première impression superficielle. L'indépendance des colonies africaines n'était pas le but du panafricanisme, ce n'était certainement pas son but principal et, même, dans les conditions où elle a été réalisée, l'indépendance a été en partie non une victoire, mais une défaite du panafricanisme !

Retournons aux origines. Le bébé panafricain est né dans la douleur et dans les fers de l'esclavage et c'est la diaspora d'esclaves noirs des Antilles qui lui donna sa première victoire avec l'indépendance d'Haïti. Mais ce qui était premier dans la révolution haïtienne, c'était la délivrance de l'esclavage. Bien sûr, toutes les révolutions se font au cri de « Liberté ! », ais là, c'était vraiment le cas de le dire !

« Panafricanisme » est un terme poli, parce que, dans le corps du mot, « Afrique » vient opportunément replacer le « nègre » malséant. Il reste que le panafricanisme, avant d'être « d'Afrique », est « des Noirs ». Ce qui est au centre du panafricanisme, ce n'est pas l'Afrique, c'est l'Homme Noir. Un homme dont on a nié l'humanité jusqu'à faire de lui une marchandise ou une tête de bétail, d'où une réponse non moins globale, d'où le caractère très polymorphe de tout ce que nous avons parcouru.

L'affirmation globale de l'humanité des Noirs et de l'humanisme africain ne pouvait mener qu'à ces affirmations multiples : le Noir a un passé, une histoire et une culture, il est actif et créatif dans tous les domaines de l'art et de l'intelligence, il n'a rien à envier aux autres variétés de l'espèce humaine et doit donc avoir des droits égaux.

Le panafricanisme est donc avant tout revendication de ces droits. Beaucoup de panafricains menèrent des actions très proches de celles que font les organisations de défense des Droits de l'Homme, avec comme seule spécificité de défendre plus particulièrement ceux de l'homme noir⁸. Ce combat revient toujours à exiger des autorités, quelles qu'elles soient, qu'elles donnent plus de réalité concrète aux libertés formelles.

Ils ont ainsi adressé des revendications en ce sens aussi bien à des gouvernements incontestablement légitimes qu'à des puissances coloniales. En effet les Noirs, aussi bien des Etats-Unis ou des Antilles que des territoires colonisés, étaient victimes de discriminations qui les empêchaient d'exercer leurs droits. Ce n'est qu'au Congrès de Manchester que la revendication d'indépendance politique non seulement apparut, mais occupa le devant de la scène. Dans l'esprit des participants, ce fut certainement une globalisation et un renforcement des revendications, et c'est en cela qu'Accra 58 fut un « point culminant », mais au moins dans les esprits de quelque uns, ce fut aussi une dérivation bienvenue vers le politique de ce qui avait été jusque-là surtout social, et c'est dans cette mesure-là qu'Accra fut une fin, une chute, un cul-de-sac.

A distance – à la fois dans le temps et dans l'espace – des événements, nous avons parfois tendance à prendre comme se situant très haut, dans l'empyrée des grandes idées nobles et générales, tout ce qui fait référence aux Droits de l'Homme ou aux Grands Principes. C'est perdre un peu de vue que les Déclarations des Droits de l'Homme ont souvent été appuyée sur

⁷ Que l'on pense, pour ne parler que du XX^e siècle, à l'affaire Dreyfus, aux protestations contre la Guerre d'Algérie, contre celle du Vietnam, contre l'installation des euromissiles.

⁸ Encore devrait-on ajouter que les droits de cette partie-là de l'humanité étaient particulièrement attaqués.

des émeutes de la faim.

L'expression politique d'une revendication est toujours seconde. Quelque chose, sur un plan très matériel, ne va pas. Par exemple : il devient de plus en plus difficile à un homme de faire vivre sa famille avec son salaire. On commence par revendiquer sans rien obtenir. Ou plutôt on obtient ce qu'on n'a pas demandé : des coups de matraque. Cela pose alors le problème de faire garantir le droit de revendiquer. Cela suppose à son tour une participation à la vie politique. C'est à partir de là que la question des partis politiques se pose, non pour la beauté de la chose, mais comme moyen de faire avancer des revendications concrètes.

Il semble parfois qu'il y ait un « prêt à penser » comme il y a des vêtements « prêts à porter ». Il convient de s'en méfier. Quand on parle de discrimination raciale, nous y voyons une violation d'un de ces Grands Principes : « *Tous les hommes sont égaux entre eux* ». Nous ressentons un trouble, un malaise, dans ce que notre conscience morale a de plus fin et de plus raffiné. Peut-être même sommes-nous un peu fiers de ce malaise, car il nous permet de penser que nous sommes de nobles cœurs, sensibles aux idéaux élevés, des « types bien ». Mais si cela blesse, ce n'est pas matériellement. Il nous semble que c'est affaire de principes, de dignité, de respect, de fierté... Toutes choses qui « n'ont pas de prix ». Mais la discrimination raciale se situait aussi au niveau de l'estomac.

Voyez la situation au Congo belge. En 1955 encore, après que la situation des travailleurs congolais se soit, pourtant, très fortement améliorée, 25.000 engagés blancs gagnaient presque autant que tous les travailleurs noirs réunis, soit 1.200.000 salariés. Ces 25.000 Blancs disposaient d'un revenu comparable à celui de l'ensemble de la population rurale, soit 10.000.000 d'individus. Un Blanc gagnait donc presque 50 fois plus qu'un salarié noir, et celui-ci était néanmoins payé neuf fois plus qu'un paysan. Du Blanc au paysan, l'écart, vertigineux, était donc de 450 à un !

Pour être juste, il faut ajouter que, dans cette disproportion, le facteur le plus important était la surévaluation de la rémunération du travailleur blanc. En 1960, les salaires payés aux travailleurs congolais commençaient à se rapprocher de ceux des pays méditerranéens les plus pauvres et les plus arriérés (Grèce, Portugal). Mais le personnel européen, lui, continuait à être mieux payé qu'en métropole, alors que les inconvénients qui avaient au départ justifié ces primes n'existaient plus guère : les maladies avaient été éradiquées, ou du moins on avait pour elles des remèdes, il n'y avait plus de révoltes indigènes, on avait cessé de considérer le soleil et la chaleur comme des inconvénients, les voyages s'étaient raccourcis, etc...

Une tension aussi extrême entre le haut et le bas de l'échelle salariale pourrait être un « dividende négatif » de la trop grande hostilité manifestée, pendant trop longtemps, par les Belges devant toute organisation et toute revendication des colonisés. L'une des vertus de la concertation sociale est qu'elle peut servir de soupape de sûreté. Elle est un régulateur de tension. Faute d'espace pour formuler des revendications, ou de possibilité d'en formuler qui rapprochent significativement les extrémités de l'échelle, on rejette les gens vers les solutions violentes ou utopiques. Il y a de cela dans le fameux « *L'Indépendance, c'est de ne plus devoir payer dans l'autobus* ».

Il est facile d'en rire. Le coût des transports est bel et bien un élément du coût de la vie et, à Kinshasa qui est la ville la plus étendue du Congo, c'est un élément particulièrement sensible. D'autant plus sensible que, rappelons-le, les Noirs habitaient obligatoirement loin des Blancs, et sans considération, pour leur lieu de travail dans l'attribution des parcelles, qui était exclusivement ethnique ! On peut donc traduire, sans risque d'erreur : « *Si nous étions indépendant, nous pourrions mieux faire face au coût de la vie* ». En 1830, apparemment, les Belges ont pensé la même chose. Car, parmi les mouvements populaires qui ont convergé dans la Révolution belge, il y a eu des émeutes d'ouvriers qui cherchaient à casser les machines « responsables du chômage ». Ce n'était pas plus malin !

Dans un cas comme dans l'autre, l'Indépendance n'a influencé ni le tarif des autobus, ni la mécanisation du travail. C'est pourquoi ces deux exemples de « naïveté populaire » prêtent à rire. L'Indépendance politique n'a de répercussions sur le terrain social, où se situent les revendications populaires, que si elle sert à instaurer une autre politique économique, soit révolutionnaire, soit, au minimum, plus sociale. Il faut bien le dire : ce n'est en général pas le cas !

La réponse à des revendications populaires ne dépend nullement de savoir si l'on a affaire à un état indépendant, une colonie ou un protectorat. Elle dépend avant tout de la faculté qu'ont les forces politiques porteuses de ces revendications de s'exprimer et de les traduire dans les faits, ce qui suppose qu'elles puissent arriver à détenir - ou du moins à partager - le pouvoir.

Entendons-nous bien. Cela ne signifie aucunement que la revendication d'indépendance était absurde, superflue ou hors de saison. Cela veut simplement dire que des réformes sociales et l'indépendance politique étaient deux revendications différentes dans leur nature, et qu'on pourrait bien avoir eu tort de les mélanger. Car il est manifeste que l'imagination populaire ne s'est enflammée pour l'Indépendance qu'à partir du moment où la masse des Africains a pu croire que celle-ci signifiait aussi la fin de ses souffrances et la satisfaction de ses principales revendications. Mais la suite a prouvé surabondamment que cela n'allait pas de soi et que l'Indépendance pouvait aussi rimer avec une régression catastrophique.

Cette distinction était certainement à l'époque plus apparente aux yeux des politiciens européens, ayant de la formation et de la pratique, qu'aux yeux des leaders africains, certes « évolués » mais ayant toutes les limites et les naïvetés de néophytes avec peu d'accès à une information correcte sur l'état du monde. Julius Nyerere, le père de la Tanzanie indépendante, est un des seuls leaders africains à avoir eu la franchise d'en faire tout haut la remarque : le fait que les Blancs étaient là cachait beaucoup de choses à la conscience des Noirs. La différence de couleur entre dominants et dominés était si évidente que le Noir ne se méfiait jamais d'un autre Noir. D'ailleurs, aux alentours de 1950, la mode était au panafricanisme. L'opposition commune à l'opresseur colonial primait sur toute autre considération.

Or, durant les dix années qui suivirent la fin de la guerre, l'Europe occidentale (c'est à dire la plupart des métropoles coloniales, sauf le Portugal) vécut dans une situation politique qui peut se résumer en peu de mots : la Gauche y joua un rôle bien plus important qu'avant-guerre et des avancées significatives ont été réalisées. Elles ont été diverses, incluant surtout du social, avec la création de la Sécurité Sociale, mais aussi du politique, avec le droit de vote accordé aux femmes et donc, enfin, le suffrage universel véritable. Cette situation était liée pour partie à des faits internes: les souvenirs de l'occupation grandissaient les progressistes globalement vus comme résistants et discréditaient la droite et le patronat où beaucoup avaient « collaboré », il y avait un mouvement syndical puissant, mais il y avait aussi une politique occidentale globale de défense du capitalisme contre la « subversion rouge » qui consistait à concéder d'importants avantages matériels au peuple pour le détourner des revendications politiques. L'erreur des progressistes fut sans doute de ne voir, parmi ces éléments que leur propre combativité et de s'attribuer donc à eux-mêmes une force plus grande et plus durable qu'elle ne l'était en réalité. Il faut tout de même constater que, durant cette période, les forces dominantes sur le plan économique et celles qui se trouvaient au pouvoir politiquement ne concordaient plus vraiment.

Ce panafricanisme devait donner naissance au nationalisme africain. Rappelons que, depuis la conférence de Paris en 1919, un secrétariat permanent du panafricanisme avait été créé. Il avait pour objet, d'une part, d'entretenir un contact régulier entre les représentants qui

avaient participé aux diverses rencontres panafricaines, et, d'autre part, de maintenir vivace l'idée panafricaine jusqu'à l'enracinement du nationalisme en Afrique⁹. En effet, depuis la conférence de Manchester en 1945, le centre d'intérêt du panafricanisme s'est déplacé en Afrique sous l'impulsion du Dr Dubois, de Kwamé N'Krumah et de Georges Padmore, véritable théoricien et idéologue du panafricanisme politique¹⁰ en Afrique. Par la réalité des événements, les luttes d'indépendance pour l'autodétermination et pour l'unité africaine, le panafricanisme ouvrit la voie au nationalisme africain, donc à l'anticolonialisme. Mais il fallut attendre les conférences d'Accra du 15 au 22 avril et du 6 au 13 décembre 1958 pour que l'esprit panafricaniste serve de levain à l'éclosion et à la prise en compte effective des idées panafricanistes.

Les artisans de ce nationalisme africain en terre africaine étaient entre autres Kwamé N'Krumah et son conseiller politique Georges Padmore, Namdi Azikiwe (Nigeria), Jomo Kenyatta (Kenya), Gamal Abd El Nasser (Égypte), Wallace Johnson (Sierra Leone), Banda Hasting (Malawi), Sékou Touré (Guinée)¹¹.

On ne pouvait bien sûr affirmer un « humanisme africain » (le panafricanisme) sans en venir à parler de l'émancipation des colonies africaines. C'était un cheminement logique. Mais simultanément, cela signifiait aussi le retour vers l'Afrique réelle et concrète, au détriment des « valeurs africaines idéalisées » du panafricanisme « off shore » des origines. Ce qui rendait tout aussi logique et inévitable une certaine distinction, voire séparation entre un panafricanisme politique visant à l'indépendance, acceptant de se coller avec la réalité de l'Afrique mais aussi de s'y salir les mains, et un mouvement plus culturel et philosophique, littéraire et intellectuel. Encore faut-il préciser que distinction et séparation ne menaient pas au divorce : les personnes et les idées circulèrent en permanence entre les deux tendances. Cela sera très manifeste dans la branche française du panafricanisme.

En 1947, Alloune Diop fonde «Présence Africaine». En 1948, paraît l'« *Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache de langue française* », avec une introduction de L.S. Senghor, précédé de «*Orphée Noir*» de J.P. Sartre, qui fait également partie du comité de rédaction de «Présence». Les dates même montrent qu'il s'agit là, au départ, d'un bourgeon de langue française éclos sur la semence de Manchester 45.

Présence africaine organisera deux conférences panafricaines respectivement en 1956 à la Sorbonne, à Paris, et en 1959 à Rome, en Italie.

" *Tout le monde s'accorde... pour constater que l'idéal de "négritude" qui était celui de "Présence (Africaine)" n'était pas fort précis. Plutôt qu'un but final ou qu'une idée bien délimitée, c'était un outil pour une période de recherche et de conflit...Il s'agirait du "patrimoine culturel, des valeurs et surtout de l'esprit de la civilisation négro-africaine* ¹² ", de l'intégration d'une nouvelle culture négro-africaine aux réalités du 20^e siècle. Senghor a certes tendance à centrer sa négritude sur l'Afrique et sur une louange, au moins implicite, de la société précoloniale¹³. Césaire ou Damas tendront plutôt à mettre l'accent sur le racisme et l'oppression...

" *Le "littéraire" Senghor vient d'Afrique. Il faisait partie d'une classe élevée de la société traditionnelle, que les Noirs respectaient et que les Blancs ménageaient. Il n'est pas trop amer:*

⁹ M. Sarr, *op. cit.*, p. 3.

¹⁰ J. Buchmann, *op. cit.*, p. 154.

¹¹ M. Sarr, *op. cit.*, p. 12-13, 36.

¹² SENGHOR, cité par L.KESTELOOT, " *Les écrivains noirs de langue française : naissance d'une littérature* ", Bruxelles, ULB, Institut de Sociologie, 1965, page 110.

¹³ *ibidem*, page 111. DIOP A. " *Niam-Ngoura ou les raisons d'être de Présence Africaine* ", Paris/Dakar, PA, I, oct.-nov 1947, p.7

c'est un homme qui a réussi. Les "sociaux" sont le plus souvent des Antillais et/ou des métis (Il s'agit ici des gens de "Présence Africaine", ou les auteurs qui représentaient cette tendance étaient souvent Antillais. L'affirmation ne serait pas vraie dans un sens plus large). Le souvenir de l'Afrique a moins d'importance pour eux que le souvenir du mépris qui s'attache à la peau foncée, surtout dans les Antilles où l'échelle sociale se confond avec l'échelle des couleurs. "
14.

Encore que le mouvement ait connu toutes les situations possibles entre deux extrêmes et n'ait jamais eu peur des contradictions non-résolues, il est au moins utile de faire cette distinction entre une ligne culturelle, antiraciste mais souvent modérée sur le plan politique et social, et une ligne d'anticolonialisme social, souvent beaucoup plus dure politiquement.

Un fait sans doute significatif est que «*Présence Africaine*» se veut un périodique culturel, non politique. Sans doute, l'étiquette «culturel» prête moins à répression. Certes, les gens qui s'activent autour de la revue sont tous des hommes de lettres. Les divergences qui vont très vite surgir entre eux laissent tout de même aussi supposer qu'un certain flou artistique des objectifs était le bienvenu pour masquer des orientations politiques divergentes. L'optique générale était, bien entendu, favorable à la libération des peuples noirs. Le contraire eut été étonnant ! Les commentaires des textes de Sartre que l'on pouvait appliquer aux Noirs n'étaient pas non plus politiquement neutres. Mais les prises de positions ouvertement politiques étaient évitées.

Il y eut pourtant une exception, et elle donne à penser. Un numéro spécial, préparé par Th. Monod et qui s'intitulait «*Le Monde Noir*», contenait un article «*Subir ou Choisir*» - de Senghor. Visiblement inspiré par l'exemple du Commonwealth, Senghor y lance un appel à peine déguisé à la création d'une Communauté Française du même type. En d'autres termes, le remplacement progressif du statut colonial par une sorte d'autonomie interne, sans toucher aux liens essentiels avec la Métropole. On n'était pas loin d'une offre de service intéressée au néo-colonialisme.

Un point de vue opposé fut défendu par Maghemout Diop dans un autre numéro spécial - «*Les étudiants noirs parlent*» - où il défendait l'indépendance totale. Dès que les capitalistes français auront découvert qu'une indépendance formellement totale est parfaitement compatible avec le maintien de leurs intérêts économiques coloniaux, l'heure de gloire de Senghor aura sonné.

La séparation entre les « littéraires culturels » et les « politiques sociaux » coïncide souvent avec ce qui sera après 1960 l'opposition « modérés / progressistes ».

Les premiers, souvent comme Senghor à la fois littéraires et issus des classes dominantes, s'opposent surtout à la négation coloniale de la culture et de l'histoire de l'Afrique. S'ils ont souffert, c'est surtout moralement, ceci dit sans aucune ironie, car la souffrance morale est une souffrance bien réelle. Mais, sur le plan revendicatif, cela les mène trop souvent à être surtout assoiffés de reconnaissance métaphysique, à réclamer pour les créateurs nègres la place qui leur revient de droit au Panthéon de l'humanisme. En outre, le désir de cette reconnaissance à l'échelle mondiale, dans un monde où la race blanche est toujours dominante, les amène à rechercher la reconnaissance du Blanc plus qu'à exiger son départ. L'indépendance immédiate n'est pas leur préoccupation fondamentale, et ils se laisseront assez facilement entraîner vers des positions que l'on appelait alors, dans le langage des commentateurs blancs, "modérées": indépendance assez lointaine, voire statuts d'autonomie interne et, surtout, subsistance des liens économiques existants avec la métropole.

De l'autre côté, on est nettement plus âpre. On évoque moins le grondement mélodieux

¹⁴ DE BOECK, " *Langues & démocratie...*" p. 46

du tam-tam dans la nuit étoilée que le sifflement sinistre de la chicote et la pénombre puante des cachots. Le racisme y est perçu moins comme une injustice historique que comme le discours justificateur de l'exploitation de l'Afrique et des Noirs. Le passé est évoqué aussi, mais surtout pour rappeler que la mainmise coloniale a été imposée, puis maintenue, au prix d'une invasion et d'une répression sanglantes. Si l'on exalte la résistance à la colonisation, on est moins porté à idéaliser la Tradition qu'à la critiquer, à la fois parce que les sociétés traditionnelles avaient elles aussi leurs inégalités et leurs injustices, et parce que les responsables traditionnels, après s'être illustrés, parfois dans la résistance, se sont déconsidérés en collaborant avec l'exploiteur étranger, qu'il s'agisse de l'esclavagiste d'hier ou du colonial d'aujourd'hui. Si dans cette tendance aussi il y a des littéraires, ils s'y retrouvent en compagnie de syndicalistes ou de gens qui sont avant tout des populistes, allant de l'intellectuel proche de la masse dont il est issu au marxiste déclaré. Ces gens là parlent d'indépendance, et la veulent tout de suite, parce qu'ils veulent avant tout mettre fin à des inégalités sociales et que cela exige le passage entre les mains des Africains des leviers de décision politique. En matière économique, c'est beaucoup moins clair car, s'il est évident qu'une africanisation rapide des cadres aurait la faveur de tous, elle ne se confond en tous cas ni avec une nationalisation, ni avec une socialisation des moyens de production qui ne sont prônés que par une infime minorité.

Il est important de percevoir ici qu'au point où en était alors le développement historique des sociétés africaine, et de façons d'autant plus diverses que les sociétés étaient à des stades et dans des situations différents, deux moments dialectiques se chevauchent et semblent parfois se confondre.

Le premier est l'émergence de la bourgeoisie africaine, qui tend à pousser vers les oubliettes les détenteurs du pouvoir appartenant à la période précédente et à mettre en place les institutions correspondant à son accession au pouvoir. C'est le refus des Chefs ... sauf les chefs d'entreprises. Le rejet du leadership traditionnel est motivé, par le fait qu'il se basait sur des inégalités autres que la valeur individuelle (laquelle est censée être adéquatement exprimée par la capacité à acquérir des grades dans la bourgeoisie d'Etat). Et si on reproche à la Tradition ses inégalités, on en rejette aussi, sous le nom de "parasitisme", tous les aspects collectivistes ou solidaires. Le Blanc parti et le Chef mis au rancart, ils espèrent procéder à l'africanisation qui les intéresse le "*transfert aux autochtones des passe-droits hérités de la colonisation*" (Frantz FANON).

Le second se rattache plus à l'évolution mondiale qu'à la situation propre de l'Afrique. Le prolétariat africain peut, à l'occasion de l'indépendance, remporter une victoire sur le capitalisme multinational sous sa forme coloniale, dont la défaite signifierait la fin en tant que classe de ses "auxiliaires" noirs, à savoir ET les collaborateurs coutumiers ET la bourgeoisie "évoluée". (Ce qui, suivant la formule d'Amilcar Cabral, suppose que la classe "évoluée", ou du moins ses éléments conscients, "*se suicident en tant que classe*"). Et si les Chefs passent ici aussi à la trappe, les aspects collectivistes de la tradition sont par contre mis en valeur, étant invoqués à l'appui d'une "voie africaine vers le socialisme".

Malheureusement ces distinctions, qui manquent encore de limpidité, entre des courants fumeux, sont encore de plus purement logiques. Il n'y eut jamais d'affrontement ouvert et vident entre les "durs" et les "mous". Au contraire, chacun se situa constamment et de manière fluctuante quelque part entre ces deux pôles, de manière d'autant moins explicite qu'il fallait aussi tenir compte de la nécessité de présenter un front sans faille à l'interlocuteur blanc. Comme partout, l'indispensable réflexe unitaire a mené à camoufler les différences plus qu'à les affirmer.

Rappelons que la revue *Présence africaine* créée par Alioune Diop à Paris dans la perspective panafricaine avait organisé deux conférences panafricaines respectivement en 1956

à la Sorbonne, à Paris, et en 1959 à Rome, en Italie. Le congrès constitutif du PRA (Parti du Regroupement africain) du 25 au 27 juillet 1958 à Cotonou avait à son tour encouragé les initiatives d'union et de regroupement en Afrique, en engageant la lutte pour l'indépendance des États africains et en préconisant une Fédération multinationale des peuples libres et égaux basée sur la solidarité panafricaine.

Les slogans du Congrès « Indépendance immédiate », « Etats-Unis d'Afrique » en disent assez long sur les engagements panafricanistes en Afrique. Mais l'enlèvement des tensions nées de la guerre froide, l'opposition entre les fédéralistes et les antifédéralistes, les contradictions idéologiques entre l'Afrique modérée et l'Afrique progressiste, notamment entre le RDA et le PRA, et enfin les accessions à l'indépendance en ordre dispersé présageaient d'ores et déjà l'effritement du panafricanisme en Afrique. Pour cause, l'absence du RDA à la conférence panafricaine d'Accra, la faible représentation de l'AOF à ladite conférence confirmaient déjà les divergences sur les modes et les méthodes de regroupement en Afrique¹⁵.

Cette situation, où une partie importante de l'Afrique de l'Ouest (l'AOF) pouvait donner l'impression d'une « bouderie » francophone amena bien sûr organisateurs et commentateurs à souligner que des représentants du plus grand pays francophone d'Afrique : le Congo belge, étaient présents. Une publicité qui ne fera aucun bien ni à l'Abako, ni au MNC, dans leurs relations avec le pouvoir colonial !

Unité africaine

L'OUA s'est constituée entre 1958 et 1963 et l'on est en droit de se demander si les difficultés et les insuffisances de cette organisation n'ont pas leurs racines dans la genèse de sa création, à savoir :

- le contexte politico-idéologique qui a prévalu en Afrique et dans le monde à la veille de la création de l'OUA ;
- l'évolution des rapports Nord-Sud, c'est-à-dire de la colonisation à la coopération ;
- les rivalités inter-blocs dans le contexte de la guerre froide ;
- les relations interafricaines et l'affirmation des souverainetés locales ;
- le besoin de développement axé sur le micro-nationalisme aigu.

L'Afrique a toujours été un enjeu capital pour les puissances étrangères. Nous avons suffisamment parlé ici de la Belgique et du Congo pour n'y point revenir. Les Français, de leur côté, n'entendaient pas renoncer à leur influence dans les possessions d'Afrique. Or, les gouvernements qui se sont succédé en France depuis 1945 soupçonnaient Américains et Soviétiques de vouloir les détacher de la France. La Grande-Bretagne tenait tant à ses intérêts au Kenya qu'elle déclara une guerre atroce aux Mau-Mau afin d'y conserver ses intérêts. Quoi de plus normal que d'orienter et de canaliser les mouvements d'indépendance pour instaurer une coopération dont les objectifs se confondent manifestement à ceux de la colonisation ?

Au Nigeria, les services secrets britanniques manœuvrèrent si bien que l'indépendance fut accordée aux dirigeants acquis à la cause britannique. La pléthore de leaders politiques africains issue de la colonisation du continent par des métropoles différentes et de son morcellement en de multiples entités politiques indépendantes constitue une sérieuse difficulté qui pèse et pèsera encore sur les tentatives de regroupement en Afrique.

Les divisions politico-idéologiques dont ils sont victimes, les divergences d'intérêts économiques et stratégiques qui les opposent attestent l'exacerbation du micro-nationalisme, l'abandon et la négation du panafricanisme. « *Les responsables politiques africains ne sont-ils*

¹⁵ Revue française d'études politiques africaines, no 37, janvier 1967, p. 73.

pas à la hauteur des problèmes qui leur sont posés pour amorcer la voie d'une véritable union du continent »?, s'interroge Cheik Anta Diop.

Cette réflexion est d'autant opportune que le panafricanisme, qui est un legs transatlantique, ne put s'intégrer aux réalités politico-idéologiques du continent africain. S'il a servi de levain à la création de l'OUA en mai 1963, il ne put exorciser les maux dont souffrait l'institution à la veille de sa création.

Cependant la volonté de regroupement demeurait une réalité très vivace dans les mentalités et la vie politique en Afrique. Mais comment y procéder ? Et quelle forme de regroupement fallait-il adopter au lendemain des indépendances africaines ? En tout cas, il reste évident que l'idée de fédération et d'union africaine doit refléter chez tous les Africains, notamment chez les responsables politiques, un souci de survie. Il fallait la réaliser solidement et dans les meilleurs délais¹⁶.

À peine eut-elle été politiquement affranchie, l'Afrique fut tiraillée dans tous les sens. L'accession à l'indépendance semble avoir consacré, sur le continent, le développement du micro-nationalisme. Chaque État semblait plutôt préoccupé de défendre sa souveraineté et de rechercher les moyens de son développement rapide. En refusant d'accomplir l'acte qui consacre l'indépendance véritable, les nouveaux responsables africains ont ouvert la voie à la coopération c'est-à-dire au néo-colonialisme. C'est pourquoi, déclarait le général De Gaulle : « *Nous avons changé la colonisation en coopération parce que l'objet de la colonisation qui était de créer pour la métropole des zones d'influences politico-économiques et d'assurer le rayonnement de la civilisation métropolitaine était sauvegardé par la coopération.* »¹⁷. Les multiples liens de coopération, tissés entre chaque État et les anciennes puissances coloniales, attestent éloquemment cette réalité. Selon Vladimir Diodio, « *chaque État essaie de balayer devant sa propre porte avant de balayer devant celle des autres* »¹⁸. « *Les indépendances africaines ont consacré la fin du panafricanisme* », soulignait Yves Person¹⁹

Cependant, le développement du micro-nationalisme cachait mal la volonté de regroupement et de coopération des États africains.

Et pour cause, chaque État, pris individuellement, avait parfaitement conscience de ses faiblesses et de ses limites pour défendre sa souveraineté, assurer son développement économique, mais aussi conscience de son incapacité face aux problèmes africains et internationaux²⁰. Ce réalisme des États africains dans leur conception des relations internationales fit apparaître l'impérieuse nécessité de s'unir et de regrouper. Mais comment aborder cette impérieuse question d'unité de l'Afrique au moment où le continent se trouve déjà plongé dans une division idéologique sans précédent ? Comment organiser cette unité dans le contexte de la guerre froide, où chaque bloc semble persuadé, que sa logique le porte dans le lit majeur de l'Histoire et qu'il possède seul et exclusivement la vérité ? L'Afrique devenant l'enjeu de cette croisade Est-Ouest, les tentatives de regroupement apparaissent alors comme des tribunes de confrontation²¹.

C'est pourquoi, malgré la « volonté » de regroupement des États, es méthodes et les

¹⁶ C. A. Diop, *op. cit.*, p. 31.

¹⁷ E. Kodjo, *Et demain l'Afrique*, Paris, Stock, 1985, p. 123

¹⁸ Revue française d'études politiques africaines, no 37, janvier 1967, p. 73.

¹⁹ J. Sanou, *Les résolutions de l'OUA*, mémoire de maîtrise, Université du Bénin, Lomé, 1977.

²⁰ F. Guy, *Les conférences panafricaines et l'organisation de la communauté africano-malgache*, AFDI, 1961, p. 762.

²¹ MM. J. K. Dabire, Contribution à l'étude des rapports de coopération entre la France et la Haute-Volta, thèse de 3e cycle, Université de Rouen, 1981-1982, p. 110.

procédures adoptées, les objectifs envisagés en la matière n'ont jamais fait l'unanimité. Si certains leaders africains étaient favorables à l'abandon partiel ou total de leur souveraineté, c'est-à-dire le renforcement de l'exécutif fédéral au nom de l'unité régionale ou continentale, d'autres, au contraire, tenaient à la souveraineté de leurs États, craignant qu'une construction au sommet ne masque leurs réalités nationales²².

Si les premiers étaient favorables au regroupement des États dans la perspective d'une unité continentale avec un gouvernement fédéral, les seconds, au contraire, souhaitaient l'émiettement des États en vue d'une cohésion des ethnies et des tribus²³. À l'analyse de ces deux conceptions un dilemme s'impose. Comment fusionner « *des États sans écarter certains leaders, ou sans que l'un ne domine l'autre [?] L'échec de l'Union des Républiques arabes unies (RAU) avec l'Égypte, la Syrie et le Yémen en 1961, celui de la Fédération du Mali en 1960 et celui de l'Union Ghana-Guinée en 1961 exposent avec évidence la problématique de l'union et de l'intégration des États africains* »²⁴ au lendemain des indépendances.

Si, peut-être, il peut sembler que ces considérations nous entraînent loin du Congo, on n'aura pas manqué de remarquer aussi que le vocabulaire (*fédéralistes, nationalistes, modérés...*) est précisément celui dont nous avons pris l'habitude en lisant les commentaires de la presse à propos de l'indépendance du Congo et de la politique congolaise.

À la veille des indépendances en Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest, les initiatives d'union et de regroupement en dehors du cas du Conseil de l'Entente étaient surtout l'apanage des leaders fédéralistes, panafricanistes, voire révolutionnaires. Galvanisés par les conclusions de la conférence de Bandoeng²⁵ de 1955 et acquis aux idéaux du non-alignement, ces leaders

²² Ph. Decraene, « *Barthélémy Boganda ou du projet d'État unitaire centrafricain à celui d'États-Unis d'Afrique latine* », *Relations internationales*, no 34, juin 1983, p. 215-226, (p. 221).

²³ G. d'Arboussier, « La coopération des États africains », *Afrique Document*, no 56, mars/avril 1961, p. 62.

²⁴ J.-B. Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1979, p. 729.

²⁵ La **conférence de Bandung** s'est tenue du 18 au 24 avril 1955 à Bandung, en Indonésie, réunissant pour la première fois les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques dont Gamal Abdel Nasser (Égypte), Nehru (Inde), Sukarno (Indonésie) et Zhou Enlai (Chine). Cette conférence marqua l'entrée sur la scène internationale des pays du Tiers monde. Les pays du Tiers monde choisirent le non-alignement car ils ne veulent pas coopérer avec les différents blocs. Ces pays décolonisés formèrent le 3ème Bloc. "Une Conférence des Nations afro-asiatiques convoquée par les gouvernements de Birmanie, de Ceylan, de l'Inde, d'Indonésie et du Pakistan s'est réunie à Bandoeng du 18 au 24 avril 1955". Les cinq puissances invitantes de Bandung s'étaient réunies à Colombo, du 5 avril au 2 mai 1954, pour chercher les moyens d'accélérer la conclusion de la paix en Indochine. Les cinq prennent alors position contre les essais nucléaires, la politique des blocs et le colonialisme et se prononcent pour l'admission de la République populaire de Chine aux Nations unies. Quelques mois plus tard, en décembre 1954, les cinq de Colombo se retrouvent à Bogor, localité proche de la capitale indonésienne, pour décider des derniers préparatifs de la conférence, et, notamment, pour établir la liste des pays à inviter à prendre part à la création d'une zone de paix fondée sur les principes de la coexistence pacifique. Vingt-cinq pays, dont la Chine et la République démocratique du Viêt Nam, sont invités, et, parmi eux, seule la Fédération d'Afrique centrale décline l'invitation. 29 pays se rendront à la conférence: quinze pays d'Asie (Afghanistan, Birmanie, Cambodge, Ceylan, République populaire de Chine, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Népal, Pakistan, Philippines, Siam (l'actuelle Thaïlande), République populaire du Vietnam, État du Vietnam), neuf du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Égypte, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie et Yémen) et cinq pays africains (Côte-de-l'Or (l'actuel Ghana), Éthiopie, Libéria, Soudan et Libye) ce qui reflète le fait que la plus grande partie de ce continent est encore colonisée. Le Japon est le seul pays industrialisé à assister à la conférence. Le communiqué final de la conférence de Bandung, inspiré par l'Indien Nehru, est marqué par le neutralisme et les principes de la coexistence pacifique mais peine à déterminer une ligne commune face aux « Grands » : aux non-engagés (Inde et Égypte), s'opposent, d'un côté, les pro-occidentaux, les pays du Pacte de Bagdad, de l'OTAN ou de l'OTASE, et de l'autre, les pays ayant adopté le régime communiste (la Chine communiste et République populaire du Viêt Nam).

Outre le fait que la conférence de Bandung marque l'entrée du Tiers monde sur la scène internationale, la

ont organisé des rencontres panafricaines avec comme objet la quête de l'unité du continent africain. La conférence panafricaine d'Accra du 15 au 22 avril 1958 s'inscrit dans cette logique.

Or, pour la propagande occidentale, belge, française ou américaine, Bandoeng est une machination communiste et un « neutraliste » n'est rien d'autre qu'un « cryptocommuniste ». De là à en faire « un homme à abattre », il n'y a qu'un pas, qui sera franchi, entre autres, lors de l'assassinat de Lumumba.

Accra 58 se présente comme la première manifestation concrète du panafricanisme en terre libre d'Afrique et comme l'antithèse de la conférence de Berlin de 1885. Elle a réuni les premiers États indépendants d'Afrique, à savoir : le Libéria, l'Éthiopie, la Libye, le Maroc, le Soudan, la Tunisie, la République arabe unie (RAU), le Ghana²⁶.

La deuxième initiative de regroupement à caractère panafricaniste est le congrès constitutif du PRA du 25 au 27 juillet 1958 à Cotonou²⁷. Il proposa, malgré l'opposition du président Senghor, la création de l'Union africaine²⁸. Il envisagea l'indépendance immédiate des territoires africains encore sous domination coloniale et préconisa la création des États-Unis d'Afrique conformément aux recommandations de la conférence de Manchester de 1945²⁹.

La seconde conférence d'Accra appelée conférence panafricaine des peuples, organisée du 6 au 13 décembre 1958, a connu un succès éclatant. C'est dans cette dynamique que fut créée la Fédération du Mali en janvier 1959 et l'Union des États indépendants d'Afrique (UEIA) le 1er mai de la même année à Conakry. Cette union, qui prévoyait la création d'un Conseil économique, d'une défense commune et d'une citoyenneté pour les populations des états membres, s'est plus tard élargie au Mali pour constituer l'embryon des États-Unis d'Afrique. Peu après Sanniquerville³⁰, les présidents Kwamé N'Krumah, Sékou Touré et Tubman du Libéria se sont réunis du 16 au 19 juillet 1969 et créèrent la Communauté des États indépendants d'Afrique (CEIA). Mais, au lendemain des indépendances, ils exprimèrent leur conception et leur méthode de regroupement à travers la conférence de Lagos et celle d'Addis Abeba.

Les États « modérés », notamment ceux d'obédience française, s'étaient farouchement opposés au renforcement des exécutifs fédéraux en 1959 et ont manifesté leur antipathie vis-à-vis du panafricanisme. L'absence du RDA à la conférence panafricaine d'Accra du 6 au 13 décembre 1958 en est un témoignage éloquent. En optant pour l'Afrique des patries et pour l'émiettement de l'Afrique en de multiples unités indépendantes, les membres du groupe des modérés ont montré leur attachement aux États, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. La conférence d'Abidjan du 24 au 26 octobre 1960³¹ et celle de Brazzaville du 15 au 19 décembre de la même année³² expliquent les

conférence a condamné la colonisation et l'impérialisme en général, et en particulier l'apartheid en Afrique du Sud, et la France qui est la première puissance coloniale en Afrique. Les pays signataires appellent les pays encore colonisés à lutter pour leur indépendance mais la solution pacifique et la recherche de la négociation doivent être préférées. Ils rappellent également leur volonté de ne pas appartenir à l'un ou l'autre des deux blocs en pleine guerre froide opposant les États-Unis et le bloc soviétique. La conférence a contribué à l'accélération du processus de décolonisation et à l'émergence d'un nouveau groupe de pays qui feront partie du « Tiers-Monde » entre le bloc communiste et le bloc occidental. Dans la continuité, la conférence de Belgrade qui réunira certains de ces pays en 1961, posera les bases du mouvement des non-alignés. Cependant la conférence a mis en lumière les divisions existantes entre les pays plutôt proches d'un des deux blocs ou préférant le non-alignement.

²⁶ M. Sarr, *op. cit.*, p. 13.

²⁷ J.-B. Duroselle, *op. cit.*, p. 729.

²⁸ M. Sarr, *op. cit.*, p. 2.

²⁹ *Encyclopædia universalis*, vol. 12, p. 466.

³⁰ Lieu où fut décidée l'éphémère union Guinée – Ghana – Mali.

³¹ G. d'Arboussier, *op. cit.*, p. 62.

³² J.-B. Duroselle, *op. cit.*, p. 729.

méthodes et les conceptions de ce groupe en matière d'union et de regroupement.

La conférence d'Abidjan, du 24 au 26 octobre 1960, avait un caractère régional et regroupait tous les chefs d'État africains d'expression française (à l'exception de la Guinée et du Mali)³³. C'était la première grande manifestation d'union et de regroupement des États d'expression française mais aussi l'illustration d'un profond besoin d'association après l'éclatement des fédérations de l'AOF et de l'AEF en 1959³⁴. La conférence fut d'une portée très limitée. Sans aborder les problèmes de principe, elle s'est très rapidement intéressée à la question de l'unité africaine. Elle délibéra sur deux points, à savoir : le problème algérien et celui de la Mauritanie

Sur la question algérienne, la conférence décida que les États participants adoptent une position commune au cours des débats à l'assemblée générale des Nations Unies. Concernant le problème mauritanien, un accord unanime et spectaculaire fut conclu³⁵. Après une conférence test sur l'unanimité des États africains sur la question algérienne, intervint la conférence de Brazzaville.

Elle fut réunie du 15 au 19 décembre 1960 et regroupa tous les États d'Afrique francophone à l'exception du Mali, de la Guinée et du Togo. Ce groupe de Brazzaville, composé de 11 États francophones, était de tendance modérée très favorable à la coopération avec la France³⁶ et le monde occidental. La conférence aborda le thème fondamental des rapports entre les États africains, d'une part, et l'adoption d'une politique commune, d'autre part, non pas sur la base des compromis comme à la conférence d'Abidjan, mais sur la base de la rigueur des principes. Sur ce point, deux orientations claires ont été définies : la volonté politique de créer une union véritable et le désir de matérialiser cette unité par une coopération économique³⁷. Pour la circonstance fut décidée la création d'un Comité d'études pour la monnaie, le crédit, les plans nationaux de développement. À la réunion du 30 janvier 1961 à Dakar et à celle de Yaoundé du 26 au 28 mars de la même année, le Comité d'études adopta d'importants textes. Le premier concernait : la concertation politique sur le plan international, la représentation diplomatique, la nationalité, la citoyenneté, la défense commune. Le second texte était relatif à l'adoption d'une position commune sur les questions internationales et interafricaines. Le troisième texte traitait de l'attitude à adopter à l'égard du Marché commun européen³⁸. Sur le plan politique, l'unité d'action des Onze s'est manifestée lors des débats à l'ONU sur le problème algérien. Si cette unité d'action du groupe de Brazzaville traduit leur amitié avec la France, elle traduit aussi le principe de leur solidarité à l'égard de l'Algérie et de l'Afrique tout entière, car, déclarait M. Masmoudi, ministre tunisien de l'Information: « *Si le problème algérien est déjà un problème international, ce qu'il faudrait éviter, c'est qu'il ne dégénère en guerre internationale.* »³⁹

Mais le groupe des Onze auquel plus tard s'est associé le Togo a connu beaucoup d'avatars parce que trop lié à l'Occident⁴⁰. La coopération économique qu'il développa entre ses États membres aboutit à la création de l'OAMCE (Organisation africaine et malgache de coopération économique) le 28 mars 1961 avec un support politique, l'UAM (Union africaine

³³ M. Ouedraogo, *La Haute-Volta et la coopération pour le développement*, thèse de 3e cycle, Université de Nanterre, Paris, 1976, p. 189.

³⁴ Ibid.

³⁵ Archives nationales, Ouagadougou, Burkina-Faso, Archives de la Présidence, chemise no 350.

³⁶ J.-B. Duroselle, *op. cit.*, p. 729.

³⁷ M. Ouedraogo, *op. cit.*, p. 190.

³⁸ Ibid., La Documentation française, no 1066 du 4 mars 1991, Paris.

³⁹ G. d'Arboussier, *op. cit.*, p. 63.

⁴⁰ J.-B. Duroselle, *op. cit.*, p. 729.

et malgache) dont la charte fut adoptée à la conférence de Tananarive du 6 au 12 septembre 1961⁴¹. Mais l'UAM, qui ne réussit pas à conclure un pacte militaire entre ses membres afin de maintenir les régimes en place, disparut en 1964.

Pendant que le groupe des modérés s'activait sur la scène interafricaine et internationale, celui des révolutionnaires entamait aussi son organisation par la création du groupe de Casablanca, suivie peu après par la création du groupe de Monrovia. Cette escalade des tensions idéologiques n'est pas étrangère à la crise congolaise.

La division idéologique du continent en fonction des « blocs » existait déjà depuis la conférence de Bandoeng de 1955 mais camouflée dans les conclusions générales de ladite conférence et dans l'effervescence de la lutte pour l'indépendance. C'est au fur et à mesure de la tenue des conférences sur le non-alignement que se dessina progressivement la division idéologique des États africains. En Afrique francophone, la dislocation de l'AOF et celle de l'AEF offrit un terrain fertile à l'émergence rapide d'idéologies concurrentes. Aux idéologies panafricanistes, unitaires et continentalistes des fédéralistes⁴² se sont opposés les conceptions nationalistes, paternalistes et anti-fédérales du groupe des États modérés. Or, loin de se désintégrer, l'Afrique avait besoin de s'unir, de s'intégrer au moment même où l'ONU, sous la pression conjuguée des États-Unis et de l'URSS, envisageait pour elle une ouverture sur la scène internationale. Mais paradoxalement, au lendemain de la conférence de Brazzaville et dans la tourmente de la crise congolaise, la division idéologique du continent s'est cristallisée par la formation de deux blocs opposés, à savoir : le groupe de Casablanca et celui de Monrovia.

Casablanca ou le groupement transsaharien de janvier 1961, c'est le courant révolutionnaire africain avec, comme noyau, l'union Ghana-Guinée créée en 1958 par les leaders Kwamé N'Krumah et Ahmed Sékou Touré⁴³. Cette union fut plus tard élargie au Mali pour donner l'Union des États africains. Son objectif était de réaliser l'unité africaine du Cap à Bizerte et d'Accra à Zanzibar⁴⁴. Une rencontre réunissant ces trois États à d'autres États arabes au Maroc créa le groupe de Casablanca. En effet, c'est dans la tension de la crise congolaise et face à l'incapacité d'y trouver une alternative africaine que N'Krumah, appuyé par Mohamed V du Maroc et par Gamal Abdel Nasser d'Égypte, convoqua la rencontre de Casablanca du 5 au 7 janvier 1961. Étaient présents Kwamé N'Krumah, Sékou Touré, Modibo Keita, Gamal Abdel Nasser, le représentant personnel du roi Idris Ier de Libye, Ferhat Abbas d'Algérie, un observateur du gouvernement de Ceylan et Mohamed V, roi du Maroc. Le Togo, la Somalie, l'Éthiopie, le Libéria et le Soudan avaient décliné l'invitation⁴⁵. Les participants à la conférence ont marqué leur solidarité par leur opposition radicale au colonialisme et par leur volonté de construire l'Afrique sur des bases institutionnelles plus révolutionnaires.

Conscients de l'enjeu de la crise congolaise et de la nécessité d'une union dynamique et révolutionnaire des États africains, les conférenciers de Casablanca ont adopté les résolutions suivantes :

— consensus sur la crise congolaise (soutien à la révolution congolaise) ;

⁴¹ M. Ouedraogo, *op. cit.*, p. 191.

⁴² Dans tout ce texte, le mot « fédéraliste » doit bien sûr s'entendre comme concernant une fédération des États africains entre eux, et non les structures internes des États pris individuellement.

⁴³ Y. Zerbo, *Les relations franco-voltaïques de 1960 à 1972*, thèse de doctorat, Université de Paris I, t. 1, 1989, p. 174.

⁴⁴ A. Kontchou-Kouomegni, *Le système diplomatique africain. Bilan et tendance de la première décennie*, Paris, Pedone, 1977, p. 55.

⁴⁵ L. Kaba, *N'Krumah et le rêve de l'unité africaine*, Paris, Éd. Chaka, mai 1991, p. 152.

- condamnation des essais nucléaires au Sahara (Bizerte en Tunisie) ; elle concernait surtout la France mais aussi l'URSS qui envisageait de reprendre ses expériences nucléaires ;
- l'aide au gouvernement de Lumumba Gizenga ;
- l'indépendance de l'Algérie ;
- la nécessité de la coopération interafricaine.

Bien d'autres résolutions ont été adoptées et toutes consignées dans un document appelé « *charte de Casablanca* »⁴⁶. Cette nouvelle organisation politique entendait se démarquer des anciennes puissances coloniales et observer une amitié prononcée avec les pays de l'Est. La création du groupe de Casablanca a provoqué une réplique de la part des États modérés qui créèrent dès mai 1961 le groupe de Monrovia⁴⁷.

Ce groupe est une émanation du groupe de Brazzaville créé en décembre 1960 au Congo. Il est composé de 12 États francophones indépendants. À ces 12 États se joignirent au printemps 1961 d'autres États, non membres du groupe de Casablanca pour créer le groupe de Monrovia⁴⁸. Cette seconde vague d'États était composée du Libéria, de la Sierra Leone, du Nigeria, du Togo, de la Somalie, de la Tunisie, de l'Éthiopie et de la Libye.

Ce **groupe formé à la conférence de Monrovia** du 8 au 12 mai 1961 sur l'initiative des chefs d'État de la Côte-d'Ivoire, du Nigeria et de l'Éthiopie, se voulait une réplique à la création du bloc transsaharien de Casablanca. Son but était de réfléchir sur la crise congolaise et de tracer les perspectives d'une unité d'action des États africains face aux problèmes internationaux⁴⁹

Ce nouveau groupement politique, notamment favorable aux anciennes puissances coloniales, préconisait, dans son programme d'action : une coopération égalitaire entre les États africains, le respect de l'intégrité territoriale des États, le rejet du panafricanisme et une volonté bienveillante à l'égard de l'Occident⁵⁰.

La création de ce deuxième bloc aiguïsa les contradictions politico-idéologiques entre les États africains. L'opposition entre ces deux blocs était si manifeste que la lettre de Gilbert Pongault (secrétaire général de l'Union panafricaine des travailleurs croyants) au président du Congo Brazzaville en date du 31 août 1961 est d'une rare clarté : « *J'ose, Monsieur le Président, attirer votre attention sur l'importance de la prochaine conférence syndicale panafricaine de Dakar. Cette conférence a été décidée à Genève lors de la dernière session de la conférence du travail en vue de déjouer les manœuvres des éléments procommunistes. La Fédération syndicale panafricaine créée à Casablanca n'est autre qu'un instrument de subversion au service des États de Casablanca et du bloc de l'Est. Le fait que ces gouvernements aient donné 35 millions de francs CFA pour la réalisation de la conférence de Casablanca prouve nettement le bienfondé de nos inquiétudes. Nous savons aussi que d'autres fonds importants viennent d'être mis à la disposition de cette organisation pour intensifier la propagande et encourager la création de nouveaux syndicats à leur dévotion. Ils vont ainsi promouvoir et organiser toute action susceptible de créer de l'agitation dans les États qui échappent à leur influence.* »⁵¹

Mais la conférence de Lagos de 1962 et les accords d'Évian, consacrant la fin de la guerre d'Algérie, vont contribuer à aplanir les contradictions entre les deux groupes. C'est le temps des concessions et des compromis dans une perspective unitaire. L'intensification des

⁴⁶ *Ibid.*, p. 153.

⁴⁷ A. Kontchou-Kouomegni, *op. cit.*, p. 55.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 56.

⁴⁹ L. Kaba, *op. cit.*, p. 155.

⁵⁰ Y. Zerbo, *op. cit.* p. 175.

⁵¹ Archives nationales Ouagadougou, Archives de la Présidence, chemise no 350, sous-chemise correspondance.

événements internationaux et la nécessité d'une unité d'action des États africains ont ouvert la voie du rapprochement des membres du groupe de Casablanca et de celui de Monrovia. En se donnant comme objectif l'unité africaine, la conférence de Lagos semble avoir aplani les contradictions entre les deux groupes idéologiques. Ce rapprochement s'est opéré, au départ, par l'isolement du président ghanéen soupçonné de mener des activités subversives contre les pays voisins⁵². Il est accusé d'être impliqué dans l'assassinat du président togolais Sylvanus Olympio le 13 janvier 1963. Lors d'une rencontre en mi-février 1963, les trois présidents F. Houphouët-Boigny, Sékou Touré et Modibo Keita condamnèrent collectivement les activités subversives et les ingérences dans les affaires intérieures des États. Ils ont souhaité l'organisation d'une rencontre à l'échelle continentale⁵³. En déclarant que la Guinée est prête à abandonner l'Union Ghana-Guinée-Mali pour une plus vaste coopération au niveau continental, le président guinéen semblait opter pour une coopération avec les États modérés au détriment du Ghana désormais isolé.

Organisée par les États modérés, la conférence de Lagos s'inscrivait dans la logique des conclusions de Brazzaville et de celles de Monrovia dont elle approuvait et intégrait les principes. Dans le contexte de la guerre froide, la conférence était à la recherche d'une voie africaine à la paix mondiale et à la coopération interafricaine. Mais pourquoi cette recherche obstinée de la paix et de la coopération interafricaine ?

Au lendemain des indépendances africaines, et même bien avant, la probabilité d'un troisième conflit mondial hantait les esprits. Le développement des théories sur l'inévitabilité d'un troisième conflit mondial confirmait davantage cette hantise des leaders politiques africains. Selon les théoriciens socialistes, l'inévitabilité d'une éventuelle guerre serait liée soit à la nature de l'homme, soit à la nature des régimes politiques dans lesquels vivent les États. Des débats théoriques entre l'URSS et la Chine il ressortait que l'inévitabilité de la guerre proviendrait de l'existence même du régime impérialiste, lui-même successeur du régime capitaliste. En prônant la théorie de la coexistence pacifique, Khrouchtchev entendait alors éviter cette éventuelle crise entre l'URSS et le bloc occidental. Or, selon les conclusions de la conférence de Brazzaville, le problème de la coexistence pacifique ne se pose ni entre pays capitalistes et pays socialistes, ni entre pays développés. Elle se pose plutôt entre pays pauvres et pays développés, car, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des conflits qui ont été déclenchés ont eu lieu à l'intérieur des pays pauvres.

Dans ces pays pauvres en guerre, soit les deux camps se disputent la suprématie, soit la métropole veut s'imposer (voir guerre de Corée, d'Indochine et d'Algérie, crise congolaise...). À la lumière de toutes ces considérations, la conférence de Lagos s'est donné comme objectif principal la recherche de l'unité africaine. Cette unité devait être organisée sous une forme confédérale qui impliquerait le respect de la souveraineté des États et de leurs différences. Pour y parvenir, le principe de la légalité et de la primauté du droit (*the rule of law*) fut adopté. Ce principe fut une contribution essentielle dans la démarche de l'Afrique vers son unité. En outre, la conférence proposa le renforcement des principes de Brazzaville à la lumière de la situation intérieure des États (sous-développement, crises politiques). En cela, elle exigea que les constitutions et l'organisation interne des États respectent la démocratie et les institutions, favorisent le développement économique pour tout homme et pour tous les hommes.

OUA

La conférence au sommet d'Addis-Abeba se présente comme une chance pour l'Afrique. Elle a été préparée du 15 au 21 mai 1963 par une conférence des ministres des Affaires

⁵² L. Kaba, *op. cit.*, p. 159.

⁵³ *Ibid.*, p. 160.

étrangères des pays participants. Elle fut ouverte du 23 au 25 mai 1963 avec 30 pays participants dont 8 pays arabes : l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, les Républiques arabes unies (RAU), la Somalie, le Soudan, la Tunisie et, plus tard, le Maroc⁵⁴.

À la volonté d'union de tous les peuples noirs s'est substituée celle des peuples africains décolonisés, noirs ou non, sans distinction de leurs espaces géopolitiques ou de leurs appartenances idéologiques⁵⁵. Convaincus désormais de la nécessité de l'unité africaine, et eu égard aux limites et à l'incapacité de leurs États à faire face aux problèmes africains et internationaux, les responsables africains ont décidé de noyer leurs divergences pour défendre l'intérêt du continent. En témoigne cette lettre de Philibert Tsiranana (président malgache) à son homologue de Haute-Volta Maurice Yameogo au sujet de la crise congolaise : « *Les exactions et les agissements de désagrégation auxquels se livre actuellement l'ONU au Congo et plus particulièrement au Katanga sont à la connaissance de Leurs Excellences réunies présentement à Tananarive. Nous saisissons l'occasion providentielle de votre réunion pour prier d'entreprendre une prompt intervention. Votre démarche est susceptible de freiner et même d'arrêter les assauts dont nous sommes victimes. Les exactions et les agissements de l'ONU au Katanga constituent un précédent dangereux contre la souveraineté des jeunes États africains.* »⁵⁶.

Ainsi déclarait le président Ahmed Sékou Touré : « *Aucune des nations prise individuellement ne saurait représenter valablement l'Afrique, ni réhabiliter ses peuples... La contribution de l'Afrique à la vie de l'humanité requiert, de tous les peuples africains, leur présence consciente et leur unité d'action sur le chantier de l'édification du bonheur universel.* »⁵⁷

Quant au leader ghanéen Kwamé N'Krumah, il déclara : « *Nous sommes déjà parvenus au stade où nous devons nous unir ou sombrer dans cet état où l'Amérique latine est devenue, contre son gré, la triste proie de l'impérialisme après un siècle et demi d'indépendance politique.* »⁵⁸

Le président L. S. Senghor souligne : « *Si nous voulons bâtir une Afrique unie, nous devons le faire solidement et, pour cela, la fonder sur nos convergences culturelles, non sur nos divergences politiques, car ce qui nous lie est au-delà de l'histoire, il tient à la géographie, à l'ethnie, et partant à la culture ; il est antérieur au christianisme, à l'islam, il est antérieur à toute colonisation.* »⁵⁹

Il y avait ; comme on le voit, une certaine convergence entre les propos des « progressistes » et ceux des « modérés ».

L'objectif de l'unité est, d'une part, de renforcer la solidarité entre les États africains et malgache, et, d'autre part, de coordonner leur coopération pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples africains. C'est ainsi que l'OUA a pu être créée le 25 mai 1963 à Addis-Abéba avec ses principes et ses organes de fonctionnement.

Les principes suivants ont été adoptés :

- égalité absolue des États membres de l'OUA ;
- non-ingérence dans les affaires intérieures des États ;
- respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États ;

⁵⁴ . Ph. Decraene, *Le panafricanisme, op. cit.*

⁵⁵ J. Sanou, *Les résolutions de l'OUA*, mémoire de maîtrise, cité, p. 38.

⁵⁶ .Archives nationales Ouagadougou, Archives de la Présidence, chemise no 350, lettre no 180 d'Élisabethville. Tsiranana était l'un des plus fermes soutiens de Tshombe et ce qu'il appelle les « exactions et agissements » de l'ONU c'est le fait que cette organisation ait enfin entrepris de jouer son rôle en mettant fin à la sécession.

⁵⁷ J. Sanou, *op. cit.*, p. 40.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 41.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 40.

- règlement pacifique des conflits ;
- condamnation des activités subversives⁶⁰ ?

En effet, l'OUA repose sur trois principes fondamentaux : l'africanité considérée comme ensemble des valeurs culturelles tant africaines qu'arabo-berbères, la négation du colonialisme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes⁶¹.

Ses principaux organes sont : le Conseil des chefs d'État ; le Conseil des ministres ; les commissions, au nombre de quatre (la Commission de médiation, la Commission économique, la Commission pour l'éducation et la culture, la Commission pour la santé). S'y ajoutent deux conseils : le Conseil pour la défense et le Conseil scientifique⁶².

Par ailleurs, six résolutions ont été adoptées. De l'analyse des principes il ressort que la charte constitutive de l'OUA consacre la victoire des États modérés conservateurs : Afrique des patries, intégrité territoriale, politique des États, souveraineté. Mais le groupe de Casablanca y trouvait aussi son compte à travers l'anticolonialisme et l'engagement de l'OUA pour les luttes de libération⁶³.

En effet, dès 1963, l'anticolonialisme fut l'axe principal de l'action de l'OUA, symbolisée par la création du Comité de libération de l'Afrique avec son siège à Dar es-Salaam (Tanzanie), la diversification de l'aide aux mouvements de libération et le choix comme premier secrétaire général de l'OUA (et de son adjoint) de ressortissants des pays du groupe de Casablanca (Guinée-Égypte). Ils ont marqué l'OUA de tout leur dynamisme.

La création de l'OUA était un compromis, et même un compromis laborieux, entre partisans et détracteurs du supranationalisme. Les partisans d'un gouvernement continental panafricain, loin d'être satisfaits, espéraient influencer plus tard le cours des événements. Tout laissait rêver à une évolution vers la réalisation d'une véritable unité du continent. Au regard des événements actuels en Afrique avec ses multiples difficultés, l'Afrique n'aurait-elle pas raté son entrée dans la société internationale? Si l'Afrique révolutionnaire l'avait emporté à Addis-Abeba, les conflits internes, les problèmes frontaliers et les coups d'État répétés y seraient-ils d'actualité ? L'Afrique n'aurait-elle pas plus de considération que l'image qu'elle incarne aujourd'hui sur l'échiquier international ?

Nous allons à présent réexaminer tout cela, à travers quelques personnalités pan africaines majeures.

⁶⁰ Ph. Decraene, *op. cit.*

⁶¹ J. Sanou, *op. cit.*, p. 37.

⁶² Ph. Decraene, *op. cit.*, p. 58.

⁶³ K. A. Kontchou, *op. cit.*, p. 157.

Le panafricanisme de W. E. Burghard Du Bois

La déclaration-programme de la N.A.A.C.P. affirme notamment que: «*Nous revendiquons pour nous-mêmes chaque droit individuel qui appartient à un Américain né libre, droit politique, civique et social; et tant que nous n'aurons pas obtenu ces droits, nous ne cesserons jamais de protester et d'assaillir les oreilles de l'Amérique*»⁶⁴, ce qui montre que le panafricanisme de Du Bois est porté par la reconnaissance des Noirs et de leurs descendants en tant qu'êtres humains et leur intégration au sein de la société américaine moderne. Toutefois, bien qu'étant un pur produit de la lutte pour les droits civiques des Américains noirs et un animateur de la



« Renaissance de Harlem », il fut aussi un ami et allié de Kwame Nkrumah et des indépendances africaines. Sa vie illustre donc une fois encore que les deux « tendances » du panafricanisme ne s'excluent pas et que, quelle que soit la porte par laquelle on entre dans le panafricanisme, on finit toujours par être concerné par tous les aspects de cette problématique complexe. Il faut dire que Du Bois eut le loisir de toucher à bien des choses durant une vie exceptionnellement longue, puisqu'il mourut au Ghana, en 1963, à l'âge de 95 ans.

Jeunesse et débuts

Du Bois est né le 23 février 1868 à Great Barrington (Massachusetts). Son père, Alfred Du Bois, était d'origine haïtienne. Le jeune William vivait dans la pauvreté avec sa mère Mary Silvina Burghardt Du Bois. Il étudia à l'Université Fisk de Nashville (Tennessee), puis à l'université Harvard à partir de 1888. En 1892, il reçut une bourse qui lui permit d'intégrer l'université de Berlin. Il voyagea à travers l'Europe et côtoya les meilleurs sociologues et économistes allemands de l'époque, comme Gustav von Schmoller. Il revint aux États-Unis et fut le premier Noir américain diplômé d'un doctorat de philosophie de Harvard en 1895. Après ces études à Harvard et à Berlin, il enseigna à la *Wilberforce University* dans l'Ohio, puis à l'université de Pennsylvanie avant de se fixer au département de sociologie de l'université d'Atlanta.

Du Bois écrivit trois autobiographies et publia l'un des premiers ouvrages sociologiques américains, *The Philadelphia Negro* (1896). D'autres essais suivirent: *The Souls of Black Folk* (1903), *John Brown* (1909), *Black Reconstruction* (1935) et *Black Folk, Then and Now* (1939). Dans *Black Reconstruction*, il montre le rôle central des Afro-Américains dans la guerre de Sécession et la période de reconstruction. Il fut aussi l'auteur de plusieurs romans, notamment *Black Princess*.

64 George Padmore, op. cit., p. 124.

Pendant toute la première moitié du XX^e siècle, W.E.B. Du Bois fut l'un des principaux intellectuels et militants noir-américains. C'est pourquoi on lui attribua le titre de *Father of Pan-Africanism*. En 1905, Du Bois prit part au *Niagara Movement*. Trois ans plus tard, en février 1909, il contribua à la création de la NAACP. La *National Association for the Advancement of Colored People* est une organisation chargée de défendre les droits des minorités aux États-Unis.

En 1910, Du Bois abandonna son poste d'enseignant à l'université d'Atlanta pour se consacrer pleinement aux activités de la NAACP. Déjà à la conférence panafricaine de Paris, en 1919, il réclama, conformément aux principes proclamés par le président américain Woodrow Wilson, « le droit des peuples noirs à disposer d'eux-mêmes »⁶⁵. En effet, il fut le premier leader noir américain à se rendre compte de l'importance des mouvements coloniaux de libération en tant que partie intégrante de la lutte des races de couleur d'Asie et d'Afrique. Il fut aussi le premier à prendre conscience de l'importance du développement d'une solidarité et d'une coopération plus agissante entre les Africains de naissance et les peuples d'ascendance noire vivant dans l'hémisphère Nord⁶⁶. Il écrivit plusieurs articles dans différents journaux de la communauté noire (*Chicago Defender*, *Pittsburgh Courier*, *New York Amsterdam News*) ; il travailla également pour le *San Francisco Chronicle*. Mais surtout, il occupa pendant 25 ans le poste d'éditeur en chef du journal de la NAACP appelé *The Crisis*. Du Bois publia des auteurs de la *Harlem Renaissance* tels que Langston Hughes et Jean Toomer. En 1934, il reprit sa chaire d'enseignant à Atlanta.

Un homme-Institution

De 1910 à 1934, donc, Du Bois fut un « militant professionnel ». Et, si on peut lui contester le titre de « père du panafricanisme », pour lequel Henry Silvester Williams est lui aussi un candidat fort valable, il dut à son exceptionnelle longévité de traverser le panafricanisme des origines à l'un de ses accomplissements puisque, présent à Londres en 1900, il prit part au *Niagara Movement* avec William Monroe Trotter en 1905, et à la fondation du NAACP en 1909, participa à l'explosion culturelle « Black » de la *Harlem Renaissance*, fut l'un des principaux organisateurs de tous les événements mondiaux panafricains de 1919 à 1945 et connut la vague des indépendances africaines des années 1960. Ajoutons encore que sa longévité n'eut rien de sénile, car Du Bois mourut subitement, à 95 ans, à sa table de travail.

La « Renaissance de Harlem » fut une période de puissante affirmation culturelle et sociale des Noirs, à la signification politique importante même si elle se situa principalement sur un autre terrain, et elle fait l'objet d'un chapitre à part. Et l'activité de Du Bois sur le terrain particulier du mouvement panafricain pendant les années '20 et '30 se confond tant et si bien avec les différents congrès panafricains qui émaillèrent l'entre-deux-guerres, qu'entreprendre de les décrire ici ferait double emploi avec le chapitre⁶⁷ qui leur est consacré et serait injuste envers les autres personnalités importantes qui y ont participé, et qui méritent certes mieux que d'être simplement mentionnés dans un épisode de la vie de Du Bois. Les deux derniers congrès panafricains (1923 et 1927) furent ainsi presque exclusivement l'affaire de W. E. B. Du Bois. Certes, il fut de fait, durant ces années, une sorte d'homme-institution incarnant le panafricanisme. Encore faut-il préciser que, au rebours d'un Africain célèbre – négativement – qui porta le même titre, Du Bois fut un « homme-institution » sans l'avoir vraiment voulu !

Il faudrait préciser aussi qu'il fut l'incarnation du panafricanisme dans l'une de ses

65 G. Padmore, *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, Paris, Éd. P. A., 1961, p. 465.

66 M. Sarr, *La naissance de l'OUA*, mémoire de maîtrise, Université de Paris I, 1985, p. 3.

67 Voir ci-après « 1900-1940. La Vie du Mouvement: Conférences, Congrès et Publications »

dimensions seulement, celle qui est avant tout intellectuelle et ne désespère jamais de convaincre. C'était un homme d'intelligence et d'étude mais, comme pour chacun d'entre nous, ce qui faisait sa force marquait en même temps sa limite. Nkrumah, qui fut très ému et heureux d'accueillir au Ghana celui qu'on appela à la fin de sa vie *The Great Old Man*, l'estimait et l'aimait plus qu'il ne le comprenait et parlait de lui comme d'un « *homme qui vit derrière un voile* » qu'il craint de déchirer⁶⁸. Pour un homme de terrain comme Nkrumah, Du Bois avait des côtés aristocratiques de « Herr Professor » - ou, si l'on veut, une myopie de « rat de bibliothèque » - qu'il comprenait mal et n'acceptait guère, car ils n'étaient nullement en phase avec sa propre personnalité. Marcus Garvey lui paraissait infiniment plus attirant⁶⁹.

Une autre dimension de l'activité de Du Bois durant ces mêmes années fut, en effet, son opposition avec Garvey et son « sionisme noir ».

Il ne fait aucun doute qu'elle fut en partie une question de tempérament. Le premier est Américain et métis, le second, Antillais et Noir. Du Bois est un intellectuel, élitiste, il a des côtés d'aristocrate raffiné, peut-être un peu mièvre. Garvey est un autodidacte et un self made man. Du Bois est homme de réflexion méthodique. Garvey, esprit fécond en idées et en projets, orateur hors pair, doté de capacités exceptionnelles d'organisateur, bouillonne d'activité.

Mais cela se double d'une divergence très nette dans leurs opinions politiques et sociales. Et ceci, d'une certaine manière, au rebours de leurs positions respectives.

Du Bois a profité de l'ouverture précoce des Universités aux Noirs et fait en quelque sorte partie de l'*establishment*, sa manière de militer relève du dialogue élitiste entre intellectuels de haut niveau. Néanmoins, il va au fil des ans manifester de plus en plus de sympathie pour le communisme, au point d'y adhérer. Il est de ceux qui penseront que la libération de l'Afrique doit la mener vers le socialisme. Garvey est un partisan résolu du capitalisme. Il voit dans l'émergence de capitalistes noirs un espoir pour les Africains. Il connaîtra d'ailleurs le succès en affaires pour finir en prison. Il recrute ses adeptes dans le petit peuple et a des attitudes populistes, voire fascistes⁷⁰. C'est donc l'*aristocrate* qui penche vers le socialisme, et le populiste qui s'enthousiasme pour l'*american way of life*.

D'une certaine manière, Du Bois ne réagit pas autrement que l'ensemble du milieu intellectuel, universitaire ou artistique américain, en manifestant de la sympathie pour le communisme dans les années '20 et '30. Ce fut le cas de beaucoup de personnes, et il est indéniable que la présidence de F.D. Roosevelt fit face à la catastrophe sociale de la Grande Dépression par des moyens qui relevaient de la social-démocratie⁷¹ et paraissaient donc déjà « écarlates » à des yeux américains, toujours vite éblouis quand la nuance est « rouge ». L'attitude de Du Bois n'est donc pas plus étonnante, à ce moment là, que celle d'Upton Sinclair ou Elia Kazan. De plus, dans les années '20, le *Workers Party* (parti communiste américain) était le seul à réclamer l'égalité raciale pure et simple dans tous les domaines.

Toutefois, il est bien connu que la plupart des sympathisants communistes des années '30 durent abjurer solennellement leurs « erreurs » au début de la Guerre froide, du fait des menées inquisitoriales de McCarthy et de sa « Commission des Activités Anti-américaines ». Ce fut particulièrement ravageur dans les milieux de l'art, du cinéma et de l'édition, parmi les intellectuels et les artistes, aurement dit précisément dans l'entourage de Du Bois.

Celui-ci ne se livra alors à aucune palinodie et persista dans ses convictions. (Ce qui

⁶⁸ Lettres à Reba Lewis, 12/05 et 03/06/1968, *The Conakry Years*, pp. 234 et 238.

⁶⁹ Mais Nkrumah et Garvey ne se sont jamais rencontrés.

⁷⁰ Bien que l'on s'accorde en général à considérer qu'il faille prendre son affirmation « *J'ai été le premier fasciste* » pour une plaisanterie.

⁷¹ Ils impliquaient une notable intervention de l'état dans le domaine économique, ce qui est pure hérésie du point de vue du libéralisme « orthodoxe ».

pousse à se demander si Nkrumah savait bien ce qu'il disait, quand il parlait d'un « *homme qui vit derrière un « voile » qu'il craint de déchirer* ». Peut-être ne comprenait-il tout simplement pas un certain type de courage froid et tranquille ?)

A côté de ces faits qui concernent Du Bois en tant qu'Américain, la question des rapports avec le communisme se posait aussi pour le mouvement panafricain, du fait de la politique préconisée par Lénine d'association entre les communistes et les mouvements de libération nationale dans les colonies. Ils furent évoqués explicitement au quatrième Congrès panafricain (New York, 21-24 août 1927), parce qu'il avait été précédé en février par la réunion à Bruxelles de la *Ligue Contre l'Impérialisme et Pour l'Indépendance Nationale* (LCIPIN) organisée par le communiste allemand Willi Münzenberg, avec le soutien du Komintern, mais étaient déjà sensibles en filigrane dans certains incidents du Congrès de 1921 (Londres, Bruxelles, Paris).

Au Congrès de New York en 1957, W. E. B. Du Bois se borna à approuver la politique de l'URSS en faveur des minorités nationales de l'ancien Empire russe. C'en était déjà trop pour beaucoup de publicistes colonialistes; qui se mirent aussitôt à évoquer une collusion entre panafricanistes et communistes ou une infiltration des panafricanistes par les communistes.

Vers la fin de 1929, Georges Padmore, panafricain mais aussi membre du PC américain, quitta les États-Unis pour l'URSS, où il dirigera le *Negro Bureau of the Communist International of Labour Unions* (Bureau nègre de l'Internationale communiste des Syndicats). Il était aussi secrétaire de l'*International Trade Union Committee of Negro Workers* (comité international des syndicats de Travailleurs Nègres), et avait des fonctions importantes dans les institutions du Parti Communiste de l'URSS.

La surestimation, par la presse colonialiste, des liens supposés entre panafricanisme et communisme relève d'une erreur (peut-être volontaire) d'*appréciation* qui est presque comique, si on considère que'elle se produit alors qu'à cette époque les communistes voyaient dans le panafricanisme, non un mouvement *révolutionnaire*, mais l'expression d'un « *nationalisme petit-bourgeois* », autre considérable erreur d'appréciation.

En 1921, lors d'un Congrès qui se déroula en trois parties (l'une à Londres, l'autre à Bruxelles, la dernière à Paris), Blaise Diagne rejeta le Manifeste de Londres, accusé d'être d'essence communiste⁷². Celui-ci contenait à propos de la France des propos bien balancés, la reconnaissant comme "*la seule parmi les grandes puissances coloniales qui ait cherché à mettre ses citoyens noirs cultivés sur un plan d'égalité juridique et sociale absolue avec les blancs*", et qu'elle "*possède un système d'éducation publique bien répandu mais encore imparfait*", mais suggérant de compléter ce début "*en élargissant les bases politiques des gouvernements indigènes, en restituant aux habitants autochtones la propriété du sol, en protégeant le travail indigène contre les agressions du capital établi, et en ne contraignant personne, ni blanc, ni noir, à être soldat, à moins que le pays ne lui offre une voix dans son propre gouvernement*". Une référence critique au "capital" est toujours une belle occasion de crier au communisme quand on veut jeter un texte. D'autre part, Diagne a pu prendre pour une attaque personnelle la référence aux soldats, car il fut, comme commissaire du gouvernement français, le principal recruteur des "travailleurs sénégalais" pour la Grande Boucherie de 14-18.

W. E. B. Du Bois, sans parler nommément d'indépendance, plaidait pour l'accès des Africains au pouvoir politique, seul moyen de faire reconnaître le peuple africain comme l'égal des autres peuples: «*aucun Noir dans n'importe quelle partie du monde ne peut être en sécurité*

⁷² Après cette rupture, la session de Paris (4-5 septembre) ne réussit pas à rapprocher les points de vue. Il est vrai que les ténors, du côté « francophone » - Blaise Diagne et le député de la Guadeloupe Gratien Candace - se lancèrent dans une apologie sans réserve de la politique coloniale de la France.

tant qu'un homme pourra être exploité en Afrique, privé de ses droits civiques aux Antilles ou lynché aux Etats-Unis parce que c'est un homme de couleur ».

Diagne s'en prit violemment à lui, se mit à lui reprocher de ne pas représenter tous les Noirs des Etats-Unis. On pourrait opportunément relever, en tous cas, que Diagne, député français élu par les "Quatre Communes", c'est-à-dire par l'infime minorité des Sénégalais ayant le droit de vote, représentait certainement un nombre encore moindre de Sénégalais ! Mettre en cause la légitimité ou la représentativité de son interlocuteur est une tactique classique lorsqu'on souhaite faire obstruction à la poursuite d'un débat.

Aux yeux de Du Bois, la politique française d'« assimilation » ne visait qu'à incorporer dans la bourgeoisie française une infime proportion de Noirs des colonies pour renforcer l'exploitation des masses africaines et antillaises. Il avait raison.

Diviseur ?

L'argument de représentativité utilisé par Diagne renvoie cependant à une polémique sérieuse (ce qui prouve simplement que l'ami Blaise, en bon parlementaire, savait tendre opportunément l'oreille vers les ragots et les bruits de couloir).

W.E.B. Du Bois a été traité de "diviseur" du mouvement panafricain, en dehors de toute recherche de "l'incident qui fait capoter la session", par d'autres panafricains, et non des moindres, puisqu'on y retrouve, encore une fois, Kwame Nkrumah. Celui-ci écrivit: "*Sa philosophie réservée à une élite et sa polémique avec Booker Washington d'abord, avec Marcus Garvey ensuite, m'ont détourné de lui quand j'étais un étudiant aux Etats-Unis (...) Il y a toute une série de choses que Du Bois a faites et qui ont freiné dans sa course la machine de la Révolution Africaine. Si Du Bois avait appuyé Marcus Garvey, le cours de l'histoire Afro-américaine eut été différent.*"⁷³».

Peut-être est-ce un hommage « en creux » à Du Bois que de remarquer que cet homme, qui passa sa vie – une vie de 95 ans ! – à rassembler, unir et concilier, trouva pourtant, deux fois dans sa vie, l'occasion de rompre avec quelqu'un.

Il rompit en effet avec Booker T. Washington. Ceci concerne le plan politique, où ils ne pouvaient plus être d'accord, pour une raison bien simple : ils représentaient deux stades différents de l'histoire des Noirs américains.

Comme on peut s'en rendre compte dans le « Compromis d'Atlanta », dans l'idéologie de Booker Washington sont encore perceptibles des positions de soumission à l'égard du peuple blanc et une incapacité à sortir brutalement de la ségrégation. Sa foi dans une convergence des intérêts des Noirs et des Blancs, sa volonté de cohésion des deux peuples, lui ont certes permis de se faire entendre des plus hautes instances blanches du Sud comme du Nord. Il le devait à ses mérites et à l'estime que son œuvre inspirait, mais aussi au fait qu'il tenait aux Blancs le langage que ceux-ci avaient envie d'entendre. Il cherchait l'intégration par de lents et patients efforts, qui devaient permettre aux Noirs de rattraper leur retard. Comme si ce retard était dû à quelque calamité naturelle, et non pas la conséquence de l'esclavage organisé pendant des siècles par les Blancs du Nord comme du Sud. Il parlait en termes de besoins et de retard à combler, non en termes de droit et de préjudice subi. Cela lui attirera les foudres d'autres leaders noirs de l'époque, et il ne manqua pas de se faire traiter d'Oncle Tom⁷⁴.

⁷³ Lettres à Reba Lewis, 12/05 et 03/06/1968, *The Conakry Years*, pp. 234 et 238.

⁷⁴ L'Oncle Tom de Beecher Stowe est un vieux noir très religieux qui accepte toutes les épreuves qui pleuvent sur lui tout au long du roman avec une pieuse résignation. Il devint donc, dans le vocabulaire des militants noirs, le prototype du Noir résigné, l'exemple à ne PAS suivre. Beecher Stowe met en scène toute une galerie de personnages, tant maîtres qu'esclaves, qui vont de la résignation à la révolte. Mais elle a la prudence de faire de

Cela ne fut pas le fait de W.E. B. Du Bois seul. Dans les dernières années du XIX^e siècle, le fondateur de Tuskegee commença à être débordé par des militants plus radicaux réunis autour de Mgr Alexander Walters dans la *Negro Academy*, tels que William M. Trotter et Carter G. Woodson, parmi lesquels se trouvait en effet W. E. B. Du Bois. Il s'agissait de la la rupture prévisible entre les dirigeants noirs modérés, favorables à une « intégration » progressive, et les jeunes radicaux, revendiquant la reconnaissance immédiate de l'égalité des droits. Ceux-ci fondèrent le Niagara Movement (1905), se retrouvèrent en 1906 à Harper's Ferry, pour lancer l'Adresse à la Nation, réclamant l'instauration immédiate de l'égalité sociale et politique. Le prestige de W. E. B. Du Bois n'émergea vraiment qu'avec la création en 1908 de la NAACP, le lancement en 1910 de la revue *Crisis* destinée à diffuser les idées du mouvement et sa participation au Congrès Universel des Races (Londres, 1911) au cours duquel, avec deux Africains du continent, il exposa la situation et les aspirations des Noirs en Amérique et dans l'Afrique coloniale.

Il faut encore ajouter que Washington avait une approche très exclusivement américaine, alors que Du Bois envisageait les choses du point de vue panafricain. Ce n'est certes pas lui qui aurait dit, avec une nuance d'admiration que “ *Carnegie, Rockefeller ne sont pas des rêveurs ni des paresseux. — Ils ont fait des trusts très utiles et ont gagné beaucoup d'argent !* »

Même s'il s'est fait huer pour la première fois en 1903 dans une réunion de Noirs , Booker T. Washington a fait figure de représentant majeur de la communauté afro-américaine des États-Unis jusqu'à sa mort en 1915.

La seconde « rupture » concerne bien sûr Marcus Garvey. Encore faut-il s'entendre sur le mot « rupture ». Nkrumah semble ici négliger un fait : qu'il n'y ait pas eu collaboration entre Garvey et Du Bois est au premier chef imputable au racisme de Garvey ! Traiter son interlocuteur de « *Mulâtre paresseux et vendu, ennemi déclaré de la race noire* » n'est pas précisément le signe que l'on désire nouer un dialogue constructif !

D'autre part, si Marcus Garvey était très radical sur le plan de la race et de la solution à donner au « problème noir » (refus de tout qui n'est pas Noir, retour en Afrique et fondation de l'Empire africain), il ne propose rien sur le plan économique et social. Il semble bien que dans son « Empire africain » il y aurait toujours eu des riches et des pauvres et que c'aurait été, au mieux, une démocratie capitaliste à l'américaine et, au pire, un sorte de dictature fascisante. Du Bois, au contraire, cherchait aussi une société meilleure, plus sociale et plus juste, et se rapprocha de plus en plus du marxisme.

Il s'agit chez Garvey d'une orientation du panafricanisme foncièrement différente de celle qu'incarnaient les congrès de W. E. B. Du Bois. La violence des querelles et des insultes publiques entre les deux hommes et les prises de positions ultérieures des George Padmore, Kwame Nkrumah et Cyril L. R. James n'ont pas facilité les comparaisons entre leurs deux approches. Les deux s'accordaient en effet sur la défense de « la race noire » et sur la nécessaire libération de l'Afrique comme préalable à l'émancipation de tous les Noirs du monde. Mais le pannégrisme de Marcus Garvey se distinguait du panafricanisme de W. E. B. Du Bois. Celui-ci en appelait à l'élite noire et donnait de plus en plus sa préférence au socialisme alors que Marcus Garvey s'adressait aux masses noires et voulait susciter des capitalistes noirs capables de rivaliser avec leurs homologues occidentaux. Le racisme anti-raciste de Marcus Garvey, son messianisme et sa violence, son activisme débordant (il mit sur pied d'innombrables institutions financières et techniques pour organiser le retour en Afrique), le caractère utopique de ses projets politiques (tels que la proclamation d'un « Empire africain » et son auto-proclamation

ses personnages principaux des personnages respectueux des lois et des coutumes, réservant les types « extrémistes » pour les rôles secondaires.

comme « Président provisoire de l’Afrique ») ne rencontraient que mépris, ricanement ou indifférence de la part de W. E. B. Du Bois et de ses partisans.

Le collaboration avec Garvey était donc à peu près aussi imaginable que le mélange de l’eau et du feu. Quant au « conflit » avec Booker Washington, il s’agit tout simplement d’un conflit de génération, entre un homme qui chercha des réponses immédiates à des besoins criants au lendemain de la libération des esclaves, et une génération suivante, plus soucieuse de la reconnaissance immédiate de droits.

Suspect

À partir des années 1940, Du Bois afficha sa sympathie croissante pour les thèses communistes, ce qui lui valut d’être surveillé par le FBI. En 1950, il se présenta aux élections sénatoriales pour représenter l’*American Labor Party* et reçut 4% des votes. Le 16 mars 1953 il déclara dans le *National Guardian*, que « Joseph Staline était un grand homme ; peu d’autres personnalités du XXe siècle ont égalé sa stature » (*Joseph Stalin was a great man; few other men of the 20th century approach his stature*). Une déclaration d’un courage estimable, si l’on considère qu’on est alors en plein maccarthysme !⁷⁵ Il reçut le Prix Lénine pour la paix en 1959. Il visita la République populaire de Chine pendant le Grand Bond en avant. En 1961, à l’âge de 93 ans, il adhéra officiellement au Parti communiste des États-Unis d’Amérique. Il émigra au Ghana, dont il prit la nationalité, et où il mourut en 1963.

Comme mouvement d’émancipation des Noirs, de revendication de l’égalité entre Noirs et Blancs, la pensée du NAACP est restée l’idéologie de base des intellectuels et bourgeois noirs américains qu’il avait séduits, sans réussir à être un véritable mouvement de masse capable d’apporter des réponses immédiates aux aspirations de ses membres. Par ailleurs, en restant dans les limites du territoire américain, il s’est révélé sans intérêt pour le reste des Africains ou des personnes d’ascendance africaine vivant hors de ce cadre géographique. C’est peut-être pour cette raison qu’Amady Aly Dieng le conçoit comme un héritage conceptuel du monde négro-américain. « *L’idée panafricaniste, dit-il, est un héritage conceptuel qui vient d’intellectuels ou d’hommes politiques négro-américains ou caribéens. Cette idée ne pouvait naître que chez les négro-américains ou caribéens bien scolarisés et engagés dans la lutte pour l’émancipation des Noirs victimes de la traite des Nègres.* »⁷⁶

Une organisation basée sur la promotion de la race noire, tout aussi originaire des États-Unis, devait cependant donner une dimension mondiale au mouvement, celle de Marcus Garvey.

⁷⁵ Le maccarthysme (ou maccarthysme) est connu également sous le nom de « Peur Rouge » (Red Scare) ou de « chasse aux sorcières » (witch hunts). Il s’étend de 1950, l’apparition du Sénateur Joseph McCarthy sur le devant de la scène politique américaine, lorsqu’il prononce un discours à Wheeling, dans lequel il dénonce la présence de communistes au sein même du département d’État, à 1954, le vote de censure contre McCarthy. Pendant deux ans (1953-1954), la commission présidée par McCarthy traqua d’éventuels agents, militants ou sympathisants communistes aux États-Unis dans une ambiance anticomuniste hystérique. Hannah Arendt écrit alors : « *Ici, l’atmosphère politique générale, surtout dans les universités et les collèges (à l’exception des très grands), est actuellement peu agréable. La chasse aux rouges est en marche et les intellectuels américains, surtout dans la mesure où ils ont un passé radical et sont devenus antistaliniens au fil des années, se mettent en quelque sorte à l’unisson du Département d’État.* » L’expression est parfois utilisée dans un sens plus large. Elle désigne alors l’ensemble des investigations et de la répression, menées par des commissions parlementaires américaines à propos du communisme, englobant ainsi celles menées par la HUAC à partir de 1946.

⁷⁶ A. A. Dieng, *Nationalisme et panafricanisme*, <http://www.codesria.org/links/conferences/dakar.pdf>.

La Renaissance de Harlem



La Renaissance de Harlem est un mouvement de renouveau de la culture afro-américaine, dans l'Entre-deux-guerres. Son berceau et son foyer se trouvent dans le quartier de Harlem, à New York. Cette effervescence s'étend à plusieurs domaines de la création, les arts, comme la photographie, la musique ou la peinture, mais c'est surtout la production littéraire qui s'affirme comme l'élément le plus remarquable de cet épanouissement.

Soutenue par des mécènes et une génération d'écrivains talentueux, la Renaissance de Harlem marque un tournant majeur dans la littérature noire américaine qui connaît une certaine reconnaissance et une plus grande diffusion en dehors de l'élite noire. La littérature et la culture noires atteignent de tels sommets durant cette période que certains désignent Harlem comme la « capitale mondiale de la culture noire »⁷⁷. Peut-être même faudrait-il aller plus loin et affirmer qu'avec la *Harlem Renaissance*, la culture noire américaine commence à faire partie de la culture tout court. Elle quitte le ghetto des « Noirs entre eux », le folklore, l'ethnologie et autre « mini-univers pour spécialistes » et fait tout simplement partie des réalisations culturelles du génie humain. S'il en faut une preuve, le lecteur en trouvera aisément une dans le fait que si, jusqu'ici, il a surtout été question de gens assez peu connus du grand public, il rencontrera au contraire dans le mouvement culturel de Harlem une foule de noms qui lui sont familiers.

Les origines

Il est difficile d'assigner une date précise au commencement de la Renaissance de Harlem. Il est admis qu'elle se manifeste dans l'entre-deux-guerres, c'est-à-dire qu'elle

⁷⁷ Siriki Gbané, [La Renaissance de Harlem : le rayonnement de la culture "black"](#), Africultures, publié le 21/10/2002.

correspond aux années 1920 et 1930. Certains considèrent que la crise de 1929 brise l'élan de la Renaissance de Harlem; d'autres la prolongent jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis (1941).

Dans les années 1920, l'économie américaine est prospère, mais les inégalités sont importantes, et les Noirs figurent parmi les plus pauvres. Seul un petit nombre d'entre eux a réussi à intégrer les classes moyennes et aisées de la société américaine.

Le mouvement de la Renaissance de Harlem cherche à émanciper les Noirs américains ; mais elle n'intervient pas dans un vide culturel total : une littérature noire américaine existe depuis l'indépendance américaine avec des écrivains tels que Frederick Douglass (1818–1895), W.E.B. Du Bois (1868–1963) ou encore Booker T. Washington (1856–1915). Georges Washington Williams, dont nous avons parlé, écrivit deux importants ouvrages historiques sur les Noirs américains, "*A History of Negro Troops in The War of Rebellion*" et "*The History of the Negro Race in America 1619-1880*". Les récits d'esclaves, les essais abolitionnistes ou historiques, les articles de presse et les poèmes constituent cette littérature du XIXe siècle. Mais avec la Renaissance de Harlem, les œuvres se multiplient dans tous les domaines, se diversifient et se diffusent plus largement. Harlem devient le centre renommé de ce nouveau dynamisme, si bien qu'on forge l'expression « *Renaissance de Harlem* », en référence à la renaissance de la littérature irlandaise⁷⁸ du XIXe siècle.

On a vu plus haut, par le reportage de Huret, ce qu'était la situation des Noirs dans le Sud aux alentours de 1900. Il n'y a rien d'étonnant à ce que cela les ait incités à aller tenter leur chance ailleurs. Les états du Nord, et en particulier New York, attirent de nombreux Noirs américains au tournant du siècle. Ils sont confrontés au racisme quotidien et sont rejetés du centre par les Blancs. Ils se regroupent dans le quartier de Harlem, au nord de Manhattan. Dans les premières décennies du XXe siècle, de nouveaux artistes et intellectuels afro-américains affluent vers la Grosse Pomme et la plupart s'établissent ou travaillent à Harlem : l'activiste Marcus Garvey en 1918, le musicien Duke Ellington en 1923 ou encore Louis Armstrong en 1924-1925. Harlem devient un foyer de création artistique majeur avec l'installation de peintres, de sculpteurs (Richmond Barthé en 1929) et de photographes (James Van Der Zee en 1932).

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette Renaissance, avec en premier lieu l'existence d'une bourgeoisie noire qui se concentre sur *Sugar Hill*⁷⁹ dans les années 1920. D'une certaine manière, la *Harlem Renaissance* est la manifestation, sur le plan intellectuel et culturel, de ce qu'une bourgeoisie noire commence à exister, que les Noirs, qui ont toujours eu des dons, commencent – au moins certains d'entre eux – à avoir aussi les moyens de les faire fructifier. Comme il était de règle à l'époque – nous aurons à en reparler plus longuement à propos des ennuis judiciaires qui amenèrent la chute de Marcus Garvey – la réussite matérielle s'atteignait parfois par des moyens qui requéraient un sens moral des plus élastiques. A l'époque des gangsters et de la Prohibition, quelques Noirs s'illustrèrent aussi dans les rangs de la pègre, un peu de la même manière où Isom Dart était, à l'époque des cow-boys, devenu un célèbre voleur de bétail.

À titre d'exemple, vers la fin de la Prohibition en 1933, le gangster blanc Dutch Schultz (de son vrai nom Félix Fleggenheimer), courut à sa perte quand il se lança à Harlem dans la loterie des nombres (une sorte de « Lotto »), une forme de jeu de hasard truquée organisée par son comptable, Otto Biederman (alias *Otto Abbadabba Berman*), prétendant s'en prendre au monopole jusque là détenu sur ces jeux par une afro-américaine, en même temps qu'il affrontait Ellsworth Johnson (alias *Bumpy Johnson*), un gangster noir, pour le contrôle de Harlem. Cela

⁷⁸ Rachel Ertel, art. « *États-Unis. Littérature afro-américaine* » in *Encyclopaedia Universalis*, tome 8, 2002, p.833

⁷⁹ Un secteur de Harlem ; W.E.B. Du Bois et Duke Ellington y ont séjourné

devait à terme mener à l'élimination physique de Schultz par le « Syndicat du Crime ».

Il va de soi que mon but n'est pas de conseiller la carrière de « mauvais garçon » comme moyen d'émancipation ou comme voie assurée de promotion sociale. Il est clair aussi que longtemps avant 1930, il y eut parmi les Noirs des voleurs, des escrocs et des assassins. Mais il est historiquement utile de remarquer que, dans le monde du crime comme ailleurs dans la société américaine, les Noirs cessent à cette époque de ne tenir que des rôles d'hommes de main et de petits exécutants, et occupent désormais aussi des positions de stratèges et d'organiseurs. Et cela, aussi, se passait à Harlem !

Harlem devient le lieu de rendez-vous des élites afro-américaines de New York, qui accède à cette époque au rang de ville mondiale de la culture. Ensuite, les universités à l'est de Harlem forment une élite afro-américaine. Par exemple, le journaliste, écrivain et poète Langston Hughes obtient son diplôme de l'université Columbia au début des années 1920. Le *City College of New York* est ouvert aux plus défavorisés et aux minorités ethniques dès le milieu du XIXe siècle. Le poète et romancier Jean Toomer⁸⁰ y fait ses études. D'une manière générale, la plupart des écrivains et artistes de la Renaissance de Harlem ont fait des études supérieures à Harvard ou dans d'autres universités.

Les Universités

L'ancrage universitaire est un fait important durant cette période (et simultanément, il en marque une limite: c'est une époque de reconnaissance de la valeur de l'Amérique noire par l'Amérique blanche, *au niveau des élites*, et uniquement à ce niveau-là).

Les Universités américaines sont des établissements privés, de sorte que l'étiquette « université » peut couvrir des choses très différentes, de Harvard à ce l'on appelle ironiquement des « universités agricoles ». Dans le Sud, la ségrégation avait amené la création d'écoles « noires », allant de l'enseignement de base aux universités, sans rencontrer trop d'opposition puisqu'il s'agissait d'enseignement « pour nègres » donc, dans l'esprit des racistes, « au rabais ». Mais du fait de leur caractère d'entreprises privées, les universités américaines sont aussi contraintes de faire de la publicité, notamment en organisant des débats publics entre leurs meilleurs étudiants et cela fait l'objet d'un classement, à l'instar des compétitions sportives qui sont un autre aspect bien connu de la vie universitaire américaine. Les « grandes finales » étaient même radiodiffusées.

En 1936, une rencontre entre une équipe de débatteurs de l'Université de Californie du Sud et celle du collège noir Wiley (Texas) sur la légitimité ou non de la désobéissance civile se termina par la victoire de Wiley sur l'intervention finale de James Farmer Jr., qui, à l'âge de quatorze ans, faisait partie de l'équipe de débat de Wiley après avoir terminé l'école secondaire (et qui plus tard allait co-fonder la *Congress of Racial Equality*), toujours considérée comme

⁸⁰ Jean Toomer né Eugene Pinchback Toomer le 26 décembre 1894 à Washington D.C., était un poète et romancier. Son grand-père noir, Pinckney Benton Stewart Pinchback, avait été officier pendant la guerre de Sécession puis ensuite gouverneur de Louisiane. Il refusa d'être catalogué afro-américain pendant sa jeunesse et se sentait avant tout Américain. Sa mère Nina Toomer l'éleva seul sans son père blanc qui quitta le foyer familial en 1896. Sa mère s'installa chez son grand-père à Washington. En 1906 Nina et Jean emménagèrent à New Rochelle N.Y. chez son nouveau mari. Il fréquenta des écoles de blancs et les enfants de ces quartiers. Mais en 1909 sa mère mourut et il retourna chez ses grands-parents. Entre 1914 et 1917 il fréquenta de nombreux établissements d'enseignement supérieur, parmi lesquels la *New York University* et le *City College of New York*. Il étudia différentes disciplines. Sa confrontation avec la ségrégation raciale du Sud le poussa à affirmer son identité afro-américaine. Il publia en 1923 son roman *Cane*, qui est considéré comme un chef d'œuvre de la littérature moderne, de la Renaissance de Harlem et de la *Lost Generation*. Il écrivit aussi une série de poèmes et d'histoires sur les Noirs-américains. En 1926, il intégra l'Institut Gurdjieff en France. Dans les années 1930, il s'installa avec sa deuxième épouse à Doylestown où il rejoignit la Société religieuse des Amish (quakers). Il est mort le 30 mars 1967 à New York City. En 2002 il rentre au "*Georgia Writers Hall of Fame*".

un « classique » de l'éloquence noire américaine⁸¹. Cette même année, il est décidé qu'aux Etats-Unis, désormais, le mot « black », quand il désigne des Noirs, sera obligatoirement écrit avec une majuscule. Cela équivalait à une reconnaissance, sur le plan de la grammaire, du fait que les Noirs sont un groupe humain à part entière⁸².

Une culture engagée

Enfin, le bouillonnement intellectuel est favorisé par des associations, des organisations et des journaux. Il est soutenu par des mécènes et des protecteurs noirs (Alain Locke) ou blancs : le photographe et écrivain Carl van Vechten (1880–1964) est l'un d'entre eux. On lui doit de nombreux clichés des grandes figures de la Renaissance de Harlem. La presse est un autre vecteur de promotion de la culture afro-américaine. Ainsi, le magazine *The Crisis*, fondé en 1910 au sein de la NAACP dans les bureaux du *New York Evening Post* (aujourd'hui *New York Post*) et dirigé par DuBois, publie des pamphlets et des articles des auteurs noirs. Le mensuel fait également connaître les œuvres littéraires d'Arna Bontemps, Langston Hughes, Countee Cullen et Jean Toomer dans les années 1920. Le *New York Amsterdam News* qui paraît à Harlem en 1909, participe à la diffusion des écrits des militants W.E.B. Du Bois, Roy Wilkins et Adam Clayton Powell Jr.

⁸¹ "In Texas... They lynch Negroes. My teammates and I saw a man strung up by his neck and set on fire. We drove through a lynch mob, pressed our faces against the floorboard. I looked at my teammates. I saw the fear in their eyes... And worse... The shame. What was this Negro's crime? That he should be hung, without trial, in a dark forest filled with fog? Was he a thief? Was he a killer? Or just a Negro? Was he a sharecropper? A preacher? Were his children waiting up for him? And who are we to just lie there and do nothing? No matter what he did, the mob was the criminal. But the law did nothing, just left us wondering why.

My opponent says nothing that erodes the rule of law can be moral. But there is no rule of law in the Jim Crow South, not when Negroes are denied housing, turned away from schools, hospitals, and not when we are lynched. St. Augustine said, "An unjust law is no law at all" which means I have a right, even a duty, to resist... With violence or civil disobedience. You should pray I choose the latter."

"Au Texas... Ils lynchent les nègres. Mes coéquipiers et moi avons vu un homme pendu par le cou et brûlé. Nous avons dû passer à travers les lyncheurs ameutés, nos visages contre le plancher. J'ai regardé mes coéquipiers. Dans leurs yeux, il y avait la peur... mais aussi bien pire... la honte. Quel était le crime de ce Nègre ? Pour qu'il soit pendu, sans procès, dans une forêt obscure pleine de brouillard. Etait-ce un voleur ? Un meurtrier ? Ou tout juste un Nègre ? Etait-ce un agriculteur ? Un prédicateur ? Avait-il quelque part des enfants qui l'attendaient ? Et qui étions-nous, nous-mêmes, pour être simplement là, à regarder passivement ? Peu importe ce qu'il pouvait avoir fait. Il y avait un criminel, et c'était cette foule. Mais la loi ne fit rien, et nous laissa juste là, à nous demander pourquoi. Mon adversaire dit que rien de ce qui érode le pouvoir de la loi ne saurait être moral. Mais il n'y a pas de règne de la loi dans le Sud profond, quand les Nègres n'ont pas le droit d'avoir une maison, sont écartés des écoles, des hôpitaux, et quand nous sommes lynchés. St Augustin a dit « Une loi injuste n'est pas une loi » ce qui veut dire que nous avons le droit, et même le devoir, d'y résister... Par la violence ou par la désobéissance civile. Vous devriez prier pour que je choisisse cette dernière... ." Ce débat est le sujet d'un film de Denzel Washington : *The Great Debaters*. Basé sur une histoire vraie, le film raconte les efforts du professeur Melvin B. Tolson pour entraîner l'équipe de débatteurs du Wiley College qu'il montre battant celle de l'université Harvard. Selon le coauteur Robert Eisele : « À cette époque, il y avait beaucoup en jeu lorsqu'une université noire confrontait une école blanche, particulièrement une aussi prestigieuse qu'Harvard. Nous avons utilisé Harvard pour montrer l'importance de cet accomplissement. ». Selon le *Houston Chronicle*, un autre personnage de l'équipe, Samantha Booke, est basé sur Henrietta de Bell Wells, la seule femme membre de l'équipe de débat de l'université de Wiley qui a participé au premier débat interracial collégial aux États-Unis. Wells est également une poétesse afro-américaine dont certains textes sont conservés à la Bibliothèque du Congrès. Le film passe sous silence une autre réalité historique : même s'ils ont battu les champions en titre, les « Great Debaters » ne furent pas autorisés à se dire victorieux, car ils n'appartenaient pas à la *debate society* (ligue de débats). En effet les Afro-Américains ne furent admis dans cette ligue qu'après la Seconde Guerre mondiale. Pour parler en termes sportifs, les Universités blanches avaient assez de fair-play pour rencontrer les Universités noires... mais uniquement en match amical.

⁸² Il faut se souvenir de la définition de l'esclave dans le droit romain : « instrumenti genus vocale » : un genre d'outil doué de la parole.

La vitalité de la Renaissance de Harlem se manifeste dans la multiplication des œuvres et leur diversité, ainsi que par leur large succès. Elle passe par une réflexion sur la condition des Afro-américains dans la société américaine. W.E.B. Du Bois et la NAACP militent en faveur de l'égalité des minorités, ce qui favorise l'émergence d'une élite noire⁸³. Cette situation était nouvelle car s'il y a désormais une classe de Noirs qui constitue une élite, cela veut dire aussi qu'ils se distinguent et, d'une certaine manière s'opposent (ne fût-ce que de manière dialectique) à la masse de leurs congénères. Le Noir n'est plus, ou n'est plus seulement, un pauvre, une victime, un opprimé. D'une certaine manière, c'est l'enterrement de l'Oncle Tom.

On retrouve les thèmes de l'injustice et de l'intolérance chez d'autres auteurs afro-américain de l'entre-deux-guerres : certaines œuvres de Langston Hughes (1902-1967) prennent une tournure politique, voire idéologique. Acteur majeur du mouvement culturel de la *Harlem Renaissance*, il écrira en 1926 dans l'hebdomadaire politique américain *The Nation* le texte *The Negro Artist and the Racial Mountain* que beaucoup considèrent comme le manifeste de l'engagement artistique noir.

« *Les jeunes artistes Nègres créent aujourd'hui dans le but de s'exprimer notre propre peau noire, à notre manière, sans peur, ni honte. Si les blancs sont satisfaits, nous sommes ravis. S'ils ne le sont pas ça n'a pas d'importance. Nous savons que nous sommes beaux. Et laids à la fois. Le tom-tom pleure, et le tom-tom rit. Si les gens de couleurs sont satisfaits, nous sommes ravis. S'ils ne le sont pas, leur mécontentement importe peu non plus. Nous construisons nos temples pour demain, forts comme nous savons comment, et nous sommes devant la montagne, libres à l'intérieur de nous* ».

Langston dépeint dans ses œuvres de la vie des prolétaires noirs partagée entre joies, désillusions, espoir, etc. le tout teinté de jazz et de blues. Ainsi Hughes dira plus tard: "*J'ai cherché à comprendre et à décrire la vie des Noirs aux États-Unis et d'une manière éloignée, celle de tout humain*". Par son travail, Hughes a cherché à montrer l'importance d'une "conscience noire" et d'un nationalisme culturel qui unit les hommes plutôt qu'il ne les oppose.

Le romancier noir Wallace Henry Thurman (1902-1934) dénonce avec réalisme les conditions de vie de ses contemporains. Dorothy West⁸⁴ (1907-1998) décrit quant à elle la vie

⁸³ Daniel Royot, *La littérature américaine*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2004, p.68

⁸⁴ Dorothy West partagea avec Neale Huston, le Premier Prix de la nouvelle du magazine *Opportunity*. Alors qu'elle voyageait en Union soviétique pour les besoins d'un film qui ne fut jamais tourné, le mouvement s'étiola avant de disparaître; elle se reconvertisse assez rapidement, et élargit son audience grâce au magazine qu'elle fonda en 1934, *Challenge*, plus ouvertement politisé que les journaux très littéraires où elle avait fait ses débuts d'auteur. Lorsque Richard Wright la rejoignit, et qu'ensemble ils lancèrent *New Challenge*, en écho à ces *New Negroes* qui avaient marqué l'entrée des intellectuels noirs dans la vie culturelle des années vingt, se doutait-elle que son combat ne durerait que quelques années ? Sur ce point, comme sur bien d'autres, elle est muette. Et son exil sur l'île de Martha's Vineyard, qui date du début des années quarante, n'éclaire pas davantage sur son parcours. Comprit-elle alors que cette société noire qu'elle appelait de ses vœux ne serait pas meilleure que la société blanche qui rejetait et méprisait les siens ? A lire *Le Mariage*, un livre qu'elle commença d'écrire à la fin des années quarante et abandonna en cours de route, car, pensait-elle, aucun éditeur n'accepterait jamais de le publier, avant de l'achever 50 ans plus tard, on le croirait volontiers. Son premier roman, *The Living is Easy*, avait pourtant remporté un grand succès. Mais Dorothy West ne fut jamais dupe, ni des Blancs, dont elle ne souhaitait pas cautionner la politique par ses écrits, ni des mouvements noirs, dont elle n'approuvait ni l'idéologie ni l'agressivité. Est-ce dans ce désir de ne pas être récupérée qu'il faut chercher la clé de l'exil qu'elle s'imposa ? Toujours est-il qu'elle se contenta d'écrire des nouvelles, publiées deux fois par mois dans un grand quotidien new-yorkais, et de vivre à l'écart du tourbillon social, entourée de quelques amis sûrs, éternelle célibataire ayant refusé toutes les propositions de mariage qu'on lui fit parce qu'elle se sentait incapable d'être une bonne épouse... Elle privilégie l'anecdote plutôt que l'introspection, et laisse parler à sa place les personnages torturés de son dernier livre, achevé et publié en 1995. L'époque serait-elle plus tolérante ? Ou l'âge des illusions serait-il à ce point dépassé que l'on accepte aujourd'hui d'un écrivain noir une critique aussi virulente des tares, des préjugés et du « racisme » de son propre peuple ?

d'une famille noire aisée dans *The Living is Easy*, une ode à sa famille, et surtout à son père, ancien esclave affranchi à sept ans.

Écrivains, poètes, dramaturges, nés à la fin du XIX^e siècle ou tout au début du XX^e, ils formaient la première constellation d'artistes noirs aux États-Unis. Leur mouvement était résolument avant-gardiste, politisé, combatif. Ils publièrent tout d'abord des articles et des nouvelles, dans quelques magazines financés par des ligues engagées dans la lutte pour les droits civiques des Noirs. Les livres viendraient plus tard : leur prix était trop élevé pour atteindre le large public auquel ils voulaient s'adresser.

Héritiers des grandes figures de la communauté afro-américaine, ils furent les premiers à revendiquer la spécificité de leur culture. Et leur influence ne s'est toujours pas démentie, bien qu'ils soient, pour la plupart, ignorés et souvent méconnus aujourd'hui. La *Renaissance de Harlem* met en valeur l'héritage africain. La littérature noire américaine s'inspire alors du folklore africain en empruntant aux formes les plus diverses : chants religieux, contes animaliers, superstitions, devinettes⁸⁵. James Weldon Johnson (1871-1938) adapte les structures du sermon noir (protestantisme noir)⁸⁶. D'autres auteurs s'intéressent au dialecte afro-américain du sud profond. Langston Hughes utilise le langage du ghetto et les formes du blues. L'influence du jazz et du blues se lit dans les ballades de Sterling Brown (1901-1989). Dans *Héritage*, Countee Cullen célèbre le continent africain⁸⁷. Marcus Garvey (cfr. infra) prône quant à lui le retour des Noirs sur la terre africaine.

Les scientifiques

La reconnaissance de la culture afro-américaine est stimulée par le travail d'historiens noirs tels que Carter G. Woodson (1875-1950) et Arturo Alfonso Schomburg (1874-1938). Surnommé le *père de l'histoire noire américaine*, ce dernier rassemble au cours de sa vie un grand nombre d'objets, de manuscrits et de documents rares sur l'histoire noire-américaine. Une partie de cette collection se trouve aujourd'hui conservée au *Schomburg Center* à Harlem⁸⁸. En 1936, l'écrivain et poète Arna Bontemps décrit la révolte de Gabriel Prosser⁸⁹ en 1800 dans son roman *Black Thunder*. Exaltant la résistance à l'esclavage, il atteste le rôle joué par la communauté noire dans sa propre libération⁹⁰.

A première vue, il n'y a rien là de bien nouveau : tout groupe tend à exalter son passé, son histoire, ses grands hommes... C'est en quelque sorte le B-A BA d'une conscience de groupe.

Mais, encore une fois, il faut retourner au reportage de Huret et se remémorer le

⁸⁵Rachel Ertel, art. « *États-Unis. Littérature afro-américaine* » dans Encyclopaedia Universalis, t. 8, 2002, p.833

⁸⁶ *ibidem*

⁸⁷ *ibidem*

⁸⁸ Centre Schomburg pour la recherche sur la culture noire (The Schomburg Center for Research in Black Culture)

⁸⁹ Gabriel Prosser (Comté de Henrico, Virginie, env. 1775 - 1800) était un esclave afro-américain qui en 1800 projeta une révolte de 1 100 esclaves. Né comme esclave de Thomas Prosser, Gabriel avait deux frères: Salomon et Martin. Comme le père de Gabriel était un forgeron, Gabriel et Salomon étaient destinés à faire ce métier. Gabriel avait méticuleusement préparé la révolte au cours de l'été. Le 30 août 1800, Gabriel décida de mener les esclaves dans Richmond, mais des pluies torrentielles empêchèrent la rébellion de se dérouler selon les plans. De plus, les maîtres des esclaves avaient été avertis du soulèvement. Le gouverneur de Virginie James Monroe fut alerté et il fit appel à la milice d'état. Gabriel essaya de s'échapper en descendant la rivière vers Norfolk mais il fut aperçu et trahi par un autre esclave pour une récompense. L'esclave ne toucha qu'une partie de la somme promise. Gabriel fut alors ramené à Richmond pour subir un interrogatoire auquel il refusa de répondre. Gabriel, ses deux frères et 24 de leurs compagnons furent ensuite pendus.

⁹⁰ Françoise Charras, « *Le récit d'esclave aux États-Unis* », revue du réseau du CRDP pour les enseignants de français, page consultée le 21/04/2007, <http://www.crdp-montpellier.fr/ressources/frdtse/frdtse38b.html> [archive]

catalogue de tout ce que, d'après les racistes, « les Noirs n'ont pas ». Parler du passé et des cultures de l'Afrique, c'est s'inscrire en faux contre le « Nègre sauvage » sans passé, sans culture, à l'existence purement élémentaire et matérielle. La poésie, les chants, les jeux d'esprit c'est la négation du « Nègre, brute épaisse ». Les histoires d'amour, même un peu guimauve ou bluette romantique, nient la « *sexualité de gorille en rut* » prêtée aux amants à l'épiderme sombre. Les révoltes d'esclaves, les Noirs qui se sont illustrés durant la guerre de Sécession, c'est affirmer le contraire des Noirs « *tellement abrutis qu'ils se sont laissé amener ici comme des bêtes, sans même songer qu'ils pouvaient résister* ». La moindre anecdote proteste contre le racisme et c'est encore une fois l'histoire de la maille et du tricot : tirez-en une et tout vient à vous.

Les auteurs de la Renaissance de Harlem valorisent l'identité noire américaine : ce programme est esquissé par Alain Locke, dans *The New Negro* (Le Nouveau Noir, 1925)⁹¹ Alain Locke est un Afro-américain, diplômé en philosophie de Harvard. Dans ses écrits et par son parcours personnel d'intellectuel, il combat les stéréotypes sur le Noir esclave ou sauvage. A Harlem, il aide les artistes, les écrivains et les musiciens noirs de son époque et fait du quartier « *La Mecque du renouveau noir* »⁹².

Autocritique

Mais, comme on pouvait s'y attendre, puisque le milieu noir devient de plus en plus complexe et socialement stratifié, son expression littéraire aussi devient plus complexe, parfois contradictoire ou à tout le moins ironique. La base même du mouvement, cette fierté noire est aussi critiquée ou tournée en dérision, y compris par des écrivains noirs comme George Schuyler (1895-1977)⁹³. En 1931, Schuyler publie « *Black No More* », qui raconte l'histoire d'un scientifique qui invente une machine capable de transformer un Noir en Blanc. Il critique à la fois la violence du Ku Klux Klan et ce qu'il estime être les excès de la NAACP. Dorothy West ne voulut jamais être dupe, ni des Blancs, dont elle ne souhaitait pas cautionner la politique par ses écrits, ni des mouvements noirs, dont elle n'approuvait ni l'idéologie ni l'agressivité. Le programme de la *Renaissance de Harlem* est ainsi soumis à débat : la littérature doit-elle être réservée à l'élite noire ou intégrer la culture populaire, entre primitivisme et modernisme ?

Certes, dans ces points de vue divergents ou critiques à propos de la littérature noire, de son rôle et de ses buts, il y a un aspect auquel on échapper rarement en littérature : la tendance à se constituer en coterie et chapelles, dont la fonction est à la fois d'être des syndicats d'admiration mutuelle entre amis, et de sévères critiques envers ceux qui n'en sont pas. Ce phénomène est tellement universel dans le monde littéraire qu'on en arrive à penser que nul ne reçoit des Fées quelque don littéraire sans être doté en contrepartie de défauts, dont la propension à la controverse et à la chicane. Pourquoi, de tous les écrivains, les mélanodermes auraient-ils fait exception ?

Mais en même temps, il y a dans ce regard critique de la littérature sur la littérature quelque chose de profondément sain. Ne pas se prendre trop au sérieux, être capable d'autodérision sont des signes rassurants de santé mentale et de maturité. Il aurait, au contraire, été profondément inquiétant et malsain que la littérature, alors qu'elle devait se situer par rapport à une réalité de plus en plus complexe et nuancée, s'enfermât dans une quelconque forme de « pensée unique ». L'homme de culture, en tant que « semeur d'idée », est toujours

⁹¹ Rachel Ertel, article « *États-Unis. Littérature afro-américaine* » dans Encyclopaedia Universalis, tome 8, 2002, p.833

⁹² En 1925, il édite dans le *Survey Graphic* un numéro *Harlem: Mecca of the New Negro* consacré à la Renaissance, pour faire découvrir le mouvement culturel afro-américain

⁹³ Rachel Ertel, op.cit., p.833

plus ou moins un « dirigeant » de la société dans laquelle il s'insère. Il est donc de saine démocratie qu'il soit ouvert à la critique, celle des autres ou la sienne propre.

La *Renaissance de Harlem* connaît dans les années 1920 et 1930 un rayonnement et un succès qui va bien au-delà des USA. La littérature noire américaine est reconnue et récompensée par des prix littéraires : par exemple, le roman de Claude McKay (1889-1946) *Home to Harlem* (1928), remporte le *Hamon Gold Award for Literature*. Une traduction française due à Louis Guilloux paraît en 1932. Le roman, qui décrivait la vie dans les rues de Harlem, allait avoir un impact majeur sur les intellectuels noirs dans les Caraïbes, l'Afrique de l'Ouest, et en Europe.

Musique

Comme on peut le voir, il s'agit d'un mouvement très complexe – pour ne pas dire touffu – dont, en Europe, l'on ne connaît souvent qu'une facette : le jazz

Dans les années 1930, le quartier de Harlem prend le relais de Chicago pour le jazz⁹⁴ : ce courant musical inventé dans le Sud au début du XXe siècle, connaît un grand engouement. Harlem attire alors les plus grands musiciens et les plus grandes chanteuses : William Christopher Handy, Mamie Smith, James Price Johnson, Paul LeRoy Bustill Robeson, Duke Ellington, Louis Armstrong, Count Basie, Fats Waller, Billie Holiday, etc.

Les hauts lieux du jazz sont alors les salles de concert et de bal de Harlem : le Cotton Club n'est ouvert qu'aux Blancs. Les plus grands noms de la Renaissance de Harlem y sont passés : Duke Ellington en 1927, puis Cab Calloway ; bien d'autres artistes se produisent au Savoy Ballroom, le plus connu étant Louis Armstrong. D'autres endroits accueillent les big bands (l'Alhambra, le Roseland, le Connie's Inn, le Small Paradise).

Les églises protestantes noires sont aussi des foyers de musique : le gospel. Il est à remarquer qu'il existe là un point commun inattendu entre la musique noire américaine et celle d'Afrique : les exécutants (singulièrement les chanteuses) font fréquemment leur écolage musical et leurs premiers pas dans les chorales religieuses.

Autant en emporte le vent

Si la musique, du moins tant qu'elle est vocale, ne coûte rien et que la littérature peut se pratiquer avec une mise de fonds minime (il suffit, au départ, d'un cahier et d'un crayon), d'autres arts sont plus dispendieux. Le cinéma, art américain par excellence, est un art qui requiert des mises de fonds industrielles, hors de portée des bourses afro-américaines. L'heure de Spike Lee et de Denzel Washington ne sonnera que plus tard.

Il est toutefois intéressant de prendre en considération, sous l'angle particulier de la « Question noire », de la discrimination raciale et aussi, d'ailleurs, du « *code Hays* »⁹⁵,

⁹⁴ Christine Ausseur, *Guide littéraire de New York*, Paris, éditions Hermé, 1997, p.122

⁹⁵ Dans les années 1920, plusieurs scandales, relayés par la presse populaire, ébranlent l'industrie naissante du cinéma hollywoodien. L'acteur Fatty Arbuckle est soupçonné de la mort de l'actrice Virginia Rappe, lors d'une soirée « de débauche » à San Francisco, en 1921 ; le décès crapuleux, en 1922, de l'acteur et producteur William Desmond Taylor, sur fond de bisexualité et la mort par overdose de l'acteur Wallace Reid en janvier 1923, font paraître Hollywood comme un lieu de perdition et de débauche. D'autant que Reid est suivi dans la tombe, et pour les mêmes raisons, par Olive Thomas, Barbara La Marr, Jeanne Eagels puis Alma Rubens. Cela conduit, en 1922, à la création de la *Motion Pictures Producers and Distributors Association* (devenue la *Motion Picture Association of America* en 1945), présidée par l'avocat William Hays. La première mesure de Hays est de bannir Fatty Arbuckle de tout film et d'imposer un certificat de moralité pour toute personne apparaissant à l'écran. En 1927, il dresse une liste de sujets et de thèmes que les scénaristes doivent éviter. La même année, l'avènement du cinéma parlant appelle à la révision ou à la précision des règles d'autocensure. Le **code Hays** ou **Motion Picture Production Code** est un code de censure régissant la production des films, établi par le sénateur William Hays, président de l'*Association*, en mars 1930 et appliqué de 1934 à 1966. Exemple d'autorégulation, les studios se sont eux-mêmes

véritable *code officiel d'autocensure*, dont certaines dispositions étaient racialement discriminatoires sous couleur de « décence », et de diverses péripéties qui entourèrent la réalisation d'un film-culte: *Autant en emporte le vent*.

Gone with the Wind est un film de Victor Fleming (ainsi que George Cukor et Sam Wood, non repris au générique), réalisé en 1939 et adapté du roman de Margaret Mitchell, avec pour acteurs principaux Clark Gable et Vivien Leigh ; il raconte l'histoire de la jeune Scarlett O'Hara et du cynique Rhett Butler sur fond de guerre de Sécession. C'est ce cadre historique qui va rendre les choses délicates, beaucoup plus que la présence de quelques Noirs dans le film. A part Hattie McDaniel qui joue le rôle de « Mama », la nourrice noire de Scarlett, ils ne s'y haussent guère au-dessus de la figuration intelligente.

Hallelujah ! de King Vidor, sorti en salle 1929, donc dix ans auparavant, fut le premier film donnant aux Noirs des rôles principaux. Mais il le fait de manière radicale : l'histoire se passe entièrement entre Noirs et ceux-ci sont pour ainsi dire seuls à l'écran ! C'est certes une reconnaissance des acteurs noirs qui peuvent « porter » seuls une histoire, mais ne dit rien de la discrimination, qui se rapporte à la cohabitation, à la *mixité* « raciale ». Avec la Guerre de

imposé cette censure afin d'éviter l'intervention extérieure, en particulier de l'État fédéral. Le texte du code a été rédigé par deux ecclésiastiques, Martin Quigley (1890-1964), éditeur catholique, et Daniel Lord (1888-1965), prêtre jésuite. Il est appliqué par l'Administration (*Production Code Administration*), dirigée par le très catholique Joseph Breen (1888-1965) qui impose sa marque sur tous les films hollywoodiens de 1934 à 1954, période connue pour sa rigueur morale. Il est remplacé par son adjoint, Geoffrey Shurlock, de 1954 à 1968. Aucun film ne sera produit qui porterait atteinte aux valeurs morales des spectateurs. La sympathie du spectateur ne doit jamais être jetée du côté du crime, des méfaits, du mal ou du péché. Seuls des standards corrects de vie soumis aux exigences du drame et du divertissement seront présentés. La loi, naturelle ou humaine, ne sera pas ridiculisée et aucune sympathie ne sera accordée à ceux qui la violent. Le trafic de la drogue ne doit jamais être présenté. La consommation de spiritueux est bannie de l'écran, sauf dans les cas où cela fait partie intégrante du scénario ou des caractéristiques d'un personnage. L'importance de l'institution du mariage et l'importance de la famille sont primordiales aux yeux des rédacteurs du code Hays. Par conséquent, l'adultère, parfois nécessaire dans le contexte narratif d'un film, ne doit pas être présenté explicitement, ou justifié, ou présenté d'une manière attrayante. Les scènes de passion ne doivent pas être présentées sauf si elles sont essentielles au scénario et les baisers excessifs ou lascifs, les caresses sensuelles, les gestes suggestifs ne doivent pas être montrés. « La présentation de chambres à coucher doit être dirigée par le bon goût et la délicatesse », précise le code afin d'éviter de se faire contourner par la métaphore et la métonymie. Il en va de même de la séduction et du viol qui ne peuvent être que suggérés et non montrés, et seulement lorsqu'il s'agit d'un élément essentiel du scénario. Ils ne sont jamais un sujet approprié pour la comédie. Toute référence à la perversion sexuelle est formellement interdite. La présentation de sujets vulgaires, répugnants et désagréables doit être soumise au respect des sensibilités des spectateurs et aux préceptes du bon goût en général. L'obscénité dans le mot, dans le geste, dans la chanson, dans la plaisanterie, ou même simplement suggérée est interdite. Le blasphème est strictement interdit et le code liste les mots à éviter : *God, Lord, Jesus, Christ, Hell, S.O.B, damn* et *Gawd*. « *Des titres licencieux, indécents ou obscènes ne seront pas employés* » souligne le code, soucieux d'éviter que l'industrie du cinéma se serve des affiches de cinéma pour opérer un détournement de la censure et atteindre aux bonnes mœurs que le code Hays tente si vigoureusement de protéger. Aucun film ne doit se moquer de la religion sous toutes ses formes et de toutes les croyances. Les ministres du culte ne peuvent pas être dépeints comme des personnages comiques ou comme des bandits. Les cérémonies de n'importe quelle religion définie doivent être présentées avec beaucoup de respect. La présentation du drapeau se fera toujours de manière respectueuse. L'histoire des institutions, des gens connus et de la population en général d'autres nations sera présentée avec impartialité. L'indécence est interdite de même que la nudité, réelle ou suggérée, et les commentaires ou allusions d'un personnage à ce sujet. Les scènes de déshabillage sont à éviter sauf lorsqu'il s'agit d'un élément essentiel du scénario. Les costumes trop révélateurs sont interdits. Certains critères de « décence » reposaient d'autre part sur les préjugés raciaux de l'époque. Ainsi, la MGM rejeta la candidature de la sino-américaine Anna May Wong pour le rôle principal dans une adaptation de *Visages d'Orient* de Pearl S. Buck en raison de principes interdisant les gestes intimes entre les diverses "races". L'acteur principal masculin Paul Muni étant de race blanche, les producteurs considéraient impossibles de lui donner une partenaire de race jaune et choisirent plutôt l'actrice Luise Rainer que l'on maquilla pour lui donner l'apparence orientale.

Sécession et des personnages presque tous Sudistes, on touchait à une thématique sensible.

L'histoire, en deux mots, est la suivante. Dans la Géorgie de 1861. Scarlett O'Hara est une jeune fille de la haute société sudiste dont la famille possède une grande plantation de coton appelée Tara. Courtisée par tous les bons partis du pays, Scarlett O'Hara n'a d'yeux que pour Ashley Wilkes. Mais celui-ci est promis à sa cousine, la vertueuse Melanie Hamilton. Scarlett cherche à tout prix à le séduire mais à la réception, c'est du cynique et controversé Rhett Butler qu'elle retient l'attention. La guerre éclate, Ashley avance son mariage avec Mélanie, et Scarlett pour le rendre jaloux, épouse Charles Hamilton, le frère de Mélanie. Suite au décès de son mari à la guerre, elle finit par épouser Rhett Butler. Ce n'est pas une union heureuse. Les dernières répliques du film en donnent la mesure. Scarlett « *Mais que vais-je devenir Rhett ?* » Rhett : « *Franchement, ma chère, c'est le cadet de mes soucis.* », répliques qui auraient fort bien pu être censurées lors du tournage par le code Hays. En bonne logique, le couple, qui s'aimait d'une étrange forme d'amour-haine, et de plus était marié, aurait dû découvrir, au nom du *happy end* et du code Hays, quelque miraculeuse et improbable forme de bonheur conjugal ! Là aussi, on prit des risques⁹⁶.

Un simple détail anecdotique suffira à donner la mesure de la rancœur qui subsistait dans le Sud. Les personnages de Rhett, Melanie et Ashley ont été distribués rapidement, notamment celui de Rhett, pour lequel Clark Gable a été très vite réclamé par le public. Celui de Scarlett a en revanche posé problème très longtemps, si bien que le tournage du film a commencé sans héroïne. Tous les grands noms de l'époque ont auditionné pour le rôle, mais c'est finalement une relative inconnue, Vivien Leigh, qui emporte la mise au dernier moment. Le public est au début réfractaire à l'idée qu'une Britannique incarne la sudiste Scarlett, mais les habitants du Sud finissent par accepter ce choix car, disent certains, « *mieux vaut une Anglaise qu'une Yankee !* ». Afin de conserver l'image de jeune fille prude de l'héroïne⁹⁷, la production interdit à l'actrice Vivien Leigh de rencontrer son compagnon, Laurence Olivier, durant le tournage et ce jusqu'à la première. Ils durent user de divers stratagèmes pour se voir.

Le producteur David O. Selznick, lui-même juif, refusa toute allusion raciale envers les Noirs dans la mesure du possible, mais il le fit sans alléguer la véritable raison, donnant comme motif les lois anti-juives qui sévissaient alors dans certains pays en Europe. Afin de capter les premières impressions du public, ce même producteur fit appel à la « *sneakpreview* » (qu'on pourrait traduire par « l'avant-première en douce »). Selznick fit organiser une avant-première qui eut lieu dans un petit cinéma à la suite d'une séance dans le secret le plus total, avant même que la musique fût composée. Le film fit un triomphe.

La sortie officielle du film eut lieu le 15 décembre 1939, à Atlanta. Cette ville fut l'une des « villes-martyres » du Sud durant la guerre de Sécession et le « clou » spectaculaire de la superproduction est la reconstitution de sa destruction par le feu. Les lois raciales de l'époque empêchèrent Hattie McDaniel d'assister à la première du film. Ne voulant pas mettre son producteur dans l'embarras, elle lui signala qu'elle n'était pas disponible pour s'y rendre. Clark Gable refusa dans un premier temps de se rendre à la première du film si Hattie en était exclue, mais cette dernière le convainquit d'y participer. Cependant, l'esprit ségrégationniste de l'époque n'empêcha pas Hattie McDaniel de recevoir l'Oscar du Meilleur second rôle féminin. Elle fut d'ailleurs la première artiste noire à recevoir cette récompense.

⁹⁶ Quelque peu limités, toutefois, par le fait que le livre de Mitchell avait fait un énorme succès de librairie.

⁹⁷ La Scarlett de l'écran semble beaucoup plus chaste que son modèle littéraire. Et, fort logiquement, puisqu'ils mettaient un frein à sa vie sexuelle, les scénaristes en ont mis un aussi à sa fécondité. Dans le roman, Scarlett O'Hara donne naissance à trois enfants, un avec chacun de ses maris, alors que seule Bonnie, la fille qu'elle a avec Rhett, apparaît dans le film. Ellen O'Hara, mère de Scarlett, est par contre beaucoup moins guindée et rigide à l'écran que dans le roman. La supposition, qu'une femme jouant les ingénues à l'écran, se devait d'en être une aussi la ville, était couramment répandue alors.

En apparence, tout ceci nous entraîne loin de la *Renaissance de Harlem*. Il faut toutefois considérer que, de tous les milieux actifs dans le domaine culturel, le cinéma de Hollywood était certainement le plus puissant financièrement. Les précautions et les ruses que l'on dut déployer, malgré cette position dominante, pour aborder très indirectement la question des Noirs dans *Autant en emporte le vent* donne la mesure des obstacles que devait affronter l'auto-affirmation des Noirs dans le domaine culturel. Ce n'est pas une petite bataille que les gens de la *Renaissance* ont gagnée.

Cela permet aussi de voir que, dans le domaine de la culture, les artistes blancs firent plus d'une fois preuve de solidarité avec leurs confrères « de couleur ».

Le sionisme noir de Marcus Garvey



Marcus Garvey en 1888

Le sionisme parmi les Noirs américains fut inspiré par Marcus Aurelius Garvey, fondateur de *l'Association Universelle pour le progrès des Noirs* et par la *Ligue Impériale des communautés africaines*, le plus vaste mouvement de masse protestataire que l'on ait jamais vu aux Etats-Unis, selon les dires de George Padmore⁹⁸.

Mais comment est né ce mouvement ? Quelle était sa philosophie ? En quoi cette philosophie était-elle une doctrine de l'unité des Africains. Pour répondre à ces questions, il n'est pas inutile de faire un retour sur la vie et l'œuvre de son fondateur.

Jalons biographiques

Selon ce qu'on peut lire dans sa biographie, Marcus Garvey est né en 1887 de parents africains dans l'île Antillaise de la Jamaïque. Il était un de ces nombreux Noirs caribéens immigrés aux Etats-Unis et héritiers des traditions de résistance des esclaves des Caraïbes. Mais il avait aussi, de 1912 à 1914, visité Londres où il s'était quelque peu familiarisé avec les idées panafricaines en vogue dans la capitale britannique. Il arriva en 1916 à Harlem, d'où l'afflux de Noirs du sud des Etats-Unis et des Caraïbes avait chassé les Blancs, transformant l'ancien "quartier chic" réservé aux Blancs en un ghetto pour Noirs.

George Padmore dit de lui que « *c'était un Noir pur sang de lignée Kroman.* »⁹⁹ Cette remarque est importante, car ce fait, selon Padmore, colora toute sa perspective et ses rapports avec les leaders noirs-américains dont beaucoup étaient de sang mêlé.¹⁰⁰ Ce facteur influa aussi

⁹⁸ George Padmore, op. cit., p. 94.

⁹⁹ George Padmore, op. cit., p. 98. Les Kru, ou Kroman en anglais, sont un groupe de peuples de l'Afrique de l'Ouest, notamment de la Côte d'Ivoire, où ils sont nombreux dans la province de Sassandra, et au Ghana. Les Baoulé, célèbres pour leurs sculptures, sont des Kru.

¹⁰⁰ Le racisme de Garvey l'amena à un conflit direct avec des leaders politiques négro-américains des milieux religieux et de relèvement social, surtout avec Du Bois considéré comme le « père » et principal propagandiste du panafricanisme qui était lui, un mulâtre.

sur la politique du mouvement qu'il fonda pour donner expression à sa philosophie raciale et à ses ambitions nationalistes.

Pour donner de l'ampleur à son mouvement, Marcus Garvey, esprit fécond en idées et en projets, orateur hors pair, doté de capacités exceptionnelles d'organisateur, sut mettre à profit les circonstances de l'après-guerre, particulièrement dures pour les Noirs des Etats-Unis: maintien de la ségrégation et extension des pratiques racistes dans les villes du nord où affluaient des Noirs fuyant le sud ; crise économique et chômage; renaissance du Ku-Klux-Klan et des pratiques de lynchage; émeutes raciales...

L'UNIA s'enorgueillit bientôt de disposer de branches bien au-delà de Harlem et de New York, en particulier à Chicago, Cleveland, Detroit, Philadelphie et Pittsburgh. En 1919, il ouvrit à Harlem un immense local, le Liberty Hall, pour servir de siège à son mouvement. Ce fut là qu'il lança en 1920, devant un auditoire enthousiaste de 25.000 personnes, sa fameuse « *Déclaration des Droits des Peuples Nègres du Monde* ». Il s'agit là d'une orientation du panafricanisme foncièrement différente de celle qu'incarnaient les congrès de W. E. B. Du Bois. La violence des querelles et des insultes publiques entre les deux hommes et les prises de positions ultérieures des George Padmore, Kwame Nkrumah et Cyril L. R. James n'ont pas facilité les comparaisons entre leurs deux approches. Les deux s'accordaient en effet sur la défense de « la race noire » et sur la nécessaire libération de l'Afrique comme préalable à l'émancipation de tous les Noirs du monde.

Plus tard, écrivant sur ses années de jeunesse, sa femme, Amy Garvey, nous dit pourquoi il décida de bâtir une solide et puissante nation nègre.

« *J'ai demandé: Où est le gouvernement du Noir ? Où est son roi ? Où est son royaume ? Où est son président ? Et son pays et son ambassadeur ? Son armée et sa flotte ? Où sont ses hommes de grandes affaires ? Je n'ai pas pu les trouver, et j'ai alors déclaré: je veux aider à les faire.* »¹⁰¹

Les propos de Garvey reçurent un écho favorable au sein de la population noire des Etats-Unis où il s'était installé. S'appuyant sur les désavantages raciaux des Noirs en Amérique, Marcus Garvey lança contre le racisme blanc un racisme noir. « *Je crois à une race noire pure tout comme tous les blancs qui se respectent croient à une race blanche pure, autant que cela se peut.* »¹⁰² (Il s'appuyait sur les désavantages raciaux des Noirs en Amérique, soit. Mais il était jamaïcain. Aux Antilles, en plus de l'opposition entre Noirs et Blancs, les premiers, dominés, les seconds, maîtres, qui était universelle tant dans les colonies qu'aux Etats-Unis, l'échelle sociale tend à se confondre avec les gradations du métissage. Cela pourrait expliquer la haine de Garvey, non seulement pour les Blancs, mais aussi pour tous les métis).

Après la première Guerre mondiale, profitant de la désillusion qui s'était emparée partout des peuples d'ascendance africaine qui s'étaient battus afin de rendre le monde mûr pour la démocratie et pour le droit à l'autodétermination, Garvey, soucieux d'unir les Noirs en un seul peuple, convoque le 1er août 1922, une conférence à New-York au cours de laquelle il lance une vaste campagne contre l'oppression de l'Afrique par le Blanc et proclame par la même occasion le retour des Noirs en Afrique, leur « mère patrie ». Voici ce que George Padmore dit à ce sujet: « (...) *Garvey tint beaucoup de réunions (...). Ces réunions s'ouvrirent avec grande pompe. Il y eut un défilé (...). On y tenait des bannières portant des inscriptions telles que : ' Il faut que l'Afrique soit libre' ; 'Le Noir s'est battu en Europe, il faut qu'il se batte en Afrique' ; 'La liberté pour tous'.* »¹⁰³ Toujours d'après Padmore, les principaux slogans du garveyisme sont: « *L'Afrique aux Africains* », « *Renaissance de la Race noire* », « *Réveille-toi, Ethiopie !*

¹⁰¹ Cité par George Padmore, op. cit., p. 98.

¹⁰² *Ibidem.*, p. 99.

¹⁰³ *Ibidem.*, p. 103.

Réveille-toi, Afrique ! »¹⁰⁴

Sous son impulsion, son organisation devint le principal défenseur de " *la rédemption par le rapatriement*" (redemption through repatriation), avec la bénédiction du Ku Klux Klan. La classe moyenne noire et les libéraux blancs étaient effrayés par de telles positions, pensant que la solution des problèmes raciaux reposait sur la cohabitation intelligente des différentes communautés, point de vue que partageaient à peu près les panafricanistes de tendances comme la NAACP.

Le Klan, en revanche, approuvait tout à fait cette purification ethnique par un départ volontaire. Pour aider le mouvement, le Klan alla jusqu'à participer à certains meetings de l'UNIA, à l'invitation de son leader.

L'action de Garvey avait une implication politique et religieuse. En 1921, appuyé par les Noirs pauvres de Harlem que ses discours galvanisaient, il fonda « l'empire noir », censé regrouper tous les Noirs d'Afrique et d'Amérique et fut proclamé Président provisoire de l'Afrique, résidant à la « Maison Noire » par opposition à la « Maison Blanche »¹⁰⁵. Il nomma les membres du gouvernement et instaura une noblesse d'empire porteuse de titres ronflants : Duc du Nil, Comte du Congo, Vicomte du Niger, Baron du Zambèze, etc. Se prenant pour le Moïse de sa race, il afficha un orgueil insolent à l'égard des Blancs et ne cessait de réclamer le retour de tous les Noirs en Afrique, leur « mère patrie ».

Comme l'Afrique devait être encore libérée, avant d'être prise en charge par le président et le gouvernement, il lui fallait une armée pour chasser les usurpateurs. Avec les fonds énormes qu'il ne cessait de récolter, Garvey put la former la *Légion Universelle Africaine*, de même que ses services annexes : les Infirmières de la « Croix noire » universelle, le Corps motorisé panafricain, le Corps juvénile, le Corps volant d'Aigle noir, tous avec leur commandement, leurs officiers et leurs uniformes. Pour organiser le retour des Noirs en Afrique, on rassembla également une flotte - la *Black Star Line* - avec ses propres vaisseaux. Quoique catholique de naissance, Garvey fonda un christianisme pour Noirs - *l'African orthodox Church* (Eglise orthodoxe africaine) - avec, pour patriarche, un brillant théologien antillais...

Ces projets peuvent paraître farfelus mais ils avaient un impact sur la masse. En tout cas, ils firent de Garvey une figure mondiale dont les moindres faits et gestes étaient suivis par toutes les puissances européennes ayant des possessions en Afrique. Son périodique *The Negro World*, publié en anglais, en français et en espagnol pour sensibiliser les Noirs de par le monde, fut déclaré publication séditionnaire et proscrit par plusieurs gouvernements coloniaux, notamment au Congo belge.

Ce personnage dérangeait aussi, par son tempérament violent : plutôt que de chercher à trouver un terrain d'entente avec les autres leaders du monde noir, il les combattait même, notamment et surtout Du Bois qu'il qualifiait volontiers de... « *Mulâtre paresseux et vendu, ennemi déclaré de la race noire* ». Aussi, contrecarrée de tous côtés, sa quête d'une « terre promise » en Afrique ne put aboutir. Il mita sur le Liberia qui, dans un premier temps, fit bon accueil à son projet de recueillir les afro-américains de retour à la « mère patrie ». Toutefois, le gouvernement de ce pays ayant été informé des intentions politiques de Garvey, d'annexer le Liberia en tant que sous-administration de son « empire », changea d'avis et s'arrangea pour faire échouer le projet.

Car Garvey devait échouer et selon sa biographie, mourir oublié en 1940 à Londres. Il avait fondé en 1919 sa compagnie de navigation, la *Black Star Line* (allusion à la *White Star*,

¹⁰⁴ *Ibidem.*, p. 102.

¹⁰⁵ Sans en exagérer la signification, il faut remarquer que, à l'élection de Barack Obama, des images de la Maison Blanche repeinte en noir ont abondamment circulé sur Internet.

propriétaire, notamment, du *Titanic*) censée servir entre autre au retour vers l'Afrique. Il fit la tournée du pays à la façon d'un monarque pour promouvoir son initiative et recueillir des investissements. A New York, il descend les rues de Manhattan à bord d'une Limousine, suivi par 250.000 adeptes. Les autorités fédérales commencent à s'intéresser à lui. En 1922, après la banqueroute de la *Black Star Line*, Garvey et trois de ses associés sont poursuivis par les tribunaux. Accusé de fraude¹⁰⁶, il reste en liberté surveillée jusqu'en 1925. Sa condamnation est alors confirmée. Il est emprisonné au pénitencier fédéral d'Atlanta. Le président Collidge commua sa sentence en 1927 et Garvey fut envoyé en exil en Jamaïque. Il ne reste de ses projets que des paroles de chansons, *Culture* et quelques autres n'ayant pas renoncé au voyage :

*" They took us away from our homeland
And we are slaving down here in Babylon
They are waiting for an opportunity
For the Black Starliner which is to come "*¹⁰⁷

Les Jamaïcains écoutent avec enthousiasme les meetings de Garvey, organisés dans les mois qui suivent son retour. La vie politique de l'île s'en trouve bouleversée. Il est vrai que Marcus Garvey peut compter sur le soutien d'un autre activiste, son ami Leonard Percival Howell, avec lequel il a noué des liens lors de son séjour à New York. Il échoue cependant dans sa tentative pour faire de la politique en Jamaïque face à un adversaire qui avait promis des distributions de nourriture à la population. Bob Marley y fera plus tard allusion dans une de ses chansons.

En dépit de cette ambiance sympathique et animée, Garvey se trouvait à l'étroit et, en 1935, il part pour l'Angleterre. De là, il surveille la régression internationale de son mouvement. Il meurt en Angleterre en 1940, sans avoir pu aboutir à une réalisation concrète de ses ambitions¹⁰⁸. Il reste toutefois une grande référence panafricaine, dont l'influence fut déterminante par la suite, en Amérique comme en Afrique.

Un témoignage personnel: Amy Garvey¹⁰⁹

Quelques mois après son retour de Grande Bretagne, [Marcus] Garvey réalisa qu'il risquait, pendant un temps, de courir après des chimères. Se contenter de rêver de grandeur ne l'a que momentanément satisfait. Son esprit vif et sa croyance en des idéaux exigeaient de passer à l'action. Il voulait voir la race à laquelle il appartenait avancer triomphalement dans le concert de l'humanité déjà en marche. Il voulait donc s'entourer d'un comité directeur et de collaborateurs acquis à sa façon de penser, afin de constituer une avant-garde fidèle. Car les plans grandioses n'ont de consistance qu'en devenant réalité. Ainsi, Garvey était convaincu que s'il était « Napoléon », il lui fallait sa « Joséphine ». Garvey était dans une période de sa vie où, à l'instar de tous les grands hommes, les idées et leurs applications concrètes se devaient d'être rudement mises à l'épreuve. C'est alors que la frustration vous guette. Et tout dirigeant

¹⁰⁶ Au total, il semble bien que la *Black Star* ait fait une banqueroute frauduleuse, et Garvey avait sans aucun doute le sens de ses propres intérêts. Il faut tout de même remarquer qu'il fut actif dans les années de la Prohibition, c'est-à-dire à une époque de grande violence et de corruption et où jamais, aux Etats-Unis, les frontières entre les affaires honnêtes et le gangstérisme pur et simple ne furent plus difficiles à discerner.

¹⁰⁷ " *Ils nous ont emmenés hors de notre patrie / Et nous voici esclaves ici, à Balylone / Ils attendent d'avoir une chance / Le bateau de la Black Star qui va venir* ». *Culture, Black Starliner* (Trust me, Jahmin' Records, 1997)

¹⁰⁸ L'idée de l'empire africain fera son chemin, sous le nom d'" États-Unis d'Afrique" L'appellation «Black Star Line » fut reprise par le Ghana indépendant. L'Association universelle pour l'amélioration de la condition noire (Universal Negro Improvement Association, UNIA) est toujours en activité.

¹⁰⁹ Le témoignage d'une épouse est toujours à la fois suspect et intéressant. Suspect, parce qu'elle peut régler ses comptes avec un époux dont elle s'est lassée, sculpter la statue d'un mari trop aimé, embellir son propre rôle ou tout simplement ses souvenirs. Intéressant parce qu'elle a passé sa vie auprès de lui, le connaît intimement, l'a fréquenté de plus près que qui que ce soit d'autre. Au lecteur de juger...

s'y trouve un jour confronté (un peu comme le feu purificateur du potier qui sépare l'or des impuretés résiduelles). C'était, pour Garvey, la période où il se rongeaient les sangs.

C'est précisément à cette période que nos pas se sont croisés. Garvey et moi nous sommes rencontrés pour la première fois par le hasard du destin à la faveur d'un concours de circonstances. Notre rencontre n'était en rien banale car elle eut lieu à un moment très significatif pour nous deux. Elle a même changé beaucoup de choses dans nos vies.

L'occasion de cette rencontre était toute simple. À l'époque, j'avais pour habitude d'assister à un débat littéraire qui se tenait dans le hall de l'Église baptiste de Kingston en Jamaïque.

Ce fameux mardi de juillet 1914, j'avais suggéré le sujet suivant : « La civilisation, un frein au renforcement de la morale ». Après avoir argumenté sur mon thème avec toute la vigueur possible, je suis retournée m'asseoir afin d'écouter mes contradicteurs.

À mesure que le débat progressait, mon esprit était si absorbé par les joutes littéraires que je n'ai porté que très peu d'attention, voire, aucune, aux personnes qui prenaient la parole ; ni même au fait que dans mes supporters, se trouvait un jeune homme particulièrement cinglant, au franc-parler.

À la fin de la réunion, je m'en allai comme d'habitude, prendre le tram pour rentrer chez moi. Et à l'arrêt du bus se trouvait un individu trapu et légèrement voûté. Je lui trouvais une apparence familière, c'est alors que je me rendis compte qu'il s'agissait du monsieur qui avait soutenu mes opinions avec tant de pugnacité. L'étranger attira mon attention. Toute la passion du débat ayant disparu, j'ai clairement pu voir l'intensité de la lueur émanant des yeux de mon supporter inconnu. Dans cette lumière du soir, ces yeux semblaient d'un noir si brillant. Tout un monde semblait émaner de ces yeux-là.

Puis ce fut la plus grande surprise de ma vie. L'audacieux inconnu s'avança spontanément vers moi et, sans que je ne l'y ai invité, s'adressa à moi de la façon la plus étonnante. « Enfin! », dit-il, de sa voix grave et généreuse « J'ai trouvé l'étoile de mon destin ! Je l'ai trouvée, Joséphine! »

(...).

Marcus ne perdit pas de temps en banalités. Il se mit aussitôt à raconter sa vie, vraisemblablement pressé de le faire. J'étais fascinée par sa façon de s'exprimer. Durant le temps où il parlait, rien ne laissait paraître qu'il s'adressait à une personne qu'il connaissait à peine, ni même qu'il soit conscient de cet état de fait. On aurait cru que nous nous connaissions depuis des années. L'histoire de sa vie était une effusion de son moi profond (sic). À certains moments il semblait hésiter, cherchant l'expression juste, appropriée, mais en tout état de cause ne cherchant aucunement à dissimuler et étant visiblement sincère. Il racontait agréablement sa vie d'enfant turbulent, la nature et les qualités de ses parents, une prophétie de son père, ses premières batailles pour gagner sa vie, et les raisons qui l'avaient conduit à s'intéresser aux masses noires, de même que ses aspirations et son désir d'apporter une amélioration à la vie des Noirs opprimés par la pauvreté et l'ignorance.

La suite de son histoire l'amena à parler des hommes qui s'étaient battus pour arriver au sommet : Toussaint Louverture, Napoléon, Antonio Maceo, Booker T. Washington, des hommes qui avaient tous, chacun à leur manière, servi la cause de leur race selon leurs connaissances et les conditions de vie de leur époque. Il était également très fier d'évoquer l'histoire des esclaves marrons de la Jamaïque et des nombreux autres qui ont dû se battre, durant toute leur vie, pour préserver leur liberté d'esprit et leur volonté à résister aux entraves auxquelles toutes les personnes de leur condition étaient confrontées. En l'écoutant parler de tous ces faits, j'ai immédiatement senti que l'amour de la race noire était très fort chez lui.

Le flot de ses propos se déversait tel un courant rapide, gagnant en puissance, en profondeur et en intensité au fur et à mesure qu'il s'écoulait. J'arrivais même à saisir les

sentiments profonds et non exprimés de Garvey. Il parlait de cette force intérieure qui l'obligeait à consacrer sa vie à la prise de conscience des gens de sa race. Il désirait profondément les voir acquérir un meilleur niveau de vie sociale, politique, économique et culturelle. La frustration de voir tant d'Antillais mener une existence misérable était très palpable chez lui, et le fait que ceux-ci acceptaient sans rechigner leur condition le mettait profondément en colère. Ne pouvaient-ils protester vigoureusement contre leurs conditions? Toussaint Louverture, les esclaves marrons, ainsi que d'autres chefs de file afro-américains, avaient-ils gagné la bataille de la liberté pour voir les descendants d'esclaves être détruits par la frustration et l'apathie?

Ce « Napoléon » d'un autre genre bouillonnait d'indignation. Il soutenait avec force que les Afro-américains, bien que « libres », n'en demeuraient pas moins enchaînés sur le plan moral. Le complexe d'infériorité inhibiteur était, chez cette population, l'expression d'une absence de liberté de penser. Et l'on devait, d'une certaine façon, permettre à la lumière d'éclairer les confins de leur esprit, afin qu'ils se sentent réellement Hommes et libres, se maintenant avec assurance au milieu des personnes de races différentes. La logique et la simplicité des assertions de Garvey les rendaient claires et nettes.

C'était évident qu'il avait saisi le fond du mal qui frappait les hommes d'origine africaine. Il savait avec précision les causes et les conséquences de l'état d'esprit des gens de sa race, si brisés et désemparés, et voulait s'attacher à trouver le remède, radical et efficace, pour les guérir de ce mal chronique. Tous ceux qui avaient dressé des barrières sur le parcours des Noirs étaient fustigés. Il se demandait pour quelles raisons, humaines ou divines, les gens de sa race étaient freinés pour occuper la place qui était la leur dans les progrès de l'humanité? Il clamait haut et fort une destruction rapide des barrières injustement et artificiellement dressées sur le chemin de leur progrès. J'ai su à cet instant qu'une flamme intérieure brûlait en cet homme ; que son être profond contenait une puissance volcanique.

Ce dirigeant de petit gabarit, mais grand en clairvoyance et en vision, n'était pas un roseau que le vent pouvait briser. Il n'hésitait jamais, ses convictions étaient arrêtées, et ses idées sûres. « Laisse partir mon peuple! ¹¹⁰ », était un impondérable chez lui. Il paraissait déjà évident que Marcus se considérait comme l'empereur sans trône d'une Afrique spirituelle imprimée dans son imagination; il se croyait prédestiné à conduire tous les peuples d'origine africaine vers un avenir plus glorieux.

À la fin de son récit flamboyant, je demeurais silencieuse, un temps. Je voulais m'assurer que j'avais toujours les pieds solidement posés sur terre. J'avais entendu tant de choses, en si peu de temps, que mon esprit était devenu brumeux. Une telle succession de rêves était tout simplement déconcertante. Un trouble m'envahissait aussi, car Marcus assurait que j'étais, autant que lui-même, prête à assumer cette gigantesque responsabilité: l'ascension des personnes de notre race avec toutes les implications que ces défis supposent.

Plongée dans ma rêverie, le visage sévère de ma mère proférant des mises en garde m'apparut. Ma mère avait un grand sens des réalités, les responsabilités familiales ne lui ayant guère laissé le temps de succomber à des rêves quand bien même sa nature l'aurait incitée à le faire. Elle ne manifestait donc que très peu de sympathie pour Marcus et ses visions. Mais ni mes doutes ni mes hésitations ne purent décourager ce Moïse noir. Il avait deviné mes pensées, car il m'invita d'une voix posée à parler de ma vie et de mes projets.

En peu de temps, je me mis à rapporter ce qui avait éveillé en moi le sens de l'appartenance raciale à l'âge de 12 ans. C'était lors d'un incident survenu durant ma scolarité à Westwood.

Mon école avait réuni de l'argent destiné à une mission, la Dorcas Society. Plus-tard, lors d'une visite à Mme Webb, l'épouse du Révérend William Webb, fondateur de notre école,

¹¹⁰ "Let my people go!", allusion évidente à Moïse, autre référence chère à Garvey.

je lui dis le montant de la somme collectée pour la mission. Sa réponse m'irrita et me surprit quelque peu. Car elle dit qu'il était dommage que cet argent n'aille pas « aux tiens ». J'expliquai à Garvey que par l'expression « aux tiens », j'avais compris qu'il s'agissait de mes propres parents. Ayant alors perçu ma confusion, la brave dame ajouta que par « les tiens » elle voulait dire les populations africaines. Lorsque je lui demandai de m'expliquer cela, elle répondit que ces peuples de l'Afrique lointaine étaient des païens vivant dans l'obscurantisme et avaient, de ce fait, besoin de l'aide de missionnaires chrétiens. Avant ces propos, personne ne m'avait dit que je descendais d'Africains. Étant si jeune, je restai perplexe face à cette bribe d'information et posai naturellement plus de questions sur l'Afrique à la dame.

Au début, son histoire sur l'Afrique m'intrigua. Mais lorsque j'appris que mes arrière-grand-parents avaient été ramenés d'Afrique comme esclaves, et ensuite vendus à des Blancs propriétaires de plantations dans les Antilles, je fus effrayée et horrifiée. J'appris l'histoire des bateaux négriers, des marchés aux esclaves et des pratiques cruelles. Je demandai à Mme Webb de me dire qui avait ramené mes ancêtres de leur terre d'origine. Je me rappelle encore la manière dont elle me dit à voix basse que c'étaient des marchands anglais qui avaient fait cela, plusieurs années auparavant. Ensuite elle m'expliqua plus en détail comment la traite des esclaves avait été un commerce prospère. À ce point, je fus incapable d'en écouter davantage. A reculons, comme face à l'apparition soudaine d'un ennemi, je sortis de la pièce en courant.

J'expliquai à Garvey que c'était cet incident qui avait fait naître en moi la conscience de ma couleur. Naturellement il voulait connaître la suite de l'histoire. Je lui racontai alors que j'avais immédiatement écrit une longue lettre à mon père. Je lui demandai dans cette lettre : « Qui es-tu? Quel est ton nom? » Mon père semblait très perplexe par rapport à ce qui me troublait au point de lui poser de telles questions. Sa réponse, selon laquelle un roi africain avait fait une certaine proposition à la reine Victoria après la mort d'Albert, ne m'a pas satisfait. L'agitation juvénile me poussa à lui envoyer rapidement une autre lettre le suppliant ainsi : « Je veux savoir immédiatement quelque chose qui me concerne! On m'a dit que mes ancêtres étaient des esclaves ici en Jamaïque même. »

Cette fois, l'anxiété gagna réellement mon père; si bien qu'il s'empressa de rentrer du Panama pour la Jamaïque. Pour lui, le remède était de m'amener rencontrer ma vieille grand-mère. Cette vieille matriarche me raconta une histoire bien étrange. Elle était née à Jaubin, dans le pays ashanti en Côte-de l'Or (l'actuel Ghana) il y avait de cela bien longtemps. Lorsqu'elle n'était encore qu'une jeune fille de seize ans, elle et deux de ses soeurs furent kidnappées par une tribu de guerriers et vendues comme esclaves. Avec d'autres esclaves, elles traversèrent l'océan à bord d'un grand bateau et elle fut ensuite revendue à un Blanc. Son patronyme était Dabas au pays ashanti et signifiait fer, ou fort caractère; Bouhimaa était son prénom. La vieille dame était très fière de sa lignée. Elle parlait avec beaucoup d'emphase de la virilité de son peuple et de ses prouesses au combat, ce qui l'avait conduit à donner les meilleurs spécimens du peuple ashanti. (Quand en 1946, Asantehene, Sir Asi Agyeman Prempeh II, roi des Ashantis, gardien de la culture et des coutumes Akan, me confirma mon appartenance au groupe Ashanti et m'amena à retrouver ma famille, j'ai alors appris que Ampote, un des grands chefs militaires Akan était mon arrière grand-oncle).

Marcus m'exhortait toujours à continuer mon histoire. J'ai donc eu à lui dire qu'après la rencontre avec mamie Dabas, je suis retournée à l'école, fière de ma famille et de ma descendance. Je lui racontai comment ce sentiment de fierté croissait en moi, au point de m'amener à me demander souvent : « Comment pourrais-je retourner en Afrique ? ».

J'expliquai comment je me sentais appelée à servir la cause de ma race de manière constructive. Je lui avouai même que j'avais songé à un moment devenir missionnaire, mais je sentais que ce n'était pas la bonne voie pour moi. Il me restait donc à trouver les moyens par lesquels je pouvais mettre en pratique mon ambition d'aider l'Afrique ainsi que tous ses fils et ses filles. Ainsi, en mon for intérieur j'étais totalement en accord avec Garvey sur la question

du bien-être de la race africaine.

En très peu de temps, Garvey m'avait révélée ses pensées profondes. En retour, je lui fis l'aveu de croire en ses projets. Il avait écouté attentivement, jusqu'à la fin, mon épanchement. Il ne se leva qu'à son issue pour de nouveau me surprendre avec une expression majestueuse d'auto confiance totale :

« Ensemble », dit-il, « nous pouvons conquérir le monde ; ensemble nous pouvons contribuer à l'éducation de notre peuple ; ensemble nous pouvons contribuer à éveiller la conscience du Nègre sur ce qui menace sa race. Notre destin était lié c'est pourquoi nous nous sommes rencontrés l'autre nuit. Et aucun de nous deux ne peut résister à l'autre en ces temps de grande nécessité... » J'étais tout autant étonnée et effrayée par sa sincérité que par le registre de courtoisie démodée qu'il utilisait pour me parler.

Notre rencontre qui avait eu lieu un matin de juillet, quelques jours avant le début de la grande guerre était un événement merveilleux. C'était un événement que nous n'allions jamais oublier. Pas seulement nous deux, mais également, comme les choses le montreraient par la suite, ce fut un événement dont toute la race noire se souviendrait. À cette époque, ni Garvey ni moi-même ne nous rendions compte de ce qui venait de se passer, mais nous sentions tout de même que des actes d'une grande portée venaient d'être posés. Nous pensions que nos rêves commençaient tout juste à prendre forme.

Jusqu'alors nous avançons à tâtons, dans l'incertitude. Voilà que la lumière pointait maintenant à l'horizon. Chacun de nous avait aidé l'autre à mieux appréhender la façon dont il pouvait servir la cause de l'Afrique ainsi que les personnages le liant à cette origine.

Notre amour commun pour l'Afrique ainsi que notre préoccupation envers le bien-être des gens de notre race nous poussait à agir sans délai. Ensemble nous avons discuté des possibilités de créer une organisation susceptible de répondre aux besoins des peuples de cette origine. Nous avons passé des heures à débattre des objectifs qui devraient être les nôtres et des moyens à mettre en place afin de les atteindre. Au terme de ce long tête-à-tête, nous avons improvisé un mode de fonctionnement et établi un programme pour notre organisation naissante. Les deux mouvements membres furent baptisés l'Association universelle pour le progrès nègre et la Ligue impériale pour les communautés africaines. (Le terme « Impérial » fut abandonné plus tard.)

La naissance de ce qui devait plus tard devenir un mouvement international de masse n'aurait pas pu être plus simple et plus modeste. Cela débuta avec deux membres pour, comme la graine de moutarde, devenir une organisation ayant des millions d'adhérents. Quiconque aurait assisté à la création de l'UNIA, se serait sans aucun doute moqué, par dérision et mépris. Cela pouvant aller jusqu'à reléguer les deux fondateurs au rang d'idéalistes illuminés. Et la grande majorité des Afro-Américains de l'époque se serait certainement gaussé de ces notions apparemment ridicules.

Avant la fin de cette longue conférence ce jour-là, les choses se terminèrent sur cette note solennelle. Se tenant devant moi, Marcus Garvey déclara d'un ton fervent: « Amy Ashwood, je te nomme au poste de secrétaire de l'Association universelle pour le progrès nègre ». Je répondis sur le même ton plein de ferveur : « et moi, Marcus Garvey, je te nomme président.¹¹¹ »

Garvey précurseur du Rastafarisme

Avant de partir pour l'Angleterre, Marcus Garvey prononça à Kingston un discours, qui marqua le lancement du mouvement Rasta. Dans une église de la capitale, un dimanche de 1927, il eut ces mots : " Look to Africa, where a black king shall be crowned ". (Regardez vers

¹¹¹ Martin, T., *The Pan – African connection, from slavery to Garvey and beyond*, TM Press, 1983, pp.219 – 226.

l'Afrique, où un roi noir doit être couronné), qui en fait ne faisaient que reprendre une formule utilisée en 1921 par le révérend James Morris Webb.

Et voilà que trois ans plus tard, en novembre 1930 le *Daily Gleaner*, journal populaire de Kingston, rapporta en première page une nouvelle concernant un chef tribal méconnu. Le 2 novembre 1930, en Éthiopie, Tafari Makonnen, le Ras Tafari, est coiffé de la couronne sacrée *du negusä nägäst* (roi des rois) sous le nom de Hailé Sélassié Ier ("Puissance de la Trinité"). Il est le chef d'une des premières nations officiellement chrétiennes de l'histoire, l'Abyssinie. Selon le livre sacré *Gloire Des Rois* (Kebra Nagäst), retraçant l'histoire de son antique dynastie, Sélassié est le descendant direct du Roi Salomon et de la Reine Makeda de Saba. En raison de ses titres de "roi des rois, seigneur des seigneurs" attribués au messie dans l'Apocalypse, il sera considéré comme le messie par les Rastafariens qui y virent un accomplissement de la prophétie de Garvey, donc une preuve de son identité de « prophète ». Pour s'en assurer, ils cherchèrent dans la Bible une confirmation de la nature divine des événements, dans la tradition du revivalisme. A force de chercher, ils trouvèrent un passage qui confirmait le mythe, au paragraphe 5:5 de l'Apocalypse : " *Then one of the Elders said to me, 'weep not ; lo, the lion of the tribe of Judah, the Root of David, has conquered, so that he can open the scroll and its seven seals* "112

C'est Archibald Dunkley, ancien matelot comme Howell, qui relèvera ces allusions bibliques. Plusieurs générations de Rasta ont poursuivi ce bricolage mythologique en l'enrichissant de références, de rites et de figures diverses. Aujourd'hui, l'histoire du mouvement Rasta laisse de côté la façon dont s'est constituée la croyance. Les promoteurs du mythe développent une iconographie et un discours qui doit montrer le caractère spontané et quasi-magique des faits qui ont conduit à la formation du mouvement rasta. *Culture* consacra par exemple la pochette de *Trust Me* au culte de Haile Selassie, représentant les passages de la Bible qui avalisent la croyance Rasta comme s'il s'agissait de trésors archéologiques prouvant l'existence de l'Atlantide.

Un important hommage a été rendu à Marcus Garvey dans la musique, surtout jamaïcaine. Le premier artiste jamaïcain à chanter sa mémoire sont les *Skatalites* (" *marcus garvey* " sorti sur Island Records en 1964) puis ce sera *Burning spear*, qui lui consacre l'album *Marcus Garvey* (1975) où plusieurs morceaux se réfèrent à lui, ainsi que la version dub de l'album, intitulé *Garvey's Ghost*. Dans la suite de sa carrière, *Burning Spear* composera plusieurs autres chansons faisant allusion à Marcus Garvey (« *Marcus Children Suffer* » et « *Mister Garvey* » en 1978, « *Follow Marcus Garvey* » en 1980, etc.). Produit par Bruno Blum, le 45 tours jamaïcain "*Marcus Garvey*" (Human Race Records, 2002) est une reprise de la chanson reggae de *Burning Spear* où l'on entend l'un des rares enregistrements de la voix de Garvey mélangé au chant de *Spectacular*. Les citations bibliques entendues dans ce discours ont contribué à fonder le mouvement rasta ("C'est le Dieu auquel nous croyons, et nous l'adorerons à travers les lunettes de l'Éthiopie"). Les *Mighty Diamonds* ("*Them Never Love Poor Marcus*", 1976, "*The Right Time*", 1975), I. Roy ("*Tribute to Marcus Garvey*", 1976, *Big Youth* ("*Marcus Garvey*", 1975), *Dillinger* ("*Marcus Garvey*" 1975), les *Aggrovators* (avec le dub mixé par King Tubby "*21 Gun Salute to Brother Marcus*" sur la rythmique de "*Poor Marcus*"; "21 coups de canon" est évidemment une allusion à la salutation "royale") et *Culture* ("*Garvey Rock*" alias "*Down In Jamaica*", 1977, "*Black Starliner Must Come*"¹¹³, 1978, comptent parmi ses plus fervents admirateurs. Dans la chanson « *So Much Things to say* » de

¹¹² « Alors, un des Anciens me dit : « *Ne pleure pas, car voici : le Lion de la Tribu de Judas, la Racine de David, est vainqueur et ainsi il peut ouvrir le rouleau et ses sept sceaux* ».

¹¹³ On remarquera la fréquence des allusions à la « Black Star Line ». La queue de la « comète musicale garveyiste » pourrait se trouver chez Bob Dylan, dont une chanson est un agrégat d'allusions bibliques, avec comme refrain « *Le bateau viendra* ».

Bob Marley and the *Wailers* (sur l'album *Exodus*), celui-ci chante: « *I'll never forget no way: they sold Marcus Garvey for rice.* » (« Je n'oublierai jamais, pas moyen : ils ont vendu Marcus Garvey pour du riz. »). C'est une référence à son échec électoral. Cette chanson est reprise par Lauryn Hill en 2001 sous le titre de "*Never Forget*", lors de l'enregistrement de son album acoustique *MTV Unplugged N° 2.0*. L'album le plus remarquable dans le monde du Hip Hop en hommage à Marcus Garvey est celui de Mos Def et Talib Kweli en 1998, "*Mos Def and Talib Kweli are Blackstar*", qui revient à travers de nombreux morceaux sur l'héritage spirituel et social laissé par Garvey. En 2003, Patrice dans l'album "*How do you call it*" avec la chanson "*Jah Jah Deh Deh*" (Jah Jah est là) rend hommage à Marcus Garvey en annonçant que "*Marcus Garvey ne va pas reposer en paix "face à la société actuelle"*" en précisant "*Enterrer leurs corps était comme enterrer des graines*" faisant référence à de grands noms comme Steve Biko, Patrice Lumumba, Kwame Nkrumah, Thomas Sankara, Malcolm X et le Mahatma Gandhi.

Et, en fait, le Rastafariens, en considérant Hailé Selassié comme une sorte de Messie, ne furent pas loin de mettre dans le mille. S'il ne le fut pas en 1930, où son couronnement n'ébranla pas vraiment la planète, ni même l'Afrique, le Négus et l'Éthiopie devinrent des figures symboliques lors de l'attaque italienne, en 1935, qui secoua violemment les intellectuels africains, notamment Nkrumah, en montrant que l'appétit colonial de l'Europe était réellement insatiable et sans borne.

L'Empire Africain

Non seulement Garvey fit entrevoir aux Afro-Américains la légitimité de leur fierté d'appartenir à une Afrique libre et originale mais il mit aussi en lumière la possibilité d'une égalité avec les Blancs, ainsi que la perspective de l'indépendance et les moyens pour y parvenir - entre autres, la lutte.

« *L'impact de l'œuvre de Garvey en Afrique, bien que difficile à évaluer, fut profond : il se manifesta notamment par la prédiction du « retour des frères américains » et son intégration dans les prophéties locales. Le christianisme garveyiste (avec un Christ et une Vierge Noirs) fut sans doute à l'origine de certaines créations du même genre qui se propagèrent en Afrique pendant l'entre-deux-guerres. En tout cas, au Congo, à cette époque, le mythe de l'arrivée des Américains fut généralisé ; aujourd'hui encore un adage populaire y fait référence : le « conte de l'Amérique » qualifie une promesse toujours attendue mais irréalisable* »¹¹⁴.

L'état noir de Marcus Garvey a bien des aspects qui font « opérette » et à certains moments, ces titres ronflants et ces uniformes donnent un peu à penser que l'on est devant un remake « black » de « Soupe au Canard » des Marx Brothers ou que l'on assiste à une représentation de « La Grande-duchesse de Gerolstein » revue par les jazzmen de Harlem.

On aurait cependant tort de ne voir que ces aspects folkloriques et grotesque dans sa démarche. Elle survécut d'ailleurs à la « chute » de Garvey, même à sa mort, et la revendication d'un Etat noir reparaitra dans les thèmes des « *Blacks Muslims* » et de la « *Nation of Islam* » d'Elijah Muhammad et de Malcolm X.

Garvey, dans ses discours, faisait souvent allusion à l'Éthiopie, un terme qui dans la *King James Bible* signifie l'Afrique. Il écrit ainsi dans son principal ouvrage *Philosophy & Opinions*: "*Laissons le Dieu d'Isaac et le Dieu de Jacob exister pour la race qui croit au Dieu d'Isaac et de Jacob. Nous, les Nègres, croyons au Dieu d'Éthiopie, le Dieu éternel, Dieu le Fils,*

¹¹⁴ Ndaywel é Nziem, Isidore, *Histoire Générale du Congo*, Paris/Bruxelles, De Boeck/Larcier, 1998, page 437

Dieu le Saint-Esprit, le Dieu de tous les âges. C'est le Dieu auquel nous croyons, et nous l'adorerons à travers les lunettes de l'Ethiopie".

En 1921, le révérend James Morris Webb prononce un discours cité par le quotidien *Daily Gleaner* : "Regardez vers l'Afrique, où un roi noir sera couronné, qui mènera le peuple noir à sa délivrance". Garvey reprendra dans son discours de 1927 cette phrase qui lui sera par la suite attribuée, et considérée comme une prophétie par certains Rastas jamaïcains¹¹⁵. La presse coloniale dénonce alors cette doctrine éthiopianiste "vulgaire" qu'ils attribuent à Garvey.

Si l'on se place du point de vue de ceux qui étudient les religions syncrétiques africaines (et il faut se rendre compte que, durant la période de splendeur des colonies, la religion et l'au-delà étaient les seuls exutoires des aspirations de liberté que pouvaient avoir les colonisés), ils distinguent les mouvements « éthiopiens » et les mouvements « sionistes », selon que les leaders de ces mouvements insistent davantage sur le fait que Dieu veut, par leur intermédiaire, parler aux Noirs, ou insistent sur la fondation d'un « royaume » (parfois sur la terre, parfois dans l'au-delà), où les Noirs seront enfin traités avec justice et vivront heureux. Garvey était donc en bonne et nombreuse compagnie !

Mais il faut tenir compte aussi de ce que Garvey a vécu et agi au lendemain de la Première Guerre Mondiale alors que le « principe des nationalités » était censé être le dernier mot de la politique. Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, où vivait Garvey et d'où venaient la plupart de ses adeptes, s'en était fait l'avocat tout au long de la négociation des différents traités qui « liquidèrent » la Guerre de 14-18. Ce principe postule qu'une Nation distincte doit avoir un état distinct. Du Bois, le « *mulâtre paresseux* » que Garvey ne pouvait voir en peinture, ne s'y était pas trompé et avait aussitôt invoqué ce principe au profit des Noirs.

Ce principe fut appliqué avec aisance (ce qui n'est pas synonyme de « avec de bons résultats ») dans le démembrement de feu l'Empire austro-hongrois. Son application était bien plus malaisée quand on avait affaire à des gens ayant quelque titre à se dire un peuple ou une nation, mais qui n'avaient pas de territoire, ou dont le territoire ne se trouvait pas parmi ceux ayant appartenu aux vaincus !

C'était le cas des deux principaux « peuples » à *diaspora* : les Juifs et les Noirs. Et dans les deux cas, l'on peut contester le droit que l'on peut avoir à se dire une « nation », voire un « peuple », sur la seule base d'une couleur de peau, ou d'une appartenance religieuse.

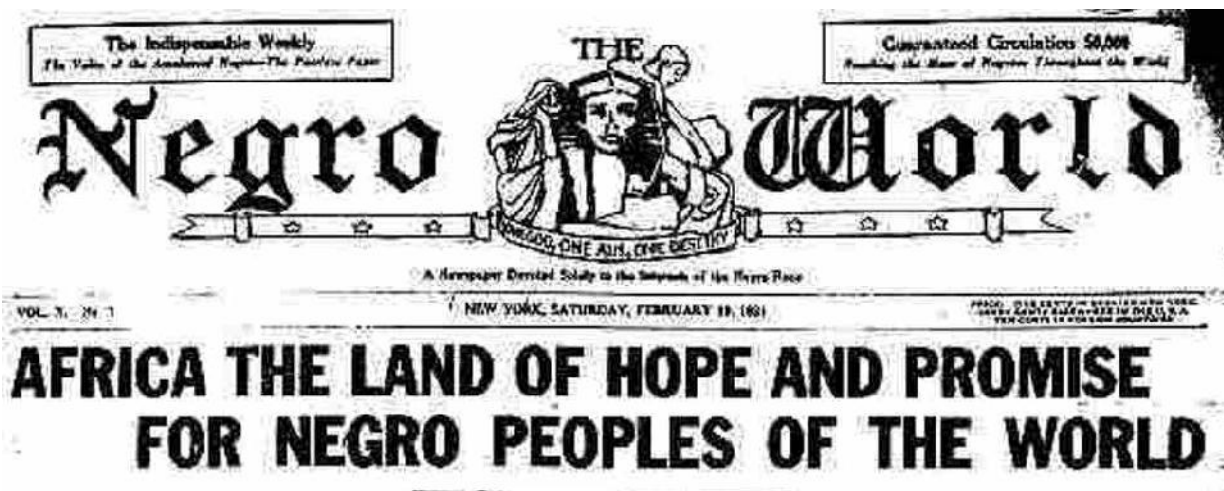
Dans les deux cas, aussi, c'est la persistance des persécutions, malgré la reconnaissance purement formelle de l'état pour leurs droits de « citoyens comme les autres », qui les poussera à réclamer un état. Dans le cas du sionisme juif, il y avait eu la recrudescence de l'antisémitisme au tournant du siècle¹¹⁶, avec en particulier l'Affaire Dreyfus. Quant au « *Back to Africa* », il a suffisamment été question dans ces pages des exactions contre les Noirs dans le Sud des Etats-Unis, de leur sort peu enviable dans les ghettos du Nord, pour que ce désir s'explique.

¹¹⁵ Du fait, évidemment, des fréquentes allusions de Garvey à l'Ethiopie.

¹¹⁶ Théodore Herzl, fondateur du sionisme moderne, déclara qu'assistant à la dégradation de Dreyfus pour le compte d'un journal viennois, en 1894, l'atmosphère de haine raciste qu'il avait perçue autour du condamné l'avait convaincu que l'assimilation n'était qu'un leurre. Il formula alors l'idée d'un « Etat juif », sans toutefois exiger que celui-ci soit forcément en Palestine. On envisagea notamment un « foyer juif » en Ouganda ! La Palestine ne fut mentionnée que dans la célèbre « Déclaration Balfour de 1917. C'est une lettre ouverte adressée à Lord Lionel Walter Rothschild (1868-1937), publiée le 2 novembre 1917 par Arthur James Balfour, ministre britannique des Affaires Étrangères, en accord avec Chaim Weizmann, alors président de la Fédération Sioniste, en précisant qu'il s'agit d'une « *déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui : Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays* ».

Avec son « Empire Africain », Garvey voyait grand et nous avons d'ailleurs vu qu'il commença par avoir des visées partielles, sur le Libéria. Plus tard, d'autres mouvements noirs partisans de la séparation des races émettront d'autres suggestions, comme d'ériger un certain nombre d'états du Sud des USA en états « noirs ». Ce sera par exemple le cas de la « Nation of Islam ».

Très actif, Marcus Garvey créa dès 1918 son propre journal, *The Negro World*, à New York. Le slogan nationaliste de Garvey " *One Aim, One God, One Destiny* " (Un But, Un Dieu, Un Destin), en devint la devise. Voici le frontispice du premier numéro de la troisième année.



WILL NEGROES ALLOW THE WHITES TO TAKE AFRICA?

Il cumule les deux expressions du projet garveyiste. On y voit un Africain revêtu d'emblèmes royaux, mais on peut aussi y lire en manchette une référence à l'Afrique comme étant la « Terre promise » des Noirs, qui rend un son très sioniste.

L'UNIA après Garvey

Ce fut paradoxalement parmi les Noirs « francophones », en principe moins touchés que leurs frères « anglophones », que l'UNIA exerça une influence directe immédiate et visible par l'intermédiaire de la Ligue Universelle pour la Défense de la Race Noire (LUDRN), fondée à Paris en 1924. Le radicalisme de la LUDRN se rattachait à la fois au pannégrisme et aux circonstances particulières de l'après-guerre pour les Noirs vivant en France. Alors que les immigrés noirs d'Afrique avaient été peu nombreux avant 1914, leurs effectifs s'accrurent brutalement à partir de la première Guerre mondiale, à la suite des recrutements massifs de « la force noire » dont la plupart des soldats restèrent en France après le conflit.

Devenus ouvriers, le plus souvent mêlés aux Maghrébins et aux Asiatiques (Indochinois et Chinois), ils faisaient l'objet d'une surveillance étroite de la part de l'administration qui craignait de les voir basculer dans le communisme: à cette fin le Ministère des colonies créa le SCAI (Service de Contrôle et d'Assistance des Indigènes), devenu par la suite le SLOTFOM (Service de Liaison avec les Originaires des Territoires d'Outre-Mer). Il échut à Marc Kojouharian (1887-1936) de canaliser l'énergie de ces Africains vers le panafricanisme. Issu de l'aristocratie du royaume du Dahomey et de la bourgeoisie marchande du royaume de Porto Novo, Tovalou Houénou avait tout pour être du côté des colonisateurs: après des études brillantes au Dahomey et en France, une « intégration » apparemment réussie dans la haute société parisienne et une vie de dandy bien remplie, il opta finalement en 1924 pour la résistance anticolonialiste, après avoir mesuré l'ingratitude des autorités françaises à l'égard des soldats noirs de la première Guerre Mondiale et avoir été personnellement victime du racisme, de la part d'anciens combattants blancs des Etats-Unis restés en France et de certains Français. Après

la rupture de Bruxelles en 1921 entre W. E. B. Du Bois et Blaise Diagne, celui-ci avait fondé une Association Panafricaine entièrement coupée des forces vives africaines installées en France.

Dans une conférence prononcée le 24 février 1924 à l'Ecole Interalliée des Hautes Etudes Sociales (Paris), Tovalou Houénou ne se contenta pas de dénoncer la politique coloniale de la France en Afrique, il dressa aussi un vaste tableau du rôle de l'Afrique dans l'histoire de l'Europe et des conditions de vie désastreuses des Noirs en Afrique et en Amérique, par suite des modes d'administration coloniale et de la ségrégation raciale. La LUDRN vit le jour le 30 avril 1924 et, dès le 16 août 1924, Tovalou Houénou se trouvait aux Etats-Unis. Il participa d'abord au deuxième congrès de l'UNIA où, le 19 août, une audience enthousiaste de 5 000 Noirs écouta « le Prince du Dahomey » exprimer ses opinions sur la politique coloniale de la France et sur la condition générale des Noirs dans le monde. Mais Tovalou Houénou ne dédaigna pas de rencontrer d'autres Noirs américains, en particulier W. E. B. Du Bois.

Rapportés par *Les Continents*, le journal de la LUDRN, ce périple américain fit une forte impression en Afrique occidentale, en particulier sur la jeunesse des écoles. Mais l'opposition de Tovalou Houénou à Blaise Diagne, accusé de servir les intérêts français, allait traîner l'activiste dahoméen et son journal devant la justice : il ne devait pas se relever de sa condamnation par les tribunaux. Toutefois, ses idées allaient être reprises par des dirigeants au moins aussi radicaux que lui, Lamine Senghor, fondateur en 1926 du Comité de Défense de la Race Nègre, et, après sa mort en 1927, Tiemoko Garan Kouyaté, qui conçut et créa la Ligue de Défense de la Race Nègre.

L'Afrique occidentale britannique fut aussi un foyer d'intenses activités panafricaines. La singularité de cette région fut que, tout en plaidant pour l'unité globale des Africains et des Noirs, ses militants se préoccupaient de réaliser concrètement l'unité de pensée et d'action à l'échelle plus restreinte de l'Afrique occidentale. Créé en 1920, dans le sillage de l'ARPS (Société de Protection pour les Droits des aborigènes), le NCBWA (National Congress of British West Africa) vit le jour dans cette perspective. Active sur le terrain, en Afrique occidentale, cette organisation souffrait néanmoins des multiples entraves opposées à son action par les administrations coloniales. Au plan du rayonnement, il fut relayé par la WASU (West African Students Association), fondée le 7 août 1925, qui réussit à regrouper les étudiants noirs originaires d'Afrique, des Caraïbes et des Etats-Unis, dont le nombre ne cessait d'augmenter depuis la fin du XIX^e siècle. Les tentatives de regroupement de ces étudiants n'avaient pas manqué car plusieurs organisations estudiantines panafricaines avaient vu le jour depuis le début du XX^e siècle: d'abord la *Union for Students of African Descent*, visant à « renforcer l'esprit de fraternité entre les fils de l'Afrique qui se trouvent en train d'étudier en Grande Bretagne » ; ensuite *The African Progress Union*, dont les dirigeants, le Dr Alcindor et, surtout, J. R. Archer, conseiller municipal de Londres et maire de Battersea, avaient été très actifs dans la préparation et le déroulement des conférences et congrès panafricains depuis 1900 ; enfin, la *Gold Coast Students' Union*. L'un des nombreux initiateurs de la WASU fut le Sud-Africain Pixley Kalsaka Seme qui, après ses études à Columbia University (New York), vint s'installer à Oxford avant de regagner l'Afrique du Sud en 1912. La formation de la WASU dut beaucoup à l'énergie de Ladipo Solanke (1884-1958), un militant yoruba né à Abeokuta en 1884, qui avait étudié à Fourah Bay College en Sierra Leone, avant de se s'inscrire au barreau de Londres et de s'installer en Grande Bretagne. Son projet –la création des « Etats-Unis de l'Afrique de l'Ouest » comme préalable à l'unité africaine- reçut l'adhésion de nombreux universitaires et jeunes intellectuels africains, ainsi que de notables d'Afrique occidentale et de cadres expérimentés du panafricanisme, parmi lesquels J. E. Casely-Hayford, le Kumasihene Prempeh I (le descendant du roi de l'Ashanti, rétrogradé au rang de « roi de Kumasi » et rentré d'exil en

1924), le chanteur et acteur noir américain Paul Robeson et Joseph B. Danquah de la Gold Coast, deuxième président de l'association. Recrutant principalement parmi les étudiants de la Gold Coast, du Nigeria et de la Sierra Leone, la WASU réussit à élargir son recrutement, passant de 21 membres fondateurs en 1921 à 252 membres en 1939.

L'Afrique du nord ne fut pas en reste, quoique la plupart des travaux consacrés à l'émancipation de ces pays mettent l'accent sur les mouvements « nationalistes » se déployant à l'intérieur des frontières fixées par la colonisation. Comme pour l'Afrique subsaharienne, l'émigration nord-africaine joua un rôle de premier plan dans la constitution d'une conscience et de structures organisationnelles transfrontalières. La singularité de cette émigration fut qu'elle commença dès le XIX^e siècle, à la suite de l'implantation d'une colonie de peuplement en Algérie à partir de 1830, et que, après avoir fourni des soldats, elle draina de plus en plus des ouvriers d'abord en provenance de l'Algérie, puis, dans une bien moindre mesure, du Maroc et de la Tunisie. Ici encore, la première Guerre mondiale fut un tournant majeur à la fois par rapport aux effectifs, de plus en plus nombreux, qu'elle fit venir de l'Afrique du nord et par rapport à la prise de conscience des Nord Africains. Comme pour les émigrés noirs et indochinois en France, la révolution bolchevik en Russie, la stratégie anti-impérialiste du Komintern et la tactique des communistes français contribuèrent à l'émergence de mouvements radicaux. Mais, les Nord Africains furent aussi sensibles à la force de l'agitation nationaliste dans les pays arabes, en particulier en Egypte et, surtout, au Maroc où, de 1920 à 1926, Abd el-Krim mit en échec les troupes espagnoles et françaises pendant la guerre du Rif. Ce fut dans ce contexte que naquit l'Etoile Nord Africaine (ENA) le 20 mars 1926 sous l'égide de l'Union Inter-Coloniale, une organisation dépendant de la SFIC (Section Française de l'Internationale Communiste). Mais, l'ENA allait vite s'émanciper de la tutelle communiste et définir sa propre ligne. Sous l'impulsion de Messali Hadj (1898-1974), l'ENA mobilisa les travailleurs nord africains sur la base d'un programme d'émancipation et d'unité du Maghreb. Elle s'associa aussi aux mouvements nègres : elle se fit ainsi remarquer par les manifestations de protestation qu'elle organisa avec les mouvements nègres contre l'invasion fasciste de l'Ethiopie, avant d'être dissoute par le gouvernement français le 26 janvier 1937.

Ce tableau n'épuise pas, il s'en faut de beaucoup, la liste des mouvements panafricains. A la session bruxelloise du deuxième Congrès Panafricain (1921) participa ainsi l'Union Congolaise, créée et dirigée par Paul Panda Farnana (1888-1930) : les autorités coloniales s'empressèrent d'imputer les troubles qui agitaient alors le Congo belge à ce mouvement, accusé étrangement d'être tout à la fois « garveyiste » et « communiste ». De même, la réunion du troisième Congrès Panafricain à Lisbonne (1923) fut rendue possible grâce à la *Liga Africana*, mouvement d'élites basé dans la capitale portugaise et regroupant plusieurs associations représentatives des cinq colonies africaines du Portugal.

Polémique

Il est presque superflu de dire que Garvey fut l'objet de polémiques. Compte tenu de son tempérament, il aurait fallu un miracle pour qu'il ne le fût pas ! Et leurs personnalités très opposées prédestinèrent Du Bois et Garvey à jouer, dans le mouvement noir, un rôle des « frères ennemis », qui serait d'ailleurs trompeur.

Malgré son échec, le Garveyisme (que George Padmore oppose au panafricanisme comme une idéologie politique rivale), a, d'une certaine façon, contribué à la prise de conscience des Noirs sur leur origine, leur condition d'hommes opprimés et marginalisés dans un monde où la liberté et l'égalité constituent les éléments essentiels de la déclaration universelle des droits de l'homme. Pour George Padmore, la doctrine de Marcus Garvey qu'il

appelle aussi « sionisme noir » ou « pan-négrisme » est totalement contraire au panafricanisme en ce qu'il est raciste comme l'est le racisme blanc. Par ailleurs, il exclut tous les noirs qui ne le sont pas par la couleur de leur peau.

Il faut aussi citer, même si c'est anecdotique, un fait qui relève de la « filiation spirituelle » : le père de Malcolm X était un prédicateur garveyiste et pendant très longtemps, X pratiquera le même « racisme anti-blanc » que Garvey. Il l'abandonnait lorsqu'il fut assassiné.

Il aura enfin, pour la première fois suscité chez les Noirs du monde entier un véritable sentiment de solidarité. La lecture de Garvey enthousiasme Kwame Nkrumah. C'est donc à juste titre que Peter Duignan et L. H. Gann dans leur étude de l'histoire de l'Afrique et des Etats-Unis considèrent Du Bois et Garvey comme les propagandistes les plus illustres du panafricanisme qu'ils définissent comme: « *une activité indépendante des noirs américains visant à établir partout dans le monde, avec les africains et les personnes d'ascendance africaine, des relations dans le but de développer (...) la coopération dans la lutte contre l'abaissement de la race noire et la participation des noirs retournant en Afrique au processus d'édification de la nation qui se poursuit sur ce continent.* »¹¹⁷

On pourrait être tenté d'opposer en tout Du Bois et Garvey dans une sorte de jeu des « frères ennemis ». Mais on doit reconnaître que tous les panafricanistes, en particulier ceux qui ont fait ne fût-ce qu'un passage par les Etats-Unis, sont redevables à la fois à W. E. B. Du Bois et à Marcus Garvey. Padmore le reconnaît ouvertement qui affirme avec force : « *Dans les années vingt de notre siècle, le Sionisme noir, tel qu'il fut exposé par son fondateur Marcus Aurelius Garvey, fut l'expression la plus militante du nationalisme noir* » et qui rappelle l'anecdote selon laquelle « *le roi du Swaziland déclara à un ami plus tard qu'il ne connaissait que deux noms de Noirs du monde occidental, celui du (boxeur) Jack Johnson et Marcus Garvey : (...) il y a une chose que Garvey a faite. Il amena le Noir américain à prendre conscience de son origine africaine et créa pour la première fois un sentiment de solidarité internationale chez les Africains et les personnes d'ascendance africaine* »¹¹⁸

Quoique l'influence du garveyisme se fît sentir dans toute l'Afrique dès les années 1920, ce fut aux Etats-Unis que Nkrumah en découvrit la doctrine : dans son *Autobiography* comme dans ses lettres de Conakry¹¹⁹, il souligne que Garvey fut l'un des auteurs qui l'a le plus marqué de son empreinte.

Mais, en même temps, tous se sont éloignés de Garvey dont il récusait à la fois l'approche exclusivement raciale de la question noire aux Etats-Unis et la stratégie du « retour en Afrique » des Noirs de la diaspora, ce qui les amena à se rapprocher d'autant de Du Bois : « *Where Du Bois differed from Garvey, dit Padmore, was in his conception of the Pan-African movement as an aid to the promotion of national self-determination among Africans under African leadership, for the benefit of Africans themselves. Garvey, on the other hand, looked upon Africa as a place for colonizing Western Negroes under his personal domination.* »¹²⁰

Le plus dur et le plus explicite dans la condamnation de Garvey fut sans doute Padmore

¹¹⁷ Peter Duignan, L. H. Gann, *L'Afrique et les Etats-Unis: une histoire*, Cambridge University Press, 1990, p. 340.

¹¹⁸ Padmore, 1955, p. 22

¹¹⁹ Renversé, Nkrumah vécut ses dernières années à Conakry. Il y rédigea des ouvrages de réflexion et une abondante correspondance. Elle fait l'objet d'un recueil « *Kwame Nkrumah. The Conakry Years. His Life and Letters, compiled by June Milne*, Londres, Panaf, 1990, généralement cité simplement "Conakry" ».

¹²⁰ « Du Bois différait de Garvey en ceci, qu'il concevait le Panafricanisme comme une aide à la promotion de l'autodétermination nationale parmi des Africains dirigés par des Africains, dans l'intérêt des Africains eux-mêmes. Garvey, au contraire, regardait l'Afrique comme un territoire qui devait être colonisé par des négres d'Occident, sous sa propre domination personnelle ». Padmore, G., 1955, pp.106-107 édition anglaise

qui voyait dans « le retour en Afrique » la répétition de projets colonialistes qu'il rejetait avec la même sévérité : celui de la fondation de la colonie britannique de la Sierra Leone, « *un plan de Blanc pour se débarrasser de Noirs indésirables* » et celui de la création de la République du Liberia (1847) qui « *permettrait à l'Amérique de se débarrasser des Noirs libres, dont la présence constituait pour ceux qui étaient encore maintenus dans l'esclavage une incitation à des tentatives de fuite*¹²¹ ». A ses yeux, le garveyisme était aussi trompeur que ces précédents colonialistes : « *Plaidant d'abord en faveur de l'égalité sociale pour les Noirs, le Garveyisme vint ensuite à se muer en une forme particulière de « sionisme noir » qui, au lieu de combattre l'impérialisme américain, lança le slogan de « Retour en Afrique ». Cette idéologie dangereuse, qui ne porte pas le moindre trait démocratique et qui s'amuse avec les attributs aristocratiques d'un « Royaume nègre » inexistant, doit se heurter à une forte résistance, car elle n'est pas une aide, mais une entrave, à la lutte collective des Noirs pour leur libération contre l'impérialisme américain* »¹²² Pour autant, ce rejet n'a pas simplifié leurs relations avec W. E. B. Du Bois qui, au milieu des années 1920, voyait bien monter cette nouvelle génération de militants capables de recentrer le panafricanisme sur son pivot africain et incarnés par Padmore, James et Nkrumah : « *the Pan-African idea was still American rather than African, but it was growing, and it expressed a real demand for examination of the African situation and a plan of treatment from the native African point of view* »¹²³.

Un désaccord subtil apparaît ici entre Padmore et Nkrumah. Pour Padmore, il doit y avoir une filiation directe entre les nouvelles générations politiques africaines et Du Bois : « *Dans leur lutte pour conquérir l'autonomie et l'autodétermination, les leaders jeunes du Panafricanisme ont pour tâche de bâtir sur les fondements idéologiques jetés par le Docteur Du Bois, « père » du Panafricanisme. Les problèmes qu'affrontent ces hommes sont infiniment plus variés et plus complexes que ceux qui s'imposèrent aux fondateurs des établissements de la Sierra Leone et du Liberia. Il leur faut nécessairement élaborer de nouveaux moyens politiques et des techniques d'organisation adaptés aux traditions et aux circonstances africaines. Il leur faut aussi bâtir une philosophie sociale qui rassemblera et relèvera les peuples qui font la transition des formes tribales primitives de la société à des Etats modernes industrialisés, avec la rapidité exigée par les circonstances actuelles*¹²⁴ ».

En revanche, même après avoir recueilli à Accra « *the grand Old Man* », Nkrumah continua d'avouer un certain embarras à l'égard de Du Bois. Après avoir lu ou relu l'*Autobiography* de Du Bois à Conakry en 1968, il exprime ainsi ses relations avec lui : « *My opinion of the book is very mixed. Here is an intellectual aristocrat born in 1868; and here is the Communist Manifesto by Marx and Engels published in 1848, and this man never became a communist –not even a socialist- until the last evenings of his life. His philosophy for the Talented Ten and his fight with Booker Washington, and later with Marcus Garvey, put me off him when I was a student in the United States (...) There are a lot of things Du Bois did which have put a brake to the revolving machine of African Revolution. Dr Du Bois lived behind a “veil” which he was afraid to tear open. He was an intellectual but not a revolutionary. If Du Bois had supported Marcus Garvey, the course of Afro-American history might be different now. But I loved him and respected him just the same.* »¹²⁵

¹²¹ Ibid., pp. 31, 51

¹²² Ibid., p.23

¹²³ Marable, in Bell, ----, p. 206

¹²⁴ Padmore, op.cit., p. 25

¹²⁵ « *Mon opinion à propos du livre est très mitigée. Voilà un aristocrate intellectuel né en 1868, et voici le Manifeste Communiste de Marx et Engels publié en 1848, et cet homme n'est pas devenu un communiste - ni même un socialiste - avant d'arriver tout au soir de sa vie. Sa philosophie réservée à une élite et sa polémique avec Booker Washington d'abord, avec Marcus Garvey ensuite, m'ont détourné de lui quand j'étais un étudiant aux*

Notons cependant que jusqu'aux derniers jours de la seconde guerre mondiale, ce combat du panafricanisme qui a débuté au début du XIXe siècle et hors d'Afrique, n'avait pas encore été pris en charge par des Africains nés en terre africaine. Très peu d'intellectuels parmi ceux qui étaient encore en formation dans les métropoles coloniales ou en Amérique du nord étaient impliqués dans les mouvements panafricains. Parmi les premiers qui ont eu contact avec lesdits mouvements, Amady Aly Dieng pense qu' «*On peut citer le cas de l'avocat sénégalais Lamine Guéye qui a assisté à la conférence panafricaine organisée à Paris par Du Bois en 1921, et l'avocat dahoméen Quenum Towalou qui a participé à la conférence panafricaine organisée en 1928 à New York par le même Du Bois*»¹²⁶.

Dans sa première phase, qui va jusqu'aux années 1920 et qui fut celle de W.E.B. Du Bois, de Marcus Garvey, mais aussi de E.W. Blyden, le panafricanisme relevait en grande partie de l'histoire des Etats-Unis d'Amérique et, plus largement, de l'histoire des Noirs de la diaspora du continent américain, une histoire au demeurant plus intellectuelle que politique et, dans sa dimension politique, une histoire plus marquée par l'élaboration de projets que par le succès de leur mise en œuvre pratique.

Ensuite, le panafricanisme s'est d'abord ouvertement politisé au cours des années 1930: il a ainsi affirmé sa voie en tant qu'idéologie singulière dans l'espace idéologique du XXe siècle, au regard du libéralisme, du socialisme et du communisme et, en même temps, des autres mouvements « pan » visant à l'unification des peuples, en particulier en Europe parmi les Slaves, ou dans le monde arabe. Dans cette même dynamique, il s'est aussi, au cours des années 1930 et, plus encore, à partir de 1945, repositionné par rapport au continent africain, faisant de celui-ci le pivot de l'émancipation des peuples africains et d'ascendance africaine et articulant, dans une stratégie créatrice, la lutte de libération coloniale et le processus d'unification de l'Afrique.

Les hommes politiques et les intellectuels africains n'ont pris le relais du combat mené en faveur du panafricanisme qu'après 1945. Si le plus illustre d'entre eux est certes Kwame Nkrumah qui a joué un rôle important dans l'organisation de la cinquième conférence panafricaine de Manchester en 1945, Cheikh Anta Diop a esquissé, au terme de ses recherches sur les civilisations nègres et notamment la civilisation nègre égyptienne, son projet d'unification de l'Afrique noire dans un cadre fédéral.

Etats-Unis (...) Il y a toute une série de choses que Du Bois a faites et qui ont freiné dans sa course la machine de la Révolution Africaine. Le docteur Du Bois vivait derrière un "voile" et il avait peur de le déchirer. C'était un intellectuel, mais pas un révolutionnaire. Si Du Bois avait appuyé Marcus Garvey, le cours de l'histoire Afro-américaine eut été différent. Mais cela ne m'empêchait ni de l'aimer ni de la respecter ». Lettres à Reba Lewis, 12/05 et 03/06/1968, *The Conakry Years*, pp. 234 et 238. Nkrumah semble ici négliger un fait : qu'il n'y ait pas eu collaboration entre Garvey et Du Bois est au premier chef imputable au racisme de Garvey !

126 Amady Aly Dieng, op. cit., <http://www.codesria.org/links/conferences/dakar.pdf>.

Le panafricanisme de Cheikh Anta Diop



Cheik Anta Diop est à la fois célèbre et contesté pour sa thèse des « Pharaons noirs », c'est-à-dire de l'appartenance de l'Égypte antique à l'univers négro-africain. Ce n'est pas notre sujet et nous ne nous y attarderons donc pas. Seules nous intéressent ici celles de ses vues qui ont pu influencer le panafricanisme.

L'existence d'une nation nègre et d'une unité culturelle en Afrique noire a été l'objet d'étude de Cheikh Anta Diop à la veille de la fin de la période coloniale. Son ouvrage *Nations nègres et culture*, publié en sa première édition en 1954 par les éditions Présence Africaine, porte les conclusions de ces années de recherches.

En formulant le titre de son ouvrage C. A. Diop attire l'attention du lecteur sur le lien qui existerait entre la nation et la culture. Si lien il y a, alors, les questions qui viennent à l'esprit immédiatement se formulent comme suit: quelle est la nature de ce lien ? De quel point de vue C. A. Diop aborde-t-il la question de la nation ? Quelles sont les différentes nations qui existent en Afrique et quel type de relation établit-il entre la formation de la nation en Afrique et le panafricanisme comme doctrine de l'unité africaine ?

Parlant de la théorie qui a inspiré son point de vue sur la question nationale en Afrique noire, C. A. Diop affirme sans ambages qu'il s'est appuyé sur la thèse développée par Staline dans *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*¹²⁷.

«On se demande parfois ce qu'on pourrait assimiler à des nations en Afrique. Il serait

¹²⁷ Ce livre est en fait un recueil d'articles, rapports, exposés et autres causeries faites par Staline entre 1904 et 1948 et tous relatifs soit aux nationalités dans l'URSS et en Europe, soit aux colonies et territoires dépendants. Le texte à la fois le plus théorique et le plus développé sur les notions de « nation » et de « nationalité » « *La question nationale et le léninisme* », date de 1929 et c'est sans doute celui auquel se réfère C.A. Diop. Il figure aux pp. 313 à 331 dans J. Staline : *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Editions Norman Béthune, 1974.

aisé d'appliquer la définition de Staline¹²⁸ aux Ethiopiens, Bambara, Wolofs, Zoulous, Yorouba, etc Au Soudan, Côte d'Ivoire, Togo, Sénégal, Guinée, Niger, Kenya, Afrique du Sud, Soudan dit « Anglo-égyptien », existent des noyaux de nations qui se consolideront dans la lutte pour l'indépendance»¹²⁹

Dans son propos, C. A. Diop, fait preuve de prudence en parlant de « noyaux » de nations. On note cependant qu'il définit la nation selon deux critères : le pays quand il cite le Soudan, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Sénégal, la Guinée, le Niger, le Kenya et l'Afrique du Sud et l'ethnie quand il se réfère aux Bambara, Wolof, Zulu, Yoruba.

Ce choix n'est pas sans poser de problème puisque dans les pays qu'il cite, il existe de fortes communautés ethniques qui, dans cette vision de « noyaux » constitueraient des nations. C'est le cas par exemple des Wolof au Sénégal, des Yoruba au Nigeria, des Bambara au Soudan et des Zulu en Afrique du Sud. Les autres critères évoqués par Staline à savoir la communauté de culture, d'histoire et de psychisme peuvent être appliquées aux nations nègres d'Afrique selon Cheikh Anta Diop qui écrit: « *Tandis qu'on peut prévoir déjà, pour chacune de ces régions — avec peu de chance d'erreur — quelles sont les langues qui s'imposeront, tandis que la communauté de culture, d'histoire, de psychisme ne fait aucun doute, bien que le milieu géographique présente une certaine unité, il serait vain de chercher à déterminer aujourd'hui quelles seront les frontières exactes de ces nations* »¹³⁰

Cependant, C. A. Diop ne nous indique pas quelles sont les langues qui s'imposeront dans ces régions et les raisons qui seront à l'origine de ce phénomène. Toutefois, si l'on compare sa liste d'états et de « noyaux » d'une part, et la situation linguistique actuelle d'autre part, on peut constater que les langues de tous ses « noyaux » sont devenues les langues de grandes communautés de communication des pays où habitent les Wolof, Yoruba, Zulu et Bambara. En outre, ce point de vue sur la question de l'unité géographique est battu en brèche par les géographes et les historiens. C'est le cas par exemple de Roland Pourtier qui frappé par la richesse de sa biodiversité et de son ethnodiversité, parle de « *l'Afrique plurielle* »¹³¹, quand Joseph Ki-zerbo la désigne par « *les Afriques*. »¹³²

Par ailleurs, la question des frontières qui est une question capitale dans la formation des nations, est abordée sous l'angle d'un optimisme que rien ne justifie quand C. A. Diop écrit :

*« Le problème (des frontières) se règlera comme cela est en train de se faire pour l'Inde; c'est-à-dire que les frontières actuelles tracées pour la commodité de l'exploitation colonialiste - sinon au hasard - ne sont pas forcément inviolables et nous devons éduquer notre conscience en vue de la rendre apte à accepter une future modification »*¹³³

A posteriori, nous pouvons considérer que souhaiter que les problèmes de frontières se règlent « *comme cela est en train de se faire pour l'Inde* » sonne comme un vœu malheureux,

55

¹²⁸ Chez Staline (op. cit., page 313) la définition est : « *Les marxistes russes ont depuis longtemps leur théorie de la nation. Selon cette théorie, la nation est une communauté humaine stable qui s'est constituée historiquement, née sur la base de la communauté de quatre caractères fondamentaux, à savoir : sur la base de la communauté de langue, de la communauté de territoire, de la communauté de vie économique et de la communauté de conformation psychique, manifestée par la communauté des propriétés spécifiques de la culture nationale. Comme on le sait, cette théorie est universellement admise dans notre Parti.* »

¹²⁹ C. A. Diop, *Nations nègres et culture*, Paris, Présence Africaine, Troisième édition, Tome I, 1979, p. 21.

¹³⁰ Ibidem.

¹³¹ *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen Orient*, sous la direction de Roland Pourtier, Paris, Nathan, Coll. « Nouveaux Continents », 2006, p. 67.

¹³² Hervé Bourges, Claude Wauthier, *Les 50 Afriques*, Tome 1, Paris, Seuil, 1979, p.13. (Préface de Joseph Ki-zerbo)

¹³³ C. A. Diop, op. cit., p. 21.

puisque la séparation des anciennes Indes anglaise en Inde et Pakistan sur base de la religion a fini de la façon la plus dramatiques, avec des déplacements de population qui parfois transformaient les trains en corbillards géants, des massacres et la subsistance de toute une série de contestations territoriales qui entretiennent entre les deux pays une hostilité sourde.

On peut s'appuyer sur l'analyse de Bétéo B. Nédié qui faisait la différence entre les conceptions occidentales et les conceptions africaines de l'Etat, pour soutenir une possible modification des frontières.¹³⁴ Mais à la création de l'unité africaine en 1963, l'intangibilité des frontières héritées de la période coloniale est celle qui a été retenue comme principe de base de l'organisation.

D'autre part, si les vues de Bétéo B. Nédié sur les différentes façons d'envisager le territoire sont intéressantes, et s'il est certes enrichissant d'envisager la terre¹³⁵ comme élément plutôt que comme entité administrative, si même j'avoue avoir une certaine sympathie pour ce genre de conceptions, il n'en reste pas moins que les rapports internationaux requièrent, pour être possibles, que les mots veuillent dire la même chose pour tout le monde et que, au moins dans le langage diplomatique, « territoire » et « frontière » ayent un sens précis, et un seul.

S'agissant de l'unité politique de l'Afrique, Cheikh Anta Diop ne parle pas de panafricanisme. Il propose le fédéralisme comme cadre d'unification de l'Afrique noire dans son ouvrage *Les fondements culturels et industriels d'un futur Etat fédéral d'Afrique noire (Présence Africaine 1960)*. Autrement dit, son panafricanisme repose sur le fédéralisme ou plus précisément sur un Etat fédéral qui regroupe uniquement les Etats d'Afrique noire situés au sud du Sahara; puisque le qualificatif « noire » par opposition à « blanc », « jaune », « rouge » ou tout autre couleur qu'on peut nommer, exclut la partie septentrionale de l'Afrique constituée par le Maghreb (Maroc, Tunisie, Algérie), et le Mashreq (Libye, Egypte) dont les populations ne sont pas uniformément noires par la pigmentation de leur peau.

Par ailleurs, sa conception d'une unité politique basée exclusivement sur les cultures négro-africaines hétéroclites par nature, ouvre la voie aux réflexes d'identification qui se traduisent par une dichotomie opposant sur le même continent, unité culturelle de l'Afrique noire et unité culturelle arabo-berbère. C'est cette différence dans la réalité africaine telle qu'exposée par C. A. Diop qui amène Amady Aly Dieng à dire que « *Le panafricanisme de C. A. Diop n'a donc pas de dimension continentale.* »¹³⁶.

C'est un peu là une mauvaise querelle que l'on fait à C.A. Diop. Car s'il y a eu un mauvais choix, il se situe à l'origine, dans le choix même du mot « panafricanisme » pour désigner ce qui aurait plutôt dû s'appeler du « panmélanisme » ou du « pannégrisme », car il est manifeste qu'à l'origine, dans le contexte américain, le mot « africain » a été utilisé par politesse, pour éviter le mot « noir ».

Dans quelle mesure est-il légitime de prétendre donner des informations et des renseignements, ayant une prétention à la rigueur scientifique, valables pour l'ensemble de l'Afrique noire ?

Une première réponse est que les principaux intéressés nous en ont donné l'exemple. Des mouvements comme le panafricanisme ou la négritude ne limitaient nullement leur

¹³⁴ Bétéo B. Nébié, *Quels fondement pour l'unité africaine ?*, Abidjan, INADES, Sans date, p. 5. L'auteur affirme que dans la conception actuelle de l'Etat, la terre est une entité vivante qui n'est jamais délimitée par des frontières comme le territoire occidental.

¹³⁵ Dans beaucoup de langues africaines, le mot "pays" et le mot "terre" sont identiques.

¹³⁶ Amady Aly Dieng, op. cit., <http://www.codesria.org/links/conferences/dakar.pdf>

extension ou leurs ambitions à une culture ou à un état noir donné. Plusieurs leaders de ces mouvements ont même été des Noirs de la diaspora qui auraient été bien en peine de dire d'où exactement ils provenaient. Puisqu'eux se revendiquent de valeurs communes, pourquoi ne pas accepter cette affirmation ?

Une autre relève de l'expérience. L'Afrique n'est, en effet, uniforme que pour qui la connaît très mal. Dès qu'on commence à la connaître un peu, ce sont les diversités, les différences, qui frappent. Mais quand après longtemps, et au prix de beaucoup de travail et d'étude, on commence à la connaître vraiment très bien, on ne peut échapper à la perception de valeurs communes qui sous-tendent cette diversité. Tous accordent une place fondamentale à l'insertion dans le groupe, celui-ci incluent les vivants, mais aussi les morts. Tous prévoient des règles de mariage acceptant la petite polygamie. Tous ont des expressions artistiques qui font plus de place au symbole qu'à la représentation réaliste...

Il faut seulement avoir conscience du degré d'abstraction, par rapport à une société donnée, concrète et individuelle, auquel on se situe. Dire "l'Afrique noire" est possible et correspond à quelque chose de réel, mais c'est un réel qui se situe au même degré d'abstraction, de vague, que lorsqu'on dit: "l'Occident chrétien" ou "le monde musulman". Ces trois expressions correspondent à quelque chose, mais n'impliquent nullement qu'il y ait équivalence ou identité entre un Senoufo et un Zulu, pas plus qu'entre un Polonais et un Espagnol ou entre un Syrien et un Marocain.

Cheikh Anta Diop, pour défendre son idée d' un Etat fédéral de l'Afrique sub-saharienne a écrit dans *Présence Africaine* un article¹³⁷ dont voici l'essentiel

La signification historique des mouvements de libération nationale dans les colonies, et en particulier en Afrique Noire, n'est plus contestée. On admet maintenant que ce puissant mouvement de décolonisation est aussi significatif, aussi historique que celui des mouvements nationaux européens du XIX^e siècle.

Aussi, sauf dans les colonies de peuplement où on est contraint de le faire, à quelques exceptions près, on s'oppose de moins en moins par la violence à son développement. La nouvelle tactique consiste plutôt à l'orienter, à le canaliser vers des structures non socialistes, de type dit occidental. Si ce but devait être atteint, les anciennes métropoles et les Etats-Unis pourraient se rassurer. L'Afrique Noire serait non balkanisée, car les régimes politiques des Balkans sont relativement stables, mais Sud américanisée. Elle serait transformée en une prolifération de petites dictatures sans liens organiques, éphémères, douées d'une faiblesse chronique, gouvernées par la terreur à l'aide d'une police hypertrophiée, mais sous la domination économique de l'étranger, qui tirerait ainsi les ficelles à partir d'une simple ambassade, comme ce fut le cas du Guatemala, où l'on assista à cette situation extraordinaire : une simple compagnie étrangère, l'United Fruit (U.S.A.) renversa le gouvernement local pour lui substituer un autre à sa convenance, en liaison avec l'ambassade américaine, prouvant ainsi la vanité de la prétendue indépendance d'un tel Etat.

Pour éviter un tel sort à l'Afrique Noire, l'idée de fédération doit refléter chez nous tous et chez les responsables politiques en particulier, un souci de survie (par le moyen d'une organisation politique et économique efficace à réaliser dans les meilleurs délais), au lieu d'être qu'une expression démagogique dilatoire répétée sans conviction du bout des lèvres. Il faut cesser de tromper les masses par des rafistolages mineurs et accomplir l'acte qui consomme la rupture avec les faux ensembles (Communauté, Commonwealth) sans lendemain historique. Il faut basculer définitivement l'Afrique Noire sur la pente de son destin fédéral.

¹³⁷ Diop, C.A, *Fondements culturels, techniques et industriels d'un futur Etat fédéral d'Afrique noire*, Ed. Présence africaine, 1960, pp. 28 -37 et 108 – 110

On ne peut pas continuer à ménager la « chèvre et le chou », les Etats africains, dans les années à venir, seront amenés à renforcer progressivement leurs liens organiques fédéraux au détriment de ce qui reste de leurs liens avec les anciennes métropoles.

Ceci ne conduira nullement au chaos économique. Rien que l'Afrique Occidentale fédérée, possède un potentiel économique supérieur à celui de la France et de l'Angleterre réunies, c'est-à-dire à celui des nations qui nous menacent de sanctions économiques. Bien sûr, il y a la mise en valeur de ce potentiel économique. Cela pose des problèmes de cadres et d'investissements. Mais, dans la partie technique de cette étude, est indiqué le chemin infaillible qui peut mener au succès d'une telle entreprise. Ce sont seulement les responsables politiques qui ne sont pas à la hauteur de ces problèmes, qui, au fond, n'y ont jamais réfléchi sérieusement, qui ont peur d'accomplir l'acte qu'ils considèrent comme un sevrage économique. Ils tentent ainsi, en servant d'écran, de perpétuer la même tutelle économique et politique d'une façon plus insidieuse, moins saisissable par la masse, mais non moins réelle.

La prolifération des leaders politiques est un fait spécifiquement africain, issu de la colonisation par des métropoles différentes et du morcellement en territoires administratifs des vastes régions conquises. Elle constitue une difficulté sérieuse avec laquelle on ne cessera de compter désormais dans les tentatives d'unification continentale de l'Afrique.

Malgré les belles déclarations publiques, des intérêts multiples, individuels et généraux, font qu'on commence à s'attacher de plus en plus aux frontières des différents territoires. Aussi n'a-t-on pas encore proposé une voie concrète qui puisse mener infailliblement et rapidement à une fédération des Etats africains, avec abandon partiel ou total de souveraineté locale.

On ne propose même pas une sorte de cartel des Présidents ou Chefs d'Etats comme embryon de gouvernement fédéral, qui serait élargi au fur et à mesure que les Etats s'émancipent. On constituerait ainsi pourtant, une direction collégiale au sein de laquelle on refuserait de donner la primauté à un chef d'Etat quelconque, jusqu'à l'indépendance totale.

Les intérêts particuliers seraient sauvegardés et l'unité de l'Afrique aussi.

Par contre, l'institution d'une sorte de diète consultative, l'organisation de tout genre de congrès de type Amérique latine, ne peuvent conduire à la longue qu'à une ossification de plus en plus tolérée et acceptée finalement des différentes frontières des Etats africains. Et l'on aboutirait fatalement à la mosaïque des Etats d'Amérique du Sud.

ETATS CONTINENTAUX

L'unification planétaire ne semble pas être pour aujourd'hui, quoi qu'un esprit superficiel puisse en penser. La conscience sociale du monde, à l'heure actuelle, est loin d'avoir été suffisamment éduquée pour que certains sentiments obscurs en soient suffisamment extirpés. La vigilance reste toujours de règle.

Ce que l'on est convenu d'appeler aujourd'hui les grands ensembles s'articulent mal sur l'histoire et les intérêts des peuples. Lorsque les failles réelles apparaîtront, elles épouseront très probablement la forme des continents pour une durée difficile à estimer. Celle-ci ne sera, en tout cas, abrégée que par le sentiment réciproque de la force d'autrui. La fraternisation sincère des peuples et l'unification planétaire seront réalisables à partir du moment où les différents peuples seront également forts, éduqués, au point qu'aucun ne puisse plus espérer tromper l'autre.

Ainsi, l'existence d'Etats continentaux risque d'être le prélude à l'unification planétaire.

C'est d'autant plus vraisemblable que l'Europe qui, à elle seule, a colonisé presque toute la terre, pourrait fort bien prendre la « mouche » lorsqu'elle sera au bout de ses illusions, lorsqu'elle aura vu clairement qu'elle a définitivement perdu toutes ses anciennes colonies: son unification risquerait alors de se faire sur une base d'amertume, comme semble le présumer ces dernières flambées de néo-nazisme (Noël 1959), qui ne doivent pas être aussi superficielles que certains voudraient le faire croire. L'Europe risque de se replier sur elle-même et de faire du néo-nationalisme à l'échelle européenne occidentale.

LA FAIM DE L'AN 2000

Un responsable politique à courtes vues pourrait aujourd'hui précipiter son pays vers la

catastrophe. Malgré toutes les améliorations réelles des conditions de vie que l'on doit attendre des fantastiques progrès de la science, certains problèmes, tel la nourriture de la population terrestre, en constant accroissement désordonné, n'est pas encore résolu pour un futur proche. Les savants actuels, conscients du problème, se posent déjà la question de savoir comment alimenter la population de la terre, qui atteindra le chiffre de 6 milliards en l'an 2000, c'est-à-dire dans moins de cinquante ans. Cette question a paru tellement préoccupante que l'O.N.U. a chargé de son étude un de ses organismes, la F.A.O. Pour toute solution à l'heure actuelle, cet organisme propose que l'on nourrisse les pays sous-développés (dont nous sommes présentement) avec de la farine de poisson. D'autres savants proposent la culture d'algues. Des groupes américains très influents ont proposé tout récemment au gouvernement américain de n'accorder son aide économique qu'aux nations sous-développées qui voudraient bien limiter leurs naissances. Le point de vue malthusien est évident.

REPEUPLEMENT DE L'AFRIQUE

Il est clair qu'un continent comme l'Afrique Noire, qui a été la seule victime de l'esclavage des temps modernes (100 à 200 millions de morts et déportés), ne peut opposer qu'une fin de non recevoir à de telles suggestions.

Notre continent, qui apparaît aujourd'hui presque comme un vide géographique, a le devoir impérieux d'appliquer une politique systématique de repeuplement intense dans les meilleurs délais. L'Afrique noire possède en elle assez de sources d'énergie naturelles, de matières premières et de vivres pour nourrir et entretenir une telle population. Elle doit éviter d'être le déversoir humain futur du trop-plein du monde. Elle ne pourra envisager l'immigration étrangère sur une base large, même pour les régions les plus dépeuplées comme l'Afrique centrale, que lorsqu'elle aura reconquis une forte personnalité nationale, de nouveau capable d'assimiler l'étranger au lieu que le contraire se fasse.

Toutes les décisions hypocrites qui pourraient être conçues dans ce sens sur le plan international par un organisme, si apparemment prestigieux soit-il, devront demeurer sans effet chez nous.

A ce point de vue, la conférence tenue à Tanger, fin janvier 1960, par la Commission de l'O.N.U. et présidée par M. Hammarskoeld, est déjà significative. Le Secrétaire général de l'O.N.U. y a exprimé de vive voix l'idée que l'introduction de l'Afrique sur la scène politique posera, dès l'année prochaine, le problème de la représentativité des deux catégories de pays maintenant en présence, et en nombre, chose dramatique, de plus en plus inégal : pays techniquement développés et pays sous-développés.

On s'oriente donc vers la réorganisation des statuts de façon que les vieux pays européens « civilisés » ne soient pas submergés par la masse des nouveaux venus. Il ne s'agit de rien moins que du directoire déjà préconisé par différents chefs d'Etats. Mais comment cela ne pourrait-il pas conduire immédiatement à la faillite d'un tel organisme ?

PERIL JAUNE

La frénésie avec laquelle l'Occident veut hâter le problème du désarmement reflète un malaise latent, un sentiment de peur, que l'on avait cru à jamais disparu : la peur du péril jaune.

Les délibérations, menées plus ou moins adroitement, montrent que l'on voudrait pouvoir faire du ralliement de la France (à propos de l'éclatement de la bombe A) un précédent moral que l'on opposerait, le moment venu, à la Chine, pour la condamner à la faiblesse militaire perpétuelle, en l'empêchant ainsi d'entrer dans le club atomique.

L'intérêt du monde capitaliste bien compris dans son ensemble, militerait évidemment pour un renoncement de la France à devenir une puissance atomique. Elle aurait fait preuve de docilité, mais les intérêts supérieurs du camp occidental seraient sauvegardés dans la mesure où, disposant déjà de l'arme absolue, il posséderait un argument moral qu'il croit susceptible d'influencer la décision de la Chine, considérée au fond de chacun de ses ressortissants, comme puissance jaune, de couleur.

On entend très fréquemment aujourd'hui, dans certains milieux, exprimer l'inquiétude de voir surgir une telle puissance, et ce qu'elle deviendra surtout aux environs de l'an 2000 – disposant à plus forte raison de tout l'arsenal des armes nucléaires. On parle de

déferlement, de submersion de l'Europe, une véritable réédition moderne de l'invasion des Huns. On essaie même, par des moyens différents qui, peut-être, prendront plus d'ampleur dans l'avenir, d'entretenir artificiellement cette peur absurde dans les esprits et les consciences non socialistes. On voudrait arriver à créer chez eux une véritable panique engendrant des réflexes d'auto-défense. On a particulièrement peur, à ce point de vue, du rapprochement de l'Asie et de l'Afrique, à plus d'un égard.

Le fait que la France ne se rallie pas, que l'opération politico-morale, virtuellement tentée ainsi contre la Chine, ait échoué, prouve, s'il en était besoin, que l'univers capitaliste est rempli de contradictions insurmontables.

TENTATIVE DE CLIVAGE

Depuis un certain temps, des hommes politiques et militaires occidentaux de plus en plus nombreux, expriment, en ayant l'air d'y croire, l'espoir qu'un jour l'U.R.S.S. partagera leur réflexe d'auto-défense, en tant que nation blanche, ayant conquis une partie de l'Asie. C'est la preuve qu'ils sont à l'extérieur de la conscience socialiste.

FRONTIERES

Quelles seront les limites de cet Etat noir fédéral ?

Il ira, grosso modo, du tropique du Cancer au Cap, de l'Océan Indien à l'Océan Atlantique. Des négociations pacifiques avec la Lybie nous permettront d'avoir une ouverture sur la Méditerranée, à travers le Kordofan, voire de louer un emplacement portuaire sur la côte. Nous expliquerons amicalement à nos frères marocains qu'il n'est pas possible que la frontière du « grand Maroc » se trouve sur la rive droite du Sénégal. Par contre, aussi longtemps que l'Afrique noire et l'Afrique blanche n'arriveraient pas à réaliser une Confédération pour éviter toute discorde, il faudra que les deux mondes exercent un condominium sur la Mauritanie, qui serait ainsi un Etat tampon.

Nous avons montré, dans l'Afrique Précoloniale, les frontières historiques des anciens empires africains noirs de l'Ouest. Elles coïncidaient pratiquement avec le tropique du Cancer.

La marche frontière de Téghezza se trouve sur ce parallèle. Nous connaissons le nom d'un des derniers gouverneurs noirs qui y ont représenté l'Askia de Kaoga (Gao) : c'est le Téghezza-Mondzo, Mohammed Ikoma. Nous avons montré également, en nous fondant sur les témoignages des auteurs arabes contemporains mêmes (Al umariy), que toute la Mauritanie berbéro-arabe de l'époque, relevait strictement de l'autorité noire, que le mouvement Almoravide ne s'était pas dirigé d'ouest en est, mais du sud au nord, jusqu'en Espagne, en passant par l'Afrique du Nord¹³⁸.

La zone saharienne qui sépare le tropique du Cancer de la latitude de Sidjilmessa, n'ajamais relevé, d'après aucun document, ni de l'autorité de l'Afrique noire, ni de celle du Maroc. Personne ne saurait le prouver en se fondant sur des documents authentiques. Elle était parcourue par les Berbères Messouffa, qui servaient de guides, moyennant redevances, aux caravanes d'Afrique du Nord, à travers les couloirs du désert qu'ils avaient bien explorés.

Donc, aujourd'hui, pas plus que notre frontière ne saurait se trouver sur le Draa, pas plus celle du Maroc ne saurait se trouver sur la rive droite du Sénégal. Et je crois qu'il a bienraison, le progressiste marocain qui exprimait tout récemment l'idée que ces questions de frontières sont aujourd'hui dépassées dans le contexte de l'évolution générale de l'Afrique.

En conclusion, on peut dégager les 15 points essentiels suivants comme principes de base d'une action concrète :

1. Restaurer la conscience de notre unité historique.
2. Travailler à l'unification linguistique à l'échelle territoriale et continentale, une seule langue africaine de culture et de gouvernement devant coiffer toutes les autres ; les

¹³⁸ L'autorité du Maroc n'a jamais dépassé historiquement le Draa. Cela ressort parfaitement de tous les documents alignés dans l'Afrique Noire Précoloniale (Note de CAD)

langues européennes, quelles qu'elles soient, restant ou retombant au niveau de langues vivantes de l'enseignement secondaire.

3. Elever officiellement nos langues nationales au rang de langues de gouvernement servant d'expression au Parlement et à la rédaction des lois. La langue ne serait plus un obstacle à l'élection d'un député ou d'un mandataire analphabète de souche populaire.

4. Etudier une forme de représentation efficace de l'élément féminin de la nation.

5. Vivre l'unité fédérale africaine. L'unification immédiate de l'Afrique « française » et « anglaise », seule, pouvant servir de test. C'est le seul moyen de faire basculer l'Afrique Noire sur la pente de son destin historique, une fois pour toutes. Attendre en alléguant des motifs secondaires, c'est laisser aux Etats le temps de s'ossifier pour devenir inaptes à la fédération, comme en Amérique Latine.

6. Opposer une fin de non-recevoir à toute idée de création d'Etats blancs, d'où qu'elle vienne et où que ce soit en Afrique Noire.

7. Prendre dans la Constitution les dispositions nécessaires pour qu'il ne puisse pas exister une bourgeoisie industrielle. Prouver ainsi qu'on est réellement socialiste en prévenant un des maux fondamentaux du capitalisme. Qui pourrait, aujourd'hui, s'opposer décevantement à une mesure préventive contre une classe encore inexistante en Afrique ?

8. Créer une puissante industrie d'Etat. Donner le primat à l'industrialisation, au développement et à la mécanisation de l'agriculture.

9. Créer une puissante armée moderne, dotée d'une aviation et d'une forte éducation civique, inapte aux putschs de type Amérique Latine.

10. Créer les instituts techniques indispensables à un Etat moderne : physique et chimie nucléaires, électronique, aéronautique, chimie appliquée, etc... ».

11. Réduire les trains de vie et niveler judicieusement les salaires afin de transformer les postes politiques en postes de travail.

12. Organiser en coopératives de production les volontaires possédant des champs contigus, en vue de la mécanisation et de la modernisation de l'agriculture, de la production sur une grande échelle.

13. Créer des fermes modèles d'Etat, en vue d'élargir l'expérience technique et sociale des paysans non encore groupés. La collectivisation à la campagne rencontrera mille fois moins de difficultés chez nous que dans les pays européens, pour toutes les raisons indiquées dans ma thèse principale.

14. Repeupler l'Afrique à temps.

15. Poursuivre avec conviction une politique de plein emploi afin d'éliminer progressivement la dépendance matérielle de certaines catégories sociales.

16. Par simple dignité personnelle, celui qui arrive à gagner honnêtement sa vie cesse de quêmander.

Au passage, on aura remarqué qu'en matière d'organisation de la société et de l'économie, C.A. Diop adopte des vues socialistes dures, austères et caractérisées. D'une certaine manière, ses propositions politiques, assez abruptes, tranchent avec ses vues ethniques et culturelles finement nuancées. Il n'est en tous cas pas douteux qu'il appartient à l'aile « progressiste » du panafricanisme.

Au moment où C.A. Diop écrivait, la réflexion sur l'Afrique et les Africains était en train de se scinder en deux branches : d'une part le panafricanisme (mal nommé) qui s'intéresse à tout ce qui concerne les peuples noirs, qu'ils soient africains ou situés ailleurs dans le monde à la suite de la traite des esclaves, d'autre part une problématique politique à l'échelle d'un continent: l'unité africaine. Il y avait toutefois toujours un lien entre ces deux branches : une émancipation incomplète. La lutte pour les droits civiques se poursuivait aux Etats-Unis, et les pays africains n'étaient pas encore libérés de la colonisation.

Quant à l'idée même de scinder l'Afrique en deux, est-il absurde de considérer que le Sahara est un obstacle qui vaut bien la Méditerranée ou les monts Oural qui séparent l'Europe de l'Afrique et de l'Asie ?



Kwame N'Krumah à Accra en 1958

Les historiens ont montré maintes fois que c'est dans le contact avec l'extérieur que les leaders de l'indépendance ont fourbi leurs armes. Est-ce à dire que les colonies africaines étaient fermées aux influences extérieures ? La société coloniale ne portait-elle pas en elle-même les germes de la séparation, de l'unité ?

Nous avons pour réponse à ces questions deux points de vue importants: celui de Catherine Coquery-Vidrovitch et Henri Moniot et celui d'Henri Grimal. Dans l'ouvrage collectif qu'ils ont publié, les premiers ont accordé un intérêt particulier à l'histoire des sociétés africaines colonisées. Après de longues années de recherches, elles ont conclu que les sociétés colonisées n'étaient guère unifiées. Au contraire. La situation coloniale avait mis en présence « *deux sociétés fortement hétérogènes l'une à l'autre, inégales techniquement et matériellement, profondément différentes dans leurs édifices sociaux, leur système économique, leur éthos.* »¹⁴⁰

Cette différence était vécue au quotidien dans un rapport de subordination-domination. « *Domination imposée, la colonisation secrète tensions ou conflits, ouverts ou larvés.* »¹⁴¹

Georges Balandier a posé ce même constat, mais au niveau des élites africaines. Voici l'impression qu'il en a retirée : « *Les évolués éduqués se veulent distincts de la catégorie constituée par des évolués économiques. Ils s'affirment supérieurs, se refusant à toute confusion. Ils regardent de haut leurs frères de race moins évolués* »¹⁴². Manifestement, cette

¹³⁹ Ce point fait de larges emprunts à l'analyse de « L'Afrique doit s'unir », par Yves Benot ainsi qu'au texte, déjà cité, d'Elikia M'Bokolo.

¹⁴⁰ Catherine Coquery-Vidrovitch et Henri Moniot, *L'Afrique noire, de 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 1974, p.236.

¹⁴¹ *Ibidem*, p. 237

¹⁴² Georges Balandier, *Sociologie des Brazavilles noires*, Colin, Paris, 1955, p. 155. Sur la catégorisation des élites africaines par la colonisation, on peut lire aussi, N. V. Chien, *Les politiques d'unité africaine*, thèse présentée devant l'université de Paris V, le 23 juin 1973, Lille III, Service de reproduction des thèses, 1974. Nous retiendrons cette explication: « *L'élite africaine comprend deux catégories différentes: celle des gens qu'on appelle évolués dont les études ne dépassent le degré secondaire ou technique et celle des intellectuels qui ont fait des études universitaires.* » p. 57.

catégorisation des sociétés coloniales n'était guère de nature à promouvoir une entente entre elles.

De son côté, dans son texte sur la décolonisation, Henri Grimal a répondu à ces questions par un double constat: D'abord chez le colonisateur. Il a montré que le nationalisme africain a été encouragé par les diverses remises en causes du colonialisme dans l'Europe libérale de l'entre-deux-guerres. Il s'est référé pour cela aux exemples de la critique socialiste, de la condamnation marxiste et de la ligue anti-impérialiste dont les manifestes adressés aux peuples coloniaux étaient destinés à susciter en eux le goût de la lutte pour la libération nationale.

Qu'est-ce que cela nous montre ? Nous voyons là (et c'est son deuxième constat) que si, à un moment donné de leur histoire, l'attitude des Africains vis-à-vis du colonialisme a été modifiée, c'est parce qu'ils ont été influencés «*par des idées-forces, par des événements, dont l'origine ne se trouvait pas sur place.*»¹⁴³ Mais comme il devait le noter avec un certain regret, «*les idées d'émancipation ne touchaient pas encore tous les peuples, mais seulement les plus évolués.*»¹⁴⁴

Donc, il fallait aller chercher les matériaux pour l'élaboration des doctrines nationalistes ailleurs que sur le sol africain où le fardeau du colonialisme à la fin de la Deuxième Guerre mondiale était devenu pesant. C'est donc à juste titre que de nombreux intellectuels africains dont Kwame Nkrumah vont se retrouver dans les universités occidentales.

Lansiné Kaba affirme à cet effet: «*L'instruction formelle et l'école de la vie aident le jeune Kwame à se réaliser. Dans une certaine mesure, il suit l'exemple de son aîné, Dr. Nnamdi Azikiwé, champion du nationalisme unitaire au Nigéria, qui, d'ailleurs, l'encourage à poursuivre ses études aux Etats-Unis d'Amérique*»¹⁴⁵

Le séjour aux Etats-Unis et à Londres de l'auteur de *Africa must unite* lui a été bénéfique. F. Chindji-Kouleu a montré qu'au niveau idéologique, ses lectures des révolutionnaires et de leurs méthodes lui ont appris les techniques de luttes contre tout ce qui peut asservir l'homme. Il s'est appuyé en cela sur les propos de Nkrumah extraits de son autobiographie où il affirme: «*Pendant cette période, je me consacrai énergiquement à l'étude des révolutionnaires et de leurs méthodes. Ceux qui m'intéressaient le plus furent Hannibal, Cromwell, Napoléon, Lénine, Mazzini, Gandhi* (...)»¹⁴⁶. Un peu plus loin il dit pourquoi cet acharnement à la lecture des doctrines révolutionnaires : «*Mon but était d'étudier la technique d'organisation. Je savais qu'à mon retour éventuel en Côte de l'Or j'allais me trouver devant ce problème*».¹⁴⁷

Déjà à cette époque, il avait compris que le succès de toute politique établie en vue de résoudre la question coloniale, de quelque nature que ce soit, dépendait d'une bonne organisation. Cécile Laronce rapporte ce qu'il dit à ce sujet: «*J'ai été poussé doucement et progressivement à accomplir mon rêve d'organiser tous les Africains en Amérique, de telle manière que nous allions être capables de servir notre pays*»¹⁴⁸

Sans doute en se préparant pour la lutte révolutionnaire, Nkrumah lisait beaucoup, mais il observait tout autant. Il s'était rendu compte en confrontant ses cours d'économies à la réalité économique de la nation qui lui offrait ce savoir, qu'il y avait un lien étroit entre l'unité

143 Henri Grimal, op. cit., p. 8.

144 Ibid., p. 8.

145 Lansiné Kaba, op. cit., p. 14.

146 Kwame Nkrumah, *Autobiographie*, Traduction de Charles L. Patterson, Paris, Présence Africaine, 1960, p. 57. Cité par F. Chindji-Kouleu, op. cit., p. 156-157.

147 Ibidem, p. 159

148 Kwame Nkrumah, cité par Cécile Laronce, op. cit., p. 33.

nationale, la taille d'un Etat et son développement économique. «*An essential part of what is today termed the infrastructure of development is communications. Lord Lugard, a pioneer carrier of the 'white man's burden', said that 'the material development of Africa may be summed up in one word — transport'. (...) This contention is supported by the example of United States. America's real expansion began with her union, which assisted the building up of a vast network of railways and roads, so that D. W. brogan, accepted authority on American political history, after remarking that in America, 'region as unlike as Norway and Andalusia are united under one government, speak a common language, regard themselves as part of one nation', is able to assert: "this unity is reinforced by the most elaborate transportation system in the world, a system the elaboration of which has been made possible by the political unity*”¹⁴⁹ Traduction : «*Les communications sont un chapitre essentiel de ce qu'on appelle aujourd'hui l'infrastructure du développement. Lord Lugard, qui fut l'un des premiers Blancs à se dire chargé d'une mission civilisatrice, déclare que 'le développement matériel de l'Afrique se résume en un mot: les transports.'* (...). Cette affirmation est confirmée par l'exemple des U.S.A. L'expansion américaine a véritablement commencé quand tous les Etats ont été unis, ce qui a permis la construction d'un vaste réseau de routes et voies ferrées; c'est pourquoi D. W. Brogan, qui fait autorité en histoire politique d'Amérique, a pu écrire que 'des régions aussi dissemblables que la Norvège et l'Andalousie sont unies sous un gouvernement, parlent la même langue, se considèrent comme les provinces d'une même nation' et ajouter que 'cette unité est renforcée par le système de transports le plus soigné du monde, qui a été rendu possible par l'unité politique. »¹⁵⁰

C'est donc à juste titre que des années plus tard, il écrit *Africa must unite*, son pamphlet sur l'unité, dans lequel il propose son plan pour l'union politique de l'Afrique et les avantages que l'union, si elle était réalisée, pouvait offrir aux Africains. «*Therefore, we must come to grips first with the major and basic issue of African unity, which alone can clear the way for the united effort in erecting the powerful industrial and economic structure which will give substance and reality to our dream of a strong African continent, absolutely freed from political and economic colonialism.*»¹⁵¹

En somme, les séjours de Nkrumah à l'étranger lui auront permis de voir ce qu'une nation libre et unie est capable de réaliser si elle est administrée par les lois qu'il faut. C'est donc pétri de rêve qu'il chacun rejoint sa patrie où, déjà, les mouvements de protestations de quelques intellectuels éclairés annoncent le changement. C'est en tout cas ce qu'affirme Horace Mann Bond au sujet de Kwame Nkrumah: «*Nkrumah était un homme habité par un rêve. Pour réaliser ce rêve, il savait qu'il avait besoin des pouvoirs qu'un savoir éclectique confère. Pour Nkrumah, étudier était une expérience préméditée.*»¹⁵²

Selon les exégètes de son autobiographie, l'expérience de Kwame Nkrumah quant au problème de l'unité s'est faite autour des années 30 quand il alla poursuivre ses études aux Etats-Unis. Nkrumah débarque dans le port de New-York le 31 octobre 1935. Le choix du pays et de l'université dans laquelle Nkrumah va poursuivre ses études est très important. Pourquoi les Etats-Unis ? et pourquoi l'université Lincoln de Pennsylvanie ? Comme il le dit lui-même, s'il

¹⁴⁹ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 154-155.

¹⁵⁰ Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. L. Jospin, op.cit., p. 181-183

¹⁵¹ Ibidem, p. 172. "Nous devons donc conquérir d'abord cet objectif de base qu'est l'unité africaine, et qui seul nous ouvrira les portes de la création en commun d'une industrie et d'une économie puissantes, grâce auxquelles se réalisera notre rêve d'un continent africain fort, entièrement libéré du colonialisme économique et politique. » Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Trad. L. Jospin, op.cit., p. 201.

¹⁵² Horace Mann Bond, *Education for freedom: a history of Lincoln University, Pennsylvania*, Lincoln University, 1976, p. 536. Cité par Cécile Laronce, op. cit., p. 39.

entreprend ses études en Grande Bretagne, il va se heurter « *aux barrières dressées par le colonialisme.* »¹⁵³ Voilà la raison pour laquelle il préfère poursuivre ses études dans les universités américaines. Laronce Cécile et F. Chindji-Koulev ont donné une autre raison de la présence de Nkrumah aux Etats-Unis. Leur thèse s'inspire du choix de l'université dans laquelle Nkrumah suit sa formation.

En 1854, le presbytérien John Miller Dickey qui est associé à *l'American Colonization Society* et au peuplement du Libéria fonde l'Ashmun Institute - plus tard université de Lincoln - en Pennsylvanie.

Ses objectifs sont de mettre en valeur les Africains en Amérique et en Afrique et de les former dans les arts libéraux afin qu'ils puissent diriger leur propre peuple. Consacrée à la croyance dans l'égalité entre les hommes, l'université œuvre en faveur de la réhabilitation des Noirs. Les étudiants inscrits au programme de ses cours « *chaque jour, lisent la presse noire, qui depuis les années vingt se fait entendre grâce, notamment, à W.E.B. Du Bois et Marcus Garvey.* »¹⁵⁴

Au milieu des années trente, l'école a le mérite d'avoir formé le Nigérian Nnamdi Azikiwé, devenu journaliste et nationaliste unitaire de renom en Afrique de l'Ouest¹⁵⁵. Donc « *c'est dans la perspective de réussite de son aîné nigérian que Nkrumah veut, à son tour, suivre les cours de l'université Lincoln.* »¹⁵⁶ Loin de la Gold Coast colonisée, mais aussi loin de l'Angleterre colonisatrice, Nkrumah est à la recherche d'une formation qui lui permette d'échapper au modèle colonisateur/colonisé. Sa venue aux Etats-Unis, principalement à l'université Lincoln, traduit la volonté de l'étudiant africain de prendre part à un courant d'idées capable de lui apporter de nouvelles perspectives.

Ce séjour d'étude a-t-il pu répondre à ses attentes ? Le « nationalisme » africain dans les années '30 et '40 est énormément stimulé par la vie étudiante africaine en Grande-Bretagne, en France et en Amérique. Les étudiants entrent en relation avec des libéraux blancs anti-impérialistes, des socialistes et des communistes, avec des Noirs des Antilles et des Etats-Unis et sont en conflit avec les blancs racistes.

La mise en place du système colonial en Afrique à la fin du XIXe siècle, légitimé par une vision concentrée sur l'Europe, entraîne une réponse panafricaine immédiate de la part des Noirs occidentalisés en Afrique, mais aussi en Amérique, où les Noirs souffrent d'un statut de subordonnés.

Selon Cécile Laronce, cette réponse s'est organisée avant la seconde guerre mondiale autour de la UNIA de Marcus Garvey, du *National Congress of British West Africa* dans les années 1920; de la *West African Students' Union* fondée à Londres en 1925; de *l'Ethiopian World Federation* fondée à New-York en 1937 pour mobiliser les Noirs américains en faveur de la restauration de la liberté de l'Ethiopie conquise par l'Italie. Les étudiants Africains aux Etats-Unis ne sont pas en marge de cette mobilisation.

Les historiens estiment que, pendant la seconde guerre mondiale, il y avait plus de

153 Kwame Nkrumah, *Le consciencisme, philosophie et idéologie pour la décolonisation et le développement*, avec une référence particulière à la révolution africaine, Traduit de l'anglais par L. Jospin, Paris, Payot, 1964, p. 9.

154 Laronce Cécile, *Nkrumah, le panafricanisme et les Etats-Unis*, Paris, Editions Karthala, 2000, p. 28.

155 Certains auteurs prétendent que Nkrumah est venu à Lincoln sur la recommandation d'Azikiwé. Nous retenons un passage du livre de Lasiné Kaba : «Le jeune Nkrumah était heureux de recevoir au moment de son départ pour les Etats-Unis ce télégramme d'Azikiwé : Au revoir. N'oublie pas de faire confiance à Dieu et à toi-même.» Lasiné Kaba, *op. cit.*, p. 15. Nkrumah ne fait pas allusion à cette intervention dans son autobiographie, mais lorsqu'il parle de son désir d'intégrer également l'école de journalisme de l'université de Columbia, on comprend que le parcours et la réussite universitaire d'Azikiwé en Amérique ont fortement influencé le jeune homme venu de Gold Coast.

156 Laronce Cécile, *op. cit.*, p. 28

soixante étudiants africains aux Etats-Unis, la plupart venant de l'Afrique de l'Ouest anglophone. L'université de Lincoln comptait dans sa population un quart de ces étudiants africains, à en croire les chiffres de Cécile Laronce: « *En février 1939, il y a seize étudiants africains à l'université Lincoln* »¹⁵⁷

Dans son autobiographie, Nkrumah considère qu'il a débuté ses activités politiques aux Etats-Unis quand il a commencé à organiser *l'African Students Association of the United States and Canada*: « *Lorsque je suis arrivé dans cette association, elle n'était qu'un modeste rassemblement d'étudiants africains qui avaient l'habitude de se rencontrer occasionnellement mais qui, par manque d'organisation, n'étaient pas assez forts pour mener à bien quoi que ce soit de façon efficace* »¹⁵⁸ Nkrumah évoque les conflits qui existaient au sein de l'organisation : « *Ce n'était pas du tout chose facile, car nous nous heurtions sans cesse à des conflits internes entre des éléments du Nigeria et ceux de la Gold Coast. Les Nigériens prétendaient que la question de l'unité africaine ou ouest-africaine ne se posait pas au stade où en était l'état de dépendance coloniale, et insistaient pour qu'on laissât aux colonies le soin de combattre pour leur propre compte, chacun faisant de son mieux pour se sauver, sans forger aucun lien de corroboration avec les autres territoires. Les étudiants de la Gold Coast et moi, au contraire, nous préconisions le principe de solidarité territoriale: la libération de chaque territoire ne pouvait se résoudre à moins d'être liée aux autres mouvements d'Afrique occidentale. Nous étions d'avis que, si enfin de compte, la liberté territoriale n'était pas liée au mouvement panafricain pour la libération de tout le continent africain, il n'y aurait plus aucun espoir que l'Africain et les peuples de souche africaine, où qu'ils soient, accèdent à la liberté et à l'égalité. L'idée d'unité de l'Afrique Occidentale que j'appuyais fortement, bien entendu, devenait la philosophie incontestable de l'Association des étudiants africains. Nous laissâmes entendre aux étudiants que, de retour dans leur pays respectifs, ils devraient ne pas se ménager pour l'organisation politique dans certaines régions mais, que tout en la laissant, il leur faudrait garder des relations étroites avec les organismes politiques dans leurs territoires. Ainsi ils sauvegarderaient non seulement l'esprit d'unité dans leur pays, mais fraieraient la voie à l'unité de tous les territoires de l'Afrique occidentale.* »¹⁵⁹

Durant sa seconde année en 1942-1943, *l'African Students Association of the United States and Canada* est de plus en plus en vue. Elle devient une organisation militante nationaliste africaine forte, grâce à la conduite imaginative de Kwame Nkrumah qui est élu président à la première convention annuelle tenue à New-York les 6 et 10 septembre 1942, mais aussi et surtout grâce à son appel sans cesse répété à l'unité panafricaine afin de construire une Afrique forte et unie.

Cependant, le discours de Nkrumah sur l'unité africaine ne lui est pas parvenu comme un don des muses.

Le panafricanisme et le nationalisme de Nkrumah

Lorsque Nkrumah arrive aux Etats-Unis, il se trouve confronté dans le milieu noir à deux courants de pensée. Le plus important soutient que les Noirs américains ont perdu depuis longtemps tout lien avec l'Afrique. De ce point de vue, leur avenir ne peut être envisagé qu'en devenant tellement américains dans leurs idées ou dans leurs ambitions, que les Américains les acceptent comme des citoyens à part entière. C'est un peu ce que devait penser Booker T. Washington.

La seconde école de pensée a une vision opposée. Edward Wilmot Blyden, Henry

157 ibidem

158 ibidem

159 Ibidem

Sylvester Williams, Marcus Garvey, et enfin plus proche de lui, W.E.B. Du Bois et George Padmore défendent depuis longtemps l'idée que le peuple noir d'Amérique peut pleinement se réaliser s'il accepte son héritage africain. Il doit être fier de l'Afrique et de son histoire. Il est important d'enseigner et d'apprendre cette histoire et de la mettre au service de l'émancipation du Noir. C'est ce courant de pensée, le panafricanisme, qui va influencer Nkrumah. A la fin des années soixante, Nkrumah écrit: « *Le travail des premiers pionniers du panafricanisme comme H. Sylvester William, le Dr W.E.B. Du Bois et George Padmore, parmi lesquels aucun ne naquit en Afrique, est devenu une partie importante de l'histoire de l'Afrique. Il est significatif que deux d'entre eux, le Dr Du Bois et George Padmore vinrent vivre, sur mon invitation, au Ghana. Le Dr Du Bois mourut, comme il le souhaitait, sur le sol africain, tandis qu'il travaillait sur l'Encyclopedia africana à Accra. George Padmore devint mon conseiller pour les affaires africaines, et passa les dernières années de sa vie au Ghana à soutenir la lutte révolutionnaire pour l'unité et le socialisme africains.* »¹⁶⁰

On le voit, par ces propos, Nkrumah se proclame héritier privilégié d'un mouvement qui a débuté bien avant son arrivée en territoire américain. Nous disons à dessein « héritier privilégié » parce que Nkrumah ne va pas se borner à hériter, mais va réunir des éléments épars dans ce dont il hérite. La plupart des panafricanistes américains s'étaient déjà rendu compte que la « réhabilitation de l'homme noir » ne pourrait pas se faire complètement sans libération de l'Afrique. L'anticolonialisme était, au moins implicitement ou inconsciemment, présent chez tout le monde. Garvey avait avancé l'idée d'Unité Africaine, Du Bois avait manifesté ouvertement son choix pour le socialisme. Nkrumah, lui, cherchera le renouveau du Noir africain dans la liberté (ce qui implique la fin du colonialisme), l'unité et le socialisme.

L'influence de Marcus Garvey

Dans sa thèse de doctorat d'Etat ès-Lettres et Sciences humaines, F. Chindji-Kouleu, a montré que Nkrumah s'est intéressé particulièrement à la philosophie de Garvey. « *A plusieurs reprises, écrit-il, Nkrumah nous rappelle que Philosophie et Opinions de Marcus Garvey était son livre de chevet* »¹⁶¹. Nkrumah lui-même dans son autobiographie fait référence à l'influence que les écrits de Garvey ont exercée sur lui pendant ses années de formation aux Etats-Unis. « *Je crois que de toute la littérature que j'ai étudiée, le livre qui m'a le plus enthousiasmé est Philosophy and opinions de Marcus Garvey publié en 1923. Garvey avec sa philosophie de « l'Afrique aux Africains » et son mouvement « Retour en Afrique », a beaucoup influencé les Nègres d'Amérique dans les années 1920... Malheureusement je n'ai jamais rencontré Garvey, parce qu'il a été expulsé avant mon arrivée en Amérique.* »¹⁶²

Pourquoi a-t-il tant aimé ce livre? L'unité en est le thème central, bien entendu. Garvey, même mégalomane et mystificateur, fit beaucoup pour conscientiser les Afro-américains sur leur situation d'exploités. Citoyens d'un pays libre, ils continuent d'être traités comme des esclaves. Dans son manifeste, il insiste sur la désunion qui existe entre les peuples de race noire, et les invite à souscrire à un programme commun. L'idée centrale est foncièrement nationaliste. Il s'agit de ramener au bercail les Noirs Américains. Le Slogan « *L'Afrique aux Africains* » était de nature à réveiller beaucoup d'Afro-Américains et à attiser leur flamme nationaliste. Nul doute que ce principe a donné à réfléchir à Nkrumah à un moment où peu d'intellectuels Africains pouvaient s'imaginer que leur continent pourrait un jour leur appartenir.

En ce sens, Henri Brunschwig a raison de dire que « *La principale source du nationalisme africain contemporain vient d'Amérique.* »¹⁶³ Comme on le voit, il s'agit

160 Kwame Nkrumah, *The Struggle continue*, London, Panaf Book Ltd, 1981, p. 34

161 F. Chindji-Kouleu, op. cit., p. 171.

162 Kwame Nkrumah cité par Laronce Cécile, op. cit., p. 25

163 Henry Brunschwig, *L'Avènement de l'Afrique noire du XIXe siècle à nos jours*, Paris, P.U.F, 1963, p. 245.

notamment de l'idée du panafricanisme. Cette idée constitue l'essentiel de la thèse défendue par George Padmore dans *Panafricanisme ou communisme* ?¹⁶⁴ publié en 1960. Plus tard, évoquant la politique africaine de Kwame Nkrumah devenu président du Ghana, Sindjoun Pokam écrit : « *Le projet politique de Nkrumah est le même que celui animé et défendu par Marcus Garvey* »¹⁶⁵

N'en déplaise à Sindjoun Pokam, pour affirmer cela, il faut oublier un « petit » détail : Nkrumah n'a jamais partagé le racisme de Garvey, dont nous avons d'ailleurs remarqué au passage qu'il était un trait plutôt antillais qu'américain. Pour le Jamaïcain Garvey, l'échelle sociale se confond avec l'échelle des couleurs de peau. Le fait d'être noir lui interdirait donc toute réussite sociale. Or, il y aspire : sa mégalomanie sent le « nouveau riche » et ce sont des malversations financières qui amèneront sa chute (entre 1920 et 1925, c'est-à-dire à une époque où « réussir à tous prix » s'interprétait de façon très large dans une Amérique vivant une des périodes les plus corrompues¹⁶⁶ de son histoire). A sa manière, il a « confondu lutte des classes et luttes de places » et sa manière, c'était de retourner l'échelle des couleurs. Nkrumah, qui écrira aussi une *Lutte des classes en Afrique*, ne fait pas de ces confusions et, apostrophé, plus tard, au sujet de ses nombreux collaborateurs métis ou blancs, il répondait « *I am a panafricanist, a socialist, and... I am colourblind*¹⁶⁷ ».

Que peut avoir retenu Nkrumah du garveyisme ? La plus grande influence exercée sur lui par les écrits de Marcus Garvey a été le panafricanisme inflexible. Comme le note Jean Ziegler : « *Garvey devait rester pour lui un maître à penser; sa conception du panafricanisme détermine aujourd'hui encore la plupart des vues de Nkrumah sur ce sujet.* »¹⁶⁸ Il aurait toutefois dû préciser : « l'ampleur de la conception de Garvey ». Sur la question du racisme, il est au contraire proche de Du Bois ou Padmore.

Dans son livre *Les fondements économiques et culturels d'un Etat Fédéral d'Afrique Noire*, en 1960, C.A. Diop soutint la thèse d'un Etat fédéral, alors qu'il démontre parallèlement qu'il existe une unité culturelle de toute l'Afrique noire. Déjà en 1946, dans *Alerte sous les tropiques*¹⁶⁹, il posait le problème de l'unité africaine.

On peut alors se demander pourquoi les autres leaders négro-africains n'ont pas eu la même position que l'auteur de *L'Afrique doit s'unir* ? A la première réunion de l'Organisation de l'Unité Africaine, à Addis-Abéba, en mai 1963, certains parlaient timidement, sans trop y croire, des regroupements régionaux. D'emblée Nkrumah était pour un gouvernement supranational, continental.

Dans le sens de l'union politique, on peut dire que les deux hommes ont mené un même combat. Marcus Garvey proposa pour faire opposition à la Maison Blanche, la création d'une « *Maison Noire où un nègre élu aurait durant quatre années préside aux destinées de ses semblables des Etats-Unis.* »¹⁷⁰

Il est donc clair que l'idée d'unité chez Nkrumah a été renforcée par la lecture des textes

164 Certains auteurs entre autres Cécile Laronce, George Padmore, ont estimé qu'une différence nette oppose entre eux le panafricanisme et le mouvement inspiré par Marcus Garvey. Leur argument est qu'à l'origine, le panafricanisme n'avait pas été conçu comme un mouvement pour le retour en Afrique, mais plutôt comme une dynamique de philosophie politique. Il constitue un guide pour l'action des Africains en Afrique qui travaillent aux fondements des organisations de libération nationale.

165 Sindjoun Pokam, Recherche sur les aspects idéologiques du concept de Nation dans l'Afrique contemporaine, Thèse FLSH, Paris, Université Paris X, Nanterre, 1977, p. 173.

166 Pour rappel, la Prohibition s'étendit de 1919 à 1933.

167 « Je suis panafricain, socialiste et... daltonien ». Mais, en anglais, le mot « daltonien » se traduit par « aveugle aux couleurs », ce qui est plus explicite qu'en français.

168 Jean Ziegler, Sociologie de la nouvelle Afrique, Paris, Gallimard, 1964, p. 84.

169 Ouvrage posthume publié aux éditions Présence Africaine, en 1990

170 Philippe Decraene, *Le panafricanisme*, Paris, P.U.F, 1959, p. 16.

de Marcus Garvey alors qu'il était sur les bancs des universités américaines. Les propos de Lassiné Kaba semblent légitimer cette position. « *Nkrumah prend conscience du rêve de l'unité, sur les bancs de l'université, dans les cafés et dans les églises des ghettos noirs de Philadelphie et de New-York* (...) »¹⁷¹

Cette prise de position fait partie des influences qu'il rencontre pendant ses années de formation aux Etats-Unis. Fortement influencé par les idées du panafricanisme, il commence à développer sa foi dans l'unité du peuple noir. Les conférences panafricaines qui s'ouvrent sur le sol américain et londonien lui donnent l'occasion de mettre en application les lectures qu'il a faite de *Philosophy and opinions* de Marcus Garvey et des autres théoriciens de ce mouvement. Ce qui renforce son enthousiasme pour l'émancipation et l'unité de l'Afrique.

L'influence du Congrès panafricain de Manchester

Par delà les Congrès qui l'ont précédé, les historiens sont unanimes sur l'importance du Congrès panafricain de Manchester tenu en 1945, tant pour le nationalisme africain que pour la formation idéologique de Nkrumah.¹⁷²

Pourquoi ce Congrès est-il si important à leurs yeux ? Quel est son apport au rêve d'unité chez Nkrumah ?

Plusieurs raisons ont été évoquées. On insiste d'abord sur le nombre important des délégués venus des quatre coins du monde.¹⁷³ Dans *Africa must unite* Nkrumah précise que ce congrès rassembla plus de 200 délégués venus du monde entier. « *The Congress was attended by more than two hundred delegates from all over the world* »¹⁷⁴

Mais sur ce point, ce n'est pas tant la quantité des hommes qui est le plus remarquable. Ni leur origine, même si on note une présence massive de délégués africains issus pour la majorité de milieux ouvriers, syndicaux, agricoles et étudiantins. Le plus important, de l'avis de Kwame Nkrumah qui a pris une part active à l'organisation de ce Congrès aux côtés de George Padmore, « *c'est que pour la première fois, les délégués qui y participaient étaient des hommes d'action d'un tour d'esprit pratique et non pas comme aux quatre occasions précédentes, de simples idéalistes se contentant de rédiger des thèses, mais tout à fait incapables ou peu disposés à jouer un rôle actif pour la solution du problème africain.* »¹⁷⁵

Ce congrès se tint au bon moment, à la fin de la seconde guerre mondiale, quand la flamme du nationalisme africain avait besoin d'être attisée. Il est utile de souligner qu'à cette époque, les délégués africains, pour ne mettre l'accent que sur ceux-là, étaient déjà des intellectuels mûrs, avec des idées bien arrêtées. C'est pourquoi leurs aspirations ont porté vers la solution immédiate des problèmes africains et non vers la naissance de nouvelles doctrines. En ce sens, Nkrumah est à l'aise quand il déclare que « *ce fut ce cinquième Congrès panafricain, qui fournit une issue au nationalisme africain et provoqua la prise de conscience politique parmi les Africains.* »¹⁷⁶

171 Lassiné Kaba, op. cit., p. 14.

172 A l'exception de Lassiné Kaba qui stipule que le premier Congrès panafricain, à l'initiative de l'avocat H. Sylvester Williams date de 1900 à Londres, les théoriciens et autres spécialistes du panafricanisme inscrivent l'acte de naissance des Congrès panafricains en 1919 à Paris. De cette façon, le Congrès de Manchester devient le cinquième Congrès panafricain après ceux de Londres (1921), Lisbonne (1923) et New-York (1927).

173 Sur la participation des délégués Africains, il importe de souligner avec Marianne Cornevin que c'est à ce Congrès que les intellectuels africains de langue française prennent réellement contact avec le mouvement panafricain. Avant la guerre, ces derniers étaient regroupés autour du mouvement de la négritude. L'arrivée des intellectuels francophones permet au mouvement panafricain de prendre un caractère africain ou négro-africain selon les termes de M. Cornevin. Ce qui rajoute à son importance. Marianne Cornevin, op. cit., p. 13.

174 Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 134.

175 Kwame Nkrumah, cité par F. Chindji-Kouleu, op. cit., p. 85

176 Ibidem., p. 182.

Mais ce n'est pas là la raison essentielle de l'importance de ce Congrès, si l'on s'en tient en tout cas aux divergences d'opinions des intellectuels africains sur la façon dont devaient être traités les problèmes du continent. Est-il besoin de rappeler les querelles intestines qui ont nourri la plupart de leurs organisations alors qu'ils étaient encore jeunes étudiants aux Etats-Unis et dans d'autres universités d'Europe ? Nkrumah a dit, à son entrée dans *l'African Students Association of the United States and Canada*; que cette association, manquant d'organisation, n'était pas assez forte pour mener à bien quoi que ce soit de façon efficace. En plus du manque d'organisation, il a souligné le manque d'unité parmi ses membres.

A cette époque donc, Nkrumah avait pris conscience de l'importance de « l'organisation » et de « l'unité » au sein d'un mouvement de libération nationale. Pour qu'un mouvement de libération puisse être efficace, il lui fallait satisfaire à ce préalable: être un mouvement bien organisé et uni. C'est par le binôme organisation/unité qu'il avait donné son rayonnement à *l'African Students Association of the United States and Canada* dont il tint la présidence en 1942. Et c'est cette thèse qui a été adoptée par les congressistes à Manchester. « *For the first time the necessity for well-organized, firmly-knit movements as a primary condition for the success of the national liberation struggle in Africa was stressed* »¹⁷⁷

Sur ce point, un autre élément non moins important souligne l'importance de ce congrès et son impact dans la pensée de Nkrumah. S'ils sont unanimes sur la force des résolutions qui ont été prises à l'issue des travaux, les chercheurs ont des interprétations contradictoires, au gré de leurs propres travaux, sur les thèmes fondamentaux desdites résolutions. Ainsi F. Chindji-Koulevu pense que la libération immédiate de l'Afrique constitue le but essentiel du programme adopté par les congressistes. Il affirme: « *Son importance pour la liberté du peuple africain n'est plus à démontrer* »¹⁷⁸

Lansiné Kaba relativise cette affirmation en mettant en avant d'autres éléments comme la condamnation du capitalisme et l'adoption du socialisme comme philosophie du panafricanisme. Voici ce qu'il dit: « *Dans ce document, les congressistes affirment à la détermination des peuples colonisés d'obtenir leur liberté* » et condamnent « *le monopole du capital privé et l'emploi des richesses à des fins personnelles* ». Les résolutions portent sur: « *l'impératif de réaliser le slogan " L'Afrique aux Africains " ; le besoin de créer les Etats-Unis d'Afrique et de développer le nationalisme au lieu du tribalisme* »¹⁷⁹

Sur ces bases, l'idéologie va en quelque sorte se dévoiler progressivement, ce que Padmore appelle « *le panafricanisme (dans) sa majorité et le panafricanisme en action* »¹⁸⁰ ()

A ses yeux, la conférence de Manchester posa en fait les bases du « *nkrumaïsme* », non seulement en raison du rôle d'organisateur et de concepteur des résolutions joué par Nkrumah, mais parce que, rompant avec « *la dépendance intellectuelle et organisationnelle* » des Africains par rapport à « *leurs soi-disant amis européens de gauche* », elle avait adopté le principe selon lequel « *ce sera seulement par l'unité politique et économique de toute l'Afrique qu'on pourra déraciner l'héritage de la domination coloniale européenne* ». Mais, il y eut encore davantage dans cette rencontre sur plusieurs plans. D'abord, par « *son caractère plébéien* », la conférence scella « *l'alliance entre les intellectuels progressistes de la classe moyenne et les gens du peuple (...) provenant des rangs des mouvements politiques, ouvriers et agricoles, aussi bien que des milieux d'étudiants à l'esprit nationaliste* »¹⁸¹: ainsi se trouvait assuré le basculement définitif du centre de gravité du panafricanisme vers le continent

¹⁷⁷ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, p. 134

¹⁷⁸ F. Chindji-Koulevu, op. cit., p. 182.

¹⁷⁹ Lansiné Kaba, op. cit., p. 52.

¹⁸⁰ Padmore, 1955, pp. 161-194

¹⁸¹ Ibid., p. 172

africain en même temps qu'était posée la question, jusqu'alors éludée et sur laquelle Nkrumah allait revenir dans ses années d'exil à Conakry, de l'existence des classes sociales en Afrique et de l'attitude de ces classes par rapport aux objectifs de l'émancipation et de l'unification de l'Afrique. La conférence formula par ailleurs un certain nombre de thèses intellectuelles et politiques appelées à constituer le fonds de l'idéologie panafricaine : celle de « *la régression au lieu du progrès* » de l'Afrique « *depuis l'avènement des nations d'Europe* » sur le continent ; celle du « *caractère démocratique des institutions indigènes des peuples d'Afrique broyé par des lois et ordonnances odieuses et oppressives, et remplacé par des systèmes autocratiques de gouvernement opposés aux vœux des peuples africains* » ; celle des « *divisions artificielles et (des) frontières territoriales créées par les puissances impérialistes (...) en vue de faire obstruction à l'unité politique* » des peuples africains ; enfin, celle selon laquelle l'industrialisation de l'Afrique et son développement économique était impossible dans le cadre du colonialisme : ainsi « *l'indépendance complète et absolue (était) l'unique solution du présent problème* ». En abordant aussi, pour la première fois, les problèmes de la *totalité du continent africain*, la conférence sut faire l'accord sur « *un programme d'action du nationalisme africain* », combinant des « *objectifs limités* » (la marche vers l'autonomie et l'indépendance) et « *une perspective large*¹⁸² » (l'unité continentale)

Cependant, elle posa aussi de la manière la plus claire une question sur laquelle Nkrumah, fort de la nouvelle expérience acquise, allait revenir une vingtaine d'années plus tard, celle de la violence : « *Les délégués croient à la paix. Comment pourrait-il en être autrement quand, pendant des siècles, les peuples africains ont été les victimes de la violence et de l'esclavage ? Cependant, si le monde occidental est encore déterminé à gouverner l'humanité par la force, alors les Africains, en dernier ressort, pourraient être obligés de faire appel à la force dans l'effort qu'ils déploient pour conquérir la liberté, même si la force doit les détruire, eux et le monde (...) Nous accueillons favorablement la démocratie économique comme la seule démocratie réelle (...) Nous voulons lutter de toutes les manières possibles pour la liberté, la démocratie et l'amélioration sociale.*¹⁸³ »

Il est important de souligner qu'à la fin de leurs travaux, les congressistes ont adopté deux communiqués. Un, adressé aux peuples colonisés et parallèlement, un autre adressé aux puissances coloniales. Que retenir de ces deux textes ? Selon le propre témoignage de Nkrumah qui a participé à leur rédaction, le but essentiel était le même : l'indépendance nationale menant à l'unité africaine. C'est ce qu'on peut comprendre de cette phrase extraite d'*Africa must unite* : « *The fundamental purpose was identical: national independence leading to African unity* »¹⁸⁴

On le voit, la liberté et l'unité, les deux thèmes chers à Nkrumah ont constitué les temps forts des débats. Les congressistes ont adopté l'unité comme une nécessité pour le succès de la lutte de libération. En le faisant, ils reconnaissent que le problème du nationalisme africain réside dans son manque d'unité. Le Congrès de Manchester a le mérite de corriger cette erreur, et mieux, de se dresser sur un programme qui recherche l'indépendance de l'Afrique dans l'unité. Cet ultime point, nous le verrons, va influencer toute la politique africaine de Kwame Nkrumah quand il prendra le commandement du Ghana indépendant. Le Congrès de Manchester enfin, a aiguisé, chez Nkrumah, le sens de l'unité.

Le retour au pays, la lutte continue

Après 12 ans d'absence, Kwame Nkrumah retrouve son pays le 10 décembre 1947. Il retrouve un pays encore sous forte domination britannique, mais un pays résistant de plus en plus à la puissance coloniale.

¹⁸² Nkrumah, *Africa Must Unite*, p. 162

¹⁸³ Padmore, G., 1955, pp. 178-179

¹⁸⁴ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 135

Une forte répression était en cours, les Britanniques voulant tuer dans l'œuf toute velléité d'indépendance : les grèves furent interdites, certains responsables politiques furent exilés de force, et les responsables britanniques suspectés de sympathie avec les indépendantistes perdirent leur poste.

Nkrumah devint rapidement le Secrétaire Général du principal parti *United Gold Coast Convention* (UGCC) dirigé par J.B. Danquah, et commença rapidement un tour du pays qui lui permettra de révéler ses talents d'orateur, et de montrer sa puissante rhétorique, tout en lui permettant de prendre le pouls du pays, et de sentir que ce dernier commence à rêver de plus en plus d'indépendance et d'auto-détermination. Il met sur pied une campagne pacifiste, destinée à mettre en difficultés l'administration britannique. Au programme, boycott des produits européens, grèves de plus en plus fréquentes, ralentissement de l'économie.

Le 28 Février 1948 marquera un tournant de l'histoire d'un pays où rien ne sera plus comme avant.

D'anciens militaires manifestaient pacifiquement, et surtout sans leurs armes, quand l'armée anglaise ouvrit le feu. 63 d'entre eux furent tués ou gravement blessés. 5 jours d'émeutes conduisirent l'administration britannique à décréter l'état d'urgence et à emprisonner tout l'état-major de l'UGCC, dont Kwame Nkrumah. Il restera en prison jusqu'en 1951. Le calme ne revint pas totalement, et sous la pression, l'Angleterre dut mettre sur pied un plan qui devait ultimement conduire le pays à l'indépendance.

Dans le même temps, selon certaines sources, convaincu que l'UGCC ne comprenait pas totalement sa vision, Nkrumah démissionna de ce parti pour fonder le *CPP* ou *Convention Peoples Party*. D'après d'autres sources, il en fut exclu pour avoir mené une campagne de désobéissance civile. Il est probable que ces deux affirmations sont vraies en même temps. L'UGCC, fondée par un avocat, était un parti représentant avant tout les « évolués » de la bourgeoisie urbaine et ne se souciait pas de créer un mouvement de masse. Ils s'en souciaient d'autant moins que le « boom » du cacao enrichissait les campagnes où apparaissait une classe rurale aisée qui leur faisait concurrence. De plus, les méthodes d'action de Nkrumah : manifestations populaires massives et désobéissance civile, n'avaient guère eu leur sympathie. Ce fut vraisemblablement un « divorce politique par consentement mutuel ».

Quand des municipales furent organisées en 1950, bien qu'emprisonné cette année là, Nkrumah connut un grand succès puisque son parti gagna avec 22.780 voix sur 23.122 votants. Libéré en 1951, Nkrumah continua la lutte pour l'indépendance, et progressivement l'Angleterre lâcha prise. En 1951, les autorités britanniques organisent des élections législatives qui sont remportées par le CPP. Nkrumah, libéré, est alors nommé Premier ministre le 5 mars 1952 et collabore étroitement avec les autorités britanniques. Se basant sur la politique d'« *Africanisation de l'administration, de panafricanisme et d'anticommunisme* »¹⁸⁵, il décide de développer les infrastructures de son pays grâce aux excédants de l'Office de commercialisation du cacao. Ainsi, le domaine de l'éducation et celui de la santé enregistrent de véritables progrès. Après les élections législatives de 1956, le CPP remporte les trois quarts des sièges. Nkrumah, fort de son succès, oblige alors le Royaume-Uni à concéder l'indépendance,

Le 18 Novembre 1956 une date est trouvée pour l'indépendance, et celle-ci sera effective le 06 Mars 1957.

Accra 58, apothéose et chant du cygne

Avec des gens comme Nkrumah, Senghor ou Azikiwe, nous franchissons la ligne qui

¹⁸⁵ AMIN Samir. Article "Ghana". In Encyclopédia Universalis. Edition 1999

sépare l'Afrique colonisée de l'Afrique indépendante. Cela veut dire aussi que nous passons la frontière entre la théorie et la pratique.

Jusque là, les panafricanistes dont nous avons parlé ont été des penseurs et même quand il y eut des mouvements de masse autour de leurs idées, ce furent des mouvements d'opinion. On pouvait alors dire des idéalistes panafricains ce que l'on dit de tous les théoriciens : « *Leur pensée a les mains propres, parce qu'elle n'a pas de mains* ». Une pensée politique doit être mise en pratique par l'exercice du pouvoir. Nous atteignons à présent la partie de l'histoire où, précisément, les panafricanistes ont exercé le pouvoir. Et la politique ressemble toujours un peu à la cuisine : elle a ses poubelles. Les idéalistes sincères ne sont pas à l'abri de l'erreur. Et quand une idéologie s'avère « rentable », parce qu'elle est populaire, enthousiasmante et mobilisatrice, toute une série de personnages peu appétissants ne manquent pas de l'invoquer à l'appui d'actes politiques qui n'ont plus rien à voir avec un idéalisme quelconque. Dès le premier jour des indépendances, il y aura désormais dans la politique africaine de « sales coups » justifiés par des prétextes panafricains. Encore une fois, c'est le sort de toutes les idéologies, et Padmore, Garvey ou Du Bois ne sont pas plus responsables des coups fourrés dont leur idéal a été le prétexte, que Jésus-Christ n'est responsable des bûchers de l'Inquisition ou Karl Marx, des errements de la politique soviétique.

Il y a peu d'hommes qui se soient trouvés « à cheval » sur les deux situations, d'avoir été des figures importantes du mouvement panafricain avant les années '60, et de jouer également un rôle de premier plan ensuite, dans la politique des états africains indépendant. Certes, on a considéré à juste titre que le mouvement panafricain avait été la pépinière des leaders nationalistes africains mais, précisément, ce fut une pépinière : les arbustes furent transplantés très petits en un terreau plus prometteur. Dans l'autre sens, le *back to Africa* n'eut guère de succès. On vit peu de personnalités noires du Nouveau Monde regagner la terre des Ancêtres. Du Bois et Padmore devront à l'amitié de Nkrumah de finir leur vie en Afrique, sur le sol d'un état noir indépendant. C'est un beau geste qui montre Nkrumah sous un jour très sympathique, mais il ne put faire plus que d'offrir à deux vieillards l'occasion de mourir heureux. Le symbole était magnifique, mais ce n'était qu'un symbole. Plus significatif même s'il fut plus humble, fut le rôle joué par la diaspora antillaise, pour fournir des cadres (enseignants, médecins...) à de jeunes états africains en difficulté, notamment à la RDCongo¹⁸⁶. Il faudrait y rattacher aussi l'appui fourni plus tard par Cuba à la consolidation des ex-colonies portugaises. Cette action, très généralement vue comme un épisode de plus dans la confrontation Est-Ouest, devrait être vu sous son véritable éclairage, qui est panafricain.

Quand aux afro-américain, s'ils puisèrent un regain de fierté dans le fait qu'il y avait désormais en Afrique des états dirigés par des Noirs, il leur restait beaucoup de choses à achever sur le plan de la discrimination raciale et des droits civiques. Ils opérèrent donc une sorte de « recentrage » ou de « retour aux sources » sur la problématique qui leur était propre.

Si l'on cherche des personnalités de premier plan, qui l'ont été à la fois dans le mouvement panafricain des années '30 et '40 et dans l'Afrique des indépendances, dans les années '50 et '60, on ne trouve guère que Kwame Nkrumah et Léopold Sedar Senghor.

Nkrumah retourne en Afrique en 1947 et devient secrétaire général du parti indépendantiste, l'UGCC (United Gold Coast Convention). Il quitte l'UGCC pour fonder un autre parti : le Convention People's Party (CPP). Réclamant l'indépendance, Nkrumah appelle

¹⁸⁶ Lorsque le Congo, malgré sa très grande pauvreté, décida de débloquer des fonds pour aider Haïti, après le tremblement de terre de 2010, beaucoup de Congolais admirent qu'il fallait « renvoyer l'ascenseur » compte tenu de l'aide très importante des enseignants haïtiens au maintien des écoles du Congo dans les premières années de l'indépendance.

au boycott et à la désobéissance civile, ce qui lui vaut d'être emprisonné par les autorités britanniques jusqu'en 1951. Cette même année, les autorités britanniques organisent des élections législatives qui sont remportées par le CPP. Nkrumah, libéré, est alors nommé Premier ministre

Le 6 mars 1957. La Gold Coast devient ainsi la première colonie à obtenir son indépendance après le Soudan (1956). Il se marie fin 1957 avec Fatiha Rizk, une copte égyptienne¹⁸⁷. Le jour même de l'indépendance, Nkrumah décide d'abandonner le nom colonial du pays au profit de l'actuel, en hommage à l'Empire du Ghana¹⁸⁸. Tout en demeurant dans le Commonwealth, le Ghana de Nkrumah devient, le 1er juillet 1960, une république.

En 1958, Kwameh Nkrumah est donc au sommet de sa carrière. Il a fait reculer le colonialisme et s'attaque, sans désespérer, au second versant de son panafricanisme : l'unité africaine. Les conférences d'Accra en 1958 (il y en eut deux, cette année-là, l'une au milieu de l'année, rassemblant les états indépendants d'Afrique, l'autre à la fin de l'année, dite « conférence des peuples ») et le mouvement panafricain dont elles étaient l'expression, ne pouvaient manquer d'influencer l'évolution du reste de l'Afrique, notamment du Congo belge. Ne fût-ce que parce qu'elles eurent un impact important sur l'esprit d'un homme-clé : Patrice Lumumba, et par là sur son parti et sur l'ensemble des organisations congolaises qui allaient constituer ce que l'on appellerait bientôt le camp « nationaliste ». N'oublions pas qu'à l'origine des « émeutes du 4 janvier 59 », il y a une réunion qui devait être, précisément, une « restitution » d'Accra. D'autre part, c'est à partir d'Accra – et en partie contre Accra – que vont se structurer les organismes internationaux africains, notamment l'OUA, qui jouèrent un rôle important dans les années troubles des jeunes indépendances africaines.

Accra tourne avant tout autour de deux idées : le panafricanisme, c'est à dire le mouvement d'émancipation de l'homme noir, et l'unité africaine. Rappelons que la revue *Présence africaine* créée par Alioune Diop à Paris dans la perspective panafricaine avait organisé deux conférences panafricaines respectivement en 1956 à la Sorbonne, à Paris, et en 1959 à Rome, en Italie. Le congrès constitutif du PRA (Parti du Regroupement Africain) du 25 au 27 juillet 1958 à Cotonou avait à son tour encouragé les initiatives d'union et de regroupement en Afrique, en engageant la lutte pour l'indépendance des États africains et en préconisant une Fédération multinationale des peuples libres et égaux basée sur la solidarité panafricaine.

Les slogans du Congrès « *Indépendance immédiate* », « *Etats-Unis d'Afrique* » en disent assez long sur les engagements panafricanistes en Afrique. Mais l'enlèvement des tensions nées de la guerre froide, l'opposition entre les fédéralistes et les antifédéralistes, les contradictions idéologiques entre l'Afrique modérée et l'Afrique progressiste, notamment entre le RDA et le PRA, et enfin les accessions à l'indépendance en ordre dispersé présageaient d'ores et déjà l'effritement du panafricanisme en Afrique. Pour cause, l'absence du RDA à la conférence panafricaine d'Accra, la faible représentation de l'AOF à cette conférence confirmaient déjà les divergences sur les modes et les méthodes de regroupement en Afrique¹⁸⁹.

Cette situation, où une partie importante de l'Afrique de l'Ouest (l'AOF) pouvait donner

¹⁸⁷ Sans sous-estimer les charmes de Mme Nkrumah, ce mariage était surtout politique. Les Rizk étaient de fidèles nassériens, et le fils du couple sera prénommé Gamal, comme Nasser.

¹⁸⁸ L'empire du Ghana (de ghana, « roi guerrier »), qui a existé de 750 environ à 1240, a constitué l'un des grands empires d'Afrique noire connus, s'étendant du moyen Sénégal à la région de l'actuelle Tombouctou. Désigné par ses habitants comme l'Empire Wagadou, il se fit connaître en Europe et en Arabie comme l'Empire du Ghana. Le royaume du Ghana s'est constitué au VIII^e siècle avec l'exportation d'or et de sel, important pour la conservation des aliments. Cette référence à l'or est le seul point commun avec la Gold Cost, car, géographiquement, le Wagadou ou Ghana se situait plutôt au Mali et au Burkina Faso.

¹⁸⁹ Revue française d'études politiques africaines, no 37, janvier 1967, p. 73.

l'impression d'une « bouderie » francophone amena bien sûr organisateurs et commentateurs à souligner que des représentants du plus grand pays francophone d'Afrique : le Congo belge, étaient présents. Une publicité qui ne fera aucun bien ni à l'Abako, ni au MNC, dans leurs relations avec le pouvoir colonial !

Voici la conclusion du discours prononcé, à cette occasion, par Patrice Lumumba :
« Cette conférence historique, qui nous met en contact avec l'expérience de personnalités politiques de tous les pays africains et de partout dans le monde, nous révèle une chose: malgré les frontières qui nous séparent, en dépit de nos différences ethniques, nous avons la même conscience, la même âme plongé jour et nuit dans l'angoisse, le même désir impatient de faire ce continent africain un continent libre et heureux débarrassé de l'agitation et de la peur et de toute espèce de domination colonialiste.

« Nous sommes particulièrement heureux de voir que cette conférence s'est fixé comme objectif la lutte contre tous les facteurs internes et externes qui se dressent sur le chemin de l'émancipation de nos pays respectifs et de l'unification de l'Afrique. Parmi ces facteurs, les plus importantes sont le colonialisme, l'impérialisme, le tribalisme et le séparatisme religieux, qui nuisent gravement à l'épanouissement d'une société harmonieuse et fraternelle des pays africains.

« C'est pourquoi nous crions avec passion avec tous les délégués: A bas le colonialisme et l'impérialisme! A bas le racisme et le tribalisme! »¹⁹⁰

Dire qu'Accra est un sommet est une affirmation à double face. C'est dire que Nkrumah est alors à son apogée, mais aussi qu'aussitôt après s'amorce la descente... Disons en bref que c'est le moment où Nkrumah atteint un de ses objectifs : l'indépendance du Ghana et que cela met sa gloire à son comble. Mais l'indépendance réelle, pour lui, doit être celle d'une Afrique unie et socialiste, qu'il ne parviendra pas à mettre sur pieds, cependant qu'il rencontrera en politique intérieure des échecs qui aboutiront à son renversement par un coup d'état militaire en 1966.

Textes

LA CONFERENCE DES ETATS INDEPENDANTS D'AFRIQUE¹⁹¹ : ACCRA, 15 AVRIL 1958

Déclaration finale

Nous, Etats africains réunis ici à Accra, en cette première Conférence, conscients de nos responsabilités envers l'humanité et notamment envers les peuples d'Afrique, et désireux d'affirmer notre Personnalité africaine dans la paix, proclamons et réaffirmons solennellement notre totale adhésion à la Charte des Nations Unies, la Déclaration des Droits de l'Homme et la Déclaration de la Conférence Asiatiques- Africains tenue à Bandung. Nous affirmons également et proclamons l'unité en notre sein, notre solidarité avec les peuples dépendants d'Afrique ainsi que notre amitié à toutes les nations. Nous nous engageons à préserver l'unité des objectifs et des actions, une unité que nous avons réussie à cultiver en nous, à cette conférence historique, en ce qui concerne les questions internationales ; à sauvegarder notre indépendance âprement disputée, la souveraineté et l'intégrité territoriale ; et à préserver en notre sein, une vision commune sur la politique étrangère, afin qu'une Personnalité africaine distincte joue son rôle, en coopération avec des nations éprises de paix en vue de promouvoir la cause de la paix. Nous nous engageons à faire tous les efforts nécessaires pour éviter d'être impliqués dans

¹⁹⁰ Jean Van Lierde ed., *Lumumba Speaks: The Speeches and Writings of Patrice Lumumba, 1958-1961* (Boston: Little, Brown and Company, 1972).

¹⁹¹ Source : Langley, op. cit., pp. 765 -775

toute action qui puisse conduire nos pays à dans des situations troubles au détriment de nos intérêts et de notre liberté ; à reconnaître le droit des peuples africains à l'indépendance et à l'auto-détermination ; et à prendre les mesures appropriées pour accélérer l'acquisition de ces droits ; à affirmer que le droit du peuple algérien à l'indépendance et à l'auto-détermination et à faire tous les efforts possibles pour accélérer son accession à l'indépendance ; à extirper à jamais et où qu'il puisse se trouver, le mal que constitue la discrimination raciale sous toutes ses formes ; à dissuader les grandes puissances à poursuivre la production et les tests des armes nucléaires et thermonucléaires ; à réduire les armes conventionnelles.

De plus, conscients du besoin urgent d'élever le niveau de vie de nos peuples en développant autant que possible les nombreuses ressources de nos terres ; nous nous engageons ici à coordonner notre planification économique à travers des efforts économiques communs et à étudier les potentialités économiques, les possibilités techniques et les problèmes connexes existant dans nos Etats respectifs ; à promouvoir une planification industrielle coordonnée ou bien à travers nos propres efforts individuels et /ou à travers la coopération avec des Agences Spécialisées des Nations Unies ; à prendre des mesures pour accroître le commerce entre les pays en améliorant les moyens de communications entre nos pays respectifs ; à encourager l'investissement de capitaux étrangers et une assistance, pourvu que cette assistance ne compromette pas l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de nos Etats.

Désireux de mobiliser les ressources humaines de nos pays respectifs pour la promotion de nos aspirations sociales et culturelles, nous nous efforcerons de développer et de faciliter les échanges d'enseignants, de professeurs, d'étudiants, d'expositions, de matériel éducatif, culturel et scientifique qui amélioreront les relations culturelles entre les Etats africains. Ces échanges créeront une plus grande connaissance mutuelles à travers des manifestations telles que les festivals de jeunes, les championnats etc. ; Nous nous engageons à encourager et à renforcer les études sur la culture africaine, l'histoire et la géographie dans les institutions d'enseignement de nos Etats ; et à prendre des mesures dans nos pays respectifs pour s'assurer que ces études sont correctement dirigées.

Nous avons mandaté nos Représentants Permanents aux Nations Unies pour être le dispositif permanent chargé de coordonner toutes les questions d'intérêt commun à nos Etats ; d'analyser et de faire des recommandations sur les étapes pratiques pour mettre en oeuvre nos décisions ; et pour préparer le terrain en vue des prochaines conférences.

Fidèles aux obligations et aux responsabilités dont l'histoire nous en fait pionniers, pour l'émancipation complète de l'Afrique, nous affirmons ici notre attachement aux causes que nous avons proclamées.

RESOLUTIONS

1. Concertation sur la politique étrangère

La Conférence des Etats africains indépendants,

Ayant passé en revue tous les aspects de la politique étrangère,

Ayant réalisé l'unanimité sur les objectifs fondamentaux et les principes.

Désireux de mettre en oeuvre une politique étrangère commune avec à l'idée de sauvegarder cette indépendance âprement disputée, la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats participants,

Déplorant la division de la majeure partie du monde en deux blocs antagonistes,

1. Affirme les principes fondamentaux suivants :

A. Une loyauté sans faille et un soutien à la Charte des Nations Unies et le respect des décisions des Nations Unies ;

B. l'adhésion aux principes énoncés à la conférence de Bandung, notamment :

i. respect des droits humains fondamentaux et des objectifs et principes de la Charte des

Nations Unies

- ii. respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les nations
- iii. reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de toutes les nations, petites ou grandes
- iv. non ingérence ou immixtion dans les affaires intérieures d'un autre pays
- v. respect du droit de chaque nation de se défendre individuellement ou collectivement, en conformité avec la Charte des Nations Unies.
- vi. interdiction d'utiliser des accords de défense collective pour servir les intérêts de l'une des grandes Puissances. Interdiction pour un pays d'exercer une pression sur un autre
- vii. s'abstenir de tout acte ou menace d'agression ou l'utilisation de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance d'un autre pays.
- viii. règlement de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques tels que la négociation, la conciliation, l'arbitrage ou le règlement par la justice ainsi que d'autres moyens pacifiques choisis par les deux parties en conformité avec la Charte des Nations Unies.
- ix. promotion de l'intérêt mutuel et de la coopération
- x. respect de la justice et des obligations internationales

2. Affirme sa conviction que tous les gouvernements participants doivent éviter de s'engager dans des actions qui pourraient les impliquer dans des situations troubles au détriment de leur intérêt et de leur liberté ;

3. Considère que tant qu'une unité fondamentale de vue sur la politique étrangère sera préservée, les Etats africains indépendants pourront affirmer une personnalité africaine distincte, qui s'exprimera d'une seule voix pour la cause de la paix en coopération avec les autres nations éprises de paix aux Nations Unies et dans les autres forums internationaux.

2. L'avenir des territoires dépendants d'Afrique

La Conférence des Etats africains indépendants,

Reconnaissant que l'existence du colonialisme dans tous ses aspects, et sous toutes ses formes, constitue une menace pour la sécurité, pour l'indépendance des Etats africains et pour la paix dans le monde,

Considérant que les problèmes et l'avenir des colonies d'Afrique n'incombent pas exclusivement aux Puissances Coloniales mais relève de la responsabilité de tous les membres des Nations Unies et en particulier, des Etats indépendants d'Afrique,
Condamnant catégoriquement tous les systèmes coloniaux encore en vigueur sur le continent et qui imposent au peuple d'Afrique un pouvoir et une répression arbitraires,
Convaincue que chaque colonie doit se fixer une date pour l'accession à l'indépendance conformément à la volonté du peuple de ces territoires et aux dispositions de la Charte des Nations Unies,

1. Recommande aux Puissances tutélaires de respecter la Charte des Nations Unies et de prendre des mesures diligentes pour se conformer aux provisions de la Charte, et aux aspirations politiques du peuple, à savoir, l'autodétermination et l'indépendance, conformément à la volonté du peuple ;
2. recommande aux Puissances tutélaires d'éviter la répression et les règles arbitraires sur ces territoires et de respecter tous les droits de l'Homme conformément à la charte des Nations Unies et la Déclaration des Droits de l'Homme ;
3. recommande aux Puissances tutélaires de mettre immédiatement fin à toute forme de discrimination sur ces territoires ;
4. recommande que tous les Etats participants apportent leur assistance aux peuples colonisés dans leur lutte pour l'autodétermination et l'indépendance ;
5. recommande que les Etats africains Indépendants réunis ici, favorisent l'instruction et la

formation des peuples des territoires dépendants ;

6. Décide que le 15 avril de chaque année sera célébré la journée de la Liberté de l'Afrique

3. La question de l'Algérie

La Conférence des Etats africains indépendants,

Très préoccupée par la guerre qui se poursuit en Algérie et le refus de la France d'accorder au peuple algérien le droit à l'indépendance et à l'autodétermination ; et ce, en dépit des résolutions et des appels des Nations Unies à une restauration rapide de la paix, et

particulièrement les propositions de médiation des présidents marocain et tunisien,

Considérant que la situation actuelle en Algérie constitue une menace pour la paix internationale et à la sécurité de l'Afrique en particulier,

1. Reconnaît le droit du peuple algérien à l'Indépendance et à l'autodétermination

2. déplore l'ampleur des hostilités et le sang versé, conséquences du prolongement de la guerre en Algérie

3. exhorte la France :

(a) à reconnaître le droit du peuple algérien à l'indépendance et à l'autodétermination ;

(b) à Mettre fin aux hostilités et de retirer ses troupes de l'Algérie ;

(c) à entamer des négociations de paix avec le Front de Libération en vue d'aboutir à une solution définitive et juste ;

4. lance un appel à toutes les nations éprises de paix afin qu'elles fassent pression sur la France pour qu'elle adopte une politique qui soit en conformité avec les principes de la Charte des Nations Unies ;

5. lance un appel à tous les amis et alliés de la France afin qu'ils s'abstiennent d'aider la France que ce soit de manière directe ou indirecte dans ses opérations militaires en Algérie ;

6. affirme sa détermination à prendre toutes les dispositions possibles pour accompagner le peuple algérien pour son accession à l'indépendance

7. recommande que les Représentants des nations africaines Indépendantes face un bilan réel de la situation en Algérie et qu'ils sollicitent un soutien pour une solution pacifique et équitable.

A cet effet, elle recommande aux Etats indépendants de trouver les mesures qui peuvent être prises périodiquement et notamment les voies et moyens par lesquels les Etats Indépendants pourraient éclairer l'opinion mondiale sur la situation en Algérie ; y compris à travers une mission cela implique de désigner une mission qui sera chargée de faire le tour des capitales du monde pour s'assurer du soutien des gouvernements.

4. Le Racisme

La Conférence des Etats africains indépendants,

Considérant que les pratiques de discrimination raciale et de ségrégation sont diaboliques et inhumaines,

Profondément convaincue que le racisme est la négation des principes fondamentaux des droits de l'Homme et de la dignité à tel point qu'il est devenu un élément si explosif, et qui répand de plus en plus son influence négative dans quelques régions, qu'il pourrait entraîner notre continent dans la violence et un bain sang,

Prenant note avec dégoût de la récente déclaration faite par le Chef du Gouvernement Sud Africain, lors de sa réélection, disant qu'il poursuivrait des politiques de discrimination et de persécution encore plus intransigeantes contre les personnes de couleur en Afrique du Sud,

1. Condamne partout dans le monde, les pratiques de la discrimination raciale et de ségrégation sous toutes ses formes, notamment dans l'Union Sud Africaine, dans la Fédération de l'Afrique Centrale, au Kenya et dans les autres régions d'Afrique ;

2. Lance un appel aux structures religieuses et aux leaders spirituels du monde à soutenir tous les efforts visant l'éradication du racisme et de la ségrégation ;

3. Demande à tous les peuples des Nations Unies et à tous les peuples du monde à s'unir aux résolutions des Nations Unies et de la Conférence de Bandung qui condamnent ces pratiques inhumaines;
4. Demande à tous les membres des Nations Unies d'intensifier leurs efforts pour combattre et éradiquer cette forme dégradante d'injustice ;
5. Recommande aux Gouvernements Participants de prendre, dans leurs pays respectifs, des mesures efficaces d'éradication partout où s'élèvent des vestiges de discrimination raciale.

5. Mesures à prendre pour sauvegarder l'Indépendance, la Souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats africains indépendants

La Conférence des Etats africains indépendants,

Déterminée à sauvegarder l'indépendance âprement conquise, la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun de ses membres,

convaincue que l'union et la concertation entre Etats Africains indépendants, comme c'est le cas avec cette Conférence d'Accra, sont essentielles pour l'efficacité de leur contribution à la paix mondiale,

1. Déclare la détermination de tous les Gouvernements participants

(a) A respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de chaque Etat ;

(b) A coopérer afin de sauvegarder leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale ;

(c) A coopérer sur le plan du développement économique, technique et scientifique et à élever le niveau de vie de leurs peuples respectifs ;

(d) A recourir aux négociations dans le règlement des différends qui peuvent surgir en leur sein et si nécessaire, à recourir à la conciliation ou la médiation par d'autres Etats africains indépendants ;

2. Condamne toute forme d'ingérence contre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats africains indépendants ;

6. Le Togoland sous tutelle française

La Conférence des Etats africains indépendants,

Ayant pris connaissance du Memorandum sur la situation au Togoland sous tutelle française, soumis par le Parti Juvento et la déclaration faite par les Représentants de ce Parti pendant leur allocution à cette conférence,

Ayant à l'esprit les objectifs du système international de tutelle et les objectifs proclamés à la conférence de Bandung,

Prenant en considération les responsabilités extrêmement importantes de l'Assemblée

législative qui sera élue le 27 avril 1958, pour l'avenir des territoires cités au paragraphe 7 & 8 des Résolutions en vigueur des Nations Unies du 29 novembre 1957,

1. Exprimons notre grande préoccupation quant aux lois électorales actuelles et aux systèmes électoraux de ce territoire ;

2. Recommandons fortement que l'Autorité de tutelle coopère totalement avec le Commissariat des Nations Unies pour garantir des élections équitables et démocratiques sur le territoire.

7. Le Cameroun sous tutelle française

La Conférence des Etats africains indépendants,

Ayant pris connaissance du Mémoire sur la situation dans le Cameroun sous tutelle française, soumis par l'Union des Populations du Cameroun, et de la déclaration des

Représentants de ce parti pendant leur allocution à cette conférence,

tenant compte des objectifs du système international de tutelle et des objectifs proclamés par la conférence de Bandung,

1. condamne l'utilisation des forces militaires contre un peuple sans défense dans le

territoire camerounais sous tutelle française, ce qui est contraire à l'esprit des Nations Unies :

2. lance un appel aux Puissances administratrices pour qu'elles respectent la charte des Nations Unies et satisfassent les aspirations légitimes du peuple concerné, en ouvrant des négociations directes avec ses représentants ;
3. demande aux Nations Unies d'intensifier leurs efforts pour aider le peuple des territoires du Cameroun sous tutelle à réaliser leurs aspirations politiques légitimes.
8. Analyse des voies et moyens pour promouvoir la coopération économique entre les Etats africains, basée sur l'échange d'informations techniques, scientifiques, éducatives, ayant trait en particulier à la planification industrielle et le développement agricole

La Conférence des Etats africains indépendants,

Ayant discuté des conditions socio-économiques dans leurs pays respectifs,

Considérant que ces Etats ont des ressources économiques nombreuses et variées, minérales, agricoles et animales,

Considérant qu'il existe désormais des opportunités d'échanges commerciaux entre les Etats africains indépendants et que ces opportunités doivent être largement encouragées,

Considérant que des mesures doivent être prises pour l'émancipation économique de ces pays,

Considérant que jusqu'à présent, des forces non- africaines ont arbitrairement divisé le Continent africain en blocs économiques, et que la Conférence ne reconnaît pas cette division,

Considérant par ailleurs que l'Afrique peut se développer comme une entité économique, Considérant que l'intégration des colonies dans les systèmes économiques des Puissances Coloniales n'est pas dans les intérêts de ces peuples,

Recommande aux Etats africains participants:

1. La mise en place au sein de chaque Etat africain indépendant d'un Comité de Recherche économique pour diagnostiquer le contexte économique et étudier les problèmes économiques et techniques dans l'Etat ;
2. la mise en place d'une Commission Conjointe de Recherche économique
 - (a) pour coordonner les informations et la concertation sur les questions économiques et techniques des divers Etats africains indépendants ;
 - (b) de trouver les mesures par lesquelles le commerce entre les pays africains pourrait être développé et soutenu ;
 - (c) pour mener des enquêtes adéquates et détaillées sur les possibilités de coordonner la planification économique dans chaque Etat en vue de réaliser une coopération économique panafricaine ;
 - (d) pour trouver les voies et moyens en vue d'une planification industrielle commune au sein des Etats africains et les possibilités de rendre disponibles les ressources minérales et autres produits africains au sein des Etats ;
 - (e) pour élaborer des propositions pouvant permettre aux Etats africains indépendants d'obtenir des capitaux étrangers, d'employer des experts et d'encourager la coopération avec d'autres pays, de manière à ne pas affecter leur indépendance, leur souveraineté et leur unité ;
3. [La Conférence recommande aux Etats africains participants] d'initier des mesures pour rassembler et échanger entre eux les connaissances et les informations technologiques ;
4. de créer des entreprises africaines communes ;
5. d'organiser des conférences économiques et des expositions africaines ;
6. de renforcer la coopération avec les Agences Spécialisées des Nations Unies, en particulier avec la nouvelle Commission Economique pour l'Afrique récemment mise en

place ;

7. de s'associer pour, autant que possible, construire des réseaux de communications entre les Etats africains ;

8. d'étudier la possibilité de créer un éventuel marché commun africain;

9. de favoriser les échanges de main d'oeuvre et les informations liées au travail ; et d'encourager la coopération entre les syndicats nationaux;

10. de renforcer la coopération avec l'Organisation Internationale du Travail ;

11. d'entreprendre une action commune pour la prévention des maladies affectant les humains, des actions communes dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage et dans la lutte contre l'invasion des criquets ;

12. de s'assurer que des politiques socio- économiques équitables soient mises en place pour une prospérité nationale et une sécurité sociale pour tous les citoyens.

9. Sur le plan culturel, la formulation de propositions concrètes pour l'organisation de visites d'échanges entre les différents pays, aussi bien gouvernementales que non gouvernementales, qui permettra une connaissance directe, d'un pays à l'autre et une appréciation mutuelle de leurs cultures respectives

La Conférence des Etats africains Indépendants,

Ayant passé en revue tous les aspects de la culture des pays participants,

désireux de promouvoir la diffusion la plus large de la culture de tous les pays participants,

A. soutient les principes de la Charte des Nations Unies et réaffirme les principes approuvés par la Conférence de Bandung en avril 1955, en ce qui concerne la coopération culturelle ; et, à cet effet :

1. déclare que le colonialisme porte préjudice à la culture nationale et en tant que tel, entrave la coopération culturelle ;

2. en appelle au développement de la coopération culturelle entre les Etats africains dans un contexte plus large de coopération internationale et ce, dans l'esprit de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture ;

recommande à tous les Membres participants :

1. de promouvoir et de favoriser les échanges de professeurs ;

2. d'encourager l'institution réciproque de centres culturels dans les pays, sous réserve de l'accord du pays d'accueil, et en conformité avec ses lois, règlements et pratiques;

3. d'encourager et de favoriser les échanges d'étudiants, chaque Etat allouant un certain nombre de bourses à des étudiants d'autres pays africains ;

4. de favoriser les échanges d'expositions, de matériels éducatifs, scientifiques et culturels y compris les livres, les périodiques, les bulletins, les supports audiovisuels et d'autres matériels éducatifs et culturels ;

5. de s'assurer que les programmes d'Histoire et de Géographie en vigueur dans les écoles et structures éducatives contiennent des contenus pédagogiques susceptibles d'aider chaque étudiant à recevoir une information appropriée sur la vie et la culture dans les autres pays africains ;

6. de ne ménager aucun effort pour réexaminer les programmes d'histoire et de Géographie, les manuels utilisés dans les écoles afin de corriger les informations incorrectes à cause des influences coloniales ou étrangères ;

7. de coordonner les systèmes d'enseignement à tous les niveaux et de reconnaître les attestations, certificats et diplômes délivrés par les établissements et universités d'un statut équivalent ;

8. d'encourager les visites réciproques entre associations de jeunes, d'enseignants, de presse, de femmes, de travailleurs, d'artistes, de sportifs et de leur accorder toutes les facilités ;

9. de s'efforcer d'introduire les principales langues africaines au secondaire et dans les

universités avec pour objectif de faciliter la coopération culturelle envisagée ;

10. d'organiser des conférences inter- africaines périodiques et ad hoc pour leurs éducateurs, scientifiques, hommes de lettres, journalistes etc., afin de discuter les problèmes communs et de développer toutes les capacités possible pour de tels objectifs ;

11. de conclure entre eux des accords culturels mutuels pour la promotion de la coopération culturelle ;

12. d'encourager dans leurs universités et leurs instituts d'enseignement supérieur la recherche sur la culture et la civilisation africaines à travers des chaires d'enseignement ;

13. d'encourager la mise en place de centres africains d'édition, et d'unir les efforts pour publier un journal africain, édité et rédigé par des Africains, présentant au monde, et aux divers pays africains : la culture, la civilisation et le développement de l'Afrique ;

14. d'instituer un prix annuel pour les travaux qui promeuvent la solidarité entre les Etats Africains, les idées de liberté, d'amitié et de paix et qui diffusent les connaissances sur la civilisation et la culture africaines ;

15. d'encourager la traduction des livres traitant de la culture et de la civilisation africaines dans leurs principales langues, par exemple à travers des allocations;

16. d'instituer une rencontre sportive inter- africaine annuelle ;

17. d'ériger dans chaque Etat, une organisation locale qui aura pour fonctions la promotion et le développement de la coopération culturelle entre les pays Africains

10. Examen du problème de la paix internationale et de la conformité avec la Charte des Nations Unies et la réaffirmation des principes de la Conférence de Bandung

La Conférence des Etats africains indépendants,

Inquiète d'une utilisation possible par les grandes puissances de l'énergie nucléaire et thermonucléaire à des fins militaires,

Désireuse de renforcer sa contribution à la paix internationale et à la sécurité,

Réalisant que la paix internationale est une condition préalable au progrès et à la prospérité de tous les peuples,

Tenant compte du fait qu'aucune nation africaine n'est à ce jour représentée dans les organes internationaux en charge des questions du désarmement,

1. recommande aux grandes puissances d'arrêter la production d'armes nucléaires et thermonucléaires et de suspendre tous les tests non pas seulement dans l'intérêt de la paix internationale mais aussi comme signe de leur entière adhésion aux droits humains ;

2. observe avec beaucoup d'inquiétude et condamne fermement tous les tests atomiques dans toutes les régions du monde et en particulier le projet de réaliser de tels tests dans le Sahara ;

3. recommande aux grandes puissances l'utilisation de l'énergie atomique, nucléaire et thermonucléaire exclusivement à des fins pacifiques ;

4. reste convaincue que la réduction des armes conventionnelles est indispensable, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, et recommande aux Grandes Puissances de faire des efforts pour la résolution de cette question ;

5. condamne la politique de vente d'armes comme moyen d'exercer une pression sur les Gouvernements et de s'ingérer dans les affaires internes des autres pays ;

6. recommande aux Nations Unies de s'assurer de la représentation équitable des nations africaines dans les organes internationaux chargés du problème du désarmement ;

7. considère que les rencontres et concertations sur les questions internationales ne doivent pas se limiter aux grandes puissances ;

8. exprime sa grande préoccupation face au refus des Etats membres d'obéir aux résolutions des Nations Unies et recommande le respect de ces résolutions ;

recommande également des solutions appropriées aux problèmes internationaux en

suspens ;

9. exprime sa grande préoccupation quant au problème de la Palestine qui est un élément perturbateur de la paix internationale et de la sécurité, et recommande qu'une solution juste au problème de la Palestine soit trouvée ;

10. exprime sa grande préoccupation sur le Sud – Ouest namibien et les questions similaires, qui sont des facteurs de perturbation de la paix mondiale et de la sécurité, et recommande leur juste solution.

11. Mise en place d'un mécanisme permanent après la Conférence

La Conférence des Etats africains indépendants,

Fermement convaincue qu'un mécanisme permanent de concertation et de coopération est indispensable,

1. décide d'investir les Représentants Permanents des Gouvernements participants aux Nations Unies comme le mécanisme informel Permanent,

(a) pour coordonner tous les problèmes d'intérêt commun aux Etats africains,

(b) pour analyser et faire des recommandations sur les mesures pratiques à prendre pour mettre en oeuvre les décisions de cette conférence et des conférences prochaines

(c) pour prendre les dispositions préparatoires en vue des prochaines conférences des Etats africains indépendants ;

2. donne son accord pour la tenue quand cela s'avère nécessaire, de rencontres des Ministres des Affaires Etrangères et autres Ministres pour étudier et traiter des problèmes particuliers d'intérêt commun aux Etats africains ;

3. convient que la Conférence des Etats africains indépendants devrait se tenir au moins une fois tous les deux ans

4. convient que la prochaine Conférence se tiendra dans les deux années qui viennent et accepte l'aimable invitation du gouvernement de l'Ethiopie à organiser cette conférence à Addis Abeba.

LA CONFERENCE DES PEUPLES AFRICAINS : ACCRA, 05-13 DECEMBRE 1958¹⁹²

Résolutions

Sur l'impérialisme et le colonialisme.

1- Considérant que la majeure partie du continent africain a été découpée de façon arbitraire par les impérialistes Européens, en particulier la Grande Bretagne, la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, et le Portugal, au détriment des populations africaines indigènes.

2- Considérant l'émergence de deux groupes de territoires colonisés au cours du processus de colonisation, à savoir :

3- Les territoires où les Africains indigènes sont dominés par les étrangers qui occupent leurs postes d'autorités dans les territoires éloignés, par exemple l'Afrique de l'ouest française, l'Afrique Equatoriale française, le Nigeria, la Sierra Leone, la Gambie, le Congo belge, la Guinée portugaise, le Basutoland, le Swaziland, et le Bechuanaland.

4- Les territoires où les indigènes Africains sont dominés et opprimés par des étrangers qui se sont installés de façon permanente en Afrique, et qui ont une vision de l'Afrique comme leur appartenant plutôt qu'appartenant aux africains eux-mêmes, par exemple le Kenya, l'Union de l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Rhodésie, l'Angola, et le Mozambique.

5- Considérant que l'opinion mondiale condamne sans équivoque l'oppression et la

¹⁹² Thompson, op.cit., pp. 350 - 358

subjugation d'une race par une autre de quelque façon que se soit.

6- Considérant que tous les africains du monde déplorent fortement l'exploitation économique des peuples africains par les pays impérialistes qui réduit les africains à la pauvreté au sein de l'abondance.

7- Considérant que tous les peuples africains sont indignés par la militarisation des africains et l'utilisation de soldats africains contre leurs frères dans un jeu mondial abominable tel qu'en Algérie, au Kenya, en Afrique du Sud, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Rhodésie, et dans l'invasion du Canal de Suez.

8- Considérant les droits fondamentaux, de l'Homme : la liberté d'expression, la liberté d'association, la liberté de mouvement, la liberté religieuse/de culte, la liberté de vivre une vie abondante et pleine, tels que les a approuvés la Conférence des peuples africains du 13 décembre 1958, sont refusés aux africains à cause des activités des impérialistes.

9- Considérant que l'une des principale mesure coloniale prise par les impérialistes et leurs agent a été de refuser le droit de vote aux africains pour des raisons de raciales et sexistes, ce qui a permis à quelques blancs de dominer des millions d'indigènes africains, comme cela a été proposé dans la Fédération d'Afrique Centrale, au Kenya, dans l'Union de l'Afrique du Sud, en Algérie, en Angola, au Mozambique, et aux Cameroun.

10- Considérant que les impérialistes sont actuellement en train de coordonner leurs activités en formant des pactes militaires et économiques tels que l'OTAN, le Marché Commun Européen, la Zone de Libres Echanges, l'Organisation pour la Coopération Economique Européenne, et l'Organisation Commune du Sahara, dans le but de renforcer leurs activités impérialistes en Afrique et dans le monde.

Nous, participants à la Conférence générale des peuples africains, réunis à Accra du 5 au 13 Décembre 1958, et au nombre de plus de 300 délégués et représentant plus de 200 millions d'Africains de toutes les régions d'Afrique, proclamons ce qui suit :

1. Que la Conférence générale des peuples africains condamne avec vigueur le colonialisme et l'impérialisme, sous toutes les formes ou manifestations que ces maux peuvent prendre.
2. Que l'exploitation politique et économique des Africains par les impérialistes européens doit cesser immédiatement.
3. Que l'utilisation de la main d'oeuvre africaine dans le jeu politique néfaste de pouvoir par les impérialistes doit être quelque chose du passé.
4. Que les Etats africains indépendants doivent poursuivre dans leur politique internationale, des principes qui vont débloquent et accélérer l'indépendance et la souveraineté de tous territoires africains dépendants et coloniaux.
5. Que les droits fondamentaux de l'Homme doivent être appliqués à tous les hommes et femmes d'Afrique, et que les droits des indigènes d'Afrique à l'utilisation de leurs sans restriction doivent être respectés et préservés.
6. Que la liberté universelle de tout adulte doit être appliquée à toute personne en Afrique, sans considération de race ou de sexe.
7. Que les Etats africains indépendants s'assurent que les droits fondamentaux de l'Homme et la liberté universelle de tout adulte sont totalement respectés pour toute personne à l'intérieur de leurs pays, en guise d'exemples aux nations impériales qui maltraitent et ignorent l'application de ces droits aux Africains.
8. Qu'un secrétariat permanent de la Conférence générale des peuples africains soit mis sur pied pour organiser la Conférence générale sur une base solide.
9. Qu'un comité des droits de l'Homme de la Conférence soit constitué pour examiner les plaintes de violation des droits de l'Homme partout en Afrique et suivre la

démarche appropriée pour que tous jouissent de ces droits.

10. Que la Conférence générale des peuples africains d'Accra déclare son soutien total à tous les combattants de la liberté en Afrique, à tous ceux qui recourent à des moyens pacifiques et non violents, et à la désobéissance civile, autant qu'à tous ceux qui sont contraints de répondre à la violence pour acquérir l'indépendance nationale et la liberté du peuple. Là où une telle réponse devient nécessaire, la Conférence condamne toutes les législations qui considèrent ceux qui se battent pour leur indépendance et leur liberté comme des criminels ordinaires.

Sur les Frontières, Limites territoriales et Fédérations

CONSIDERANT que la majorité des peuples africains est animée d'un désir d'unité ;

CONSIDERANT que l'unité de l'Afrique sera vitale pour l'indépendance de ses composantes et essentielle pour la sécurité et le bien-être général des peuples africains ;

CONSIDERANT que l'existence en Afrique d'Etats désunis est dangereuse et les expose aux intrigues impérialistes et à la résurgence du colonialisme même après les accessions à l'indépendance, à moins qu'il n'y ait l'unité entre eux ;

ET CONSIDERANT que l'objectif ultime des nations africaines est de former une Communauté ("Commonwealth") d'Etats africains libres ;

La conférence des peuples africains AFFIRME et décide que la présente rencontre :

a) Soutient le panafricanisme et le désir d'unité entre les peuples africains

b) Affirme que son objectif ultime est l'édification d'une Communauté « Commonwealth » d'Etats africains libres ;

c) Lance un appel aux Etats indépendants d'Afrique pour qu'ils guident les peuples africains dans l'accomplissement de cet objectif ;

d) Exprime l'espoir qu'un jour la loyauté des Etats africains envers la Communauté « Commonwealth » africaine sera la plus déterminante.

CONSIDERANT que pour commencer la réalisation cet objectif qui est de former une Communauté « Commonwealth » africaine, les Etats indépendants d'Afrique devraient se regrouper sur la base de la proximité géographique, l'interdépendance économique, linguistique et selon les affinités culturelles,

CONSIDERANT que les différences linguistiques, religieuses et culturelles devraient être subordonnées aux exigences de l'Unité Panafricaine selon laquelle les questions économiques et géographiques communes et les intérêts nationaux nécessitent le regroupement de certains Etats.

CONSIDERANT que l'association, la fédération ou les regroupements des Etats ne peuvent avoir lieu qu'au sein d'Etats indépendants gouvernés par des Africains ;

CONSIDERANT que chaque Etat, par référendum exprimé par un suffrage universel décide du groupe auquel il souhaite adhérer

CONSIDERANT que les fédérations régionales devraient être considérés comme des moyens qui ne doivent pas porter préjudice à l'objectif ultime d'une Communauté « Commonwealth » panafricaine, en formant des entités séparées qui entraveraient la progression vers une communauté « Commonwealth » continentale ;

CONSIDERANT que les peuples d'Afrique du Nord ont pris l'initiative de se regrouper en Fédération Nord africaine, et que ce désir est tout aussi fort en Afrique de l'Ouest pour une union Ouest africaine ;

CONSIDERANT qu'il est souhaitable que d'autres groupes naissent en Afrique, à condition qu'il ne s'agisse pas de groupes conçues ou constitués par les puissances coloniales contre la volonté des peuples africains ; car ces fédérations pourraient constituer aux mains de ces gouvernements coloniaux et des colons blancs, des armes pour l'oppression du peuple Africain

CONSIDERANT le fait que certains pays ne se retrouvent dans aucun espace géographique,

ils doivent après leur accession à l'indépendance, décider par voie démocratique s'ils désirent adhérer aux groupes déjà existants ou en créer d'autres ;

DECIDONS par la présente à cette Conférence des Peuples africains que cette rencontre :

(a) Soutient le désir, dans différentes régions de l'Afrique d'unions régionales d'Afrique

(b) Préconise que ces groupes aient trois(3) principes fondamentaux à savoir :

i. Seuls les Etats et pays indépendants gouvernés par des Africains peuvent s'unir ;

ii. La formation de ces unions ne doit pas porter préjudice à l'objectif ultime qui est la Communauté « Commonwealth » panafricaine

iii. L'adhésion à une union se fait suivant la volonté populaire exprimée par référendum, sur la base du suffrage universel adulte; et ,

(c) Recommande que les pays qui ne se retrouvent dans aucune union décident par les mêmes voies s'ils veulent adhérer à un groupe donné ou en créer d'autres.

CONSIDERANT que les barrières artificielles et les frontières tracées par les Impérialistes l'ont été au détriment du peuple africain et dans le but de le diviser, celles-ci doivent être supprimées ou révisées;

CONSIDERANT que les frontières qui divisent des groupes ethniques ou des peuples d'une même origine ne sont pas naturelles et donc pas favorables à la paix ou à la stabilité ;

CONSIDERANT que les Dirigeants de pays voisins devraient coopérer pour trouver des solutions durables à de tels problèmes, solutions qui doivent s'accorder avec l'intérêt éminent du peuple concerné et accroître les perspectives de réalisation de l'idéal d'une Communauté « Commonwealth » panafricaine des Etats libres ;

CONSIDERANT que le 20 février 1959 constituera une date importante dans l'histoire des Etats du Cameroun, du fait de la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la question de l'unification et de l'indépendance du territoire ;

AFFIRMONS par la présente à cette Conférence des Peuples africains , que cette rencontre :

(a) Dénonce les frontières artificielles tracées par les puissances impérialistes pour diviser le peuple africain, notamment celles qui séparent des groupes ethniques et divisent des peuples ayant les mêmes origines

(b) Lance un appel pour la suppression ou l'ajustement rapide de ces frontières

(c) Lance un appel aux Etats indépendants pour qu'ils promeuvent une solution permanente à ces problèmes, fondée sur la volonté réelle du peuple ;

(d) Note avec satisfaction que l'Assemblée Générale des Nations Unies va se réunir en session tous les Africains extraordinaire pour discuter la question de l'unification et de l'indépendance des Etats du Cameroun le 20 février 1959 ; et

(e) Invite tous les Africains à considérer cette date comme Fête Nationale du Cameroun.

CONSIDERANT que des mesures devraient être prises par les Etats africains indépendants et les pays africains dépendants qui en auraient la possibilité, pour la réalisation de l'Unité panafricaine ;

CONSIDERANT que les passeports et les titres de voyage doivent être supprimés en respect des touristes, visiteurs et étudiants africains de bonne foi; cela dans l'objectif de promouvoir la libre circulation des Africains d'un territoire à un autre ; et, les échanges entre eux, à condition que les colons blancs n'en abusent pas pour se doter d'une main d'oeuvre moins coûteuse.

Sur le racisme et les lois et pratiques discriminatoires

PREAMBULE

CONSIDERANT les rapports choquants sur les actes brutaux de racisme, les lois discriminatoires et la violation des droits de l'Homme sur le continent Africain ; rapports délivrés par des Représentants des organisations participantes,

CONSIDERANT que le racisme est un des résultats du colonialisme et que l'indépendance des Etats est une nécessité pour mettre fin à ces discriminations ;

CONSIDERANT que les Africains de l'Union Sud Africaine, de la Rhodésie, du Nyasaland, du Mozambique, de l'Angola, du Kenya, des Etats du Cameroun, du Congo Belgique, du Basutoland, du Sud Ouest de l'Afrique, du Kameroun sont victimes d'un racisme qui a pris des proportions dangereuses ;

CONSIDERANT que le racisme en Algérie a causé et cause encore l'extermination raciale ;

CONSIDERANT que en pays colonial, les terres appartiennent à un pouvoir étranger ;

CONSIDERANT que le problème foncier est l'une des expressions les plus horribles du pouvoir colonial qui doit être éradiquée que les autorités Africaines possèdent la terre ;

CONSIDERANT que la déclaration universelle des Droits de l'Homme n'est pas respectée en Afrique et que les Africains sont privés de leurs droits humains ;

CONSIDERANT que la reconnaissance et le respect de la dignité humaine constituent les fondements d'une société policée ;

CONSIDERANT que ceux qui pratiquent le racisme et la discrimination sont en contradiction avec la loi ;

CONSIDERANT que les autorités coloniales ne respectent pas les conventions internationales ;

CONSIDERANT que la démocratie a besoin d'être établie immédiatement en Afrique ;

CONSIDERANT que les autorités coloniales se sont montrées indifférentes aux résolutions adoptées pour l'instauration de la démocratie;

CONSIDERANT que les Africains doivent trouver les moyens d'apporter des changements à cette situation,

CONSIDERANT que le destin de l'Afrique et la constitution politique dépendent des Africains eux-mêmes ;

AFFIRMONS que cette conférence proteste violemment contre le mauvais système actuel ;

Condamne le système raciste pernicieux et les lois discriminatoires, particulièrement exprimé dans ces formes les plus extrêmes et les plus brutales dans l'Union Sud Africaine, la Rhodésie, les territoires portugais de l'Angola, du Mozambique, de Principe, de Sao Tomé, où les populations indigènes vivent sous le régime de l'apartheid ;

Condamne le manque de structures éducatives et le refus de prestations sociales ;

Condamne la violation des droits de l'Homme et des droits démocratiques tel qu'énoncés dans la Charte des Nations Unies ;

Condamne la ségrégation raciale, le système des réserves et toute autre forme de discrimination raciale et d'exclusion du fait de la couleur ;

Condamne les travaux forcés dans les territoires de l'Angola, du Mozambique, du Congo Belgique, du Sud et du Sud Ouest de l'Afrique ;

Condamne les systèmes politiques de territoires tel que l'Afrique du Sud où la minorité gouverne la majorité sur la base des doctrines sociales de l'apartheid ;

Condamne l'appropriation par les colons Européens des meilleures terres africaines.

Déclare que tant que persistera le système discriminatoire et raciste sur le continent africain, le développement des peuples africains sera bloqué et leur libre expression étouffée ;

Et souligne que tant qu'il y aura de la discrimination, les problèmes de l'Afrique ne pourront être résolus.

Lance un appel aux Nations Unies pour la reconstitution du Comité sur la situation raciale en Union Sud -Africaine ;

Déclare que si les Nations Unies ne réussissent pas à reconstituer ce Comité, cette rencontre recommande au Secrétariat des Etats Indépendants d'Afrique de mettre en place un tel comité.

Déclare que le combat pour la liberté de l'Afrique est une tâche qui incombe aux Africains eux-mêmes, et lance un appel aux travailleurs, aux paysans et toutes les autres composantes des masses laborieuses, qu'ensemble avec les intellectuels, ils unissent leurs forces dans une action commune pour un assaut final contre la discrimination et le racisme ; Déclare que les partis politiques et les dirigeants doivent reconnaître la nécessité d'un front uni dans cette lutte pour la liberté et l'indépendance.

Convaincue que la grande majorité des populations, dans les territoires dépendants, a pris conscience de ses droits découlant de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

La Conférence des Peuples africains recommande :

1) Que le Secrétariat Permanent à mettre en place incite tout Etat africain indépendant qui a des relations commerciales avec l'Afrique du Sud, à prendre des sanctions contre ce pays. Ces sanctions constitueront une protestation contre la discrimination raciale pratiquée par la minorité européenne qui humilie la majorité non-européenne. Ces sanctions économiques impliquent le boycott des marchandises sud-africaines.

2) Que tous les pays africains qui fournissent une main d'oeuvre à l'industrie sud-africaine retiennent et organisent dorénavant ces travailleurs pour leur propre compte ; l'industrie sud-africaine étant devenue un instrument d'oppression. Le Secrétariat Permanent s'efforcera d'apporter une aide financière à l'initiative à tout plan de développement initié par un pays à la suite de la rétention de sa force de travail.

3) Qu'aucun Etat africain n'entretienne de relations diplomatiques avec des pays du continent africain qui pratique la discrimination raciale

4) Que le 15 avril soit retenu et nommé Fête de la Liberté de l'Afrique ; que tous les pays africains et pays amis de l'Afrique à travers le monde devraient consacrer comme date de ralliement des forces de la liberté

5) Que le Secrétariat Permanent mette en place un bureau d'information. Ce bureau sera chargé de nommer des Représentants dans les différents territoires. Ces derniers auront pour tâche d'envoyer des articles factuels sur les Mouvements de Libération à un service central chargé de les publier. Ce bureau devrait aussi servir de dépôt d'où tous les journaux de propagande pour la libération de l'Afrique seront distribués. Nous croyons que ce moyen médiatique permettra non seulement de mieux nous connaître mais aussi de coordonner notre lutte.

6) Que les Etats africains indépendants créent une « Légion Africaine » qui sera composée de volontaires prêts à défendre la liberté des peuples Africains

7) Que cette conférence insiste pour l'indépendance immédiate de tous les territoires africains afin de mettre fin à la discrimination raciale, et ce, dans l'esprit de la Charte des Nations Unies.

8) Que cette conférence rejette la déclaration du Portugal qui affirme que ses colonies font partie de la métropole et exige l'indépendance immédiate des pays sous domination portugaise.

9) Vu que l'avenir des territoires sous Mandat du Sud-Ouest africain a été discuté pendant plusieurs années successives aux Nations Unies, et vu que les Herero, les Nama et d'autres habitants Africains avaient fait en son temps une requête et contestent toujours la perte de leurs terres et leur assujettissement au système de l'apartheid, au nom d'une soi-disante mission de civilisation; la Conférence interpelle les Grandes Puissances ayant donné ce Mandat à l'Afrique du Sud, à savoir : le Royaume-Uni, les Etats Unis d'Amérique et la France, à le révoquer, avec les anciens membres de la Société des Nations, et que des mesures immédiates soient prises pour accorder l'indépendance au Sud-Ouest africain.

10) Cette Conférence juge inacceptable et déshonorant, tout projet visant à inclure dans le système d'apartheid de l'Union Sud Africaine des terres ou des populations africaines,

qu'elles appartiennent aux territoires sous mandat du Sud - Ouest africain ou aux protectorats Britanniques du Bechuanaland, du Basutoland et du Swaziland.

11) Cette conférence condamne la Fédération de l'Afrique Centrale ainsi que toutes les lois et pratiques discriminatoires qui tendent vers un racisme social, culturel, économique et politique. Cependant, elle invite le gouvernement britannique à respecter la Déclaration des droits de l'Homme telle que consacrée dans la Charte des Nations Unies et à dissoudre la Fédération de l'Afrique Centrale pour l'intérêt de tout le peuple.

12) La Conférence exhorte le gouvernement britannique à mettre fin à l'Etat d'urgence au Kenya et à libérer les prisonniers politiques. Cette conférence exige également l'abrogation de toutes les lois discriminatoires, l'établissement de listes électorales basées sur le droit de vote avec pour dispositions, un homme, une voix et l'inscription de ces lois dans le Recueil de Lois, ceci dans le but de transférer les terres et droits au peuple africain.

Sur le tribalisme, le séparatisme religieux et les Institutions traditionnelles

CONSIDERANT notre opposition ferme aux tactiques impérialistes qui utilisent le tribalisme et le séparatisme religieux pour perpétuer leurs politiques coloniales en Afrique ;

CONSIDERANT notre conviction que le tribalisme, le séparatisme religieux sont des pratiques malsaines qui constituent un sérieux obstacle :

i. à la réalisation de l'Unité africaine

ii. au développement politique de l'Afrique

iii. à la libération rapide de l'Afrique

DECIDONS que des mesures doivent être prises par les organisations politiques, culturelles, les syndicats et autres organisations pour la sensibilisation des populations sur les dangers de ces pratiques malsaines et invitons le peuple à se mobiliser pour les combattre.

Qu'en plus des actions entreprises par les Etats dépendants, les Etats indépendants doivent :

(a) permettre à leurs gouvernements de voter des lois et décourager le tribalisme et le séparatisme religieux à travers la sensibilisation et l'éducation ;

(b) encourager leurs gouvernements à apporter leur soutien aux Etats dépendants dans leur lutte pour atteindre rapidement l'objectif commun.

RESOLUTIONS SUR LES INSTITUTIONS TRADITIONNELLES

La Conférence des Peuples africains, tenue à Accra du 05 au 13 décembre 1958, constate que certaines institutions traditionnelles notamment la chefferie, ne sont pas conformes aux exigences de la démocratie,

CONSIDERANT par ailleurs que certaines de ces institutions apportent toujours leur soutien au colonialisme et sont de ce fait des instruments de corruption, d'exploitation et de répression qui étouffent la dignité, la personnalité et la volonté des Africains à s'émanciper ;

AFFIRMONS que ces institutions traditionnelles - politiques, sociales ou économiques- qui ont démontré leur esprit réactionnaire et leur soutien sordide au colonialisme soient condamnées,

QUE tout le peuple consciencieux de l'Afrique et tous les leaders politiques sont invités à intensifier et à renforcer l'éducation et les activités de sensibilisation afin d'anéantir ces institutions qui sont incompatibles avec les objectifs de libération nationale,

ET QUE ces gouvernements doivent supprimer ou modifier ces institutions.

Résolution de la Conférence sur la mise en place d'une Organisation Permanente

CONSIDERANT que les pouvoirs Impérialistes de la Grande-Bretagne, de la France, de

l'Espagne, du Portugal, de la Belgique et de l'Union Sud Africaine ont privé le peuple Africain

de leur liberté et de leur conscience,

CONSIDERANT également que les leaders des partis politiques en Afrique réunis à Accra du 05 au 13 décembre 1958, sont décidés, de manière irrévocable, à lancer l'assaut final contre le déni au peuple africain de la liberté et des droits fondamentaux de l'Homme,

DECIDONS que la Conférence des Peuples africains soit dotée d'un Secrétariat Permanent basé à Accra avec les objectifs suivants :

(a) cultiver la compréhension et l'Unité au sein des peuples d'Afrique,

(b) accélérer la libération de l'Afrique de l'Impérialisme et du colonialisme,

(c) mobiliser l'opinion internationale contre le déni fait aux Africains des droits politiques et des droits fondamentaux de l'Homme,

(d) Développer le sentiment d'une communauté unique pour tous les peuples d'Afrique avec pour objectif, la naissance des Etats Unis d'Afrique. La Conférence décide également que le Secrétariat de la Conférence soit régit par les règles homologuées à cet effet lors de cette Conférence.

L'Afrique doit s'unir

Comme le dit Yves Benot, si l'on veut saisir le problème de l'unification en Afrique, « *c'est vers Nkrumah qu'il faut revenir pour trouver une véritable théorie de l'unité africaine.* »¹⁹³ Il lui a consacré tout un livre. *L'Afrique doit s'unir*, sorti des presses juste quelques jours avant la Conférence d'Addis-Abeba de mai 1963.

Quelles analyses pouvons-nous faire sur ce livre que nous comptons comme son chef d'œuvre politique sur le problème de l'Unité africaine ? A première vue, la composition de l'œuvre surprend: on croirait que seule la dernière partie du livre, les chapitres XV à XXI, se rapporte au thème annoncé. Dans la première partie, nous trouvons, après quelques chapitres sur la situation coloniale dans son ensemble, une étude sur le développement du Ghana depuis l'élaboration de la première Constitution, celle de 1957¹⁹⁴, jusqu'à la veille du Congrès du C.P.P. de Kumasi en juillet 1962 (c'est ce Congrès qui adopta le principe de la planification socialiste). Après coup, on comprend que ces quatorze premiers chapitres passent des problèmes d'un Etat africain indépendant pris isolément et qui veut construire le socialisme à ceux de l'unification de tout un continent: le développement réel fait peu à peu passer ce nouveau problème au premier plan comme une conséquence inéluctable de ce qui a déjà été fait. C'est ainsi que l'on peut s'expliquer le plan du livre même.

Si l'on saute de ces prolégomènes à la conclusion, on voit d'emblée que l'unité réclamée, c'est bien l'unification politique, faisant de l'Afrique entière une seule nation, avec un seul gouvernement central.¹⁹⁵ Certes, Nkrumah s'appuyant sur les exemples donnés par les Constitutions de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis¹⁹⁶, estime que, sous la direction de ce gouvernement continental, les divers Etats existants resteraient égaux en droit, conserveraient leur souveraineté, tout en abandonnant au gouvernement continental le pouvoir de décision dans

193 Yves Benot, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, François Maspero, Deuxième édition augmentée et mise à jour, 1972, p. 167.

194 Le Ghana indépendant, selon Yves Benot, a connu trois Constitutions de 57 à 66: celle de 1957, celle de 1960 qui a institué la République, celle de 1964 qui a légalisé le parti unique. Depuis le coup d'Etat militaire, dit-il, « il n'y a plus de constitution ghanéenne, sinon au futur ». Ibidem, p. 168

195 Le chapitre XXI de son livre s'intitule ainsi.

196 Yves Benot pense que ce couple d'exemples est là pour la symétrie. Pour lui, c'est bien l'URSS qui est la preuve décisive de possibilité d'un Etat multinational. Nkrumah aurait été très intéressé par cet aspect de la réalité soviétique lors de son voyage de 1961. Ibidem.

les secteurs clefs : Défense, Affaires étrangères, Economie. Il ne saurait pourtant y avoir de doutes: l'essentiel, c'est bien le gouvernement central, qui seul permet de fixer au nouvel Etat une ligne de politique unique. Cet Etat-là, comme tous les autres Etats issus d'un processus d'unification politique, aura nécessairement pour objectif de s'affirmer en tant que grande puissance indépendante et moderne sur le plan mondial. Dire que l'unité africaine doit avoir un contenu anti-impérialiste serait, de ce point de vue, une pure tautologie: c'est un préalable qui va de soi. Pour Nkrumah, le gouvernement continental est le moyen indispensable pour que l'Afrique devienne une grande puissance mondiale. « *Une union d'États africains, dit-il, ne peut que renforcer notre influence internationale, car alors toute l'Afrique défendra la même opinion. (..). Une union d'Etats Africains relèvera la dignité de l'Afrique et renforcera son action sur la politique mondiale* »¹⁹⁷.

La formulation de l'idéologie panafricaine s'infléchit une douzaine d'années après Manchester, cinq ans après Accra, dans une Afrique où, particulièrement à la suite de l'indépendance du Ghana, le colonialisme semblait battre en retraite. Il fallait tout mettre en œuvre pour faire admettre l'urgence des objectifs du panafricanisme. D'où l'empressement de Nkrumah à donner un contenu à la notion de Personnalité Africaine et à démontrer la nécessité politique et l'intérêt économique de l'unité africaine.

La Personnalité Africaine était un concept relativement ancien, remontant à la deuxième moitié du XIX^e siècle au cours de laquelle le médecin noir américain Martin R. Delany l'avait assimilé à la nationalité africaine, intimement lié à la Régénération africaine, tandis que Blyden lui donnait comme contenu concret le slogan « l'Afrique aux Africains ». Nkrumah, en accord avec Padmore, reprit ce concept à son compte. « *Il est essentiel, dit-il, que nous soyons nourris de notre culture et de notre histoire propres si nous voulons créer cette personnalité africaine qui doit être la base intellectuelle de notre avenir africain.* »¹⁹⁸ Mais, la personnalité africaine ne se réduit pas au seul processus de récupération d'une identité brimée ou perdue. Elle revêt aussi une dimension proprement politique dont la première manifestation fut, aux yeux de Nkrumah, la Conférence des Etats africains, réunie à Accra en avril 1958.

Un discours radiodiffusé présenta ainsi la question au peuple ghanéen : « *For the first time, I think, in the history of this great continent, leaders of all the purely African states which can play an independent role in international affairs will meet to discuss the problems or our countries and take the first steps towards working out an African contribution to international peace and good will. For too long in our history, Africa has spoken through the voices of others. Now, what I have called an African Personality in international affairs will have a chance of making its proper impact and let the world know it through the voices of Africa's own sons.* »¹⁹⁹ Cette présence active et positive au monde requérait évidemment l'émancipation de tout le continent, « devoir sacré » dont il rappela l'urgence aux chefs d'Etats et à leurs représentants. Mais, en attendant la libération complète, il incombait aux Etats existants de « *forger, pour la première fois dans l'histoire, des liens plus étroits d'amitié, de fraternité, de coopération et de solidarité entre eux* »²⁰⁰ Dans la mesure où l'Afrique était « le dernier bastion restant du colonialisme », de tels liens s'imposaient à tous ceux qui se préoccupaient de son émancipation : « *Cela nous permettra d'affirmer notre Personnalité Africaine et de nous développer conformément à nos propres genres de vie, à nos propres coutumes et traditions et à notre propre culture. En affirmant notre Personnalité Africaine, nous serons libres d'agir dans notre intérêt individuel et collectif à n'importe quel moment particulier. Nous serons aussi capables*

197 Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 224.

198 Nkrumah *Unite*, p. 70

199 Nkrumah : *I Speak*, p. 125

200 *Ibid.*, p.126

d'exercer notre influence en faveur de la paix et de défendre le droit de tous les peuples à décider par eux-mêmes de leurs propres formes de gouvernement ainsi que le droit de tous les peuples, sans distinction de race, de couleur ou de religion, à mener leur propre vie dans la liberté et débarrassés de la peur. »²⁰¹

On le voit, la personnalité africaine ne renvoie pas à un repli identitaire frileux. Si elle suppose un monde en paix, elle requiert aussi des Africains, libérés des entraves du colonialisme, de lutter encore pour l'avènement d'un tel monde. Conforme à l'esprit de Bandung²⁰², dont elle se réclame, et aux valeurs universelles de la Charte des Nations Unies, auxquelles elle adhère sans se laisser duper par les stratégies hégémoniques des grandes puissances, la personnalité africaine élargit en fait à l'échelle du continent l'impératif politique de l'indépendance. C'est à ces conditions que, ayant été durant des siècles un enjeu et un objet dans la vie internationale, l'Afrique pourra enfin s'y déployer en véritable sujet, dire son mot et engager des actions non seulement en direction de l'Afrique, mais partout dans le monde. S'il se voulait ambitieux, ce pari n'était pas utopique, comme on l'a vu précisément pendant cette période charnière –de 1957 (date de l'indépendance du Ghana) à 1963 (création de l'OUA) et, peut-être même, 1965 (crise de la Rhodésie)- au cours de laquelle le Ghana fut le fer de lance de l'émancipation africaine. Pour s'épanouir pleinement, la personnalité africaine ne pouvait se passer de l'unité africaine. Celle-ci s'imposait en outre au regard de toutes les considérations économiques. Le constat établi par Nkrumah révélait le poids écrasant des pesanteurs, contraintes et déséquilibres hérités d'une longue histoire : « *Malgré les signes extérieurs de*

²⁰¹ Ibid., pp.128-129

²⁰² La conférence de Bandung s'est tenue du 18 au 24 avril 1955 à Bandung, en Indonésie, réunissant pour la première fois les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques dont Gamal Abdel Nasser (Égypte), Nehru (Inde), Sukarno (Indonésie) et Zhou Enlai (Chine). Cette conférence marqua l'entrée sur la scène internationale des pays du Tiers monde. Les pays du Tiers monde choisirent le non-alignement car ils ne veulent pas coopérer avec les différents blocs. Ces pays décolonisés formèrent le 3ème Bloc. "Une Conférence des Nations afro-asiatiques convoquée par les gouvernements de Birmanie, de Ceylan, de l'Inde, d'Indonésie et du Pakistan s'est réunie à Bandoeng du 18 au 24 avril 1955". Les cinq puissances invitantes de Bandung s'étaient réunies à Colombo, du 5 avril au 2 mai 1954, pour chercher les moyens d'accélérer la conclusion de la paix en Indochine. Les cinq prennent alors position contre les essais nucléaires, la politique des blocs et le colonialisme et se prononcent pour l'admission de la République populaire de Chine aux Nations unies. Quelques mois plus tard, en décembre 1954, les cinq de Colombo se retrouvent à Bogor, localité proche de la capitale indonésienne, pour décider des derniers préparatifs de la conférence, et, notamment, pour établir la liste des pays à inviter à prendre part à la création d'une zone de paix fondée sur les principes de la coexistence pacifique. Vingt-cinq pays, dont la Chine et la République démocratique du Viêt Nam, sont invités, et, parmi eux, seule la Fédération d'Afrique centrale décline l'invitation. 29 pays se rendront à la conférence: quinze pays d'Asie (Afghanistan, Birmanie, Cambodge, Ceylan, République populaire de Chine, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Népal, Pakistan, Philippines, Siam (l'actuelle Thaïlande), République populaire du Vietnam, État du Vietnam), neuf du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Égypte, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie et Yémen) et cinq pays africains (Côte-de-l'Or (l'actuel Ghana), Éthiopie, Libéria, Soudan et Libye) ce qui reflète le fait que la plus grande partie de ce continent est encore colonisée. Le Japon est le seul pays industrialisé à assister à la conférence. Le communiqué final de la conférence de Bandung, inspiré par l'Indien Nehru, est marqué par le neutralisme et les principes de la coexistence pacifique mais peine à déterminer une ligne commune face aux « Grands » : aux non-engagés (Inde et Égypte), s'opposent, d'un côté, les pro-occidentaux, les pays du Pacte de Bagdad, de l'OTAN ou de l'OTASE, et de l'autre, les pays ayant adopté le régime communiste (la Chine communiste et République populaire du Viêt Nam). Outre le fait que la conférence de Bandung marque l'entrée du Tiers monde sur la scène internationale, la conférence a condamné la colonisation et l'impérialisme en général, et en particulier l'apartheid en Afrique du Sud, et la France qui est la première puissance coloniale en Afrique. Les pays signataires appellent les pays encore colonisés à lutter pour leur indépendance mais la solution pacifique et la recherche de la négociation doivent être préférées. Ils rappellent également leur volonté de ne pas appartenir à l'un ou l'autre des deux blocs en pleine guerre froide opposant les États-Unis et le bloc soviétique. La conférence a contribué à l'accélération du processus de décolonisation et à l'émergence d'un nouveau groupe de pays qui feront partie du « Tiers-Monde » entre le bloc communiste et le bloc occidental. Dans la continuité, la conférence de Belgrade qui réunira certains de ces pays en 1961, posera les bases du mouvement des non-alignés. Cependant la conférence a mis en lumière les divisions existantes entre les pays plutôt proches d'un des deux blocs ou préférant le non-alignement.

changement qu'on observe en divers points du continent, la nature de l'économie africaine est restée pratiquement la même depuis que les premiers aventuriers européens ont mis le pied sur nos côtes au XV^e siècle. C'est purement et simplement une économie commerciale. Or, ce commerce ne se fait pas entre nous : il est tourné vers l'Europe et, tous ensemble, nous y jouons le rôle de fournisseurs de matières premières à bon marché en échange des produits finis, plus chers, que nous importons. »²⁰³

Ces traits caractérisaient ce que, d'une manière un peu restrictive, Léopold Sédar Senghor et Julius Nyerere, qualifiaient de néo-colonialisme, concept qui, chez Nkrumah, intégrait au contraire la totalité des déséquilibres et des contradictions de l'impérialisme à son « dernier stade ». Plutôt que de s'enfermer dans un « exclusivisme national », qui ne ferait que renforcer « la balkanisation (...) principal instrument du néo-colonialisme », il fallait envisager le développement à l'échelle du continent : « *Pour nous autres Africains, il n'y a pas une province du continent africain qui ne nous soit précieuse et capitale pour notre développement.* »²⁰⁴

D'où, faisant pendant à la personnalité africaine, un non moins ambitieux programme économique et social correspondant à une stratégie cohérente et menant de front une politique de promotion des transports, de modernisation de l'agriculture et d'industrialisation. Le cœur, la raison et l'intérêt bien compris se trouvaient ainsi en convergence pour vouloir l'unité : « *En fait, l'unification totale de l'économie africaine à l'échelle continentale est le seul moyen qu'aient les Etats africains d'atteindre un niveau qui ressemble à celui des pays industrialisés. L'idée d'une union africaine n'est pas simplement sentimentale, émanant de l'expérience commune du colonialisme et d'un désir qu'auraient des Etats jeunes et sans expérience de se rassembler dans l'effervescence de leur nouvelle liberté, bien que ces sentiments existent incontestablement. L'unité des pays d'Afrique est la condition sine qua non d'un développement complet et rapide, non seulement de la totalité du continent, mais aussi de chaque pays.* »²⁰⁵

L'association à la Communauté Economique Européenne, défendue par certains hommes d'Etat africains, n'était qu' « un plaidoyer en faveur d'un colonialisme collectif d'un nouveau genre » parce que ni l'Afrique considérée collectivement, ni aucun des Etats africains pris séparément ne saurait « traiter d'égal à égal » avec une Europe en voie d'unification et déterminée à « *perpétuer la relation historique entre les pays européens, possédant les industries de transformation, et les pays africains, fournisseurs de matières premières* »²⁰⁶ Ces partisans de l'association à l'Europe manquaient-ils de lucidité ou se comportaient-ils comme des instruments involontaires ou volontaires des anciennes puissances coloniales ?

Posée dès le début des années 1960, cette question anticipaient sur les analyses des années d'exil à Conakry, consacrées à la question des classes et des luttes des classes dans l'Afrique indépendante : « *Il est vraiment paradoxal qu'à cette époque, où l'exclusivisme national des Européens fait des concessions à des organisations supranationales, beaucoup d'Etats africains s'accrochent à leur récente souveraineté comme à quelque chose de plus précieux que l'intérêt de toute l'Afrique et cherchent des alliances avec les Etats qui essaient de balkaniser notre continent dans l'intérêt du néo-colonialisme.* »²⁰⁷

Aux yeux de Nkrumah, la question était entendue. Qui voulait la promotion économique et politique des Africains, voulait aussi l'unité de l'Afrique : « *Le capital nécessaire à tous ces développements ne peut être accumulé que si nous utilisons nos ressources à l'échelle*

²⁰³ Unite, p.188-189

²⁰⁴ Ibid., p.219, 202,180

²⁰⁵ Ibid., p.192

²⁰⁶ Ibid., p.188

²⁰⁷ Ibid., p.187

*continentale. Cela demande une organisation centrale pour formuler une politique économique d'ensemble, qui comprendra la planification scientifique, économique et méthodique de notre essor, qui nous mènera de notre pauvreté présente à la grandeur industrielle. »*²⁰⁸

Pour ajouter à la force de conviction de ces arguments, c'est encore l'histoire qui était invoquée : non plus l'histoire de l'Afrique, mais celle des autres, avec des exemples pris dans des Etats de dimension continentale, tels que les Etats Unis d'Amérique, la Russie soviétique, l'Inde et la Chine, autant que dans les formations étatiques telles que l'Allemagne de Bismarck et de Guillaume II, où l'unification politique avait stimulé le développement économique beaucoup plus que ne l'avait fait la simple union douanière.²⁰⁹

Contrairement à une idée reçue, qui continue à avoir la vie dure, Nkrumah évoqua plusieurs scénarios qui pourraient conduire à un « gouvernement continental de l'Afrique ²¹⁰ ». Soulignant que « *du Cap à Tanger, de Cape Guardafui aux îles du Cap Vert, l'Afrique est une et indivisible* », il expliqua qu'une marche progressive vers l'unité retiendrait ses suffrages si tel était le vœu du plus grand nombre :

*« Tout effort d'association entre des Etats d'Afrique, si limité soit-il dans l'immédiat, doit être salué comme un pas de plus dans la bonne direction, celle de la future unité africaine. »*²¹¹

Dans cette optique, il n'a pas manqué de proposer lui-même cette démarche progressive d'une unité qui se ferait, en quelque sorte, en tache d'huile: « *Pour commencer, nous pourrions avoir une constitution à l'intention des Etats accepteraient de constituer un noyau, en laissant la porte ouverte à tous ceux qui désireraient se fédérer ou obtiendraient la liberté qui leur permettrait de le faire. Ce texte pourrait être amendable à n'importe quel moment où l'ensemble de l'opinion le jugerait bon. Peut-être pourrait-on donner une expression concrète à nos idées actuelles en instituant un parlement continental à deux chambres, dont l'une représenterait la population et discuterait des nombreux problèmes auxquels l'Afrique doit faire face, et l'autre, qui assurerait l'égalité des Etats, sans considération de taille ni de population, chacun d'eux y envoyant le même nombre de délégués, formulerait une politique commune dans tous les domaines qui concernent la sécurité, la défense et le développement de l'Afrique. »*²¹²

L'essentiel résidait moins dans la procédure que dans les résultats, moins dans la forme que dans le fond, c.-à-d. la capacité effective, à l'intérieur de cette structure unitaire, de définir une politique africaine et de se donner les moyens de cette politique dans tous les domaines clés : « *une planification économique générale, à l'échelle continentale* », « *une monnaie unique* », « *l'unification de notre stratégie militaire et de défense* »²¹³

L'argumentation s'appuie sur des considérations politiques et économiques. Les arguments d'ordre historiques et culturels sont ici laissés de côté ²¹⁴.

Donc, nous avons d'abord la justification politique. Les Etats africains, pris individuellement, sont trop faibles face aux grandes puissances d'Europe et d'Amérique. Cette faiblesse les amène à chercher leur sécurité dans des accords avec les ex-puissances coloniales, ou avec les puissances néocoloniales. Elle permet éventuellement de les utiliser les uns contre les autres au profit d'alliances ou de rivalités de ces mêmes puissances impérialistes. En tout état de cause, le caractère des frontières héritées du partage colonial de l'Afrique a réparti les

²⁰⁸ Ibid., p.185

²⁰⁹ Ibid., pp. 195 , 236- 247

²¹⁰ Ibid., pp. 248-254

²¹¹ Ibid., p.220

²¹² Ibid., p.253

²¹³ Unite, pp. 250-254

²¹⁴ Sauf une brève allusion au début du chapitre XV. Remarquons que l'unité culturelle de l'Afrique noire ne pourrait pas suffire à fonder le projet de Nkrumah, puisqu'il a en vue l'unité du continent, donc y compris des cultures d'origine arabe de l'Afrique du Nord.

populations ethniquement identiques entre plusieurs Etats; c'est là un état de fait qui peut à tout moment donner naissance à des conflits interafricains, qui seront utilisés, voire, selon le mot de Nkrumah, « téléguidés » (nous dirions aujourd'hui « instrumentalisés ») par les mêmes forces impérialistes. Il est évident que l'unification de l'Afrique ferait disparaître toute possibilité de divisions de ce genre, telle est la réponse.

De même le poids des trente-deux Etats africains dont quelques-uns se classent délibérément du côté « occidental », dont d'autres ont à tenir compte de leur dépendance à l'égard de l'Occident, tandis que certains se déclarent « non alignés » ou « neutralistes », est sur le plan de la politique mondiale infiniment moindre, en raison de ces divisions (et de leurs propres fluctuations) que ne le serait celui du gouvernement unique d'un Etat africain unifié. Et même, celui-ci représente, selon Nkrumah, le seul moyen pour l'Afrique d'avoir sa propre politique internationale, de s'affirmer en tant que telle. Enfin, du point de vue aussi bien du fardeau que représente trente-deux budgets de la Défense que de l'aide de l'Afrique indépendante à la partie du continent encore occupée (spécialement au Sud), les divisions des Etats africains nées de cette situation ne feront qu'aggraver les insuffisances déjà constatées, à moins que ne s'exerce la force unificatrice et centralisatrice de ce gouvernement continental. Car ce dernier est nécessairement, comme un de ses organes, un état major africain central, capable de diriger et d'organiser la défense de l'Afrique dans son ensemble.

Le second groupe d'arguments, ceux qui sont d'ordre économique sont ceux qui s'imposent le plus fortement au lecteur. Ce qui amène à penser qu'aux yeux de Nkrumah lui-même, l'unification économique est de beaucoup le plus important. En tout cas, sortir du sous-développement dans le cadre d'Etats dont la plupart ne disposent ni d'une population suffisante (aussi bien du point de vue du marché qu'elle constitue que du point de vue des ressources en mains d'œuvre), ni des capitaux nécessaires, voire de possibilités de les accumuler dans un délai relativement court, c'est ce qui apparaît à l'auteur une entreprise extrêmement difficile, voire impossible. La solution, il la voit dans une politique de planification à l'échelle de l'Afrique entière, et cette direction unique de la reconstruction économique du continent implique l'unité politique, donc le gouvernement central. Il souligne l'accumulation de difficultés qui résultent de l'existence de monnaies différentes dans des Etats voisins, le danger constant de la mise en train de projets qui risquent de faire double emploi et de se concurrencer d'un pays à l'autre, tandis qu'au contraire des projets industriels de plus grande envergure, qui seraient viables à l'échelle du continent, ne peuvent être entrepris par aucun des Etats isolés.

Enfin, il est bien clair que l'industrialisation de l'Afrique, c'est-à-dire, avant tout, l'édification d'une industrie lourde, exige la construction de grands ensembles industriels qui, à leur tour, ne deviennent rentables que s'ils sont en mesure d'écouler une production massive sur un marché suffisamment important. Or ici, la balkanisation de l'Afrique se dresse comme un obstacle quasi infranchissable.

Au tableau des possibilités infinies de l'édification économique d'une Afrique unifiée avec toutes ses ressources matérielles, humaines et financières mises en commun et concentrées en quelque sorte, Nkrumah oppose la réalité cruelle du morcellement actuel où nombre d'Etats africains, (la très grande majorité en fait), sont amenés à compter, pour simplement survivre, sur l'aide extérieure (celle des grandes puissances occidentales), à organiser leur commerce extérieur en fonction des courants commerciaux établis sous le colonialisme (matières premières s'en allant vers l'Europe ou l'Amérique, produits manufacturés importés massivement de ces mêmes zones industrialisées), voire entrer dans des groupements économiques comme celui du Marché commun européen dont il deviennent les simples appendices. Et certes, le contraste est frappant.

Cependant, on peut être amené à se demander comment, dans de telles conditions, l'Afrique va pouvoir s'en sortir. Les perspectives de l'Afrique unifiée, dessinées ici à grands traits, sont sans aucun doute exaltantes, mais est-il possible de passer dès maintenant du continent néo-colonisé et balkanisé que Nkrumah décrit à ce complet renversement de la situation ? Il faut bien exiger le gouvernement continental dès maintenant, répond Nkrumah: « *Our objective is African Union now. There is no time to waste. We must unite now or perish.* »²¹⁵

Il nous le faut maintenant, dit-il en substance, parce que, sinon, les nationalismes locaux des divers Etats se renforceront et rendront les choses infiniment plus difficiles demain, parce que sinon, c'est laisser le champ libre à toutes les manœuvres de division qui favoriseront l'influence impérialiste.

On pourra sans doute poser la question de savoir et si l'on peut réaliser immédiatement ce programme immense ? A cela, Nkrumah, sans mentionner explicitement l'objection, semble répondre par deux fois. Il souligne que, puisqu'on ne peut attendre passivement la réalisation à venir de ce plan d'unité, il faut dans l'intervalle assurer là où on le peut, au Ghana par exemple, le développement économique le plus élevé possible dans le cadre du pays considéré et, en même temps, continuer la lutte pour l'unité²¹⁶.

Mais on trouve aussi, à ce qu'il semble, une autre réponse indiquée en passant, où il est question d'un premier pas vers une union de tous les Etats africains, c'est-à-dire l'union d'un certain nombre de pays nommément désignés (d'Afrique occidentale) « et d'autres »²¹⁷. On croit lire ici que l'auteur admet au moins la possibilité de certaines étapes. Mais ce point est d'autant moins clair qu'ailleurs toute idée de fédération régionale (quel qu'en soit le contenu) est catégoriquement rejetée. « *Pour réparer efficacement et rapidement les grands torts causés à l'Afrique par l'impérialisme et le colonialisme, dit-il, les jeunes Etats africains ont besoin d'une nation forte et unie, capable d'exercer une autorité centrale pour mobiliser l'effort national et coordonner la reconstruction et le progrès. Pour cette raison, je crois que même l'idée de fédération de régions serait dangereuse en Afrique. Il risque de se créer des patriotismes régionaux s'opposant les uns aux autres. En fait, les fédérations régionales sont une sorte de balkanisation à grande échelle. Elles peuvent donner naissance à une opposition dangereuse non seulement des politiques entre Etats et régions d'Afrique, mais aussi à une situation permettant aux impérialistes et néo-colonialistes de pêcher en eau trouble. En fait de telles fédérations pourraient même s'opposer à la notion d'unité africaine.* »²¹⁸

Bref, on ne saurait dire que la position de Nkrumah, en face de cette question inévitable, soit aussi claire qu'on pourrait le souhaiter. Non que sa pensée (au sens où cela veut dire son rêve et son objectif) ne soit pas claire. Elle l'est : l'Afrique doit être une et socialiste. Mais il sait que son idéal n'est pas réalisable. Non parce qu'il serait utopique. C'est sans doute pour éviter ce reproche qu'il s'appesantit volontairement sur des arguments plus matériels et réalistes

65

215 Kwame Nkrumah, *Revolutionary Path*, London, Panaf Books Ltd, 1973, p. 233234. « *Notre objectif c'est l'union africaine dès maintenant. Il n'y a pas de temps à perdre. Nous devons nous unir dès maintenant ou périr.* » Traduction de Lansiné Kaba, Nkrumah et le rêve de l'unité africaine, Paris, Editions Chaka, 1991, p. 169.

216 Kwame Nkrumah, L'Afrique doit s'unir, op. cit., pp. 101 et 146.

217 Ibidem, p. 220. On peut lire ceci: « Ce sont la vanité et l'étroitesse d'esprit qui ont empêché pendant longtemps les chefs des premiers Etats d'Amérique du Nord de s'unir. Elles ont fini par céder à l'exigence du peuple et à l'apparition de grands hommes d'Etats, mûrs et voyant loin. Plus personne aujourd'hui ne doute que la prospérité des Etats-Unis n'aurait jamais existé si chaque Etat avait conservé sa petite souveraineté dans un splendide isolement. Et pourtant, à l'époque où cela s'est fait, la Caroline du Sud avait peut-être des raisons moins évidentes de s'unir au New-Hampshire que n'en ont aujourd'hui le Ghana et la Nigéria, la Guinée et le Dahomey, le Togo et la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Mali, et tant d'autres, de se grouper pour faire le premier pas vers une union de tous les Etats Africains. »

218 Ibidem, p. 246.

les uns que les autres, à propos des avantages de l'unité. Une utopie est une belle idée totalement impossible, qui ne se réalisera jamais, nulle part, à aucune condition, c'est un rêve irréalisable ! Irréalisable en soi et de manière irrémédiable. Ce serait le cas, par exemple, d'une idée dont la réalisation aurait pour condition nécessaire l'annulation de l'une ou l'autre loi de la physique élémentaire, comme la gravitation. Nous pouvons être sûrs que cela ne se produira pas !

Nkrumah ne se heurte pas ç une impossibilité de ce genre. Il se heurte aux difficultés d'un conteste politique. Ce n'est pas réalisable parce que nombre d'états ont déjà choisi, dans l'intérêt de leurs dirigeants plutôt que dans celui de leur peuple, une Afrique balkanisée et livrée aux jeux d'influences de tous les impérialismes. D'où une position de « *realpolitik* » qu'on pourrait appeler un « *plan B* » : puisque l'idéal n'est pas réalisable, essayons d'y aller par étapes, même s'il est conscient du danger des unions partielles et les a décrits...

Il reste à envisager certaines précisions quant à la nature de cette unité. Bien que cela ne soit pas dit nettement dans les chapitres de ce livre qui traitent expressément du plan d'unification de l'Afrique, nous pouvons admettre que l'idée de Nkrumah est celle-ci: L'Afrique unifiée ne peut qu'être une Afrique socialiste. C'est en vérité, après la publication de L'Afrique doit s'unir, en novembre 1963, devant la Conférence panafricaine des journalistes, que Nkrumah a mieux précisé ce point. Voici le passage tiré du discours du 11 novembre 1963 : « *Si l'Afrique ne s'engage pas sur la voie du socialisme, elle reculera au lieu d'avancer. Avec tout autre système, nos progrès seront au mieux très lents. Notre peuple alors perdra patience. Car il veut voir le progrès se réaliser, et le socialisme est le seul moyen de le faire rapidement.* »²¹⁹

Là, c'est de l'explicite. Mais l'idée est en filigrane dans le livre lui-même. C'est du moins ainsi que la première partie, celle qui traite des problèmes auxquels est confronté un Etat africain pris isolément, prend tout son sens. Car l'examen de ces problèmes qui vont de l'élaboration d'une Constitution adaptée aux besoins du programme économique en passant par la mise sur pied d'une fonction publique efficace, ainsi que les problèmes posés par la famille africaine étendue (et les usages en matière de propriété du sol) tout débouche sur la décision de construire le socialisme au Ghana. Dès lors, la signification de cette première partie par rapport au mouvement de l'ensemble du livre pourrait s'éclairer ainsi: l'étude particulière des problèmes internes des Etats africains accédant à l'indépendance nous mène à la conclusion que le développement rapide de l'Afrique n'est possible que dans le cadre d'un régime socialiste. Et cette solution elle-même ne peut se réaliser avec plein succès que dans le cadre politique de l'Afrique unifiée.

Nous voyons bien que s'il n'est guère de dirigeants africains qui ne proclament bien haut leur adhésion à l'unité africaine, le programme d'unification de Nkrumah n'en apparaît pas moins comme original par rapport aux autres positions publiquement affirmées. Mais, et c'est là un étrange point d'interrogation, « *ce programme révolutionnaire est présenté par le président du Ghana de 1963, note Yves Benot, à des gouvernements africains dont l'orientation conservatrice et l'attachement au micro-nationalisme sont patents.* »²²⁰ Pire, à des gouvernements dont il analyse lui-même (sans les nommer et sur un ton parfaitement calme et courtois) la néo-colonisation.

« *Il est certain, écrit Nkrumah, que beaucoup de chefs d'Etat sont dans une situation gênante. Ils dépendent largement de subsides étrangers, rien que pour faire fonctionner leur appareil d'Etat. En morcelant les territoires, on a réussi à appauvrir nombre de gouvernements au point que leurs ressources propres ne leur permettent pas d'assurer le paiement d'une administration que l'on ne peut pas réduire au-dessous d'un certain niveau. Je reconnais que, lors de l'indépendance, ils ont été placés dans une situation impossible. Ils n'avaient pas choisi leurs limites territoriales, et on leur léguait une économie, une administration qui n'avait*

219 Cité par Yves Benot, op. cit., p. 171.

220 Ibidem, page 171

d'autre but que de maintenir le colonialisme. »²²¹

C'est là un excellent résumé du processus qui conduit du colonialisme direct au néocolonialisme ; mais par quel prodige de tels Etats pourront-ils opérer la rupture brutale sans laquelle il ne saurait y avoir, en ce cas, passage au processus d'unification ? C'est à ce point que la théorie de Nkrumah devient muette. Entre l'Afrique libérée toute entière qui ne se dessine qu'à l'horizon, et l'Afrique morcelée, affaiblie et dépendante, on a toujours autant de mal à deviner les étapes possibles.

A propos des textes de Nkrumah, il importe de signaler qu'en anglais le mot Liberty, pour liberté, est peu employé. Le mot qu'on retrouve le plus souvent sous sa plume est freedom. Or, il existe quelques nuances sémantiques entre les deux vocables. Freedom, en anglais, a un sens un peu restreint et se rapporte davantage au vocabulaire de la philosophie politique. Liberty à un sens très englobant. C'est un terme qu'on emploie volontiers en métaphysique parce qu'il a une grande extension.

L'Oxford English Dictionary²²² donne quatre sens principaux au mot *Liberty*. A cause des nuances qu'elles comportent, nous préférons les donner en anglais.

“*Exception of release from captivity, bondage or slavery*
Freedom from arbitrary, despotic or autocratic rule or control
Faculty or power to do as one likes
Plural: liberties, privileges or rights conferred by grant”

Au mot *Freedom*, le même dictionnaire relate ceci :

“*State of being free; exemption or release from slavery or imprisonment*
Exemption from arbitrary control. Independence
(fig.) Liberation from the bondage of sin
The state of being able to act without hindrance or restraint”

Suivent des exemples courants: *freedom fighters; freedom of rule; freedom march or freedom walk, freedom ride*. Par conséquent, les deux mots ne sont pas interchangeables²²³. En somme, dans l'usage anglo-saxon, *freedom* a une connotation plus politique que philosophique.

Nkrumah a donc raison de conserver la nuance dans ses textes. Voici à titre d'exemple, Freedom et Liberty dans un même texte de Nkrumah. « *I appeal to you all, trade unionists, ex-servicemen, farmers and youth, to be active and vigilant to keep all wolves in sheep's clothing out of your organizations. Remember, eternal vigilance is the price of liberty; the struggle for freedom has depended entirely on your exertions and sacrifices, and you must not allow your own handiwork to collapse because of the machinations of the very reactionary forces against which you have been fighting all these years.* ”²²⁴ C'est donc à dessein qu'il utilise dans un même texte les deux mots pour montrer qu'il réfère à deux notions différentes. Voici enfin un autre texte qui montre bien que, dans l'esprit de Kwame Nkrumah, il existe aucune confusion possible entre liberty et freedom.

« *Let this memorial hold sacred in your memory the liberty and freedom of Ghana. The liberty and freedom which by our struggle and sacrifice the sons and daughters of Ghana have this day regained. May this independence be preserved and sacred all time* »²²⁵.

Nkrumah voulait que tous ces mots soient gravés en lettre d'or sur le fronton de l'Arche

221 Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, op. cit., p. 214.

222 édition 1989, Volume VIII

223 A New-York, se dresse une statue érigée à la liberté humaine. Cette statue offerte par la France aux Etats-Unis glorifie non pas l'indépendance de ce pays mais plutôt la liberté en générale. C'est pourquoi on parle de Statue of Liberty et non Statue of Freedom.

224 Kwame Nkrumah, *I speak of Freedom: A statement of african ideology*, London, William Heinemann Ltd, 1961, p. 44.

225 Ibidem, p. 91.

de l'indépendance, au centre d'Accra, afin de rappeler aux ghanéens qu'ils devaient garder jalousement leur indépendance chèrement acquise. En français, on traduit parfois freedom par indépendance. En fait, chez Nkrumah, les deux termes ne se confondent pas. Voici à titre d'exemple un passage de *Towards colonial Freedom*. « *It is my hope that if it achieves nothing else, this book will provide a guide to students of the "Colonial Question" and serve to emphasize the overriding of freedom and independence not only for peoples ever where who are still under the colonial yoke, but also for those who are becoming the puppets of neo-colonialism.* »²²⁶

Et ailleurs, il écrit: "*When I talk of freedom and independence for Africa, I mean that the vast African majority should be accepted as forming the basis of government in Africa*"²²⁷

Manifestement, il n'y a pas de confusion possible chez Nkrumah entre Freedom et Independence. Mais quand il s'agit de rendre plus claire cette notion, Nkrumah distingue trois types fondamentaux de libertés dans *Towards Colonial Freedom*, page 43.

D'abord, la liberté politique (political freedom), c'est-à-dire l'indépendance complète et absolue du contrôle de tout gouvernement étranger.

Ensuite la liberté démocratique (democratic freedom), c'est-à-dire la libération de la tyrannie politique et l'établissement d'une démocratie dans laquelle la souveraineté est assurée par les masses populaires.

Et, enfin, la reconstruction sociale (social reconstruction), c'est-à-dire la libération de l'exploitation économique et l'établissement des conditions économiques et sociales de telle sorte que le peuple soit capable de trouver les meilleures conditions de vie et qu'il jouisse de son droit à une vie humaine et au bonheur.

Finalement, nous pouvons nous demander à quoi toutes ces analyses sémantiques aboutissent ? Nous savons que Nkrumah rêve d'une indépendance absolue pour l'Afrique. Or cette indépendance totale ou political freedom, ne peut être possible chez Nkrumah que si dans un premier temps, tous les bastions du colonialisme tombent. La chute de l'édifice colonial passe par la lutte de libération. « *For freedom is not a commodity which is "given" to the enslaved upon demand. It is a precious reward, the shining trophy of struggle and sacrifice* »²²⁸

La libération nationale ou conquête de l'indépendance politique et l'accession à la souveraineté internationale ne signifient cependant pas que la liberté est acquise. Selon la géopolitique du XXe siècle, les petits Etats vivent sous le parapluie des grandes puissances. Par ce fait, l'indépendance politique d'un petit Etat (comme le Ghana) ne peut être garantie contre les desseins cupides de ceux qui voudraient à nouveau lui imposer leur volonté que dans le cadre d'une Afrique libre et unie.

« *For we have dedicated ourselves to the attainment of total African Freedom. Here is one bond of unity that allies free Africa with unfree Africa, as well as those independent states dedicated to this cause. My party, the Convention People's Party, fervently upholds, as an unquestionable right, the burning aspirations of the still subjected peoples of our continent for freedom. Since our inception, we have raised as a cardinal policy, the total emancipation of Africa from colonialism in all its forms. To this we have added the objective of the political union of African states as the securest safeguard of our hardwon freedom (...)* »²²⁹

Donc, lorsque Nkrumah parle de l'indépendance absolue, c'est dans le cadre d'une

²²⁶ Kwame Nkrumah, *Towards Colonial Freedom*, London, Panaf Books Ltd, 1973, p. XI.

²²⁷ Kwame Nkrumah, *I speak of freedom*, op. cit., p. 175.

²²⁸ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. XV.

²²⁹ *Ibidem*, p. XI.

Afrique unie, parce qu'en dehors de cela, l'indépendance totale ne peut être totale pour les petits Etats. Les indépendances nationales, autrement dit, ont pour finalité la reconstruction de l'unité africaine. Le mot anglais que Nkrumah emploie est *unity* et non *union*. Et, pour une fois, en passant de l'anglais au français, il n'y a pas à se méfier des « faux amis » : la nuance est la même que celle qui sépare « unité » et « union ». L'unité est la situation de ce qui, à l'origine, est UN. L'histoire, en l'altérant, peut le diviser et il s'agit alors de refaire l'unité perdue. L'union, au contraire, est le résultat d'une démarche volontariste, elle rassemble, elle fédère des choses qui par nature étaient séparées, différentes.

Le chapitre XV de son livre *Africa must unite* s'intitule justement « *Toward African unity* ». Dans ce chapitre, Nkrumah propose aux Africains, particulièrement aux leaders politiques, son plan pour retrouver l'unité perdue. Cette unité avait existé auparavant selon Nkrumah. Mais elle a été détruite depuis le premier jour où des capitaines aventuriers de l'Europe de la Renaissance, divisée en principautés minuscules et batailleuses, avaient touché les côtes africaines en quête d'or, d'épices et de soie, d'esclaves et d'ivoire, qu'ils pillaient pour des monarques et négociants cupides. C'est dans une critique au colonialisme que Nkrumah montre sur quoi était fondée cette unité perdue. Nous citons deux textes.

Texte 1:

*« It is well worth dwelling upon these facts when we recall the pretexts on which later European colonization of Africa was justified. Assumed the Christian responsibility of redeeming Africa from the benightedness of barbarism (...). Maps prepared in Europe which had borne the names of Mali and Songhay were lost. Records of the African kingdoms were let to gather dust and crumble away. The achievements of states that had manufactured in iron and gold and carried on lucrative international trade were expunged from memory »*²³⁰

Texte 2:

*"Our pattern of education has been aligned hitherto to the demands of British examination councils. Above all, it was formulated and administered by an alien administration desirous of extending its dominant ideas and thought process to us. (...) We were denied the knowledge of our African past and informed that we had no present. What future could there be before? We were taught to regard our culture and traditions as barbarous and primitive. Our text-books were English history, English geography, English ways of living, English custom, English ideas, English weather. Many of these manuals had not been altered since 1895."*²³¹

Ce que le colonialisme a arraché aux Africains, c'est tout ce qui faisait leur personnalité, c'est-à-dire leurs valeurs constitués pour l'essentiel sur le partage en commun de la même histoire, la même culture, le sentiment d'appartenir à la même race, la race africaine. A ce sujet, Nkrumah dit ceci:

*« It is true that we have for centuries been divided (...). Some of us are Moslems, some Christians (...). Some of us speak French, some English, some Portuguese (...). All this (...) due to our historical background. Yet in spite of this I am convinced that the forces making for unity far outweigh those which divide us. In meeting fellow Africans from all parts of the continent I am constantly impressed by how much we have in common. It is not just our colonial past, or the fact that we have aims in common, it is something which goes far deeper. I can best describe it as a sense of oneness in that we are Africans »*²³²

Nkrumah recourt là à une « ficelle » de style fréquente en anglais et qui profite du

²³⁰ Ibidem., p. 5

²³¹ Ibidem., p. 49.

²³² Ibidem., p. 132

caractère hybride de la langue (latine et germanique à la fois) pour répéter sans pléonasme. « One-ness » c'est très exactement l'équivalent germanique de « Uni-té ».

Unity renvoie chez Nkrumah à des affinités identitaires. Il s'agit d'entités homogènes qui se sont trouvés disloquées, séparées, divisées au cours de l'histoire pour des raisons liées à la nature du colonialisme qui consiste à diviser pour régner. Nous avons déjà évoqué cette question de savoir s'il est légitime de prétendre discerner sous l'apparente diversité de l'Afrique une Unité, une Africanité fondamentale. C'est toute la question !

Il n'est pas inutile de dire que dans les textes en anglais de Nkrumah, du moins dans *Africa must unite*, le mot *union* est quasi inexistant. Voici l'un des rares passages où ce mot est employé : « *The first step towards African political union was taken on 23 November 1958, when Ghana and the Republic of Guinea united to form a nucleus for a Union of African States.* »²³³ Dans les autres cas, (excepté quand il s'agit de désigner des organisations comme dans le passage « *Our Union of African States (U.A.S) and was to form the nucleus of the United States of Africa. It was declared open to every state or federation or African states which accepted its aims and objectives. Articles 3 and 4 of the Chapter contained the aims and activities of the Union, and I quote them in full...* »²³⁴), c'est le mot *unity* qui est dominant. *Unity* qui foisonne dans les textes de Nkrumah revêt à la fois une connotation culturelle et politique. C'est dans cette optique que pour exposer son plan sur la façon dont l'Afrique pourrait s'unir au plan politique, économique et culturel, il parle de *unity* et non de *union*.

En somme, chez Nkrumah, au niveau idéologique, il n'y a pas de différence sémantique entre *Unity* et *Union* - bien que sémantiquement la différence soit flagrante -. Mais au plan de la réalité, c'est-à-dire, de l'action politique concrète, la politique de Nkrumah en rapport avec son projet des Etats-Unis d'Afrique s'est réalisée dans un cadre approprié au sens qu'Abba Hassane donne au concept « union »²³⁵.

²³³ Kwame Nkrumah, *Africa must unite*, op. cit., p. 142.

²³⁴ Ibidem, p. 141.

²³⁵ Abba Hassane explique que dans le cas de l'Union, le regroupement est le fait de considérations politico-économiques, ce qui n'est pas le cas avec l'unité. Abba Hassane, « *De Nkrumah à Kadaffi, le chemin l'Union Africaine est désormais une réalité irréversible* », in *Le Progrès*, n° 34 du 9 juillet 2001, p. 5

L'idéologie de la lutte panafricaine



Le panafricanisme n'a jamais été une chapelle ayant son orthodoxie, au nom de laquelle on fulminerait des excommunications. Il aurait d'ailleurs fallu pour cela avoir un pape et le conclave eût été pour sûr mouvementé, avec des allures de combat de coq, car nous avons eu l'occasion de voir que les personnages hauts en couleurs et les personnalités fortes n'ont pas fait défaut dans la mouvance panafricaine. Tant pour le titre de « Premier » que pour celui de « Plus Grand » Panafricain, il y a plus d'un candidat. Faut-il cependant en déduire que le panafricanisme se réduirait à la juxtaposition des parcours individuels de personnalités souvent brillantes et attachantes ? Ce serait là une hypothèse à courte vue, et une hypothèse qui laisserait trop de choses inexplicables. Le destin paradoxal de ces figures, dont la trajectoire a été marquée aussi bien par des succès que par des échecs, a fait d'eux pour ainsi dire des icônes pour lesquelles sont attendues des postures de vénération ou leur contraire, de dénégation iconoclaste, plutôt que des approches de questionnement et d'interpellation.

Il faut contribuer à cette désacralisation salutaire, sans néanmoins céder à la trop facile tentation de la fureur iconoclaste. Il est difficile de penser qu'un mouvement qui reste mobilisateur cent ans après sa création serait dépourvu d'un lien idéologique. Et comment expliquer alors les multiples congrès et conférences qui ont émaillé son existence, surtout dans la première moitié du XX^e siècle ? Qu'on pense, à la rigueur, que les participants d'un Sommet de l'UA font du « tourisme diplomatique » et s'envoient des gueuletons aux frais de la princesse dans des hôtels trois étoiles ; c'est là une hypothèse possible. Mais cette hypothèse ne tient pas la route quand il s'agit de Manchester, en 1945, quand tous étaient de modestes particuliers, souvent des étudiants, et n'arboraient encore aucun des signes extérieurs de richesse auxquels se reconnaissent les puissants de ce monde. Dans maints pays, on vénère la mémoire de héros nationaux dont on ne manque pas de rappeler qu'ils furent aussi de grandes figures panafricaines. Certes, dans les trémolos patriotiques il y a souvent une bonne part d'hypocrisie et l'on peut voir, même, des assassins élever parfois leur victime au rang de Héros National. Mais c'est aussi un hommage du vice à la vertu. Les cérémonies patriotiques servent à se concilier le peuple et donc, dire au peuple que X, Héros National, était panafricaniste, et que l'on suit ses traces est une manière de plaire à la foule et de se la concilier. Certes, il ne s'agit pas alors d'une idéologie clairement perçue, mais on se trouve là devant la double nature

du panafricanisme comme *désir* et comme *idéologie*. Tout le monde s'accordait sur le plan sentimental –le *désir* d'unité. En revanche, sur le plan politique –le programme, le contenu, les modalités, voire le calendrier même de l'unité- les désaccords apparaissaient nombreux. Mais il reste que l'importance que des gouvernants, même très éloignés du panafricanisme, prennent soin de s'y référer et de s'en donner l'apparence, montre qu'il y a là autre chose qu'un vague conglomérat.

Quelle que soit la manière dont on expose la galerie des « grands hommes » qui ont illustré, défendu et incarné le panafricanisme, Nkrumah y semble incontournable. Si cette position centrale lui échoit régulièrement, dans toutes les analyses, c'est d'abord parce qu'il s'est préoccupé de constituer le panafricanisme en idéologie, entendue selon lui non pas comme une simple vision du monde, mais comme une vision du monde articulée à une action sur la société. C'est aussi parce que, à partir de cette acception de l'idéologie, il s'est voulu, s'est représenté et a été effectivement l'artisan d'une révolution, dont il a abondamment parlé dans ses écrits et que les d'autres ont finement analysée, soit d'une manière absolument laudative (Padmore, G. *The Gold Coast Revolution*, 1953), soit avec un mélange d'enthousiasme, d'embarras et de réserve (James, C.L.R. *Nkrumah and the Ghana Revolution*, 1977).

Nous venons d'évoquer Accra et le moment où la lutte de Nkrumah²³⁶ pour l'émancipation politique de la Gold Coast aboutit à ce que, pour la première fois dans l'histoire de l'Afrique, un Etat indépendant, le Ghana, entreprit de mettre sur pieds une véritable politique panafricaine et d'en assumer toutes les charges et toutes les conséquences. Peut-être est-ce le moment de recourir à ce passé. En effet, la nécessaire sortie des impasses, dans lesquelles s'est embourbée l'OUA et dont l'Union Africaine, comme le NEPAD, ne semble pas avoir pris la mesure, passe impérativement par la redécouverte et une vraie connaissance des objectifs fondamentaux du panafricanisme et par une évaluation minutieuse et créatrice des productions intellectuelles et des actes de ceux qui nous ont précédés. Il s'agit de voir comment, autour de l'idée de révolution –idée articulée sur les grands combats du XX^e siècle- des gens comme Padmore, James et Nkrumah ont (re)construit le projet panafricain. Cette spectaculaire aventure intellectuelle et politique, menée plus en rupture qu'en continuité par rapport aux héritages acquis, a été rendue possible par une prise en charge singulière de toutes les dimensions du temps : le temps passé, le temps présent et l'approche de celui-ci, le temps à venir avec les propositions de Nkrumah pour la construction du futur africain. A partir de cette aventure, qui est restée inachevée, que valent pour nous, aujourd'hui, les bases posées et les chantiers laissés par ces fondateurs ? La construction du nouvel état, disait Nkrumah, prenait appui sur trois points : liberté politique, liberté démocratique, socialisme. Ce dernier mot, assorti de l'introduction de l'économie planifiée, fit bien entendu crier au communisme.

On peut penser à la formation d'une idéologie articulée, un capital intellectuel d'héritages et d'expériences sur laquelle ils s'étaient appuyés avant de se lancer, pour leur propre compte, dans l'élaboration idéologique et dans l'action en faveur du panafricanisme. Il y a lieu de distinguer entre connaissance historique, celle, visant à l'exhaustivité, que les spécialistes ont, après coup, des processus passés, et connaissance politique, celle que les acteurs possèdent, élaborent et utilisent dans le feu même du combat et qui, le plus souvent, apparaît plus limitée que la première. Très complexes dès l'origine, le

²³⁶ A son nom en sont associés plusieurs autres qui prirent une part active à cette espèce d'épopée que furent la quête intellectuelle et le combat libérateur du panafricanisme. Il s'agit, en particulier, de George Padmore et de Cyril Lionel James. Padmore accompagna Nkrumah dans sa lutte pour l'émancipation politique de la Gold Coast et lui servit de conseiller quand il devint chef d'état. Quant à Cyril L. James, s'il fut pour Nkrumah un des compagnons de la lutte pour l'indépendance, il n'hésita pas à afficher ses désaccords avec le dirigeant ghanéen et à se séparer de lui.

mouvement panafricain fut multiple, aussi bien dans ses argumentaires, dans ses pôles géographiques que dans options politiques et ses partisans, travaillant dans l'isolement, ignoraient le plus souvent ce qui se passaient dans les autres pôles. Chez Nkrumah ou Padmore, la connaissance politique qu'ils eurent du panafricanisme frappe encore par son ampleur et semble n'avoir guère été éloignée de la connaissance historique que nous en avons aujourd'hui.

Dès le départ, le bagage panafricain de Padmore, James et Nkrumah était beaucoup plus riche que l'idéologie à laquelle adhéraient la plupart de leurs camarades, ce qui, avant même les actions concrètes qu'ils ont posées, ne fut pas pour rien dans leur autorité et dans leur prestige au sein des groupes panafricains. C'est que, tout en captant le meilleur et le plus radical, sinon la totalité, de l'héritage panafricain, ils ont entretenu des relations fortes, pour le moins difficiles avec l'une des grandes idéologies montantes du XX^e siècle, le communisme, et n'ont jamais perdu de vue la lutte prioritaire et incessante contre les formes anciennes et nouvelles du colonialisme.

Socialisme africain

Si l'on considère que le panafricanisme reposait fondamentalement sur trois idées-forces et que celles-ci sont l'indépendance, l'unité et la restauration de la dignité de l'homme noir, ce qui veut tout aussi bien dire la fin de la discrimination ou de l'apartheid que la mise en place d'une économie à visage humain, on ne peut que constater que son premier objectif a été atteint, que pour le second on s'est fourvoyé en route pour s'arrêter à mi-chemin, et que l'on a totalement échoué même à simplement se rapprocher du troisième.

Mais, dans cet ordre d'idées, il faut remarquer aussitôt que ce mélange de succès et d'échec n'est pas particulier au panafricanisme. Cela apparaît nettement quand on se penche sur les publications et travaux portant sur l'analyse des mutations internes des diverses régions du Tiers-Monde, ou portant sur la méthode des sciences sociales appliquée au développement, avec une prédilection pour les études qui, partant du terrain, contribuent à la reformulation de l'appareil analytique dominant, tant dans les organismes d'études et d'intervention que dans l'enseignement universitaire.

L'évolution de la pensée radicale ou « tiers-mondiste » sur le sous-développement et la dynamique qui a prévalu au niveau international vingt ans après Bandoeng, ont conduit à la constitution d'un corps théorique globalisant. Toute l'analyse s'est organisée autour d'un raisonnement simple : le Tiers- Monde, bloqué dans son développement par l'impérialisme, n'a d'autre choix que de rompre avec le marché mondial pour construire des économies autocentrées, évoluant irrésistiblement vers le socialisme. Telle est la thèse du « dépassement nécessaire du capitalisme par sa périphérie ».

Le panafricanisme (ou, si l'on préfère, les politiques menées par des chefs d'état africains dans des pays devenus indépendants dans la mouvance induite par les idées panafricaines) a fait partie intégrante de ce « corpus » théorique. Le fait le plus connu de cette participation est ce qu'il est convenu d'appeler « l'échec du (ou des) socialisme(s) africain(s) ». On remarque plus rarement que l'échec du (ou des) capitalisme(s) africain(s) est tout aussi patent et que la « prospérité du Congo belge » tout autant que le « miracle ivoirien » se sont dissipés en fumée.

Or, le morcellement du Tiers-Monde est devenu patent. Ce morcellement donne

matière à de nouvelles classifications qui se reflètent dans les publications des organisations internationales (pays producteurs de pétrole, semi-industrialisés, au seuil de la pauvreté absolue... Unité et diversité du Tiers-Monde sont devenues des réalités projetées dans des luttes politiques et idéologiques dont les enjeux sont en perpétuelle redéfinition. Toutefois, quelle que soit l'appartenance d'école, la référence à des « modèles » (chinois, algérien ou brésilien, par exemple) est en recul. Le renouveau de l'analyse sur le développement semble désormais passer par « un retour au terrain » et la prise en considération des spécificités régionales ainsi mises en lumière. Le cadre rigide des spécialités scientifiques (économie, sociologie, anthropologie, écologie...) éclate et, par tâtonnements successifs, les recherches les plus intéressantes s'enrichissent de nouvelles synthèses qui dépassent le simple recensement des données factuelles. Découvrir a posteriori la complexité d'un terrain sur lequel on n'a pas été bien brillant fait partie de la méthode dont les scientifiques usent couramment pour reconnaître leurs échecs sans vraiment les avouer.

En l'absence de résultat probant de toutes les théories du développement, la question du Socialisme en Afrique reste donc posée.

L'appréciation portée sur Marcus Garvey et W. E. B. Du Bois conduit directement à la question des rapports avec le communisme. Victorieux en Russie dès 1917 et actif à établir des liens avec les nombreux mouvements d'émancipation coloniale émergeant dans les empires coloniaux d'Asie et d'Afrique à la suite de la première Guerre mondiale, le communisme occupa évidemment une place essentielle dans la formation intellectuelle et dans le parcours politique de Padmore, James et Nkrumah, même si, de toute évidence, cette rencontre ne se fit pas à la même époque ni dans les mêmes circonstances pour les trois et s'ils ne rencontrèrent pas le même communisme.

Le communisme auquel Padmore eut affaire était celui de la Troisième Internationale qui, à son tour, entretint des relations si complexes et si difficiles avec les nationalismes naissants d'Asie et d'Afrique. Dans un premier temps, Padmore exprima des opinions enthousiastes, extrêmement chaleureuses et dépourvues de toute réserve à l'égard de ce communisme, comme on le voit en particulier dans son *How Russia Transformed Her Colonial Empire* (1946), livre dans lequel il décrit comment un « *Etat multinational et multiracial* », fondée sur « *la solidarité fraternelle* »²³⁷ a vu le jour sur les décombres de « *l'empire colonial tsariste* ». Padmore ne se contente pas de louer la qualité des analyses et des propositions formulées par Staline dans *Le marxisme et la question nationale* (1913) et la décision cohérente de Lénine, en conformité avec la critique marxiste de l'impérialisme, de reconnaître aux peuples *allogènes* de l'empire russe le droit à l'autodétermination. Il souligne aussi les efforts fournis par le régime soviétique en vue d'instaurer *l'égalité raciale* au sein de l'armée et des structures étatiques et gouvernementales de prise de décision, ainsi qu'en vue de rétablir l'équilibre entre les diverses régions par une politique volontaire de planification en matière d'économie et d'instruction et de promouvoir la renaissance culturelle et la culture nationale dans les régions autrefois « attardées ». Ce livre lui offre aussi l'occasion de mettre en parallèle cette politique soviétique et celles des puissances européennes et des Etats-Unis d'Amérique. Actualisant les réflexions réservées faites par Karl Marx et Friedrich Engels dans les années 1850 et 1890 sur la classe ouvrière britannique, il se montre sans complaisance à l'égard des partis occidentaux de gauche accusés de s'être convertis à l'idéologie coloniale²³⁸.

²³⁷ Padmore : « *How Russia...* », p.67

²³⁸ « *Le Parti Travailleuse, l'expression organisée des travailleurs britanniques, n'a pas de politique coloniale*

Hostile aux Quatorze Points du Président Woodrow Wilson (1918), comme à la Charte de l'Atlantique (1941), il reproche à la conception américaine de l'autodétermination de n'être qu'une expression du capitalisme, entretenant cet « *exclusivisme national inhérent au nationalisme bourgeois* » qui, selon lui, a produit le fascisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres.

Les dates sont ici d'un grand intérêt. Padmore quitta l'URSS et ses fonctions dans l'Internationale Communiste en 1934, soit douze ans avant d'écrire *How Russia Transformed Her Colonial Empire*. Cette décision fut motivée, nous l'avons vu, par le fait que l'URSS, à l'approche de la guerre, adoptait désormais un profil bas à propos de la colonisation pour ne pas compromettre ses chances de trouver peut-être des alliés dans les démocraties bourgeoises colonisatrices. Deux réactions étaient possibles : crier à la trahison et claquer la porte, ou se séparer des Soviétiques en considérant simplement que leur choix tactique pouvait être bon, mais que, comme il désirait militer essentiellement dans l'anticolonialisme, sa place n'était plus à Moscou. Le ton, très amical envers l'URSS, de « *How Russia...* », nous fait supposer qu'il faut choisir la seconde hypothèse.

La position de Padmore à l'égard du communisme changea du tout au tout au cours des années 1950 pour aboutir à la rupture totale consignée dans *Pan-Africanism or Communism ?* (1956), qui se trouve être aussi, avec *Africa Must Unite* (1963) de Nkrumah, l'une des deux références absolues du panafricanisme. Au moment où le Ghana, ouvrant la voie à l'Afrique, voit son indépendance toute proche et s'apprête à relancer la dynamique panafricaine, rien dans la politique de l'URSS et dans l'action des partis communistes dans le monde ne trouve plus grâce aux yeux de Padmore.

S'appuyant sur l'analyse de toute une série d'événements qui exprimaient à ses yeux « *le cynisme et l'opportunisme communiste* », il émet un jugement sans appel : « *Les Noirs ont une conscience aiguë d'être, de tous les peuples de la terre, les plus lésés par l'oppression raciale et par l'exploitation économique. Ils sont également très conscients du fait, prouvé par le comportement opportuniste et cynique des communistes, que l'intérêt que ces derniers leur portent est dicté par les tactiques toujours changeantes de la politique extérieure soviétique, plutôt que par des motifs altruistes*²³⁹. *Ceux de leurs intellectuels qui sont politiquement conscients savent que les ouvriers et paysans noirs opprimés sont considérés par les communistes comme des « révolutionnaires susceptibles d'être sacrifiés » dans la lutte générale du communisme contre le capitalisme occidental. Ces intellectuels savent que les*

*propre. Considérant, comme il le fait, que son existence est liée à la continuation de l'empire, il soutient la politique impérialiste des Conservateurs. L'impérialisme britannique a eu le soutien des dirigeants des travailleurs organisés en partageant avec eux certaines des dépouilles de son exploitation coloniale, ce qui fait du Parti Travailleuse le défenseur des intérêts impériaux de la Grande Bretagne chaque fois qu'ils sont menacés. » (Ibid., p.165) Autre jugement définitif de Padmore : « *Aucun Africain qui se respecte ne désire troquer ses maîtres britanniques contre des maîtres russes. Les Africains ne prêtent l'oreille à la propagande communiste lorsqu'ils ont le sentiment d'être trahis ou frustrés ; quand s'est effondré l'espoir qu'inspirent les déclarations et les promesses des soi-disant chrétiens occidentaux qui, tout en rendant un hommage verbal à la « fraternité de l'homme », perpétuent « l'exploitation de l'homme par l'homme », surtout celle de l'homme de couleur. La force des communistes réside dans le fait de savoir que la démocratie occidentale est prise dans son propre dilemme quand on lui met devant les yeux l'accomplissement des engagements qu'elle a pris vis-à-vis des peuples de couleur. Et les communistes, n'ayant rien à perdre, ayant, au contraire, tout à gagner en pêchant dans les eaux troubles d'Asie et d'Afrique, peuvent se permettre de rendre un hommage verbal sans réserves, pour la défense de la liberté des colonies. Ils savent aussi que la répression ne fait qu'apporter de l'eau à leur moulin en confirmant ce qu'ils ne cessent d'affirmer, à savoir qu'aucune nation impériale ne transmettra pacifiquement le pouvoir, en quelque circonstance que ce soit, à un peuple assujéti. » (Panafricanisme..., pp. 350-351)**

²³⁹ C'est, exprimée en termes généraux, la critique qu'il aurait pu émettre en 1933 car, à cette époque, Staline a effectivement « mis de l'eau (coloniale) dans son vin ». Mais pourquoi se fâcher à ce sujet 22 ans après les faits ?

*Africains et les peuples d'origine africaine sont toujours recherchés pour se joindre au prolétariat blanc, et grossir ainsi les rangs « révolutionnaires » dans la lutte contre les impérialistes hostiles à la « Patrie soviétique ». Cette attitude vis-à-vis des Noirs fait au fond partie intégrante de la philosophie communiste.*²⁴⁰»

Cette volonté de captation attribuée aux communistes lui apparaissait d'autant moins justifiée que « *les luttes des Africains et des peuples d'ascendance africaine commencèrent avec leurs tentatives de fondation d'une « Patrie nationale » sur la côte occidentale d'Afrique*²⁴¹ *près d'un siècle avant que la Russie communiste ait fait son apparition comme puissance dans la politique mondiale* »²⁴². A cette antériorité, qui enlève toute légitimité à la prétention attribuée aux communistes de diriger tous les mouvements nationalistes émergeant dans les colonies, s'ajoutent les attaques répétées des communistes contre les dirigeants de ces mêmes mouvements accusés d'être les représentants du « *nationalisme réactionnaire petit-bourgeois* » ou, comme ce fut le cas pour W. E. B. Du Bois, des « *traîtres au peuple noir* ». ²⁴³

On retrouve exactement les mêmes reproches à l'égard des partis communistes chez Richard Wright²⁴⁴, ami intime de Padmore qui l'aida à se rapprocher de Nkrumah, et chez Aimé Césaire dont la *Lettre à Maurice Thorez* (1956), fut aussi une déclaration de rupture avec le Parti Communiste Français et avec l'URSS.²⁴⁵ Les relations entre communistes et panafricanisme restaient néanmoins très compliquées. En effet, tout en rejetant le communisme en tant que regroupement de partis sous la direction du « *grand frère* » soviétique et en tant que mode de gouvernement, Padmore continuait de reconnaître la validité du « *matérialisme historique* » puisque « *cette interprétation fournit une explication rationnelle de beaucoup de choses qui seraient autrement incompréhensibles* »²⁴⁶»

En même temps, il attribuait au panafricanisme, outre la tâche d'émanciper et d'unir les peuples africains, celle de réaliser certaines des missions que se réservait le communisme : « *les formes de gouvernement ne sont pas d'importance primordiale pour les masses populaires. Ce qui les intéresse, c'est la satisfaction de leurs besoins fondamentaux. Le communisme exploite la misère, la pauvreté, l'ignorance et le besoin. La seule réponse efficace au Communisme est donc d'éliminer ces conditions en satisfaisant les besoins et les exigences matérielles des gens du commun, besoins qui se ramènent à la nourriture, l'habillement et l'abri. Tout gouvernement honnête, incorruptible, qui cherche à faire cela assurera la meilleure garantie contre le communisme* »²⁴⁷». Enfin, Padmore voyait un autre parallèle entre le communisme, théoriquement mis au point en Europe occidentale et triomphant en Russie et le panafricanisme : « *Sous un rapport important, ces idéologies militantes nègres – la garveyisme et le panafricanisme- qui ont toutes les deux influencé des leaders africains tels que le Docteur Azikiwe et le Docteur Nkrumah, ressemblent toutes deux au marxisme qui naquit hors du pays où il fut appliqué pour la première fois avec succès* »²⁴⁸

A lire tout cela, on a l'impression de se trouver devant la fameuse publicité de

²⁴⁰ Padmore, *Panafricanisme...* Pp. 303-304

²⁴¹ Allusion évidente au Libéria, ce qui ferait remonter le mouvement panafricain jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

²⁴² Ibid., pp. 21-22

²⁴³ Ibid., p. 23

²⁴⁴ Ce même Wright avait été l'un des bailleurs de fonds pour le démarrage de *Présence Africaine*.

²⁴⁵ Voir aussi Wright, R., 1954, pp. 66-67, 180-185

²⁴⁶ Padmore, op.cit. p. p. 24

²⁴⁷ Padmore, op.cit. page 27

²⁴⁸ pp. 331-332

Canada Dry : ça a la couleur, le goût, etc... mais ce n'est pas de l'alcool. Le panafricanisme a le goût, l'odeur et les effets du communisme, mais ce n'en est pas !

Cyril James avait été à Trinidad un jeune activiste dans le mouvement syndical des années 1920, animé par Arthur Cipriani²⁴⁹, avant de devenir marxiste. Le marxisme, il le découvrit en Grande Bretagne au contact de personnalités et de groupes se réclamant de Léon Trotski. Dès l'abord donc, son communisme fut hostile à celui qu'incarnaient Staline, l'URSS et le Komintern. Il en rejetait au moins deux aspects essentiels qui allaient influencer par la suite sur ses rapports avec les mouvements d'émancipation en Afrique et, en particulier, avec Kwame Nkrumah. D'une part, il rejetait la conception bolchevik du parti révolutionnaire comme parti d'avant-garde censé éduquer le peuple et conduire le processus révolutionnaire. D'autre part, il se montrait allergique à toute forme d'autoritarisme et redoutait par-dessus tout de voir le parti révolutionnaire, ou à plus forte raison son chef, se substituer au peuple.

Mais son « trotskisme » ne signifiait pas pour autant un alignement complet sur les positions de Trotski concernant les problèmes de l'émancipation coloniale. Ceux-ci donnèrent lieu à des débats animés entre les deux hommes, lorsque Trotski invita James à Mexico en 1939. Trotski, en accord sur ce point avec les autres dirigeants soviétiques, considérait que la lutte des Noirs aux Etats-Unis comme une *lutte secondaire*, la contradiction principale étant celle qui opposait le prolétariat dans son ensemble à la bourgeoisie capitaliste. D'une manière générale, la question noire devait disparaître progressivement et le racisme avec elle, dès lors que les bases matérielles des inégalités raciales seraient supprimées. James était en désaccord complet avec son mentor sur ce point. Il est remarquable que sa profession de foi trotskiste (*World Revolution, 1917-1936*) ait été publié en 1937, une année seulement avant son livre fameux, *The Black Jacobins*, la première analyse faite par un intellectuel noir sur le premier mouvement d'indépendance d'une colonie peuplée par des esclaves originaires de l'Afrique. James fut donc à son tour habité par cette dualité à laquelle Padmore voulut échapper en rompant avec le communisme et à laquelle lui resta fidèle : « *Mes contacts avec la civilisation occidentale, pendant ces premières années, s'élaborèrent à partir de ces deux structures : la révolution anti-française de Saint-Domingue et le marxisme en tant que méthode d'étude de l'histoire.* »

A la différence de ses deux compagnons, dont l'adhésion au marxisme fut relativement précoce et se fit dans le prolongement d'un activisme syndical, Nkrumah découvrit cette idéologie assez tard, aux Etats-Unis et au travers de lectures, longuement rapportées dans l'*Autobiographie*. Ce marxisme naissant ne fut pas chez Nkrumah une passion exclusive, capable de détruire toute curiosité pour d'autres auteurs révolutionnaires qu'il avoue avoir fréquentés tout aussi assidûment. Alors que Padmore et James allaient s'éloigner du marxisme, avant de rompre plus ou moins brutalement avec ses versions les plus en vogue, Nkrumah ne cessa d'y trouver des ressources intellectuelles pour analyser la situation de l'Afrique de son temps et affiner sa conception du panafricanisme. Il est vrai que ce marxisme se voulait absolument indépendant de toute allégeance envers un quelconque « grand frère ». Evoquant en 1967 ce qu'avait été sa formation idéologique, Nkrumah écrit ceci : « *Vous voyez, toute ma pensée et toute mon action découlent d'une synthèse du matérialisme de Feuerbach, de l'idéalisme dialectique de Hegel, de la théorie de l'évolution de Darwin et du matérialisme de Marx (...), la formulation dialectique de Marx et Engels qui répudie toute influence divine dans les affaires des hommes et dans laquelle la vérité se mesure par la*

²⁴⁹ Sur ce dirigeant syndical d'origine corse, qui fut le premier à mobiliser les travailleurs de Trinidad, James a publié *The Life of Captain Cipriani : An Account of British Government in the West Indies (1932)* et *The Case for West-Indian Self Government (1933)*.

pression des conditions et des circonstances d'une situation spéciale. ²⁵⁰» Il ne cachait pas son admiration pour Lénine et Trotski : « *C'étaient vraiment des révolutionnaires. Ils ont marqué l'histoire, le premier comme stratège et le dernier comme un champion de l'insurrection. L'histoire les a rassemblés un moment pour un but historique. Il est rare de trouver les deux qualités dans une seule personne* »²⁵¹ Cependant Nkrumah se considérait comme « marxiste plutôt que léniniste » : « *le léninisme, c'est le marxisme plus le bolchevisme, c.-à-d. l'application russe du marxisme, la dictature du prolétariat. Celle-ci n'est pas applicable à l'Afrique: il doit y avoir la dictature des masses, le marxisme-nkrumahisme. En Chine, on a fait une grande erreur en adoptant le marxisme-léninisme. Cela aurait dû être le marxisme-maoïsme. Ceci explique le pourquoi de la Révolution Culturelle et l'utilisation faite des Pensées du Président Mao. Qu'est-ce d'autre que le maoïsme* »²⁵²

Selon Nkrumah, « l'essence » de son interprétation du marxisme se trouve dans *Towards Colonial Freedom*, livre écrit dès 1945. Mais la proclamation officielle de son adhésion au marxisme n'eut lieu qu'en 1951 lorsque, à la suite de la victoire électorale du CPP qui, pour la première fois dans l'Afrique sub-saharienne, ouvrait la porte de la direction des affaires gouvernementales à un « indigène », Nkrumah déclara devant les représentants de la presse internationale pour le moins surpris : « *je suis un chrétien sans dénomination en même temps qu'un marxiste* ». Mais, au risque de décevoir les puristes de l'idéologie marxiste, Nkrumah avouait retenir en priorité de l'expérience politique du communiste ses leçons pratiques quant à la conquête et à la conservation de l'histoire : « *Tout au long de l'histoire, il n'y a pas eu de révolution digne de ce nom qui n'ait pas eu* :

Un soutien solide, fondé sur une base large, de la part de la masse du peuple ;

Un plan et une direction centralisés.

Le premier s'obtient à travers l'éveil et la sensibilisation politiques du peuple grâce aux écoles, aux groupes d'études, aux cellules, au travail au niveau des communautés, etc. Le second se réalise par une organisation et une direction unifiées. Et ici, il n'y pas à fuir « la personnalité ». Le dirigeant d'un mouvement socialiste révolutionnaire est la personnification de la lutte du peuple, ni plus ni moins. Il ne doit pas être vu comme isolé des masses, mais comme inséparable d'elles. L'absurdité de ce qu'on appelle « le culte de la personnalité » est une invention des révisionnistes. Où aurait été l'Union Soviétique sans Lénine, Staline et Trotski ? Peut-on voir la révolution chinoise en l'isolant de Mao Tsé-Toung, Chou En Lai, Lin Piao ? Tout au long des âges, toutes les révolutions et tous les grands changements politiques et sociaux ont été réalisés sous quelque symbole unificateur, une personnalisation du mouvement. Ceci est une des lois fondamentales de l'histoire et de la nature. ²⁵³»

Sur ce dernier point (le rôle des individualités dans les processus révolutionnaires) et sur ses éventuelles applications au panafricanisme, les communistes repentis (Padmore et James) se trouvaient en accord avec le marxiste impénitent (Nkrumah). Après avoir loué le rôle décisif de Lénine dans la révolution russe²⁵⁴, James vit en Nkrumah le dirigeant exemplaire de cette révolution qui devait aboutir au panafricanisme. Pour Padmore aussi, Nkrumah était le champion incontesté du panafricanisme, appelé à occuper le premier plan à l'échelle du Ghana comme à celle de l'Afrique, en transformant radicalement l'ancienne colonie britannique pour en faire le pivot de la révolution panafricaine.

Le point important est sans doute que James et Padmore ont connu le marxisme par leur adhésion à des *organisations* communistes, alors que Nkrumah a été un *lecteur assidu* de Marx,

²⁵⁰ lettre à June Milne, 7/8/1967, The Conakry Years, p. 169

²⁵¹ *ibid.*, 15/9/1967, Conakry, p. 178

²⁵² *ibid.*, pp. 195-196

²⁵³ Lettre à James et Grace Boggs, 6/12/1968, Conakry, p. 270

²⁵⁴ James, 1938, pp. 91-93

Engels, Lénine et autres, sans avoir autour de lui une organisation contraignante. Adhérer à une organisation, a fortiori aller habiter un pays qu'elle dirige, c'est se trouver devant un ensemble d'interprétations de son idéologie, coulées dans le béton des institutions. Faites-vous membre d'un banal club de supporters : on ne vous laissera pas choisir les couleurs de l'équipe : elles existaient avant vous. Une organisation impose fatalement ses règles et ses doctrines, et presque toujours en impose un peu plus qu'il n'en faut, car elle tend naturellement à perpétuer aussi sa propre existence. Au contraire, prendre connaissance en toute liberté du plus grand appareil conceptuel jamais conçu pour décrire le capitalisme, ses origines historiques, ses causes, ses méfaits (y compris l'esclavage, le colonialisme et l'impérialisme) et la manière dont on pourrait le renverser donne, non pas une impression de contrainte, mais celle d'une plus grande liberté, puisqu'on perçoit à la fois que l'on a compris, et que l'on a désormais des indications sur ce qu'il faut faire. La différence est de taille.

Les textes « anticommunistes » des panafricains, tant celui de Padmore que la « *Lettre à Maurice Thorez* » de Césaire datent de 1956 et donc de l'année du « *rapport attribué au camarade Khrouchtchev* » (pour user de l'euphémisme lancé à l'époque par le PCF), où il est question des erreurs du Stalinisme, mais où le monopole du Parti-État n'est pas remis en cause. Khrouchtchev attribue les « déviations » à la seule psychologie du personnage, au « culte de la personnalité » et à sa « paranoïa » personnelle. Ce qui permet de présenter le Parti en soi comme innocent.

Aimé Césaire, dans sa « *Lettre à Maurice Thorez* », déclarait que « *ce n'est ni le marxisme, ni le communisme* » qu'il reniait, « *que c'est l'usage que certains ont fait du marxisme et du communisme* » qu'il réprouvait. Il précisait vouloir mettre « *marxisme et communisme* » au service des peuples noirs « *et non les peuples noirs au service du marxisme et du communisme* ». Les commentaires négatifs de Padmore vont dans le même sens, et l'on ne remarque pas suffisamment qu'il y a dans les « messages de rupture » africains des accents qui leur sont propres. Sans doute s'en rendit-on d'autant plus mal compte que les « ruptures » de ce genre furent, cette année-là, pléthoriques et que, donc, les réactions africaines se perdirent quelque peu dans la masse. On ne remarqua donc pas que, même écrits en 1956 (mais Césaire écrit à la fin de l'année, alors que le « *rapport attribué à...* » est du début et Padmore n'a sans doute pas écrit son livre en quelques jours) les réactions africaines concernent aussi d'autres événements de 1956. L'un de ces événements est la crise de Suez, qui concerne l'Égypte, pays d'Afrique et dont le leader, Gamal Abdel Nasser est considéré par les panafricains comme un de leurs. En outre, la raison du coup de force militaire anglo-franco-israélien, c'est le contrôle égyptien sur le Canal de Suez²⁵⁵, c'est-à-dire le droit, pour un pays africain, d'affirmer sa souveraineté et de prendre le contrôle de ses ressources. Nul ne peut nier que le raid sur Suez²⁵⁶ avait de violents relents de colonialisme et de « politique de la canonnière ».

Or, l'anticolonialisme constitue dans la pâte panafricaine un levain permanent, dans la

²⁵⁵ Le 26 juillet 1956, Nasser opère la nationalisation du canal et la mise sous séquestre des biens de la compagnie universelle du canal de Suez, lors d'un discours à Alexandrie : « La pauvreté n'est pas une honte, mais c'est l'exploitation des peuples qui l'est. Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte (...) J'assigne aujourd'hui l'accord du gouvernement sur l'établissement de la Compagnie du Canal. » De plus, depuis plusieurs années il est question pour l'Égypte de se doter d'un barrage à Assouan, afin de protéger les terres agricoles des crues du Nil et de produire de l'électricité. Or des fonds ont été demandés à l'Union soviétique et aux États occidentaux, mais ces derniers ont suspendu leurs fonds après la réception d'armes en provenance du bloc de l'Est.

²⁵⁶ La crise du canal de Suez, aussi connue sous le nom de guerre de Suez, campagne de Suez ou opération Kadesh, éclata en 1956 entre l'Égypte et une alliance secrète, le protocole de Sèvres, formée par l'État d'Israël, la France et le Royaume-Uni, suite à la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte. Cette alliance entre deux États européens et Israël répondait à des intérêts communs : les nations européennes avaient des intérêts politiques, économiques et commerciaux dans le canal de Suez, et Israël avait besoin de l'ouverture du canal pour assurer son transport maritime/

mesure où, non contentes d'être présentes sur le continent africain, les puissances européennes ne cherchaient qu'à étendre leur domination. Ce fut particulièrement sensible dans l'entre-deux-guerres. Les deux Etats qui, érigés en références et en modèles depuis le XIX^e siècle au sein de l'intelligentsia panafricaine, incarnaient encore l'indépendance de l'Afrique et sa capacité de s'administrer elles-mêmes –le Liberia et l'Ethiopie- se trouvaient en effet sous la menace permanente d'une colonisation insidieuse ou brutale.

Alors que la plupart des Etats européens pratiquaient le travail forcé dans leurs territoires africains et y toléraient des formes multiples d'esclavage et de dépendance, le Liberia fit l'objet en 1930 d'une enquête sur l'esclavage à l'initiative de la Société des Nations. Organisée dans un contexte de compétition féroce entre les Etats-Unis et les Etats européens pour l'accès au caoutchouc libérien, l'enquête se révéla positive, provoquant aussitôt de nombreuses prises de position ouvertement colonialistes et racistes de la part de haut dignitaires européens sur la nécessité de coloniser cette république noire indépendante : « *Que le Liberia soit autorisé plus longtemps à demeurer une république indépendante n'est ni plus ni moins qu'un scandale que la S.D.N. devrait faire cesser sans perdre de temps (...) Il n'y a qu'un remède : la prise en charge et la mise en bon ordre du territoire libérien par l'une des nations blanches. Qui doit faire cela ? Cela revient à se demander si c'est l'Amérique ou l'Angleterre. Il n'y a qu'une seule autre nation que l'on pourrait dire intéressée, individuellement, au Liberia et c'est la France (...) L'Amérique s'intéresse, d'abord, du fait que les Etats-Unis ont été responsables de la création de cette république noire et, deuxièmement, à cause de leurs gros intérêts là-bas, la Compagnie Firestone du caoutchouc et les prêts provenant de l'Amérique* »²⁵⁷

Quant à l'Ethiopie, symbole vivant de l'ancienneté et de la continuité d'une structure étatique en Afrique, son agression et son occupation par l'Italie fasciste en 1935/1936 révélèrent « *l'attitude cynique des grandes puissances : la prise brutale de l'Ethiopie convainquit les Africains et les peuples d'ascendance africaine du monde entier que les Noirs n'avaient pas de droits que les Blancs se croiraient obligés de respecter, si ces droits gênaient leurs intérêts impérialistes. Non seulement les puissances occidentales firent la sourde oreille à la demande d'aide que l'empereur adressa à la Société des Nations, mais elles furent complices de l'utilisation par Mussolini de gaz asphyxiants contre les Ethiopiens sans défense puisqu'elles vendirent du carburant au dictateur* »²⁵⁸ Padmore et ses compagnons en conclurent que, « *pour ne plus se laisser prendre au dépourvu* », les Africains devaient « *s'occuper d'eux-mêmes* », sans se fier au discours lénifiants d'organismes tels que la S.D.N. On sait que Nkrumah apprit la nouvelle de l'agression en débarquant à Liverpool du bateau qui l'avait emmené du Ghana et s'écria : « *C'est comme si le monde entier m'avait déclaré la guerre* ».

Nourri par la double expérience du Liberia et de l'Ethiopie, l'anticolonialisme panafricain trouva à se raviver dans les circonstances de l'après deuxième Guerre mondiale et dans le processus même des décolonisations africaines qui leur paraissaient trompeuses quant au fond. Pourtant, au lendemain de l'effondrement des fascismes, la concordance chronologique presque parfaite entre la victoire électorale du parti travailliste britannique (juillet 1945) et le cinquième Congrès Panafricain de Manchester (octobre 1945) avait suscité beaucoup d'espoir parmi les nationalistes africains qui s'empressèrent d'écrire à Clement Attlee, le nouveau premier ministre : « *Condamner l'impérialisme de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie, tout en tolérant celui de l'Angleterre serait plus que malhonnête ; ce serait trahir le sacrifice et les souffrances, le labeur et les fatigues des simples gens de ce pays. Tout impérialisme est mauvais.* »²⁵⁹

Or, comme pour confirmer les propos du conservateur Winston Churchill (« *Ce que*

²⁵⁷ Padmore, G., 1955, pp. 78-79

²⁵⁸ Ibid., p. 155

²⁵⁹ Padmore, 1955, p. 166

nous avons, nous le gardons »), tous les pouvoirs occidentaux montrèrent la plus grande réticence, sinon une franche hostilité, à enclencher le processus de la décolonisation. La conférence coloniale de Brazzaville, réunie à l'initiative du Général de Gaulle et des « Français Libres » (janvier 1944), avait donné le ton : « *oui aux réformes, non à l'indépendance, ni même à l'autonomie* ». Au nom d'arguments les plus divers, mais essentiellement économiques, la gauche européenne affichait son ralliement à l'idée coloniale, comme l'explicita en 1947 Ernest Bevin, le ministre travailliste britannique des Affaires Etrangères : « *Ces pays d'outre-mer sont de grands fournisseurs de produits de base... Ils ont des matières premières, de la nourriture et des ressources qui peuvent être mises à très grand profit pour tous, tant pour les populations des territoires elles-mêmes, que pour l'Europe et le monde entier. Les deux autres grandes puissances mondiales, les Etats-Unis et la Russie soviétique, ont d'immenses ressources... Si l'Europe occidentale doit réaliser la balance générale de ses comptes et obtenir un équilibre mondial, il est indispensable que ces ressources soient développées et rendues disponibles, et que les échanges se fassent correctement et convenablement... Nous réunirons ainsi ressources, main d'œuvre, organisation et opportunités pour des millions de personnes.* ²⁶⁰»

On reconnaît dans ces propos la description de la situation mondiale et l'ensemble des arguments contre lesquels Nkrumah allait écrire son *Afrique doit s'unir* (1963) et son *Néo-colonialisme* (1965). Aux yeux des militants du panafricanisme, il était clair en effet que, par « *(ces) réformes médiocres (destinées) à acheter les Noirs* », le « néo-colonialisme » se mettait délibérément en place et s'inscrivait pleinement dans le processus même de la décolonisation : « *George Padmore, écrit sa veuve Dorothy, était également très conscient des dangers des nouvelles politiques impérialistes (...) Ces politiques, tout en acceptant le caractère inéluctable de la libération africaine, s'expriment sous forme de consentement à se retirer politiquement (quoique par étapes) afin de conserver la suprématie dans les sphères économiques qui ne cessent de s'élargir* ²⁶¹»

Tout, jusque là, aurait donc dû amener les panafricanistes à se rapprocher de l'URSS : l'égalité raciale défendue par les Partis Communistes (et effectivement mise en pratique, comme le montrait Padmore dans « *How Russia...* »), l'hostilité de principe à l'égard des puissances capitalistes et colonialistes... Les Soviétiques apparaissaient au minimum comme des « alliés objectifs », puisqu'ils avaient les mêmes ennemis que les Noirs. Malheureusement, le dénouement de la crise, même si la nationalisation du Canal de Suez restera acquise, fait apparaître de faits nouveaux et inquiétants dans la sphère géopolitique.

Ce dénouement est pour la première fois une sorte de marchandage entre USA et URSS, chacun jouant le rôle de « gendarme » dans sa zone d'influence. Les Etats-Unis amèneront les Occidentaux à plier bagage mais ceux-ci ne subiront aucune sanction pour leurs actes de guerre contre l'Egypte, où l'on déploiera pour la première fois les « casques bleus » de l'ONU. Moyennant quoi l'URSS ne se mêle pas davantage du conflit, et peut régler elle aussi ses « petites affaires » dans « sa » zone, sans craindre davantage que des protestations platoniques des Occidentaux. C'est en fait, dans la guerre froide, le début de la « souveraineté limitée ²⁶² » des états adhérents aux « blocs », vis-à-vis de « leur » superpuissance.

Or, quelles sont alors les « affaires intérieures du bloc Est » ? Il souffle un vent frisquet, qui ne va pas tarder à devenir un blizzard, sur les relations entre l'URSS et la Chine

²⁶⁰ Ibid., pp. 333-334

²⁶¹ Ibid., pp. 157, 16

²⁶² Bien que, stricto sensu, celle-ci, dite aussi « doctrine Brejnev », date de 1968. La « doctrine Jdanov », qui reconnaissait l'existence de deux « blocs » antagonistes, datait, elle de 1947.

(les Chinois bénéficient d'une sympathie de principe en Afrique parce qu'ils sont des « gens de couleur », ont été confrontés à une situation de dépendance quasi-coloniale, au sous-développement...). La Pologne (affaire Gomulka) a subi une mise au pas en douceur. Pour la Hongrie, l'opération a même été brutale...

Il s'agit là de faits pour lesquels il y a des présentations, interprétations et exégèses fort diverses et ici n'est pas le lieu où les départager. Au demeurant, la question n'est pas de savoir si l'interprétation des panafricanistes a été juste et leur réaction exactement proportionnée, mais de savoir comment les faits leur sont apparus, en fonction de leur sensibilité, de leur passé et de leurs (mauvais) souvenirs. Les deux superpuissances se sont comportées l'une envers l'autre, et envers leurs satellites comme les Blancs se comportaient avec leurs colonies. Elles se reconnaissent des zones d'influence où elle règnent en maître, les Américains ne se souciant guère de ce que peuvent être les intérêts britanniques et français, exactement comme un colonisateur ne se souciait pas de consulter les chefs de tribus sur la popularité de ses décisions, et les Soviétiques prenant autant de souci de ce que l'on peut penser de leur attitude dans les rues du Caire ou de Pékin qu'un gouverneur britannique des opinions des pasteurs zulu ou xosa.

Autre attitude coloniale : tout comme les Blancs présentaient leur civilisation comme LA Civilisation, que les peuples de couleurs se devaient d'adopter, les Soviétiques présentent « leur » socialisme comme un absolu dont il ne faut s'écarter à aucun prix. La thèse de Nkrumah, au contraire, c'est qu'à partir du marxisme, il y a des voies plurielles, avec chacune son originalité qui tient au génie propre de chaque peuple, que le marxisme-léninisme est celle des peuples de l'ancien empire russe, mais qu'il est légitime que les Chinois aient un marxisme-maoïsme et, pourquoi pas ?, les Noirs un marxisme-nkrumahisme. (Par contre, il ne prétend nullement que l'expérience de Lénine soit sans intérêt et que l'on ne puisse pas s'en inspirer, mais on peut le faire comme on le fait de toute connaissance utile, sans en faire une sorte de Bible).

Parallèlement, Césaire écrivait à Maurice Thorez : « *Je me suis souvent posé la question de savoir si dans des sociétés comme les nôtres, rurales comme elles sont, les sociétés de paysannerie, où la classe ouvrière est infime et où par contre, les classes moyennes ont une importance politique sans rapport avec leur importance numérique réelle, les conditions politiques et sociales permettaient dans le contexte actuel, une action efficace d'organisations communistes agissant isolément (à plus forte raison d'organisations communistes fédérées ou inféodées au parti communiste de la métropole) et si, au lieu de rejeter à priori et au nom d'une idéologie exclusive, des hommes pourtant honnêtes et foncièrement anticolonialistes, il n'y avait pas plutôt lieu de rechercher une forme d'organisation aussi large et souple que possible, une forme d'organisation susceptible de donner élan au plus grand nombre, plutôt qu'à caporaliser un petit nombre. Une forme d'organisation où les marxistes seraient non pas noyés, mais où ils joueraient leur rôle de levain, d'inspirateur, d'orienteur et non celui qu'à présent ils jouent objectivement, de diviseurs des forces populaires.* ». Les termes sont certes différents, mais la ligne de pensée est la même.

La « rupture », ou au moins le distanciellement entre les panafricains d'avec le communisme, plus exactement encore d'avec une certaine manière de structurer et de hiérarchiser les organisations communistes (y compris les états socialistes) est donc beaucoup moins une réaction à la « dénonciation des crimes de Staline », même si cette raison a également été mise en avant, qu'une appréciation critique de leur attitude d'après-guerre, et surtout la revendication de leur droit de frayer leur propre voie, africaine et originale, vers un socialisme africain, et non vers une copie peinte en noir du Kolkhoz ou du Sovkhoz.

Né dans le contexte des combats politiques des années 1930 et 1940, le panafricanisme se définit ainsi par ses héritages et ses refus. Mais il eut aussi la singularité de se proposer comme une vision à moyen, voire à long terme, dotée d'un contenu positif propre. Les panafricanistes ne se sont pas contentés d'élaborer *une politique* : ils ont forgé *une idéologie* ou, comme le dit Nkrumah, *une philosophie*. Dès lors qu'il ne s'agit plus d'une simple *politique*, avec tous atermoiements, compromis et compromissions qu'on imagine, cette *idéologie* s'est construite en s'enracinant volontairement dans une histoire et en s'adossant fermement sur une conception nouvelle et explicite de l'histoire, en même temps qu'elle concevait intellectuellement et politiquement l'Afrique, le sort des africains et des peuples d'ascendance africaine, non pas comme un isolat enfermé dans une spécificité irréductible, mais comme des sociétés ayant participé et participant *hic et nunc* à la globalité du monde.

Mémoire : la part centrale de l'histoire

L'un des aspects les plus remarquables et les plus novateurs de la pensée panafricaine demeure en effet la place centrale qu'elle accorde à la réflexion sur le passé de l'Afrique et l'histoire des peuples d'origine africaine. George Shepperson a bien souligné cette espèce d'injonction de rendre compte du passé africain, à laquelle se trouvaient exposés ou se sentaient soumis les intellectuels noirs dès les premiers temps de la formulation d'une pensée de libération : « *Both groups (« West Indian Negroes » and « coloured Americans ») shared a common challenge : the challenge implicit in such statements as that by a white sympathizer of the Negro in America in 1909 that “at the background of every Negro, however wise, or well educated, or brave, or good, is contemporary Africa which has no collective achievement... like other nationalities”*²⁶³. *Two responses, at least, were possible: to recognise that this view was correct and to seek every means to lay a basis for African nationality and collective achievement; or to claim that it was wrong and to demonstrate this by searching into the African past for achievements which the biased eye of the white man had overlooked.*”²⁶⁴

Si ces deux orientations sont exactes, es réponses furent plus nombreuses que deux, car que veut dire « le passé de l'Homme noir » ? Pour certains afro-américains, il s'agira de ce que les Noirs ont fait dans le passé des Etats-Unis, dans la ligne du *Schomburg Center for Research in Black Culture* ou de faire connaître les savants ou inventeurs noirs du passé, dont plus personne ne se rappelle qu'ils étaient noirs, puisque leur nom ne l'indique pas. Pour d'autres, surtout des Africains issus des classes supérieures de la société traditionnelle, il s'agira de réhabiliter les sociétés ancestrales, leur civilisation et leur culture. On pourra aussi exalter la mémoire de grandes figures de la société précoloniale, surtout ceux qui, aux premiers temps de la colonisation, ont été craints des Blancs ou leur ont résisté. Cela se fait d'ailleurs sans particularisme étroit et certains grands hommes, comme Shaka Zulu, sont connus sans doute plus largement aujourd'hui qu'ils ne le furent de leur temps. Enfin, il y a l'école historique et archéologique de C.A. Diop et de ses disciples, souvent surnommés « les pharaons noirs ».

Si la pratique politique de Padmore, James et Nkrumah va dans le sens de la première réponse, leur pensée se rattache d'une manière très originale au souci de rétablir la vérité sur le passé africain. Ils prennent d'abord soin de récuser les « mythes » forgés par l'esclavagisme et le colonialisme et visant à construire pour les Africains et leurs descendants dans la diaspora un passé d'abominations et de déchéance qui leur serait propre

²⁶³ Murphy, E. G. *The Basis of Ascendancy*, New York, 1909, p. 42

²⁶⁴ Shepperson, G., 1960, pp. 300-301

et un passé de rédemption et de progrès qu'ils devraient exclusivement à la prévoyance, à la générosité et à la bienfaisance des Blancs²⁶⁵. Mais, surtout, ils construisent, sur la base à la fois des connaissances les mieux établies de leur temps et d'une approche nouvelle inspirée par leurs options politiques, une histoire très différente de celle qu'avaient élaborée leurs prédécesseurs sur le chemin du panafricanisme.

Beaucoup parmi ceux-ci s'étaient contentés d'une vision romantique du passé africain tel que celui du poète guyanais Léon Gontran Damas :

*« Rends-moi mes poupées noires pour jouer
Le jeu naïf de mes instincts...
Pour recouvrer mon courage,
Mon audace,
Me sentir tel que je suis :
Un nouveau moi-même, issu de ce que j'étais hier.
Hier
Sans complications,
Hier quand sonna l'heure du déracinement ».*²⁶⁶

Loin de cette vision « romantique », Nkrumah se souciait de réhabiliter le passé africain, tel que les spécialistes l'avaient restitué à cette époque. Il est évident qu'à cet égard, il avait subi l'influence de certains maîtres noirs américains réputés et, plus particulièrement, celle de Leo William Hansberry, professeur à Howard University, dont Nnamdi Azikiwe avait été l'étudiant et dont on sait aujourd'hui qu'il participa à des activités politiques communes avec Nkrumah²⁶⁷. Deux points importants ressortent de cette approche du passé.

D'abord, l'histoire précoloniale, parée de positivité, devient une raison d'optimisme pour le présent et une source d'inspiration pour l'avenir. De ce passé lointain, Nkrumah avait d'abord une connaissance pour ainsi dire intime : tout jeune, il s'enorgueillissait, étant Nzima, d'appartenir comme les Ashanti au grand peuple akan ; dans son projet de thèse de doctorat, il se livre à un plaidoyer érudit de la cohérence des croyances spirituelles et des systèmes de pensée des peuples africains et de leur capacité de durer dans le temps, malgré les agressions extérieures. Cette connaissance immédiate fut ensuite peaufinée de manière à englober l'essentiel de ce que les Africains ont dit de leur propre passé et d'intégrer les acquis les plus récents de la recherche. Dans son discours d'ouverture du premier Congrès International des Africanistes, réuni à Accra en décembre 1962, Nkrumah se plut à reproduire intégralement le fameux discours prononcé en avril 1906 à Columbia University par un jeune étudiant sud-africain, Isaka Seme et défendant, au nom des réalisations des Africains dans le passé, leurs capacités internes de « régénération »²⁶⁸.

Du coup, la traite intervient comme un moment essentiel dans les considérations historiques de l'argumentation panafricaine tant de Padmore et James, issus de la diaspora, que de Nkrumah. D'une part, c'est à elle qu'est attribuée la régression de l'Afrique par rapport aux autres continents, thématique dont on connaît la longue postérité²⁶⁹. D'autre

²⁶⁵ Voir, en particulier, le très beau chapitre 1 « The Myth » de C. R. L. James dans *Nkrumah and the Ghana Revolution*, pp. 27-39

²⁶⁶ Damas cité par cité par Legum, C., 1965, p. 33

²⁶⁷ Azikiwe, N., 1970, pp.117-120 ; Sherwood, M., 1996, pp. 29-30, 74-75

²⁶⁸ « *Africa's Glorious Past* », in Obeng, S., vol. 3, pp. 154-166. Sur P. K. Isaka Seme, voir Geiss, I., 1974, pp. 118-120, 208-210, 293-297.

²⁶⁹ Rodney, W., 1972

part, c'est elle qui rend compte du développement du capitalisme industriel en Europe qui allait, par une sorte de cercle vicieux, amener celle-ci à coloniser l'Afrique après l'avoir appauvrie et affaiblie : il est remarquable que l'historien qui a fondé cette thèse, Eric Williams, ait été l'élève de James à Trinidad et se soit trouvé, en tant que dirigeant de cet Etat à son indépendance, en sympathie politique avec Nkrumah. Enfin, par rapport à la lutte pour l'émancipation, c'est bien la traite esclavagiste qui fonde le lien entre Africains du continent et les Noirs de la diaspora. Cette thèse forte, qui minore la solidarité de race au profit de l'identité des conditions²⁷⁰, Padmore, James et Nkrumah l'ont partagée avec d'autres militants de l'émancipation panafricaine, comme W. E. B. Du Bois et Richard Wright. Ce fut sans doute Du Bois qui l'a exprimé avec le plus de force dans son *Dusk of Dawn* lorsque, reprenant à son compte la question posée plus tôt par Countee Cullen –*What is Africa to me ?*– il répond : « *The concept of race has so changed and presented so much of contradiction that as I face Africa I ask myself : what is it between us that constitutes a tie which I can feel better than I can explain ? Africa is, of course, my fatherland. Yet, neither my father nor my father's father ever saw Africa or knew its meaning or cared overmuch for it. My mother's folk were closer and yet their connection, in culture and race, became tenuous; still, my tie to Africa is strong. (...) One thing is sure and that is the fact that since the fifteenth century these ancestors of mine and their other descendants had a common history; have suffered a common disaster and have one long memory. The actual ties of heritage between the individuals of this group, vary with the ancestors that they have in common and many others: Europeans and Semites, perhaps Mongolians, certainly American Indians. But the physical bond is least and the badge of color relatively unimportant save as a badge; the real essence of this kinship is its social heritage of slavery; the discrimination and insult; and this heritage binds together not simply the children of Africa, but extends through yellow Asia and into the South Seas. It is this unity that draws me to Africa.* »²⁷¹.

Ce qui importe, c'est d'en finir avec une vision misérabiliste d'une Afrique souffreteuse et, en prenant soin de fonder la lutte des combattants de la liberté d'aujourd'hui sur un terreau idéologique et politique proprement africain, de dévoiler l'Afrique combattante, engagée dans un long processus de libération sur le continent et sur toutes les terres où ses fils, arrachés de force, se sont trouvés asservis. L'insurrection des esclaves de Saint-Domingue en 1791 et l'indépendance qui en a résulté deviennent ainsi un moment privilégié dans la mémoire collective en recomposition comme l'a bien souligné James, le premier noir à écrire sur cette révolution anticoloniale²⁷² : « *J'en avais assez de lire ou d'écouter ce qu'on écrivait ou disait au sujet des Africains : persécutés et opprimés en Afrique, sur l'Atlantique, aux Etats-Unis et dans toute la Caraïbe. Je décidai d'écrire un livre dans lequel les Africains –ou leurs*

²⁷⁰ Ou, si l'on préfère, fait passer la lutte des classes avant celle des races.

²⁷¹ Du Bois, W. E. B., 1940, pp. 116-117

²⁷² Il n'est pas inutile d'indiquer que l'acteur et chanteur noir américain Paul Robeson, qui joua à Londres, en 1937, le rôle de Toussaint Louverture dans la pièce du même nom monté par James avant la publication de son livre allait devenir l'un des proches de Kwame Nkrumah qui lui proposa en 1961 de diriger le nouveau Département de Musique et d'Art Dramatique (Powell, E., 1984, p. 70 ; Sherwood, M., 1996, pp. 84- 85 Duberman, M., 1988, pp. 171, 492, 500-501, 508). Le traducteur de James, Pierre Naville, va dans le même sens : « *Il est important de relire aujourd'hui l'histoire de la révolte de Toussaint Louverture contre Bonaparte. En même temps, le lecteur comprendre tout ce que les dernières dizaines d'années ont apporté de nouveau aux régimes que les peuples colonisés subissaient avant 1939 En effet, la plus profonde révolution, la plus riche de perspectives nouvelles, depuis cette date, ce n'est pas la ruine des entreprises hitlériennes, ni la consolidation des régimes stalinien, ni la restauration élargie des régimes capitalistes, ni la percée de nouveautés techniques d'une portée immense- c'est l'émancipation mondiale des peuples colonisés. Deux continents entiers, Afrique et Asie, en ont été les principaux sièges. Et cette émancipation n'a pas été le fruit d'une générosité tardive des métropoles européennes, mais celui de luttes et de soulèvement dont les populations entraînées par Toussaint avaient donné un siècle plus tôt l'exemple le plus célèbre.* » (ibid., pp. XIX-XX)

*descendants dans le Nouveau Monde- au lieu d'être constamment l'objet de l'exploitation et de la férocité d'autres peuples, se mettraient à agir sur une grande échelle, et façonneraient leur destin, et celui d'autres peuples, en fonction de leurs besoins propres. En faisant revivre, non la décadence, mais la grandeur du peuple antillais... c'est l'Afrique et l'émancipation africaine que j'avais à l'esprit.*²⁷³»

Dans le même esprit, Padmore et Nkrumah prenaient soin de ne pas présenter le nationalisme de la Gold Coast pendant les années 1950 comme une réaction brutale, récente et inattendue à l'intrusion étrangère, ainsi que le faisaient les colonisateurs, mais de le rattacher à des racines profondes. D'une part, celles-ci renvoyaient à l'identité nationale des peuples antérieure à la colonisation : « *While political consciousness among the masses is something quite recent, Gold Coast nationalism has deep roots and a long tradition founded in well-established political institutions. Present-day nationalism also draws emotional inspiration from the former Sudanic Empire of Ghana, whence, from the thirteenth century, migrated the Akan tribes to the territory they now occupy. Hence the new name Ghana which the nationalists have adopted for the Gold Coast. (...) Gold Coast nationalism has a long history. Its antecedents go back to the latter part of the seventeenth century, when the Akan tribes inhabiting the river valleys of Ashanti established a military confederacy under the famous Kumasi King, Osei Tutu.* »²⁷⁴

D'autre part, comme ne cesse de le rappeler Nkrumah dans son *Autobiographie*, le nationalisme contemporain s'inscrit dans la continuité des actions de résistance menées depuis les premières prétentions des Britanniques à s'établir dans le pays.

Enfin, l'histoire fournit des leçons dans la répétition de certaines situations ou de certains enjeux dont on peut se sortir grâce à une bonne connaissance du passé. Pour James, les Etats indépendants d'Afrique, à commencer par le Ghana de Nkrumah, étaient confrontés aux mêmes problèmes que Toussaint Louverture un siècle et demi avant eux : il leur appartenait de longuement méditer cette expérience sous peine de connaître l'échec à leur tour. Le premier était le problème de la transformation d'une économie coloniale : « *Dans ses racines et son développement, la révolution de Saint Domingue suivit le cours de la révolution française. Cependant, sous certains aspects qui ne sont pas négligeables, la révolution dans la colonie surpassa dans ses effets la révolution métropolitaine...Arrivant au pouvoir, Toussaint se trouva confronté à une grave question : que faire des grandes plantations et de leurs centaines d'esclaves ? Il refusa de distribuer la terre aux paysans car, comme il le prévoyait avec acuité, cela mènerait à la production de subsistance, et à un déclin rapide de l'ensemble de l'économie. Le plan qu'il imagina finalement était le suivant : les plantations demeureraient intactes, et leurs travailleurs recevraient un quart de la récolte ou de sa valeur, et le reste serait réparti entre les responsables de la gestion des propriétés et le gouvernement, tout en préservant en banque une part destinée aux propriétaires, en attendant leur retour s'ils étaient à l'étranger. C'était une forme de capitalisme d'Etat et nous ne savons pas si cela aurait pu fonctionner.* »²⁷⁵ ()

Le second problème était celui de la possibilité d'une gestion politique démocratique après une longue durée de despotisme colonial et de la viabilité, après l'expérience coloniale, d'un régime qui ne serait pas démocratique. En instaurant à son tour *un régime d'une extrême*

²⁷³ James, C. R. L., *Les Jacobins noirs*, p. XI

²⁷⁴ Padmore, G., *The Gold Coast Revolution*, pp. 1 et 26

²⁷⁵ James, C. R. L. *Les Jacobins noirs*, p. VIII

*sévérité*²⁷⁶, Toussaint se heurta à la résistance d'un peuple qui, venant de conquérir sa liberté, était résolu à ne pas se la laisser arracher de nouveau si tôt

Pour Padmore, c'est en Afrique même que les Africains devaient tirer des leçons du passé quant au contenu de l'indépendance et à sa viabilité. Padmore évoquait les cent premières années de la République du Liberia, caractérisées par une série de dysfonctionnements qui ont gravement compromis son indépendance et les espoirs que les peuples d'ascendance africaine avaient placés en elle : un endettement massif qui l'enferma, dès l'origine, dans le cercle vicieux des emprunts auprès des grandes banques européennes et américaines et la jeta « *dans les griffes de la finance internationale* » et sous « *la dictature du dollar* »²⁷⁷ ; « *un état alarmant de corruption* », encouragée par les intermédiaires et bailleurs de fonds étrangers, essentiellement britanniques, et paradoxalement entretenu par la précarité des finances publiques ; les convoitises permanentes des puissances coloniales européennes, France et Grande-Bretagne en tête, actives à prédire l'effondrement et le démembrement du Liberia aux fins d'arrondir leurs possessions d'Afrique occidentale ; la pression discrète des Etats-Unis, habiles à évoquer un soi-disant statut de « parrain » et à proposer des contrats financiers léonins, dont le plus important – l'accord Firestone signé en 1926 – finit par faire du Liberia une sorte de colonie de la grande compagnie spécialisée dans le traitement du caoutchouc.

Ces « leçons du passé » indiquaient clairement les risques de voir des formes subtiles de domination se substituer à la colonisation proprement dite. Tout en étant conscients des blocages auxquels se heurtaient les Etats noirs indépendants, les militants panafricains prenaient constamment soin, comme ils le firent au Congrès de Manchester en 1945, d'exalter l'exemple de Haïti et du Liberia, ainsi que celui de l'Ethiopie, et d'appeler à « *la mobilisation de l'opinion parmi les Africains et les descendants d'Africains dans toutes les parties du monde pour défendre leur souveraineté et leur indépendance nationale contre toute forme d'agression venue de l'extérieur- qu'elle fût politique ou économique.* »²⁷⁸

Géopolitique : approche globale du temps présent

L'une des grandes faiblesses des Africains colonisés, fut leur méconnaissance de la situation de leur pays dans la politique et l'économie globale du monde. La colonisation est une pièce qui se joue essentiellement à deux : les Noirs colonisés et le Blanc venu de leur métropole coloniale. A peine sait-on qu'à côté de ces Blancs-là, il y en a d'autres... Au Congo belge, cela prenait des proportions véritablement abyssales. Puisque la Belgique n'avait qu'une colonie et y confinait assez généralement « ses » indigènes. Il en reste des traces : à lire dans la presse congolaise l'importance que l'on attribue aux rapports avec la Belgique, on pourrait croire parfois qu'il s'agit d'une Puissance de premier plan. D'où l'énorme retentissement du « Plan Van Bilsen » pour l'indépendance. Pour la première fois, les Congolais disposent, pour mettre au point leurs idées politiques, d'une source d'inspiration précise, concernant leur pays, concernant leur émancipation. Le plan de trente ans a été une nouveauté, non seulement par son contenu, mais aussi par le fait qu'il marquait la première apparition, à propos du Congo, d'une réflexion fondée sur le spectacle du monde, intégrant le Congo dans le monde. Van Bilsen n'a écrit pas seulement un document politique mais, pour la première fois à propos du Congo, un document géopolitique.

Tout en scrutant attentivement le passé des peuples africains, Padmore, James et

²⁷⁶ *ibid.*, p. VIII

²⁷⁷ Padmore, 1955, pp. 69, 71

²⁷⁸ Padmore, 1955, p. 176

Nkrumah se sont montrés très attentifs aux évolutions du monde. Les troubles de l'entre-deux-guerres avaient montré que les Africains ne pouvaient plus se contenter, si l'on peut dire, de se regarder le nombril, sous peine de devenir des jouets des compétitions politiques, militaires et économiques internationales : « Avec l'arrivée du nazisme au pouvoir en Allemagne, avec la saisie de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie par Hitler, avec la guerre civile de Franco en Espagne et, par-dessus tout pour les Africains, avec l'invasion de l'Éthiopie par Mussolini, on forçait les Noirs à s'intéresser de plus en plus aux affaires internationales. Le monde était devenu une unité.²⁷⁹ » Or, ce que le monde ne cessait, depuis, de montrer aux Africains, c'était le fossé croissant, le déséquilibre insurmontable et l'inégalité structurelle entre « les nations blanches » et « les peuples de couleur ». Ainsi se trouvait réactualisé le débat fondateur, dans leur formation, qui avait opposé Marcus Garvey et W. E. B. Du Bois : fallait-il s'en tenir strictement à la cause des seuls Noirs ou, au contraire, élargir les horizons au-delà de l'Afrique et de ses diasporas, pour saisir les dynamiques réelles structurant notre monde et, du même coup, dégager, par delà les continents et les couleurs, des solidarités transversales ? Malgré leur admiration pour les talents d'organisateur et de mobilisateur de Garvey, ils jugeaient son analyse insuffisante, courte, partielle et pauvre. Critiquant le garveyisme, qu'il appelle aussi « sionisme noir », Padmore en fait une variante du « nationalisme bourgeois », caractérisé par une « vision déformée » (distorted view) des réalités et par des tendances séparatistes qui, loin de résoudre les problèmes des Noirs, en créeraient d'autres et se montreraient « incapables de répondre au défi des puissances impérialistes contrôlant l'Afrique » : « *Quel est le programme de Garvey ? Le retour à l'Afrique. Les Noirs doivent récupérer l'Afrique pour eux-mêmes. Ils pourraient aller en Afrique, s'établir et y vivre aussi libres et heureux que les Européens en Europe et les Américains blancs en Amérique. Comment feraient-ils pour rentrer en Afrique ? Ils en demanderaient les moyens aux impérialistes et, si les impérialistes ne le donnaient pas, ils les leur reprendraient... Le résultat aurait été de créer un antagonisme entre les immigrants noirs venant d'Amérique et les peuples indigènes, de la même manière que s'est produit un choc entre les deux peuples sémitiques –les Juifs et les Arabes- en Palestine.* »²⁸⁰

Certes, il existait bien une relation entre « la couleur » des peuples et les rapports de domination et de hiérarchie dans le monde ; mais, comme l'avait fortement souligné Du Bois, cette relation était le produit d'une histoire relativement récente et non un état de nature : « *Non seulement il s'élève lentement une fraternité curieusement solide de sang nègre à travers le monde, mais la cause commune des races de couleur contre la prétention intolérable et les insultes européennes a déjà trouvé son expression. La plupart des hommes de la terre sont de couleur. Une croyance dans l'humanité signifie une croyance dans les hommes de couleur. Le monde de demain, dans les limites du raisonnable et du possible, sera ce que les hommes de couleur le feront.*²⁸¹ » D'où « l'idée d'un front afro-asiatique destiné à s'opposer à cette arrogance raciale qui (dans les années 1945-1955) a atteint son point culminant dans la philosophie du « *Herrenvolk* » et de l'*Apartheid* » et la volonté du panafricanisme de s'inscrire dans un mouvement d'émancipation plus ample, auquel il apporterait sa marque propre. Il y a donc une continuité remarquable entre ces prises de position précoces et les analyses sur le « néocolonialisme » exposées ultérieurement par Nkrumah dans *Africa Must Unite* (1963) et, bien sûr, dans *Neo-Colonialism* (1965). Loin d'accabler exclusivement l'Afrique et les peuples noirs, le néocolonialisme est analysé comme un phénomène mondial auquel se trouvent exposés « *les peuples militants des anciens territoires coloniaux d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique latine* » et auquel les Africains doivent répondre en construisant

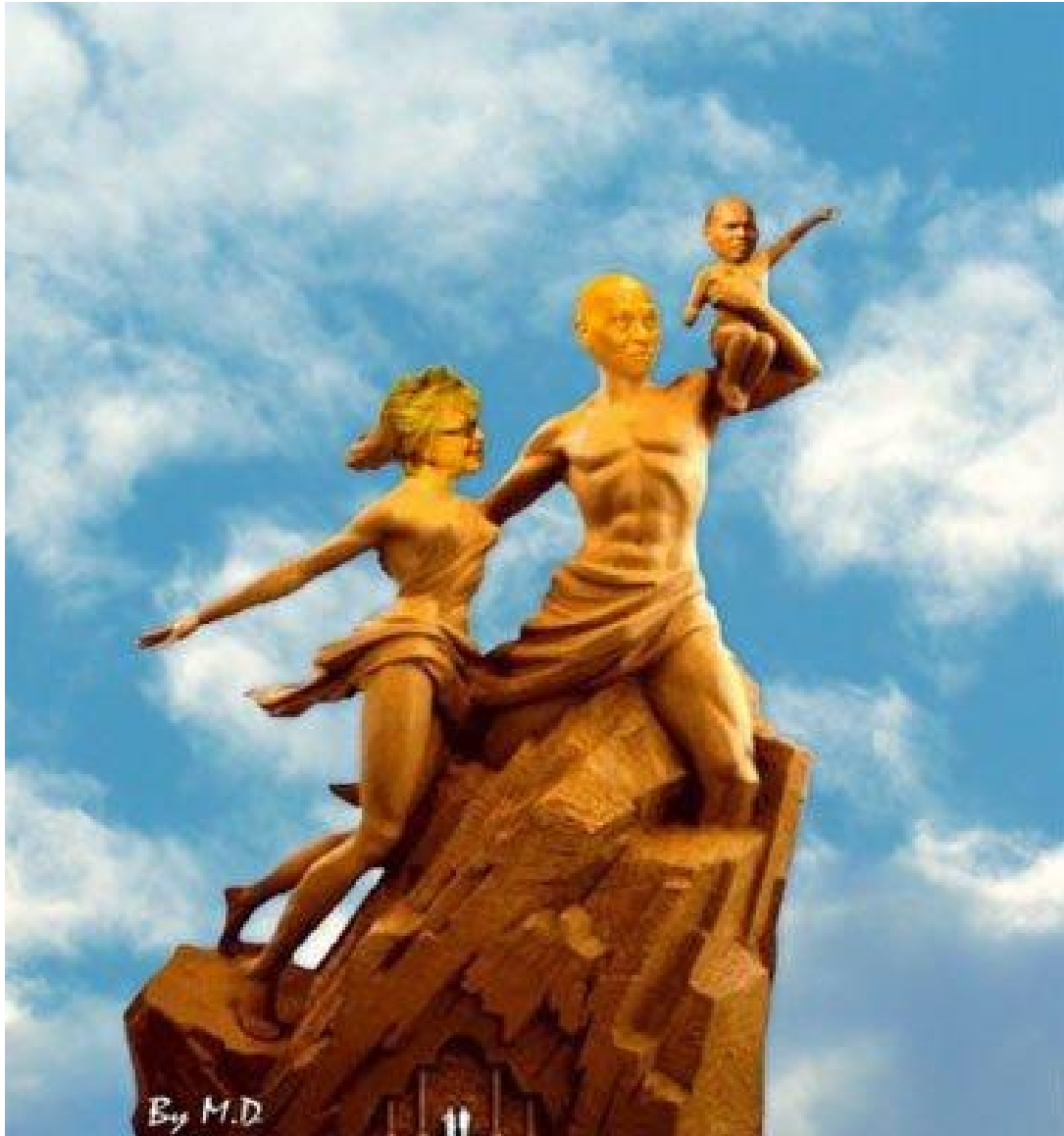
²⁷⁹ Padmore, 1955, p. 153

²⁸⁰ Padmore, 1946, p. 84

²⁸¹ Du Bois, W. E. B. *The Negro*, Padmore, 1946, 28

une large solidarité au-delà d'eux-mêmes : « *L'unité est le premier impératif de la lutte contre le néocolonialisme. La nécessité d'un gouvernement unifié est primordiale et absolue dans ce continent divisé qu'est l'Afrique. En même temps, le renforcement de l'organisation de solidarité afro-asiatique et de l'esprit de Bandung est déjà en voie de réalisation. Nous devons aussi essayer de faire entrer dans l'organisation nos frères d'Amérique latine, sur des bases de plus en plus officielles.* » (Nkrumah, K. *Le néocolonialisme*, pp.245, 258)

Conclusion



Dakar: Monument de la "Renaissance Africaine".
Quelle Renaissance ?

Une convention académique veut qu'à la fin d'un ouvrage, l'autosatisfaction de l'auteur se donne libre cours dans un bilan de ce qu'il a réussi à écrire. D'aucuns n'hésitent même pas à confier au public combien ils s'admirent d'y être arrivés

N'ayant voulu que consacrer quelques réflexions à une histoire infiniment complexe et où la démarche de simple analyse n'en est qu'à ses débuts, je ne me sens pas suffisamment gonflé de suffisance pour en présenter ce genre de soi-disant bilan.

La problématique du Noir dans le monde est une réalité tragique, aux contours délicats à manipuler, parce qu'ils renvoient, sans toutefois s'y réduire, à ce facteur sensible entre tous qu'est la couleur, dont on a fait la "race". « *La sagesse recommande de reconnaître que le Noir se distingue, en effet, du Blanc. Le tout est de savoir si ce qui les différencie constitue les signes d'une supériorité ou les stigmates de l'infériorité* », écrivait Jacques Roumain, en se trompant allègrement.

Je dis bien "se tromper", car nous sommes sans cesse confrontés à des milliers de différences, et elles ne sont en rien "les signes d'une supériorité ou les stigmates de

l'infériorité". La Nature a fait les les hommes tous différents les uns des autres et nous trouverions sans doute le monde insupportablement terne, ennuyeux et, pour tout dire, inhumain, si nous étions tous identiques! En vertu de quoi la différence entre un épiderme rose et un épiderme brun serait-elle plus significative que celle qui sépare les cheveux blonds des cheveux châtain, les hommes des femmes, les yeux gris des yeux verts, les grands maigres des petits gros ou (soyons Belge) les Flamands des Wallons ?

Le différence ne doit pas, contrairement à ce que dit Roumain, signifier fatalement une inégalité ! "Différent" ne signifie pas "inférieur" ou "supérieur", il signifie que nous ne sommes pas identiques, qu'il y a entre nous des différences irréductibles, des dissemblances définitives, des dissimilarités durables. Il n'y a aucune raison (sauf une *mauvaise* raison: la volonté de conquête ou de pouvoir) pour interpréter une différence dans le sens d'une infériorité ou, au contraire, d'une prééminence.

Jean-Jacques Rousseau disait, à propos d'une autre différence qui a fait couler beaucoup d'encre, celle entre les hommes et les femmes que « *l'homme et la femme sont égaux par ce qu'ils ont en commun. Pour le reste, ils ne sont pas comparables* ».

Mais cette différence anodine de pigmentation a été exploitée par le capitalisme dans un but de division, de pouvoir et d'exploitation. Comme il n'a pas encore fini d'exercer sur nous son pouvoir, sa domination et ses méfaits, il faut malheureusement parier que durant longtemps encore il y aura des gens pour dire "Je suis Blanc, Tu es Noir. Donc, je te suis supérieur", d'autres pour répliquer "Je suis Noir, Tu es Blanc. Donc, je te suis supérieur" alors qu'il n'y a qu'une position raisonnable: "Je suis Blanc, Tu es Noir. Et cela n'a aucune importance !"

Si le panafricanisme s'était réduit à "venger la race", à opposer à l'autosatisfaction arrogante et stupide de certains Blancs un orgueil Noir prétentieux et égal en stupidité, écrire ce livre aurait été prendre une peine inutile et le lire aurait été une perte de temps. On a heureusement pu se rendre compte, en rencontrant dans ces pages quelques figures du panafricanisme, qu'il ne s'est pas agi de cela ou que, du moins, si de tels propos ont pu être tenu, ils n'ont été qu'égarement momentanés. Qui est dans les chaînes est bien excusable de pousser parfois quelques imprécations quand ses fers le blessent.

Aucun homme ne peut agir, aimer, vivre et se battre que là où il est et tel qu'il est. Cela ne veut pas dire que sa vie, son amour, son combat, soient purement circonstanciels. L'histoire que nous venons de parcourir est celle d'hommes, et même de plusieurs millions d'hommes, qui ont combattu pour leur dignité d'hommes et leur libération de plusieurs formes d'exploitation de l'homme par l'homme, formes qui furent parmi les plus inhumaines que le capitalisme ait inventé. Leur combat est une fraction du combat de l'humanité pour sa propre dignité et, comme tel, ce combat fait partie de la grande histoire de l'homme. Et cette histoire de l'homme noir n'a manqué ni de grandeur, ni de dignité. Elle se poursuit, dans une réalité tragique.

Tragédie

La réalité tragique, c'est que le Noir est souvent le plus pauvre parmi les pauvres, le plus opprimé parmi les opprimés, le plus damné des damnés de la terre. C'est là la réalité noire, tragique, pressante et saisissante, telle qu'elle apparaît, à l'aube du XXI^e siècle, en Amérique, en Australie, aux Antilles, en Océanie, en Afrique, en un mot, à travers le monde.

Le plus grand nombre de pays les moins avancés (PMA) se trouve sur le continent africain et presque tous sont majoritairement peuplés de noirs. Les Noirs de la Diaspora habitent souvent les pays pauvres, et lorsqu'ils sont citoyens d'Etats aisés ou riches, ils sont presque toujours les derniers dans l'échelle sociale. Quelques réussites individuelles ne compensent pas cette misère criante, mais donnent simplement à quelques Noirs de montrer que quand ils se

mettent à être crapuleusement égoïstes, il battent aisément les Blancs sur leur propre terrain.

Traite et esclavage, colonisation fondée sur la négation culturelle, exploitation économique garantie par la domination politique, extraversion idéologique et « conversion » religieuse, ont engendré chez les noirs un sentiment généralisé de fatalité et d'impuissance. Prenant les effets pour les causes, on a pu justifier et anoblir celles-ci en les présentant comme la « mission civilisatrice » inéluctable pour permettre au noir d'accéder à l'humaine condition, au statut « universellement » agréé de civilisé. Le statut du Noir n'a pu être considéré par les autres, qu'à la suite d'une assimilation qui n'a été au mieux que dissimulation de la différence.

Il faut reconnaître que, au cours de cette longue période de subjugation et d'exploitation, une fraction du Peuple Noir a joué un rôle en aidant et en encourageant cette subjugation et cette exploitation de leurs propres amis et parents. En essayant de reconstituer leur passé en tant que race, les Noirs doivent relever cette trahison de la part d'une partie de leur propre peuple pour son implication dans le commerce transatlantique d'esclaves, dans la colonisation et dans les crises actuelles qui affligent le Monde Noir. Il leur faut aujourd'hui redéployer des efforts avec un engagement moral qui met l'accent sur leur responsabilité face à leurs propres problèmes et trouver eux-mêmes des solutions à la situation des Peuples Noirs dans le monde.

Impératif catégorique

Il y a maintenant, pour tous les peuples du monde, une nécessité historique, un impératif catégorique, culturel et politique pour l'avenir de la civilisation de la planète, une urgence politique pour la compréhension internationale et la paix dans le monde à se reconnaître différents et à assumer activement et positivement cette différence dans une relation consciente et libre avec les autres. On ne peut ignorer que se développe chez les noirs, à travers le monde, un désir d'être soi pour soi, entre soi, et de s'assumer sans complexe dans la complémentarité réciproque avec les autres. Il s'agit là d'un fait spécifique de la réalité nègre qui renvoie forcément aux péripéties qui ont marqué l'histoire des noirs et ont fait converger leurs désirs, leurs actions, et leurs luttes de libération.

Les exemples sont nombreux pour l'attester dans l'histoire des noirs. Les révoltes d'esclaves sur les vaisseaux négriers et dans les plantations ; la résistance des nègres « marrons » dans les îles des Caraïbes. La création par des esclaves africains de la république indépendante *Dos Palmares*, qui a duré pendant un siècle face à de l'hostilité constante des portugais, hollandais et portugais notamment sous la direction de son dernier leader Zumbi demeurent un témoignage historique impressionnant. Et comment ne pas rappeler l'exemple éloquent à cet égard de la résistance des noirs à l'occupation française de Haïti, depuis la deuxième moitié du XVI^e siècle jusqu'à la guerre menée par Toussaint Louverture, de 1790 à 1803, ce qui a permis à Haïti de se débarrasser par les armes du régime colonial et aux Haïtiens d'affirmer leur identité culturelle, de conquérir leur indépendance et de proclamer leur liberté et l'Etat libre de Haïti.

Dans ces premiers moments et par la suite, les femmes noires ont joué d'importants rôles dans les luttes de résistances et de libération. Par exemple, Nzinga d'Angola et Kimpa Vita (Donha Béatrice) du Congo se sont respectivement distinguée au XVII^e et au XVIII^e siècles lors de la résistance africaine contre l'agression portugaise. Aux Etats-Unis, Sojourner Truth, et Harriet Tubman étaient des personnages remarquables dans le mouvement pour l'abolition de l'esclavage au XIX^e siècle. Ailleurs dans les Amériques, des femmes noires telles que

Dandora (très remarquable dans les activités menées par le *quilombo* Dos Palmarès au XVII^e siècle au Brésil) et Nanny une femme-leader légendaire dans les guerres Maroon du XVIII^e siècle en Jamaïque en sont d'autres illustrations.

Sans doute faut-il déplorer que le rôle des femmes, dans le mouvement panafricain, se soit fait tellement plus discret que dans l'histoire antérieure.

L'histoire du Noir américain ne pouvait qu'être marquée du désir de libération contre la volonté de domination et de possession du Blanc. D'où les multiples formes de lutte contre l'oppression, la domination, la discrimination raciale que les négro-américains ont dû mener et poursuivent encore pour recouvrer la totalité de leurs droits inaliénables à la liberté, à l'indépendance et à l'auto-développement ; en un mot, leur droit de participer à la vie nationale, conformément aux normes de la démocratie, dans ce qui est devenu leur patrie: le continent américain. Une « conscience noire » a ainsi émergé de l'histoire des Noirs d'Amérique que diverses fondations, associations et assemblées, ainsi que des mouvements sociopolitiques ont affirmée, structurée et servie selon des objectifs ponctuels ou conjoncturels, et avec une inégale longévité.

De leur côté, les Noirs d'Afrique ont aussi manifesté cette conscience noire sous des formes différentes mais avec la même volonté d'être soi et maître de son histoire. Aussi loin qu'il est possible de remonter dans le temps, on se rappellera par exemple, que le refus des trocs déséquilibrés en leur défaveur a valu à bien des souverains noirs d'être destitués, déportés ou vendus comme esclaves. De nombreux africains, hommes et femmes, se sont battus contre l'invasion coloniale. On ne peut affirmer sans réserve que les guerres coloniales étaient à l'origine motivée par des préjugés de race. Mais on a pu établir, à partir des arguments et des discours pseudo-scientifiques qui ont justifié et soutenu la « mission civilisatrice », que les relations du colonisateur avec les Africains noirs ont reposé sur des préjugés foncièrement racistes.

Les étudiants, les écrivains et les artistes noirs ont été les premiers, dans les années 1930, à réagir, de manière concertée, contre la domination culturelle en exprimant les griefs de l'homme noir. Opposant un refus à l'assimilation, ils ont formulé avec Aimé Césaire, Alioune Diop, ou même L.S. Senghor comme plus éminents porte-parole, le discours de la Négritude qui affirma l'identité culturelle et revendiqua la dignité de l'homme noir, tout ceci avec une conscience marquée par la nécessité du « retour au pays natal » pour le ressourcement identitaire.

Bilan mitigé

Les différents rencontres du mouvement panafricaniste et les deux Congrès des Ecrivains et Artistes Noirs, organisés par la S.A.C en 1956 à Paris et en 1959 à Rome, peuvent être considérés comme les détonateurs historiques de la lutte des africains pour leur indépendance politique, la reconnaissance de leur dignité et l'affirmation de leur identité culturelle. Pour la libération culturelle, ils affirmèrent la Négritude et l'« *African Personality* ». L'histoire de l'émancipation solidaire et organisée des Noirs d'Afrique était commencée, dont il convient de rappeler quelques jalons significatifs :

- 1958 Conférence Panafricaine d'Accra (Ghana),
- 1962 Congrès International des Africanistes sous Nkrumah,
- 1963 Création à Addis-Abéba, de l'OUA.
- 1966 L'organisation, à Dakar, du 1^o Festival Mondial des Arts Nègres,
- 1969 Festival Panafricain de la Culture (sous l'égide de l'OUA)
- 1971 Création, d'un Institut Culturel Africain Malgache et Mauricien (ICAM, qui deviendra Institut Culturel Africain en 1979),
- 1976 Adoption d'une Charte Culturelle de l'Afrique à Port-Louis,
- 1977 II^o Festival mondial des Arts et de la Culture (FESPAC) à Lagos,
- 1980 Adoption par l'Organisation de l'Unité Africaine du Plan d'Action de Lagos pour le Développement Economique de l'Afrique.
- 1985 Déclaration des Chefs d'Etat et de Gouvernement de de l'OUA des aspects culturels du

Plan d'Action de Lagos,

- 1986 Conférence des Ministres Africains de la Culture sous l'égide de l'OUA, à Port- Louis (Ile Maurice).

Il faut reconnaître – un coup d'œil sur la liste ci-dessus suffit à s'en rendre compte, que si tout cela montre un certain sens de la dignité culturelle des Africains, le sens des luttes anticoloniales pour la restauration et le progrès des droits économiques et politiques s'y est nettement estompé peu à peu, pour faire place aux Grands Messes et à la "culture" au sens papillonnant habituel des oligarchies déguisées que sont les démocratie bourgeoises européennes (bailleuses de fonds de la plupart de ces événements) et les régimes "musclés" de règle en Afrique depuis les Indépendances.

Il convient donc de rendre un hommage particulier aux mouvements de libération qui ont continué à lutter pour libérer l'Afrique du racisme et du colonialisme, même lorsque ces fléaux s'incarnent dans des impérialismes noirs, des dictateurs d'ébène ou des oligarchies bourgeoises mélanodermes.

Si l'émancipation des Noirs de la Diaspora et celle des Noirs d'Afrique ont revêtu des formes différentes, elles renvoient néanmoins à un passé commun et expriment fondamentalement la projection des mêmes espoirs dans l'avenir.

Ceci explique pourquoi les initiatives organisationnelles conjointes parmi les noirs de la diaspora et sur le continent avaient été lancées à plusieurs reprises et de façon plus significatives comme démontrées par la Première Conférence Panafricaine de 1900 et les six Congrès Panafricains successifs de 1900 à 1974. Pour les Noirs de la diaspora, l'exploration de la mémoire collective est un va-et-vient constant entre l'esclavage et le présent. Pour les Noirs d'Afrique, c'est un va-et-vient constant entre l'esclavage et le présent. Ce présent qui pour tous, lutte pour les droits civiques, l'indépendance politique, l'autonomie collective, le développement économique et la fin de l'apartheid. Une même quête de soi, une volonté inébranlable d'existence et de participation, une lutte acharnée pour les droits de l'homme, en particulier droit à la liberté, droit à la dignité, droit à l'initiative et à la créativité, auront caractérisé la dynamique de l'histoire du Noir depuis plus de trois siècles à travers le monde.

Et si les différences entre les peuples noirs du globe témoignent de la diversité de leurs expériences historiques, une conscience noire a pu émerger du fond commun que constitue pour eux le patrimoine culturel originel se nourrissent leurs émotions collectives, et à partir duquel peut s'organiser leur solidarité dans le temps et dans l'espace. Et si ce patrimoine commun permet de concevoir les peuples noirs comme ensemble et comme communauté, celle-ci n'en porte pas moins des sous-ensembles qui ne sont guère identiques en raison de leurs situations respectives, de leurs expériences différentes, des paramètres sociaux, économiques, culturels et politiques qui les ont déterminés et définis jusqu'à présent.

Mais ils veulent être coresponsables de leur passé et de leur avenir d'où le projet d'étudier et d'analyser au triple plan économique, culturel (y compris scientifique) et politique, la réalité des Peuples Noirs de manière à la maîtriser ensemble pour mieux forger leur destin.

Le Combat culturel

L'Humanisme vise la réalisation et l'épanouissement de l'Homme... mais l'Homme avec une majuscule n'existe pas. Un homme est toujours de quelque part, s'insère dans une culture, une langue, une tradition, et il a même une certaine couleur de peau. S'il est assez bête pour s'y arrêter, il peut faire des bêtises qui ne seront pas moins bêtes pour porter de grands noms. Dans le cas de l'homme noir, il s'est agi de "noirisme" ou de "racisme antiraciste". Dans son immense majorité et dans ses courants dominants, l'humanisme des hommes noirs, c'est-à-

dire le panafricanisme, n'est pas tombé dans ces erreurs. Et, s'il reste encore bien des choses à faire, il a réussi, et même remarquablement, au niveau de l'Histoire et de la culture.

Sans doute, les Peuples Noirs ont beaucoup subi dans l'histoire et en sont demeurés, dans leur majorité, à percevoir l'avenir, le leur et celui de l'humanité, de manière fataliste. A présent, il s'agit de regarder son passé pour y retrouver la confiance en soi²⁸². Cette confiance qui naît de la reconnaissance par soi-même des *capacités* réelles que possède chaque peuple et avec lesquelles il peut développer sa créativité. Point de complaisance ni de surestimation, point de condescendance ni d'absolution facile et excessive. L'on doit identifier les capacités créatrices des Peuples Noirs, descendants d'ancêtres qui ont eu le génie d'avoir créé eux aussi des valeurs et des éléments de civilisation à partir desquels les autres ont transformé. Il s'agit de donner aux Noirs d'aujourd'hui un cadre de concertation, de recherche et de travail productif pour l'expression collective et l'épanouissement de leur génie créateur. Un cadre dans lequel ils s'emploient à identifier les ruptures historiques qui ont bloqué l'expression et l'amélioration des performances de leur génie et de leur créativité.

Les Peuples Noirs concernés, qui sont en Afrique ou qui en sont partis, ont une origine commune qu'ils n'ont pas choisie. Mais l'histoire leur donne des raisons de s'organiser et de développer, autour d'initiatives communes et volontaires, leur solidarité active dans le cadre d'une communauté culturelle qui doit être dans la conscience des Peuples Noirs, géographiquement dispersés dans un espace éclaté, le symbole réunificateur de leur appartenance à la même origine et de leur volonté commune d'être à la fois les gardiens et les promoteurs de leurs identités culturelles, de leur génie créateur et de leur dignité.

Le combat culturel devrait remembrer cette partie de l'Humanité qui se trouve être noire et qui n'a pas d'incapacité congénitale due à la couleur ou à la race, mais qui a été, peut encore et doit surtout être présente dans le monde et contribuer spécifiquement, selon son génie propre, à la civilisation mondiale. Parce que, au rendez-vous des civilisations, l'Humanité aura un déficit important si l'apport spécifique de l'une quelconque de ses composantes en était absente pour n'avoir pas pris elle-même l'initiative de se manifester et de participer, ou parce que les autres auront ignoré, délibérément ou involontairement, que d'autres peuples ont pensé autrement son évolution.

A cette fin, l'Afrique pourrait jouer un double rôle : celui d'un lieu de rencontre et de partage des expériences diverses des Peuples Noirs à travers le monde et celui d'un lieu de remembrement de la grande communauté noire par le rassemblement et l'accueil des Peuples de la Diaspora Noire. Point d'ancrage, mais aussi lieu de ressourcement des processus identitaires des Peuples Noirs, elle doit permettre aux Peuples Noirs de répondre au besoin historique, culturel et politique de se reconnaître différents des autres Peuples et d'assumer activement et positivement avec ceux-ci par la coopération qui doit être conçue comme mise en œuvre de modalités concertées de participation égalitaire de tous les Peuples à la Civilisation mondiale.

Les Peuples Noirs sont dispersés à travers le monde : l'Afrique et la Diaspora Noire. Mais des souffrances, des brimades, et des humiliations communes ou semblables ont entretenu entre eux des liens affectifs particuliers susceptibles de cimenter une solidarité réelle pour une renaissance.

Renaissance

Il s'agirait là d'une Renaissance Africaine vraie ! L'on sait que "Renaissance Africaine" est un terme utilisé aussi, depuis les années '90, pour désigner une nouvelle forme

²⁸² Il a été proposé notamment que l'instrument et le cadre d'un tel projet soit un Institut des Peuples Noirs (I.P.N.), qui permette au Noir de s'investir davantage dans son histoire dont l'Occident ne saurait plus longtemps prétendre être le seul détenteur.

d'impérialisme. Et, ce disant, nous touchons le point faible. Politiquement, le panafricanisme n'a atteint que très partiellement ses objectifs.

L'Afrique est le terrain d'un vaste conflit entre le mouvement de libération africaine et les diverses sociétés financières qui se répartissent le contrôle du sous-sol le plus riche du continent. Il n'est donc pas étonnant que l'indépendance des pays africains y suscite des problèmes liés au maintien des privilèges économiques. Ceux-ci ne sont plus "blancs" et "coloniaux", mais capitalistes et transnationaux. Une solidarité impérialiste de cette ampleur impose aux organisations nationalistes d'Afrique la nécessité d'une solide coordination de leurs efforts, entre eux et avec le reste du monde, c'est-à-dire indépendamment de toute considération "raciale". Une identité des options, dans un faisceau d'alliances, doit animer l'ensemble des forces qui se battent sur le front de la lutte contre la prééminence de la « domination du profit » sur le continent africain comme dans le reste du monde.

Reportons nous vingt ans en arrière, à l'effondrement de l'Union Soviétique et du « bloc » de l'Est. La disparition des « blocs » débarrassait alors la politique américaine d'une lourde hypothèque : l'obligation de ménager les pays européens. L'un de ces « ménagements » avait consisté à leur concéder que le rôle de « gendarmes de l'ordre impérialiste en Afrique » serait joué par les anciennes puissances coloniales, et non directement par les Etats-Unis, ni par les pays africains eux-mêmes.

Cela allait à l'encontre des conceptions américaines puisque cela revenait à accepter une certaine prolongation de situations coloniales. Or, les Etats-Unis sont anticolonialistes. Ils le sont depuis toujours, mais d'une manière qui n'a rien d'humanitaire car elle ne repose pas sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais bien sur le droit du plus riche (les USA) à s'emparer de tous les marchés. Les colonisateurs, au contraire, érigeaient autour de leurs colonies des barrières en tous genres pour favoriser le commerce des métropoles, et essayèrent autant que possible de les maintenir après les indépendances africaines. Hérésie aux yeux des Américains, pour qui la seule manière saine de procéder est de laisser partout jouer librement les lois de l'économie de marché, lois d'autant plus saines qu'elles sont truquées en leur faveur.

Spontanément, toute idée de situation privilégiée, de « régime de faveur » les énerve. Leur idéal est réalisé en Amérique centrale, dans les « républiques bananières ». Il y a indépendance puisque le pouvoir est exercé par la bourgeoisie locale. En réalité il y a sujétion totale, non seulement aux Etats-Unis, mais à l'une ou l'autre grande compagnie américaine.

En même temps que la disparition de la menace représentée par « l'ours russe » les dispensait d'un certain nombre de politesses envers leurs alliés européens, les Etats-Unis pouvaient aussi se débarrasser, sur le continent noir, d'un certain nombre d'alliances plus que gênantes avec des dictateurs mis et maintenus en place au nom de leur seule qualité d'anticommunistes. Tous les régimes africains « musclés » se virent priés énergiquement par les américains (ainsi que par les Européens, d'accord jusque là avec eux) de procéder, à travers des Conférences Nationales, à une démocratisation qui devait amener au pouvoir des gens propres et présentables (Dans l'esprit des stratèges de Washington : la bourgeoisie des futures « républiques bananières »).

Cependant, les Etats-Unis persistèrent à utiliser les services de « sous-traitants », c'est-à-dire à confier le rôle de « gendarmes » à des puissances régionales qui leur étaient très étroitement liées. C'est, par exemple, le rôle que joue Israël au Moyen-Orient.

Leur préférence va, toutefois, à un allié régional, non à des interventions aussi « exotiques » que les expéditions des parasites ou français. Et, durant la période qui va de la Chute du Mur au 11 Septembre 2001, où le besoin de ménager leurs alliés européens se faisait beaucoup moins pressant qu'auparavant, les Américains, en particulier les Démocrates de l'administration Clinton, appuyèrent une « Nouvelle Renaissance Africaine », sorte d'impérialisme « tropicalisé » dont la figure de proue était Yoweri Kaguta Museveni. Et, faut-

il le rappeler, celui-ci a dû son arrivée au pouvoir à des troupes parmi lesquelles il y avait de nombreux réfugiés rwandais, dont Paul Kagame !

Mascotte de la politique subsaharienne de l'administration Clinton, la « dynamique de la renaissance » englobait notamment les régimes ougandais de Museveni et rwandais du duo Bizimungu-Kagame et ceux de l'Éthiopien Meles Zenawi, de l'Erythréen Issaias Afeworki et du Sud-Africain Nelson Mandela. Les démocrates américains voulaient voir dans le volontarisme pragmatique affiché par ces nouveaux leaders la projection d'une Afrique idéale, alignée harmonieusement dans l'évolution d'un monde globalisé. En fait, cette catégorisation manichéiste reposait sur une perception biaisée de la réalité. Malgré l'existence de structures formelles de bonne gouvernance dont ils avaient été érigés en « modèles », Museveni et Kagame, deux membres en vue de cet aréopage, étaient à la tête de régimes politiquement verrouillés. Il s'agissait donc là d'une nouvelle forme d'impérialisme qui, à en juger par ses performances mortifères (cinq millions de morts en dix ans au Congo depuis le début de l'immixtion des affairistes de proie utilisant le Rwanda comme bras armé de leur prédation), pourrait être plus ravageur que l'esclavagisme et le colonialisme réunis.

Succès et échecs politiques du Panafricanisme

En 1804, les Noirs de Haïti faisaient savoir dans le fracas des armes que si, illettrés, ils ne pouvaient pas lire la Déclaration des Droits de l'Homme, ils en avaient parfaitement saisi le sens. Ce fut le point de départ non pas d'un, mais de deux mouvements révolutionnaires, l'un qui concerna les Amériques, et en ce sens un Chavez ou un Morales sont également les héritiers de la Révolution haïtienne, l'autre qui réclama, pour les Noirs, l'égalité de droits avec les autres humains, ce qui ne pouvait aller sans décolonisation de l'Afrique, mais aussi de son histoire et de ses cultures.

Cette deuxième révolution fut bloquée dans son déroulement en ce sens qu'on en resta à l'indépendance formelle. Les peuples africains ne retrouvèrent pas la pleine possession de leurs ressources, de leurs considérables richesses naturelles. Elles restent sous le contrôle de grands prédateurs internationaux, avec la complicité de bourgeoisies locales qui n'ont plus de "noires" que le nom. Leur couleur réelle est celle des billets de banque: sale et même passablement tachée de sang.

Il faut admettre que, même si des avenues et des statues leur sont dédiées, les leaders panafricanistes conséquents, c'est à dire ceux qui voulaient que l'indépendance menât rapidement à l'unité africaine et à la construction d'une démocratie véritable, c'est-à-dire incluant une économie fonctionnant pour le bien de tous au lieu que tous soient au service des profits de quelques-uns, ont en très grande partie échoué.

Nkrumah, qui avait affirmé ces deux vérités avec force, a été renversé par un coup d'Etat. Nyerere, qui n'avait pu vaincre l'inertie de la bourgeoisie bureaucratique tanzanienne, constatait dans sa retraite que sans doute la différence de couleur trop évidente entre les Noirs et les Blancs, peut-être aussi le "noirisme", avaient trop bien camouflé le danger embusqué parmi les Noirs eux-mêmes. Malcolm X, pendant un temps radicalement anti-blanc, finit par reconnaître que la couleur n'est pas, finalement, un critère fondamental. Amilcar Cabral, abordant la situation non en termes de couleur de peau, mais d'appartenance de classe, invita la bourgeoisie africaine, toutes couleurs confondues, à comprendre que son devoir était clair: elle doit "se suicider".

Internationalisme

On pourrait avoir l'impression que je cultive le paradoxe et que j'ai choisi de décrire le mouvement panafricain d'une manière qui fasse aboutir ce long récit à l'affirmation que la couleur de peau n'a aucune importance. Je ferai poliment remarquer que les Panafricanistes

n'ont jamais dit autre chose puisque revendiquer l'égalité revient aussi à dire cela. Historiquement, il n'y a eu d'organisations, de mouvement propre aux Noirs que parce qu'on avait pris prétexte de leur couleur pour les priver de leurs droits humains par l'esclavage, de leurs terres par la colonisation.

Mais il y a à ce point de vue une autre raison, beaucoup plus essentielle. Elle s'appelle la mondialisation. Non pas au sens où les moyens de communication permettent aux humains d'aujourd'hui de se rapprocher, mais au sens où l'économie est planétaire et où l'exploitation de l'homme par l'homme a donc acquis les mêmes proportions, et où il y a désormais prédominance d'une seule superpuissance qui tient au maintien de cette situation. Il y a une preuve manifeste de ce fait: le fait que le Président des Etats-Unis soit un "homme de couleur" n'a pas infléchi fondamentalement la politique de ce pays.

Parcourir, même de façon sommaire, les revendications, les aspirations mais aussi la misère qui sont la situation de l'Afrique Noire met hélas en évidence le même trait fondamental que sa géographie politique ou son histoire : l'aliénation en reste le trait fondamental. L'occultation y reste la règle. Ce n'est que de-ci de-là, que des efforts sont faits, pour rendre à ces peuples martyrs ce qui leur appartient et dont ils ont tout lieu d'être fiers : leur identité culturelle, le droit de prendre la parole dans leurs propres affaires. Trop souvent encore, la politique des Etats africains revient à les en priver encore et toujours, parce que la richesse de l'Afrique est encore et toujours sa malédiction.

Vu sous cet angle, le panafricanisme a un avenir et son histoire a des choses à nous apprendre, non plus pour "les Noirs", mais pour ce qu'ils ont réclamé d'être : des membres à part entière de l'humanité, qui a devant elle le défi de la mondialisation entendue à la manière du capitalisme: l'exploitation éhontée de l'écrasante majorité des hommes au profit d'une infime minorité. A ceux qui luttent sur ce terrain, ce que le panafricanisme a réussi, avec des moyens dérisoires et à travers des difficultés énormes, peut servir de modèle et de signe d'espoir.

Si le présent ouvrage pouvait en convaincre quelques personnes, et les persuader de l'inanité des formes de coopération qui, sous couleurs d'aider, approfondissent cette inacceptable aliénation, leur faire admettre que le dialogue entre les peuples ne peut s'entendre que dans la solidarité mondiale entre égaux, je regarderais mon effort comme largement récompensé.